

Le Journal de l'Armée du Canada

9.2 été 2006



Une étude sur le visage changeant du renseignement de l'Armée de terre canadienne

Lieutenant-colonel Daniel Villeneuve, CD, MDS

Le concept d'emploi de la force et l'infanterie : proposition

Capitaine Alex D. Haynes

Emploi tactique d'un véhicule de tir

d'appui dans un bataillon d'infanterie légère

Capitaine Geoffrey M. Mundy

Protection de la force logistique : leçons et recommandations pour l'environnement asymétrique

Lieutenant-colonel Tim D. Marcella

Les Moudjahidines : précurseurs des Talibans

Major Richard Tod Strickland

L'oublié : le Lieutenant-général E.L.M.

« Tommy » Burns et le maintien de la paix par les Nations Unies au Moyen-Orient

M. Sean M. Maloney, Ph.D.

Quatre noms inscrits sur le Mémorial de Vimy : le raid de tranchée exécuté

le 22 février 1917 par le 38^e Bataillon

M. Ken Reynolds, Ph.D.

LE JOURNAL DE L'ARMÉE DU CANADA

LE JOURNAL PROFESSIONNEL DE L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA

Le Journal de l'Armée du Canada est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre qui paraît tous les trois mois. Le choix des articles s'effectue par un comité de lecture en fonction des réflexions et des échanges qu'ils peuvent susciter. Ce périodique présente les opinions refléchies de professionnels sur l'art et la science de la conduite de la guerre terrestre et il constitue un moyen de diffusion et de discussion des concepts liés à la doctrine et à l'instruction, un instrument grâce auquel le personnel de l'Armée de terre et les civils qui s'intéressent à ces questions peuvent faire connaître leurs idées, leurs concepts et leurs opinions. Les auteurs sont invités à soumettre des articles qui traitent de sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Le Journal de l'Armée du Canada est un outil essentiel à la santé intellectuelle du personnel de l'Armée de terre et à l'élaboration de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines et politiques d'instruction valables dans l'avenir. Il permet à tous les militaires et à tous les membres du personnel de l'Armée de terre, des autres éléments, des organismes gouvernementaux et du milieu universitaire intéressés aux questions liées à l'Armée, à la défense et à la sécurité de parfaire leur éducation et de se perfectionner sur le plan professionnel.

Rédaction

Directeur de la rédaction — DDCDFT, Colonel J.R.A. Tremblay, OMM, CD

Réviseur en chef — DCDFT, Colonel J.B. Simms, CD, MA

Rédacteur en chef — Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.

Rédacteur en chef adjoint — M. Robert Boyer, B.Sc., MA

Comité éditorial

Directeur — Concepts et doctrine de la Force terrestre — Colonel J.B. Simms, CD, MA

Directeur — Instruction de l'Armée de terre — Colonel D.J. Milner, CD

Directeur — Environnement synthétique de l'Armée de terre — Lieutenant-colonel R.R. Bassarab, CD

CFC Toronto, M. J.C. Stone, Ph.D.

CMR, M. M. Hennessy, Ph.D.

Bureau d'édition de l'Armée de terre

Éditrice de l'Armée de Terre — Major H.D. Grodzinski, CD, MA

Coordinatrice — Sergeant Christina Tripp, CD, B.A., B.Ed.

Agent des services linguistiques — M. Robert Boyer, B.Sc., MA

Conceptrice graphique — Mme Patricia Bridger

Site Web du Journal de l'Armée de terre du Canada — administrateur du site Web du SDIFT

Correspondance

La correspondance, les articles et les commentaires doivent être envoyés à l'adresse suivante : Le Journal de l'Armée du Canada, aux soins du rédacteur en chef, Direction générale-Développement des capacités de la Force terrestre, C.P. 17000, succ. Forces, Kingston, Ontario, Canada, K7K 7B4. Téléphone : (613) 541-5010, poste 8721; télécopieur : (613) 540-8713; courriel : Godefroy.AB@forces.gc.ca.

Diffusion et abonnement

Le Journal de l'Armée du Canada (ISSN 1713-773X) est diffusé à la grandeur de l'Armée de terre et à certains destinataires du quartier général de la Défense nationale, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de la Direction des opérations des systèmes d'information.

Dès exemplaires sont aussi distribués à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements au sujet de la diffusion ou de la façon de s'abonner et pour nous aviser d'un changement d'adresse, il faut s'adresser au rédacteur en chef adjoint, à Boyer.RL@forces.gc.ca. Consultez notre site Web: Journal de l'Armée du Canada, à <http://www.army.forces.gc.ca/caj/>.

Soumission d'articles

Les articles manuscrits, les notes de recherche, les critiques de livres et les communiqués sur des sujets d'intérêt sont les bienvenus en tout temps. Les articles devraient compter de 5000 à 7000 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les notes de recherche devraient compter de 1500 à 2500 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les comptes rendus et les critiques de livres devraient compter de 500 à 1000 mots; et les communiqués sur des sujets d'intérêt ne devraient pas dépasser 1000 mots. Les articles doivent être rédigés dans l'une ou l'autre des langues officielles. Les auteurs doivent y joindre une brève biographie. Les tableaux, diagrammes, cartes et images à l'appui des articles doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent être soumis par courriel ou par la poste. Ils sont revus par un comité de rédaction et le rédacteur en chef se chargera de tenir les auteurs informés. Pour obtenir plus de renseignements sur la façon de procéder pour soumettre un article, consultez le <http://www.army.forces.gc.ca/caj/>.

Avis de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation écrite du rédacteur en chef.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2006

Les points de vue et les opinions exprimés dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du rédacteur en chef.

Couverture : Le Lieutenant-colonel (Lcol) Sylvain Mongeon mène les troupes canadiennes à l'extérieur du terrain de parade au camp Ziouani, après la cérémonie de passation des pouvoirs de commandement. Les forces indiennes remplacent les Forces canadiennes sur le plateau du Golan terminant ainsi avec succès 32 années de participation canadienne à la mission de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement. Photo prise par l'Adjudant Gerry Pilote, Forces canadiennes — Caméra de combat (FNUOD).

Le Caporal Shawn Kaye, adjoint médical à pied, Rôle 1 — Soutien des Services de santé, se repose à l'ombre alors que les troupes afghanes et canadiennes fouillent une enceinte à la recherche d'indices sur les activités des talibans, dans le secteur de Zjarey à l'ouest de Kandahar. Photo prise par le Cplc Robert Botrill, Forces canadiennes — Caméra de combat

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial	3
<i>Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.</i>	
La bataille de la Somme — 90^e anniversaire	
Le 1st Newfoundland Regiment à Beaumont-Hamel, 1^{er} juillet 1916	5
<i>M. Robert L. Boyer, MA</i>	
Passation du commandement — Chef d'état-major de l'Armée de terre	10
Le point de vue du CIC sur la modernisation de l'instruction individuelle	11
<i>Colonel M.P. Jorgensen OMM, MSM, CD / Adjudant-chef L.A. Topp, MMM, CD</i>	
Mise à jour du Directeur — Concepts et doctrine de la Force terrestre (DCDFT) : l'Armée de terre de demain	20
<i>Lieutenant-colonel Michael J. English</i>	
Une étude sur le visage changeant du renseignement de l'Armée de terre canadienne	22
<i>Lieutenant-colonel Daniel Villeneuve, CD, MDS</i>	
Le concept d'emploi de la force et l'infanterie : proposition	44
<i>Capitaine Alex D. Haynes</i>	
Emploi tactique d'un véhicule de tir d'appui dans un bataillon d'infanterie légère	57
<i>Capitaine Geoffrey M. Mundy</i>	
Protection de la force logistique : leçons et recommandations pour l'environnement asymétrique	70
<i>Lieutenant-colonel Tim D. Marcella</i>	
Les Moudjahidines : précurseurs des Talibans	81
<i>Major Richard Tod Strickland</i>	
L'oublié : le Lieutenant-général E.L.M. « Tommy » Burns et le maintien de la paix par les Nations Unies au Moyen-Orient	91
<i>M. Sean M. Maloney, Ph.D.</i>	
Quatre noms inscrits sur le mémorial de Vimy : le raid de tranchée exécuté le 22 février 1917 par le 38^e Bataillon	110
<i>M. Ken Reynolds, Ph.D.</i>	
Du conflit « non trinitaire »	125
<i>M. Vincent J. Curtis</i>	
Critiques de livres	131
<i>Ticonderoga 1758: Montcalm's victory against all odds</i>	
<i>Louisbourg 1758: Wolfe's first siege</i>	
<i>Critique préparée par le Lieutenant-colonel Keith W. Kiddie, MA</i>	131
<i>Snow Plough and the Jupiter Deception. The Story of the 1st Special Service Force and the 1st Canadian Special Service Battalion, 1942-1945</i>	
<i>Critique préparée par le Colonel Bernd Horn</i>	136
<i>Nation-building: Beyond Afghanistan and Iraq</i>	
<i>Critique préparée par M. Benjamin Zyla</i>	138
<i>No Prouder Place: Canadians and the Bomber Command Experience, 1939-1945</i>	
<i>Critique préparée par le Major Tod Strickland</i>	141
<i>A War of a Different Kind: Military Force and America's Search for Homeland Security</i>	
<i>Critique préparée par M. Christopher Spearin, Ph.D.</i>	143
<i>Trust But Verify: Imagery Analysis in the Cold War</i>	
<i>Critique préparée par le Lieutenant-colonel Robert S. Williams, M.S.M., CD</i>	145
<i>The Hitler Youth, 1933-45</i>	
<i>Critique préparée par le Sergent Gary I. H. Kett, CD, MA</i>	147
<i>Terrorism, Afghanistan and America's New Way of War</i>	
<i>Critique préparée par le Lieutenant-colonel Peter J. Williams</i>	150

The Blitzkrieg Legend—The 1940 Campaign in the West <i>Critique préparée par le Capitaine John K. Vintar, CD, MA.</i>	152
World War II Airborne Warfare Tactics <i>Critique préparée par le Capitaine David Wray</i>	155
Capitaine-Abbé Rosaire Crochetière : un vicaire dans les tranchées <i>Critique préparée par le Padré (Major) Jean-Yves Fortin</i>	156
Tribune Libre	
Les couches en apparence impénétrables de la terminologie <i>M. Al Morrow</i>	158
L'utilisation de la simulation à l'appui de l'instruction dans un contexte de ressources restreintes <i>Capitaine Fred Hayward</i>	162
Restructuration de l'Armée de terre : la clé d'une gestion de la disponibilité opérationnelle qui fonctionne vraiment <i>Lieutenant-colonel Rob D. McIlroy</i>	168



ÉDITORIAL

Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.

Je n'ai aucun doute que les futurs analystes désigneront 2006 comme étant l'année pendant laquelle l'Armée du Canada a commencé à se rétablir. Il aura fallu presque une décennie de transformations et deux décennies de cadence opérationnelle élevée dans des missions complexes couvrant l'ensemble du spectre d'intensité des opérations pour que la performance de l'Armée de terre en Afghanistan cette année reflète l'évolution de la culture organisationnelle professionnelle depuis la fin de la guerre froide. Aux prises avec d'innombrables défis au début des années 1990, l'Armée de terre s'est néanmoins sévèrement remise en question et, acceptant ces leçons douloureuses, s'est engagée dans une odyssée novatrice de transformations tout à fait étonnante. Des attirails personnels aux tactiques en passant par les opérations et le leadership, chacun peut facilement observer les résultats de ce dévouement à l'entreprise militaire et au changement conceptuel depuis 10-15 ans. Considérant les exigences des opérations en Afghanistan, ce dévouement ne pouvait survenir à un meilleur moment.

Par le passé, beaucoup d'organisations ont affronté des défis semblables. À titre d'exemple, mentionnons le United States Marine Corps (USMC) qui a été confronté au dilemme « innover ou disparaître » à la fin des années 1970, époque où l'armée américaine se concentrat sur la préparation d'une grande bataille aéroterrestre en Europe de l'Ouest et non d'opérations amphibiies. Faisant face à une extinction possible, ou à tout le moins à un réalignement radical de sa mission et de son rôle central, le commandement de l'USMC a cherché des solutions nouvelles et novatrices pour sa force d'envergure moyenne. Parmi les nombreux problèmes que devait régler l'USMC, l'un concernait l'atteinte d'un équilibre entre forces mécanisées et forces légères. L'analyse du problème a finalement mené au développement des concepts de manœuvre suivis d'une doctrine, une façon de faire la guerre qui continue de définir l'USMC aujourd'hui.

Le problème consistant à bien équilibrer une force d'envergure moyenne, stratégiquement pertinente et décisive sur le plan tactique continue aujourd'hui de mettre au défi les penseurs de l'Armée de terre. Dans le cadre du programme de recherche et de prospective du Directeur—Concepts et doctrine de la Force terrestre, ces problèmes sont analysés par le biais de nombreux forums, incluant la publication d'articles de choix dans le *Journal de l'Armée du Canada*, permettant ainsi de stimuler à la fois l'intérêt et le débat sur ces questions. Le présent numéro contient un certain nombre d'articles posant d'importantes questions et mettant à l'épreuve des hypothèses importantes, lesquelles influenceront, d'une manière ou d'une autre, la réflexion sur le développement de l'Armée de terre. Le Lieutenant-colonel Villeneuve examine le rôle que le renseignement de l'Armée de terre du Canada jouera à l'avenir, pendant que les capitaines Mundy et Haynes soumettent des propositions pour l'emploi futur de l'infanterie et de l'appui-feu. Le Major Strickland cherche à comprendre en remontant le fil de l'histoire en Afghanistan, pendant que le Lieutenant-colonel Williams, le Major Godefroy (non pas le rédacteur en chef, mais son frère aîné), et M. Ken Reynolds, Ph.D. analysent rétrospectivement des opérations passées de l'Armée de terre du Canada. Finalement, la tribune libre offre d'excellents points et antithèses sur des sujets traités dans les numéros précédents, ainsi que d'autres éléments dignes d'intérêt pour l'Armée de terre.

Comme je le mentionnais dans mon éditorial du numéro précédent, j'aimerais recevoir des articles portant sur l'opération Apollo. J'attends avec impatience vos articles et je me tiens à votre disposition pour répondre à toutes vos questions. Si vous avez un article à proposer, ou simplement une idée dont vous aimeriez discuter avant de la mettre par écrit, n'hésitez pas à communiquer avec notre bureau. Bonne lecture, et faites-nous part de vos commentaires!



Visitez-nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>



UN ÉLÉMENT DE NOTRE PATRIMOINE

LA BATAILLE DE LA SOMME — 90^e ANNIVERSAIRE LE 1st NEWFOUNDLAND REGIMENT À BEAUMONT-HAMEL, 1^{er} JUILLET 1916

M. Robert L. Boyer, MA

*The call came from London, for the last July drive
"To the trenches with the regiment, prepare yourselves to die"
The roll call next morning, just a handful survived.
Enlist ye Newfoundlanders and come follow me*

Paroles de la chanson *Recruiting Sergeant*,
de Great Big Sea, tirée de l'album *Play*

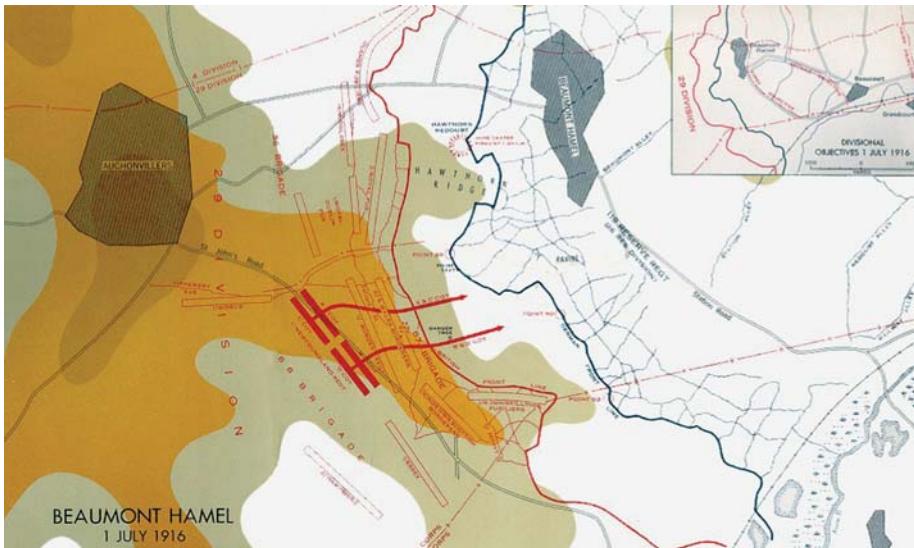
Dans son ouvrage sur l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, l'historien militaire Sir John Keegan affirmait ceci :

L'histoire de la Seconde Guerre mondiale n'a pas encore été écrite. Peut-être le sera-t-elle au prochain siècle. Aujourd'hui, malgré les cinquante ans qui se sont écoulés depuis la fin du conflit, les passions qu'il soulève encore sont trop grandes, les blessures qu'il a infligées, trop profondes et les problèmes sans solution qu'il nous laisse, trop vastes pour qu'un historien puisse y trouver un juste équilibre¹.

À ses yeux, cela n'a rien de bien étonnant, puisqu'il aura fallu 130 ans pour qu'un ouvrage historique sur la Guerre civile américaine soit accepté par toutes les écoles de pensée sur ce conflit². D'après certains indicateurs, il est tout à fait possible que l'histoire de la Première Guerre mondiale n'ait pas encore été écrite. À titre d'exemple, un bref coup d'œil sur la documentation révèle qu'il ne fait aucun doute que la Première Guerre mondiale n'a pas fini de fasciner et de générer de la controverse.

Des ouvrages comme *Mud, Blood, and Poppycock: Britain and the First World War* de Gordon Corrigan (publié in 2003) et *The Somme* de Peter Hart (2005) ainsi que l'ouvrage du même titre de Robin Prior et Trevor Wilson (2004) replongent dans l'historique de la guerre et, dans le cas qui nous intéresse, dans une bataille particulière. Les auteurs tentent de décrire cette bataille dans le contexte qui convient et d'en démythifier plusieurs aspects. En outre, les maisons d'édition publient un impressionnant nombre de titres, surtout près de la date d'anniversaire de certains événements. Une recherche rapide sur le site Web de la librairie Barnes & Noble (une chaîne comparable aux détaillants canadiens Chapters/Indigo), révèle en effet que 20 livres (nouveaux titres et réimpressions) ont été publiés en 2005-2006 sur la bataille de la Somme seulement.

Un autre exemple de la controverse que génère ce conflit encore aujourd'hui est la divergence entre les historiques révisionnistes qui sont maintenant publiés et la mémoire collective, qui en garde un souvenir passablement négatif. Il est évident que les historiens sentent le besoin de corriger ce qui est devenu la vision orthodoxe reconnue de la guerre. Les images de troupes qui, vêtues de kaki, s'enfoncent imperturbablement dans le no man's land vers une mort certaine, sont encore très présentes dans les esprits. Les expressions comme « génération perdue », « carnage inutile » et « l'horreur des tranchées » trouvent encore un écho aujourd'hui³. La Première Guerre mondiale



offre une myriade d'exemples, mais aucun n'illustre ni ne soutient mieux cette perception générale que le premier jour de la bataille de la Somme, le 1^{er} juillet 1916.

La bataille de la Somme (de juillet à novembre 1916) fut le résultat d'une tentative, par les Britanniques, de soulager la pression engendrée par l'offensive allemande de Verdun en février 1916. Les Français, qui subissaient alors des pertes extrêmes, réussirent à faire pression sur les Britanniques pour que ces derniers mènent une opération offensive afin de faire dévier les Allemands de leur route. Dans l'histoire officielle canadienne, on note que l'offensive de la Somme n'avait pas de grands objectifs géographiques. Son but comportait trois volets : soulager la pression exercée sur les armées françaises à Verdun, infliger des pertes aussi lourdes que possibles aux armées allemandes et venir en aide aux alliés sur d'autres fronts en empêchant les Allemands de transférer d'autres troupes en provenance de l'Ouest⁴. On commença à planifier les opérations au printemps 1916. À la fin de juin, les conditions étaient propices à une offensive majeure au nord du fleuve la Somme. Cette opération essentiellement britannique mettait en scène 18 divisions, lesquelles réunissaient quelque 234 bataillons, pour un total de plus d'un demi-million d'hommes⁵. La composition de ces forces d'attaque entièrement britanniques comportait cependant deux exceptions : un petit contingent d'environ 80 hommes provenant des Bermudes (le *Bermuda Volunteer Rifle Corps*), attaché aux 1st Lincolns (21^e Division), ainsi que le 1st Newfoundland Regiment, faisant partie de la 29^e Division de l'Armée régulière⁶.

D'abord appelée le *Newfoundland Contingent*, lors de sa création pour les besoins de la guerre, cette unité réunissant les effectifs d'un bataillon arriva en France après une période de service plutôt « calme » dans le théâtre de Gallipoli (où on répertoria 87 pertes)⁷. Rebaptisé le 1st *Newfoundland Regiment* (à l'époque, il comptait environ 800 hommes dirigés par le Lieutenant-colonel A.L. Hadow, un officier britannique), il prit sa place au front, auprès des autres bataillons de la 29^e Division, le 30 juin⁸. Le plan de la 29^e Division supposait une attaque à deux brigades avec des objectifs divisionnaires sur la deuxième ligne allemande, ce qui représentait une progression de près de trois milles. L'axe de progression divisionnaire était barré par deux caractéristiques majeures. D'abord la ville de Beaumont-Hamel, qui abritait quelque 162 maisons au moment de l'attaque; les Allemands en avaient fait une véritable forteresse. Ensuite, une caractéristique de terrain désignée par le nom de *Y Ravine* (ravin Y). On le décrit



Des barbelées devant Beaumont-Hamel, 1916

comme une dépression aux parois escarpées, où de multiples abris creusés en profondeur pourraient résister aux plus lourds bombardements. Non seulement le ravin était-il truffé d'abris, mais il était aussi traversé par de nombreuses tranchées. La garnison pouvait donc y être relevée ou appuyée depuis le chemin de la Station ou encore depuis des tranchées voisines. Le ravin s'étirait sur environ un demi mille au sud du village de Beaumont-Hamel; l'extrémité ouest se scindait en deux bras tendus vers l'extérieur qui lui donnaient la forme d'un Y⁹. Ces deux caractéristiques, conjuguées au réseau de tranchées des lignes allemandes, représentaient un obstacle insurmontable pour les unités de la 29^e Division. Quant aux Terre-Neuviens, le ravin Y se trouvait directement sur leur route.

Un appui d'artillerie considérable fut planifié et exécuté pour créer des ouvertures dans les barbelés ennemis, détruire des positions défensives préparées et plus généralement, forcer l'ennemi à garder la tête baissée jusqu'à ce que les forces d'attaque soient parvenues à leurs objectifs. Ne voulant rien laisser au hasard, les artilleurs britanniques avaient utilisé plus de 1,5 millions d'obus durant la semaine de bombardement précédent l'attaque¹⁰. Le 1st Newfoundland Regiment devait faire partie de la deuxième vague de l'attaque, la première commençant à 7 h 30. Les Terre-Neuviens étaient donc en position dans les tranchées de réserve situées derrière la ligne de front britannique, où ils attendaient l'ordre d'avancer.

À 7 h 20, la mine placée sous la crête Hawthorn (qui faisait partie de la ligne défensive située devant Beaumont-Hamel) explode, détruisant la redoute qui la surplombe et créant un cratère de 130 pieds et d'une profondeur de 40 pieds¹¹. Malheureusement, cette explosion a aussi pour effet de signaler à l'ennemi qu'une attaque est imminente. Quelque dix minutes plus tard, le bombardement d'artillerie britannique s'arrête : les artilleurs corrigent le tir pour commencer à viser la deuxième ligne allemande. C'est le signal qui indique à l'infanterie de « grimper par-dessus » ou de quitter les positions déjà occupées dans le no man's land pour se refermer sur ses objectifs assignés. Les bataillons des 86^e et 87^e brigades de la 29^e Division commencent à progresser, essuyant bientôt les tirs nourris de l'ennemi; les pertes s'accumulent. À titre d'exemple, le 2nd Royal Fusiliers (qui fait partie de la 86^e Brigade, du côté gauche)



Soldats terre-neuviens dans la tranchée de soutien « St-John's », 1^{er} juillet 1916. Cette photographie a été prise avant le début de l'attaque le 1^{er} juillet 1916.

subit 561 pertes, et le 1^{er} Royal Inniskilling Fusiliers (qui fait partie de la 87^e Brigade, du côté droit) perd 568 hommes. En tout, des huit bataillons qui constituent les deux brigades, quatre subiront au moins 500 pertes le matin du 1^{er} juillet¹². Contrairement à ce qu'on avait prévu, le bombardement préparatoire n'a pas perturbé l'ennemi. Les Allemands ont pu retourner à leurs positions de combat pendant que les Britanniques préparaient leur attaque. L'attaque s'arrête bientôt, et blessés et mourants commencent à revenir vers les tranchées du front britannique. Il est probable que personne n'aït atteint les barbelés allemands.

Des comptes rendus contradictoires ont commencé à parvenir aux quartiers généraux de brigade et de division; il y a des signes de réussite possible du côté droit (87^e Brigade), où on a repéré le signal prévu (une fusée). Dans la confusion qui s'ensuit, l'attaque de deuxième vague de la 88^e Brigade, qu'on devait lancer à 8 h 30, est remise. Enfin, à 8 h 45, les commandants du 1^{er} Newfoundland Regiment et du 1^{er} Essex reçoivent l'ordre de préparer une attaque de deux bataillons à l'appui de la 87^e Brigade¹³. Les tranchées de communication qui mènent aux tranchées de réserve et en première ligne sont encombrées des blessés, des mourants et des morts de la première vague. Il est devenu pratiquement impossible de progresser par les voies normales. Le commandant du 1^{er} Essex, choisit, ce qui sera peut-être une sage décision, d'avancer par les tranchées congestionnées : il lui faudra plus de deux heures pour atteindre les tranchées de première ligne. Les Terre-Neuviens, de leur côté, sont prêts dès 9 h 15.

Le Lcol Hadow, animé par un sentiment d'urgence, ordonne au bataillon d'avancer vers le front à découvert, sans attendre le 1st Essex¹⁴.

Le régiment devait franchir environ 300 verges pour atteindre la première ligne britannique.¹⁵ Dès qu'ils se placent en formation à découvert, les soldats essuient des tirs nourris de mitrailleuses et d'artillerie. Les uns tombent pendant que les autres tentent de progresser à travers les barbelés tendus dans les lignes britanniques; ils s'agglutinent parfois près d'une ouverture, offrant à l'ennemi des cibles de choix. Quelques-uns, peut-être une douzaine, parviennent à traverser le no man's land, mais il trop tard : l'efficacité au combat du régiment a été réduite à néant. En trente minutes, tout est fini. Le 1st Newfoundland Regiment a subi 684 pertes (26 officiers et 658 soldats, dont 310 ont été tués), ce qui représente un taux de perte de 91 %¹⁶. Chaque officier est soit mort, soit blessé. Ce jour-là, les attaques des Britanniques aux environs de Beaumont-Hamel ne se soldent pas par un gain de terrain significatif. Beaumont-Hamel sera enfin capturée en novembre 1916.

En raison de notre conception moderne des choses, il nous est difficile de saisir complètement l'ampleur des pertes générées par ce premier jour de la bataille de la Somme. D'après les comptes rendus finals, cette journée aura fait 57 470 pertes, officiers et soldats confondus¹⁷. D'après les listes établies, 32 régiments ont subi au moins 500 pertes, et le 1st Newfoundland Regiment occupe le deuxième rang des unités les plus touchées (derrière le 10th West Yorks, avec 710 pertes). Bon nombre de régiments durent affronter la tâche ardue de se reconstruire avec le cadre de troupes de 10 % habituellement laissé en garnison durant les grandes opérations. Le régiment fut finalement reconstitué et participa à de nombreuses autres grandes batailles jusqu'à la fin de la guerre. En février 1918, en reconnaissance du service du régiment, le Roi lui accorda l'honneur sans égal de porter le titre de « royal ». Durant la Première Guerre mondiale, plus de 6000 Terre-Neuviens ont servi auprès du régiment et d'autres forces britanniques : 3720 d'entre eux ne sont jamais revenus¹⁸.

Notes

1. Keegan, John. *The Battle for History: Re-Fighting World War Two*. Toronto : Vintage Books, 1995, p.30, [traduction].
2. Il parle ici de : *Battle Cry of Freedom: The Civil War Era*, James McPherson, publié en 1988.
3. Fait à noter, ces expressions (en anglais : *lost generation, needless slaughter et horrors of trenches*) sont toutes des titres de chapitres de l'ouvrage de Gordon Corrigan : *Mud, Blood, and Poppycock: Britain and the First World War*.
4. Nicholson, G.W.L. *Official History of the Canadian Army in the First World War: Canadian Expeditionary Force, 1914-1919*. Ottawa : Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, 1964, p.143.
5. Middlebrook, Martin. *The First Day on the Somme, 1 July 1916*. Londres : Penguin, 1984, p.78-79.
6. Ibid., p.79.
7. Nicholson, G.W.L. *Official History of the Canadian Army in the First World War: Canadian Expeditionary Force, 1914-1919*. Ottawa : Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, 1964, p.480.
8. Cave, Nigel. *Beaumont Hamel: Newfoundland Park*. Londres : Leo Cooper, 1994, p.57.
9. Gliddon, Gerald. *When the Barrage Lifts: A Topographical History of the Battle of the Somme*. Londres : Leo Cooper, 1990, p.409.
10. Middlebrook, Martin. *The First Day on the Somme, 1 July 1916*. Londres : Penguin, 1984, p.105.
11. Gliddon, Gerald. *When the Barrage Lifts: A Topographical History of the Battle of the Somme*. Londres : Leo Cooper, 1990, p.41. Cette explosion a été immortalisée dans un film de George Malins et est devenue l'une des images les plus connues de la guerre.
12. Middlebrook, Martin. *The First Day on the Somme, 1 July 1916*. Londres : Penguin, 1984, p.330.
13. Ibid., p.188.
14. Ibid., p.188. Le Lcol Hadow avait été autorisé par le commandant de la Brigade à attaquer en autonomie au besoin.
15. Ibid., p.188.
16. Ibid., p.189.
17. Ibid., p.263. Nicholson, G.W.L. *Official History of the Canadian Army in the First World War: Canadian Expeditionary Force, 1914-1919*. Ottawa : Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, 1964, p.481.
18. Nicholson, G.W.L. *Official History of the Canadian Army in the First World War: Canadian Expeditionary Force, 1914-1919*. Ottawa : Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, 1964, p. 482.

PASSATION DE COMMANDEMENT — CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE

Le 15 juin 2006, l'Armée de terre du Canada a accueilli un nouveau commandant dans le cadre d'une cérémonie présidée par le Chef d'état-major de la Défense. Le Lieutenant-général Marc Caron, qui commandait l'Armée de terre depuis février 2005, a pris sa retraite après 35 années de service distingué. Il a passé le commandement de l'état-major de l'Armée de terre au Lieutenant-général Andrew Leslie, qui occupait précédemment le poste de Directeur général — Planification stratégique au quartier-général de la Défense nationale.

Le Lgén Andrew Leslie s'est enrôlé dans le 30^e Régiment d'artillerie de campagne en 1977; alors qu'il étudiait en Angleterre, il faisait partie de la Honourable Artillery Company. En 1981, il passe à la Force régulière pour servir au sein du 1st Regiment Royal Canadian Horse Artillery en Allemagne, un régiment qu'il allait un jour commander, à l'instar de son père avant lui. Il a suivi le cours de commandant de troupe et le cours de tactique de l'armée britannique, ainsi que le cours de commando, le cours de combat corps à corps et le cours de commandant de compagnie d'infanterie de l'armée française, sans oublier sa formation dans les collèges de commandement et d'état-major de l'Armée de terre et interarmées, et sa formation en gestion de projet.

Après une série de périodes de service au sein d'unités de combat mécanisées et aéroportées en Allemagne, à Chypre et au Canada, et après des affectations de commandement au niveau régimentaire jusqu'au début des années 1995, il est promu au grade de colonel et sert en Ex-Yougoslavie à titre de chef d'état-major du secteur du sud (au niveau de la brigade). Il a reçu la Médaille du service méritoire pour ses actions sous le feu durant les combats de Knin. Il devient ensuite chef d'état-major et commandant adjoint de l'ONURC (niveau de la division) et, finalement, chef d'état-major de la FPNU (niveau de la mission). Après le transfert des responsabilités de l'ONU aux forces de l'OTAN, le Lgén Leslie revient dans l'Ouest du Canada à titre de chef d'état-major du Secteur de l'ouest, en 1996, où il servait en cette qualité durant les inondations du Manitoba au printemps de 1997.

En 1997, il accède au poste de commandant du 1^{er} Groupe-brigade mécanisé du Canada (1 GBMC), une formation de combat d'infanterie basée dans l'ouest du pays qui mettait l'accent sur l'entraînement interarmes avec tir réel. Au début de 1998, le 1 GBMC se déploie sur la Rive-Sud de Montréal pour participer aux opérations d'assistance après la tempête de verglas. En 1999, il est promu brigadier-général pendant qu'il suit le cours supérieur d'études militaires et le cours des études de sécurité nationale à Toronto. En 2000, il est nommé J6 des Forces canadiennes et prend charge du commandement des groupes et régiments de communication de campagne, des fonctions de renseignement électronique et du soutien de divers réseaux informatiques nationaux. En 2002, il devient commandant du Secteur du centre de la Force terrestre et responsable de trois brigades de la Force régulière et de la Réserve, ainsi que de plusieurs bases et établissements d'instruction.

Le Lgén Leslie est ensuite nommé commandant de la Force opérationnelle à Kaboul et commandant adjoint de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan dirigée par l'OTAN en 2003, service qui lui a valu la Croix du service méritoire. À son retour au Canada en 2004, il devient Chef adjoint par intérim de l'état-major de l'Armée de terre. Plus tard au cours de la même année, alors qu'il poursuivait des études doctorales à temps plein au Collège militaire royal il a été choisi comme chercheur-boursier McNaughton-Vanier. En 2005, il devient Directeur général — Planification stratégique à Ottawa, responsable d'un large éventail de questions de développement de la force et de ressources, poste qu'il occupait jusqu'à sa nomination au poste de Chef d'état-major de l'Armée de terre cette année.

LE POINT DE VUE DU CIC SUR LA MODERNISATION DE L'INSTRUCTION INDIVIDUELLE

Colonel M.P. Jorgensen, OMM, MSM, CD / Adjudant-chef L.A. Topp, MMM, CD

Introduction

Le présent court article a été préparé par l'Adjud L. A. Topp, sergent-major de la formation du CIC, et le commandant du CIC, le Colonel M. P. Jorgensen. Nous avons dans cet article l'intention de traiter très brièvement des efforts que fait actuellement le CIC pour moderniser l'instruction individuelle dans le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre. Notre but est de nous assurer que tous les membres de la Force terrestre du Canada connaissent mieux les efforts faits dans tout le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre — en dépit des défis importants que posent le temps et les ressources — pour transformer et moderniser l'instruction individuelle.

Nous devons dès le départ dire que nos prédécesseurs, le Brigadier-général C. J. R. Davis et l'Adjud C. A. Preper, ont consacré une énergie et un sens de la perspective considérables à cette tâche. Ils ont mis la machine en marche au moyen d'une directive très détaillée il y a environ douze mois — nous ne faisons que la maintenir en marche et accélérer le rythme!

L'environnement opérationnel contemporain

Les défis auxquels font face les soldats qui se déploient aujourd'hui pour prendre part à des opérations sont nombreux. L'environnement opérationnel ou espace de combat dans lequel nous évoluons est différent de celui qui existait il y a seulement cinq ans et l'un des nombreux défis que doivent relever les forces terrestres consiste à élaborer et à dispenser la bonne formation à ceux qui vont faire face à cette menace.

La menace n'est plus aujourd'hui considérée comme linéaire. Nous jugeons aujourd'hui que la menace est asymétrique. Beaucoup diraient qu'il en a toujours été ainsi, puisque nous avions pour habitude de proclamer que, pour qu'une opération soit efficace, elle doit se dérouler tout à la fois dans la profondeur, au contact et dans la zone arrière. Nous croyons que la vraie différence réside dans le fait qu'il n'existe pas d'ennemi clairement identifiable. Il n'y a pas de ligne de front, de zone de séparation ou d'uniformes permettant d'identifier la menace et tout le monde, des enfants à la personne la plus âgée, peut être un ami ou peut constituer une menace mortelle. Dans des endroits tels que l'Afghanistan, vous pouvez, n'importe quand et sans avertissement, être la cible d'une attaque venant de n'importe quelle direction. Cela signifie aussi qu'il n'y a pas d'endroit sûr ou de zone arrière où vous pouvez abaisser votre garde. Apprendre à quelqu'un à entrer dans cet environnement n'est pas une tâche facile, mais c'est la tâche du système d'instruction de l'Armée de terre et nous nous transformons afin de satisfaire ces besoins dès le moment où un jeune Canadien se joint à la Force terrestre.

Le système d'instruction a été accusé de ne pas changer vite ou de ne pas avoir abandonné la mentalité de la guerre froide. Cela a peut-être en partie été vrai, mais il faut se rappeler qu'il n'est vraiment pas facile de réorienter du jour au lendemain de 90 degrés tout un système d'instruction. Même si c'était possible, les instructeurs ne seraient pas prêts ou n'auraient pas l'expérience voulue pour opérer cette transformation

aussi vite que nous l'aimerions. L'autre aspect est que, avant de « tout chambarder », nous devons déterminer les habiletés qui sont encore pertinentes de même que celles qui sont fondamentales et qu'il faut donc conserver.

En fait, une bonne part des notions élémentaires que nous enseignions dans le passé sont encore pertinentes aujourd'hui. Si l'on examine les notions élémentaires qui s'appliquent à la défense, on voit vite à quel point c'est vrai — peu importe que l'on se retranche dans une plaine à découvert ou que l'on occupe un barrage routier. La recherche de renseignements bruts est essentielle, peu importe le moyen utilisé. Le terrain, qu'il s'agisse d'en faire un multiplicateur de la force ou de comprendre les endroits qu'il faut interdire à l'ennemi, est un facteur clé dans l'appréciation dans le contexte des opérations terrestres, peu importe la situation. De même, la coordination, l'appui réciproque, la profondeur, la manœuvre, la puissance de feu et l'utilisation des réserves sont des points pertinents dont il faut tenir compte. Ces facteurs s'appliquent que l'on affronte la Première Armée de la Garde ou qu'il s'agisse de prendre et tenir une base d'opérations avancée (BOA) avec un peloton ou une compagnie dans l'arrière-pays de l'Afghanistan. Ce que nous devons pouvoir faire, c'est mieux communiquer le fait que ces facteurs restent pertinents. Nous estimons pouvoir le faire en les situant dans le contexte qui convient et en montrant à quel point il est facile de les adapter aux opérations d'aujourd'hui menées dans l'ensemble du spectre.

Nous avons bien entendu clairement reconnu la nécessité de développer nos habiletés dans des domaines tels que les opérations en zone urbaine. Nous nous attendons à intervenir dans une certaine mesure en milieu urbain au cours de toutes nos opérations, aujourd'hui et à l'avenir. Certaines des autres habiletés, comme les opérations associées aux convois, les postes de contrôle des véhicules, la sécurité des points vitaux et les opérations de bouclage et de fouille, qui peuvent à une certaine époque avoir été subordonnées aux autres types d'instruction, doivent occuper une plus grande place dans nos scénarios d'instruction. Cette instruction doit être donnée dans des bases d'opérations avancées ou à l'intérieur de zones bâties afin de reproduire ce qui se fait à l'heure actuelle dans le théâtre. L'instruction que nous donnons doit de plus traduire le fait que les opérations découlent du renseignement et que des opérations d'information efficaces ont beaucoup à offrir.

D'autres facteurs jouent aussi aujourd'hui un rôle dans nos opérations, comme l'approche des « trois D » (défense, diplomatie et développement), qui fait intervenir d'autres organismes gouvernementaux. Nous nous déployons avec du personnel intégré des médias et le recours à des entrepreneurs civils pour soutenir les opérations fait maintenant partie des instructions permanentes d'opération. Nos soldats doivent comprendre la façon dont ces éléments sont liés les uns aux autres pour que les opérations auxquelles ils prennent part soient fructueuses.

L'instruction que nos sous-officiers reçoivent est aujourd'hui plus souvent contestée. Même si l'Armée de terre du Canada a jusqu'à maintenant eu la chance de compter sur un excellent corps de sous-officiers, il est pour nous évident que nous devons faire évoluer l'instruction des sous-officiers d'une manière qui soit compatible avec les pressions externes et internes qui s'exercent pour que des modifications soient apportées. L'aspect le plus difficile, en ce qui concerne la modification de la formation des sous-officiers, consiste à définir à quoi le sous-officier doit « ressembler » à la fin de l'instruction. Nous devons « donner un visage à notre soldat ». Autrement dit, nous devons définir exactement les qualités que nos sous-officiers et soldats doivent posséder pour pouvoir mettre au point l'instruction qui donnera les professionnels dont nous avons besoin.

Dans le tourbillon des modifications apportées ces dernières années à l'instruction, le perfectionnement professionnel de nos sous-officiers a changé de façon très substantielle à certains points de vue. Certains d'entre nous avons en conséquence conclu qu'il n'existe peut-être même pas deux sous-officiers qui ont reçu exactement la même formation! Si, à une certaine époque, vous rencontriez un sergent, vous saviez exactement comment ce dernier avait été formé et vous saviez quelles expériences il ou elle avait vécues et saviez par conséquent exactement ce dont il ou elle était capable. Aujourd'hui, la vérité est que nous n'avons pas de certitudes absolues concernant la formation ou l'expérience que ces chefs essentiels de notre Armée de terre possèdent réellement. L'expérience opérationnelle leur a dans certains cas enseigné des leçons inappropriées ou les a obligés à travailler dans des domaines qui ne font pas traditionnellement partie de leur sphère de responsabilité.

Nous croyons pour ces raisons qu'il faut cesser de modifier la structure fondamentale d'instruction des sous-officiers. Nous devons plutôt laisser certains de nos cours donner les résultats prévus avant de nous perdre dans une marée de changements. Nous devons établir une ligne de référence ou de départ fiable, incluant une doctrine appropriée, par rapport à laquelle nous pourrons évaluer les progrès et valider au moins une partie des changements de paradigme que nous avons entrepris.

Évolution des méthodes d'instruction individuelle

Chaque nouvelle addition touchant l'instruction est accompagnée d'une nouvelle demande de temps d'instruction, ce qui entraîne la nécessité d'accroître le temps prévu pour un cours ou de lui faire une place en abandonnant d'autres aspects de l'instruction. Comme l'Armée de terre n'a pas vraiment envie d'accroître le temps consacré à l'instruction individuelle, nous essayons souvent de trouver de la place en éliminant d'autres aspects du cours — le plus souvent le temps consacré à l'administration. Nous croyons toutefois pouvoir faciliter le processus en adoptant des stratégies différentes de mise en œuvre de l'instruction.

Pour commencer, nous éliminons progressivement la méthode traditionnelle — la mort infligée par PowerPoint! Nous devons mieux utiliser le temps disponible et comme l'apprentissage par la pratique est le moyen le plus efficace d'enseigner la matière pour qu'elle soit retenue longtemps, nous essayons d'introduire un apprentissage « centré sur le stagiaire » en recourant à la modélisation et à la simulation pour faciliter le processus et en nous éloignant de la méthode redoutée de la « liste de blanchisserie » appliquée à l'instruction. En fait, en l'absence d'une simulation adéquate, certaines écoles ont recommencé à utiliser la maquette de terrain pour faciliter la compréhension et l'assimilation des connaissances.

En second lieu, nous nous employons à offrir des scénarios qui sont plus pertinents du point de vue militaire afin de mettre notre formation en leadership en contexte. Cette dernière initie en partant le stagiaire au contexte militaire. Même si certains des scénarios peuvent être relativement superficiels, nous sommes confiants que le fait de concentrer toute l'instruction sur des scénarios qui sont pertinents du point de vue opérationnel va renforcer les ensembles de compétences de nos stagiaires, car une partie de cette formation va être absorbée initialement par osmose et, par la suite, approfondie.

En troisième lieu, nous nous employons rapidement à éliminer la série en apparence interminable de listes de vérification et nous nous orientons vers une approche de l'instruction plus holistique ou « basée sur les notions élémentaires ». Afin d'inclure le commandement de mission, nous modifions l'instruction de manière à appuyer la création d'une « organisation pensante » dans laquelle chacun peut vite

évaluer des situations qui évoluent et s'adapter sur-le-champ. Il sera toujours nécessaire d'enseigner les étapes essentielles de la planification de la mission, mais il faut mieux équilibrer cette dernière avec l'exécution de la mission et nous devons nous concentrer sur les éléments sur lesquels on peut vraiment exercer une influence. Nous devons en réalité nous concentrer sur le résultat de la procédure de combat, pas seulement sur la procédure de combat en tant qu'état final. Nous devons nous concentrer sur la phase de l'exécution de la mission parce que c'est là notre raison d'être — et elle inclut certaines des activités les moins prestigieuses, mais nécessaires, telles que la vérification des armes et de l'équipement.

Un des changements les plus difficiles que nous cherchons à intégrer à la mise en œuvre des programmes d'instruction est l'introduction de l'encadrement et du mentorat dans l'instruction dispensée à nos jeunes chefs. Ce mouvement nous éloignant de l'« approche de contrôle » est un défi pour deux raisons. La première, c'est que ce n'est pas la méthode qui a servi à former la plupart des instructeurs des écoles. Ils ont été formés selon l'ancienne méthode dans laquelle, dans bien des cas, l'endurance était le critère principal et beaucoup auraient quitté le cours sans savoir, ou presque, ce qu'ils étaient censés avoir appris. Un des moyens les plus efficaces de décrire à nos instructeurs la méthode de l'encadrement et du mentorat a été de leur dire d'enseigner de la manière dont ils préféreraient qu'on leur enseigne. Nous nous attendons de plus à ce que les instructeurs cherchent avant tout à faire en sorte que les stagiaires apprennent « comment » penser et non à ce qu'ils apprennent « quoi » penser. Cette méthode prend un peu plus longtemps et le résultat final ne traduit pas nécessairement la façon dont l'instructeur se serait personnellement acquitté de la tâche; nous estimons toutefois que le stagiaire va, à terme, être plus fort et plus capable, puisque nous aurons transmis l'expérience de l'instructeur au stagiaire d'une manière conviviale et pratique. La seconde raison qui rend l'introduction du mentorat et de l'encadrement difficile pour nous est le fait qu'elle exige des instructeurs plus de temps et de préparation. Elle les oblige à s'intégrer à la section ou à la troupe comme ils seraient intégrés à une unité tout en leur laissant la possibilité de transmettre une expérience opérationnelle récente, ce qui exige par ailleurs un cycle régulier de mutations du personnel aux écoles et à l'unité. Les instructeurs ne peuvent plus s'appuyer sur des « solutions toute faites ».

Conformément à notre adoption de l'encadrement et du mentorat, nous avons élargi la méthode d'évaluation de manière à inclure un plan d'évaluation plus holistique dans lequel les stagiaires qui suivent certains cours continuent à suivre le cours jusqu'à ce qu'il soit presque terminé afin de garantir que nous sommes vraiment allés au bout de toutes les options et que nous avons fait l'évaluation la plus complète possible du stagiaire. Autrement dit, nous permettons essentiellement au stagiaire de terminer toute l'instruction que le cours offre et c'est seulement après qu'il a eu cette possibilité que nous convoquons un comité d'examen des progrès pour déterminer si le stagiaire respecte les normes prescrites pour le cours. Cet ensemble de principes est basé sur la constatation du fait que tout le monde ne progresse pas à la même vitesse et que l'horaire et le contenu de nos cours doivent tenir compte du temps que met le stagiaire moyen à se développer pour ce qui est d'atteindre la norme prescrite. Jusqu'à maintenant, notre expérience avec cette approche est très positive et les stagiaires se disent nettement satisfaits du processus.

Le système d'instruction réalise des changements sur de nombreux autres fronts pour faire entrer les techniques d'instruction dans le présent siècle — plutôt que dans le précédent. Nous passons dans toute la mesure possible des techniques d'apprentissage passives (l'exposé) à « l'apprentissage par la pratique ». Nous modifions les techniques pour garantir que l'instruction, la pratique et l'évaluation sont basées sur des tâches militaires pertinentes. Nous portons nos initiatives initiales d'«

apprentissage à distance » à un nouveau niveau qui offre au stagiaire de meilleures possibilités d'apprendre de façon autonome au rythme qui est le sien grâce à un matériel didactique qui offre les bons niveaux de rigueur pédagogique. Nous sommes toutefois très conscients des défis que posent l'apprentissage à distance et l'apprentissage assisté par ordinateur. Il existe encore des cas où un accès insuffisant à un ordinateur ou le besoin de profiter d'habiletés particulières contrarient les stagiaires. Nous constatons aussi qu'il existe encore des cas où les fonctions principales du stagiaire ne lui permettent pas de consacrer toute son attention à la formation qu'il ou elle suit à ce moment.

Dans tous ces changements touchant l'instruction, nous n'avons pas oublié les réservistes. Nous reconnaissons les défis auxquels ils font face pour se rendre disponibles en vue de l'instruction. Nous sommes en conséquence allés au-delà d'une modularisation de l'instruction afin d'accroître l'accès et nous offrons maintenant toute l'année aux réservistes — les stagiaires aussi bien que les instructeurs — des possibilités d'instruction au Camp Aldershot.

Nous avons aussi pris des mesures pour modifier l'environnement de l'instruction afin d'appuyer de nouvelles stratégies de mise en œuvre et les efforts portant sur une « instruction conforme à la façon dont nous combattons ». Le besoin, à cet égard, n'a jamais été aussi grand que maintenant. Ceci nous a amenés à réaliser une plus grande partie de nos activités d'instruction à l'extérieur des secteurs d'entraînement et nous faisons de grands efforts pour aménager un secteur d'entraînement aux opérations en zone urbaine et un ensemble de bases d'opérations avancées. L'étape suivante consiste pour nous à modifier encore plus l'environnement de l'instruction de manière à refléter les opérations actuelles et les opérations prévues en ajoutant au mélange une force de « facteurs humains » plus efficace — une force qui représente mieux les civils sur le champ de bataille et qui inclut un élément de friction plus contemporain. On ne saurait trop insister sur l'importance d'une force de « facteurs humains » réaliste et souple pour ce qui est de son impact sur l'efficacité de l'instruction. Ces changements auront cependant un coût additionnel, car la reproduction de l'aspect visuel, des sons, des odeurs et des conditions de vie de notre environnement opérationnel va exiger un investissement considérable en ressources et en personnel.

Formation en leadership

Nous espérons voir ces changements touchant les principes de mise en œuvre de l'instruction améliorer de façon significative la formation en leadership au CIC et donner des leaders qui soient plus confiants en eux et mentalement plus souples, capables de prendre rapidement — et peut-être même de façon intuitive — des décisions à caractère tactique dans des conditions de stress. Nous espérons de plus rendre les leaders plus disposés à accepter de courir des risques lorsqu'ils prennent des décisions, sans craindre l'échec qui découle du fait qu'ils n'ont pas su trouver la « solution de l'instructeur ». Autrement dit, en formant de nouvelles générations de leaders, nous allons encourager l'innovation dans la prise des décisions en mettant l'accent sur le développement des qualités de chef plutôt qu'en nous concentrant strictement sur les drills. Nous avons l'intention de le faire par un nombre moins élevé de répétitions des scénarios et des tâches et par une réduction globale du caractère prévisible des exercices et de l'instruction.

La convergence des officiers et des sous-officiers — du point de vue de leurs tâches aussi bien que de celui de l'instruction — est un autre domaine que nous étudions. Même si l'on peut penser que la majeure partie de l'instruction qui se donne au CIC s'adresse aux officiers, rien n'est moins vrai. La majeure partie de l'instruction qui s'y donne s'adresse aux sous-officiers. Toutefois, le fait que nous donnons la formation en

leadership aussi bien aux sous-officiers qu'aux officiers nous laisse une certaine latitude pour rendre plus cohérente l'instruction dispensée aux deux groupes.

Un sujet connexe que l'on devine à l'horizon consiste à déterminer les circonstances où il est approprié que des sous-officiers enseignent à d'autres sous-officiers et celles où des officiers devraient dispenser cette formation. Nous comptons traditionnellement sur les sous-officiers pour enseigner les sujets tactiques et techniques de niveau inférieur. Si nous supposons que la vision du document MR 2020 est correcte, nous devrions voir des sous-officiers intégrés au personnel chargé de la planification et des opérations. Ces nouvelles habiletés pourraient servir à accroître le niveau et la portée de l'instruction que les sous-officiers vont être capables de dispenser à d'autres sous-officiers. Il ne fait pas de doute que, dans l'environnement dans lequel nous travaillons aujourd'hui, les sous-officiers vont avoir besoin d'une vision plus large des opérations de la Force terrestre. Nous devons trouver des manières de leur donner accès au perfectionnement professionnel et à l'expérience dont ils ont besoin. Cela va vraisemblablement prendre un certain temps et exiger des solutions provisoires — y compris, au début, le recours à des officiers pour enseigner ces habiletés aux sous-officiers. La solution à long terme exige cependant que des sous-officiers se chargent de l'enseignement, ce qui va dans une certaine mesure atténuer la pression à laquelle est soumis un corps des officiers déjà en situation de sous-effectif.

Bien que ces idées ne soient pas nécessairement nouvelles, nous croyons pouvoir aller au-delà du simple enseignement de quelques habiletés semblables à certains niveaux de grade ou de responsabilité. La clé du succès, dans cette entreprise, consiste à comprendre exactement ce que nous attendons de chaque groupe à la fin de la période d'instruction et à faire en sorte que nous comprenions les risques associés à une plus grande convergence entre le perfectionnement du leadership des sous-officiers et celui des officiers. Nous croyons de toute évidence, étant donné l'environnement opérationnel contemporain dans lequel les sous-officiers exercent de façon autonome un leadership important au cours des opérations, qu'il est possible d'exposer encore plus les sous-officiers à des défis dans nos cours sans édulcorer les habiletés fondamentales que nous devons leur faire acquérir.

Autres initiatives

L'introduction de nouvelles capacités associées à la création d'unités telles que le Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC) et la Force opérationnelle permanente de contingence (FOPC) va certainement s'accompagner d'obligations additionnelles en matière d'instruction qui vont s'ajouter à celles pour lesquelles des ressources nous sont actuellement attribuées. L'accroissement potentiel de l'accent mis sur des habiletés telles que les opérations en montagne, les opérations dans la jungle, les opérations en zone urbaine et les opérations amphibies va nécessiter la formation d'un personnel d'état-major et d'un cadre d'instructeurs qui connaissent très bien ces domaines pour que ces habiletés soient transmises à ceux qui en ont besoin.

La Centre d'instruction supérieure en guerre terrestre des Forces canadiennes (anciennement le Centre de parachutisme du Canada) nous permet maintenant d'explorer plus en profondeur non seulement les opérations particulières ou les opérations menées dans des environnements particuliers mais aussi de nous concentrer sur les habiletés associées au parachutage de précision, y compris celui, selon de nouvelles méthodes, de ravitaillement et d'équipement spécial. Le cours Opérations en montagne — Niveau avancé se concentre sur les habiletés qui peuvent être utilisées plus directement et avec plus de souplesse dans l'environnement opérationnel contemporain, alors que le cours d'éclaireur patrouilleur évolue afin de satisfaire à la

demande dans tous les domaines, de la FOPC aux tâches de combat à pied plus traditionnelles et aux tâches qui constituent un défi.

Le CIC donne depuis peu de nouveaux cours, notamment le cours d'instructeur des opérations en zone urbaine et le programme d'instruction sur les opérations d'affrontement des foules, très prisés, élaborés par l'École d'infanterie et donnés à un grand nombre d'unités de campagne préparant un déploiement. Les nouvelles initiatives abondent à l'École d'artillerie, notamment la mise sur pied d'une troupe de surveillance et d'acquisition des objectifs capable d'enseigner les habiletés nécessaires à la force de campagne, au moment où l'utilisation des VATG devient la norme dans les régiments d'artillerie. L'École d'artillerie a non seulement fait œuvre de pionnier pour ce qui est d'exploiter la technologie dans la simulation à l'appui de l'instruction en utilisant le simulateur de tir indirect pour former des CAA et des OOA, mais a aussi porté les opérations de coordination de l'espace aérien à un nouveau niveau. Les écoles mettent toutes énormément l'accent sur une instruction « de référence ». Autrement dit, elles ont toutes pris des mesures pour profiter directement des expériences de nos alliés par des échanges d'instructeurs, des visites, des conférences, le déploiement d'officiers de liaison, des publications et ainsi de suite.

Les défis

Les initiatives et les engagements mentionnés plus haut donnent dans tous les cas non seulement des occasions mais aussi des défis.

Nous formons actuellement une nouvelle génération de jeunes Canadiens qui se préparent à servir leur pays et nous devons nous adapter en conséquence. Déjà, nos sous-officiers actuels sont différents de leurs prédécesseurs, compte tenu des cycles moins que scientifiques d'affectation et de promotion des dernières décennies. Nous sommes actuellement chanceux de compter sur un énorme réservoir d'expérience professionnelle parmi nos sous-officiers supérieurs, mais nous commençons à voir poindre un groupe qui compte moins de temps au sein des FC mais une plus grande expérience opérationnelle récente. Le défi, pour nous, va être d'harmoniser ces nouvelles tendances au sein du Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre.

Tandis que nous modernisons avec ardeur notre instruction, nous constatons souvent que nous avons du mal à trouver dans la doctrine les principes nécessaires sur lesquels nos initiatives doivent s'appuyer. Heureusement, une nouvelle publication traitant des insurrections et des tactiques anti-insurrectionnelles vient de paraître, ce qui nous permet d'intégrer de façon plus complète la théorie et les pratiques anti-insurrectionnelles à nos cours, à commencer par nos stagiaires de la PP 1 (introduction à la théorie et à la pratique) et en terminant par nos stagiaires du cours de commandant d'équipe interarmes (CCEI), qui vont être censés utiliser les tactiques anti-insurrectionnelles au niveau de la sous-unité.

Nous devons non seulement relever les nombreux défis de la modernisation mais faisons aussi de façon constante l'objet de pressions pour réduire la portée et l'envergure de l'instruction individuelle. La rationalisation de l'IIE, qui a eu lieu presque en même temps que la mise en œuvre du nouveau système de PP, représentait un effort visant à limiter l'expansion de l'instruction individuelle régulière à un niveau qui ne dépasse pas les capacités de l'Armée de terre. Dans certains GPM, cela a entraîné une réduction de 30 % du temps consacré à l'instruction et diminué de 50 % le budget de munitions attribué à l'instruction. Comme ces réductions semblent avoir principalement touché l'instruction des sous-officiers, elles ont été une source importante de friction et de mécontentement dans toute l'Armée de terre, des cours étant comprimés, restructurés ou fusionnés à d'autres activités d'instruction. De plus, comme le coût

semblait être la raison principale motivant cette initiative, il en est résulté d'importants soupçons. De même, à cause de l'impression générale selon laquelle les pressions exercées sur le système de l'instruction individuelle étaient la conséquence d'une série de « nouveaux » cours (en particulier le cours de qualification du soldat), beaucoup ont estimé que l'instruction individuelle, pour le reste excellente, applicable aux GPM générés par l'Armée de terre était alors sacrifiée. Il va de soi que, à l'heure actuelle, le verdict n'est pas encore tombé — nous ne voyons pas encore l'impact à long terme des changements qu'entraîne la rationalisation de l'IIE. Toutefois, ceux d'entre nous qui servent au sein du Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre sentons chaque jour les pressions exercées pour réduire le temps attribué aux cours réguliers tandis que nous nous efforçons de satisfaire de nouvelles exigences en matière d'instruction découlant de l'environnement opérationnel en évolution.

Nous sommes à notre avis allés aussi loin que nous le pouvons en ce qui concerne les réductions touchant l'instruction. Nous estimons en fait qu'il pourrait être nécessaire d'accroître le temps et les ressources consacrés à l'instruction tandis que la modernisation, la transformation et l'expansion des FC se poursuivent. Les promotions rapides qui vont sûrement suivre au moment où une génération passe à autre chose et qu'une autre arrive, de même que le manque prévu d'expérience de la nouvelle génération, peuvent exiger que davantage de temps soit consacré à une instruction individuelle régulière — si nous restons fidèles à notre réaction historique aux lacunes touchant l'instruction.

Nous faisons aussi face à toute une gamme de défis pour ce qui est des pénuries de munitions, d'équipement, de véhicules et de pièces de rechange. Les munitions attribuées aujourd'hui à l'instruction laissent beaucoup à désirer et nous commençons à constater qu'il est jusqu'à un certain point difficile d'avoir un temps suffisant au champ de tir pour obtenir les résultats visés dans le cas de certains cours tels que le cours de canonnier de l'Arme blindée. Souvent, les établissements d'instruction n'ont pas été pris en considération au moment des achats d'équipement neuf — ce qui reste vrai encore aujourd'hui, même si le DBRT 9 qui doit sous peu être mis sur pied va à cet égard être d'un très grand secours. Nous espérons que les centres d'excellence vont pouvoir influer de façon plus efficace sur les futurs achats d'équipement. Même si la gestion globale du parc de véhicules a été bonne pour le CIC et le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre dans son ensemble, nous continuons à souffrir de taux de VHU vraiment catastrophiques — qui se situent en majeure partie à près de 35 % ou plus, ce qui complique énormément pour le personnel des écoles la tâche de fournir aux stagiaires la bonne sorte de plate-forme d'instruction.

Ces dernières années, nous avons aussi noté une nette « approche compartimentée » de l'instruction au CIC. Cette tendance est entièrement compréhensible, étant donné la réduction du temps attribué à chaque cours et les pressions exercées sur le personnel qui donne la formation. Toutefois, l'entraînement interarmes, au CIC, a diminué considérablement et nous formons des leaders qui ne connaissent pas la puissance de l'équipe interarmes ou qui n'ont même pas une idée rudimentaire des problèmes de coordination que pose le travail au sein de la famille interarmes.

Le financement de bon nombre de nos initiatives et des besoins fondamentaux s'est aussi révélé un problème. Ce n'est pas demain que nous aurons un secteur d'entraînement aux opérations en zone urbaine. Cet automne, nous allons recevoir un petit village urbain basé sur 12 structures semblables à des conteneurs maritimes. Nous espérons toutefois pour bientôt des installations plus considérables! Nous nous employons également à obtenir la très petite enveloppe budgétaire nécessaire pour établir un ensemble de bases d'opérations avancées et une force de « facteurs

humains » appropriée. Il semble pour le moment que le financement applicable à ces initiatives se fera attendre longtemps. Nous avons aussi un certain nombre d'excellentes options concernant le financement de la simulation appuyant l'instruction, ce qui inclut des simulateurs autonomes d'instruction au tir de l'équipage, la console du simulateur de tir indirect de l'instructeur et ainsi de suite. Cette année, nous nous attendons à recevoir un ensemble de simulateurs des effets des armes installées au sol du niveau de la compagnie qui nous permettra à tout le moins d'exposer les stagiaires de la PP 1 au concept avant qu'ils arrivent en fait dans leurs unités.

Notre plus grand défi reste toutefois la charge de travail du personnel. Les instructeurs de tout le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre travaillent d'arrache-pied. Il est indéniable que la cadence des opérations, dans toute l'Armée de terre, est élevée, mais nous voyons chaque jour des signes de stress touchant les instructeurs. L'augmentation — ou le soutien de l'instruction, comme nous nous plaisons maintenant à l'appeler — reste une source de friction et de négociations d'état-major interminables entre le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre et ses clients, c'est-à-dire la force de campagne. Un autre facteur qui fait empirer cette situation est le fait que nous devons assurer une rotation des instructeurs pour garantir l'arrivée constante de nouveaux instructeurs qui ont une expérience opérationnelle récente à transmettre à leurs stagiaires.

Conclusion et recommandations

Nous avons dans ce bref article essayé de présenter de façon sommaire un certain nombre de messages. Le message clé que nous avons essayé de communiquer est le fait que le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre est en train de se moderniser et de se transformer. Nous avons aussi essayé de montrer que le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre est un bon investissement qui appuie de façon essentielle les efforts de mise sur pied des forces de l'Armée de terre et qui garantit que l'essentiel des capacités de l'Armée de terre reste fiable. Enfin, malgré les nombreux défis et le rythme des activités, nous croyons que le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre est un milieu de travail enrichissant et qu'il offre à tous les membres de l'Armée de terre des occasions inestimables de perfectionnement professionnel à un moment ou à un autre de leur carrière!

MISE À JOUR DU DIRECTEUR — CONCEPTS ET DOCTRINE DE LA FORCE TERRESTRE (DCDFT) : L'ARMÉE DE TERRE DE DEMAIN

Lieutenant-colonel Michael J. English

Dans l'environnement de sécurité de l'avenir, l'Armée de terre, en tant que partie d'une équipe intégrée des Forces canadiennes, va devoir agir sur une scène internationale caractérisée par l'incertitude, l'instabilité et le danger afin de satisfaire les besoins et les attentes du Canada en matière de sécurité nationale. Si les menaces associées à la guerre froide se sont éloignées, d'autres ont crû en importance et d'autres encore ont pris leur place. Dans le monde de demain, la perspective d'échanges de grande envergure opposant deux forces va être éclipsée par les réalités des guerres asymétriques et des guerres irrégulières menées par des adversaires qui s'adaptent très facilement et qui disposent de moyens technologiques considérables et par des ennemis connaissant bien les médias et qui cherchent moins à défaire des forces armées qu'à éroder la volonté de combattre de l'adversaire. Les défis que pose ce type de guerre irrégulière vont être rendus encore plus grands par le fait que les adversaires potentiels profitent au maximum des environnements humains et physiques et des environnements d'information complexes que les grandes zones urbaines très peuplées de la planète offrent.

C'est dans ce contexte incertain que le Directeur — Concepts et doctrine de la Force terrestre s'emploie à définir les répercussions plus larges que l'environnement de sécurité de l'avenir aura sur les opérations terrestres. À cette fin, le Directeur a lancé un projet visant à élaborer un concept d'emploi des forces (CEF) pour l'Armée de terre de demain (ATD) du Canada qui soit clair, pertinent et axé sur l'avenir. Ce CEF va être la base sur laquelle les capacités et la doctrine de la Force terrestre du Canada s'appuient ou en fonction de laquelle elles sont synchronisées pour garantir que l'Armée de terre pertinente au plan stratégique, souple au plan opérationnel et décisive au plan tactique dans tout l'espace de combat de l'avenir.

Partant du travail antérieur présenté dans *La force de demain : vision conceptuelle des capacités de l'Armée de terre*, *Crise à Zefra* et *The Army of Tomorrow: Assessing Concepts and Capabilities for Land Operations Evolution*, le Directeur a élaboré une série de concepts opérationnels, fonctionnels et habilitants qui décrivent collectivement une approche des opérations terrestres de l'avenir caractérisée par le recours délibéré à la dispersion par des forces qui s'adaptent afin de se donner et de conserver l'avantage sur l'adversaire sur le plan moral, le plan physique et le plan de l'information de l'espace de combat de l'avenir.

Les concepts élaborés relativement au CEF vont être analysés et poussés plus loin durant les jeux de guerre prévus à l'occasion du séminaire sur l'ATD tenu à la fin d'août et au cours de plusieurs expériences de l'Armée de terre prévues pour les prochains mois. Le point culminant de cette élaboration et expérimentation du CEF va être la publication, en janvier 2007, du concept d'emploi de la force de l'Armée de demain. Une fois le concept publié, le Directeur va procéder à une analyse de l'écart touchant les

capacités afin de déterminer les besoins critiques touchant les capacités de l'Armée de demain. Il faut s'attendre à ce que l'analyse concorde avec le Plan de capacités de défense et la Planification par capacité du Chef — Développement des forces. Cette analyse va aussi tenir pleinement compte de l'emploi des forces terrestres aussi bien dans un contexte expéditionnaire que dans un contexte national. Enfin, l'analyse va revigorer un processus de développement des capacités de la Force terrestre qui englobe tant la Force régulière que la Réserve de l'ATD.



UNE ÉTUDE SUR LE VISAGE CHANGEANT DU RENSEIGNEMENT DE L'ARMÉE DE TERRE CANADIENNE

Lieutenant-colonel Daniel Villeneuve, CD, MDS

Le brouillard de la paix peut être beaucoup plus dense que celui de la guerre lorsqu'il s'agit de choisir le bon plan d'action.

Oyos — Theodore Roosevelt and the Implements of War¹

Le Général Hillier, l'actuel Chef d'état-major de la Défense, se sert de l'analogie de « l'ours » pour décrire la menace à laquelle le Canada a fait face à l'époque de la guerre froide². Bien sûr, le Général Hillier fait référence à l'alliance du Pacte de Varsovie, une organisation militaire des pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, créée en 1955 afin de répliquer à l'OTAN³; le Pacte de Varsovie est demeuré sous le contrôle strict de l'URSS jusqu'à son abolition en 1991. Pour les pays de l'OTAN, la menace durant la guerre froide était le risque d'une guerre très intense entre l'Est et l'Ouest, et la quasi-certitude que des armes nucléaires seraient utilisées. À cette époque, et confrontée à une menace aussi imminente, la communauté du renseignement militaire des Forces canadiennes ne s'est préoccupée que de ce problème. L'organisation complète du renseignement militaire, les compétences et la formation de ses membres étaient tous pensées en fonction d'une lutte contre les pays membres du Pacte de Varsovie au cours d'une guerre très intense, ce qui laissait peu de flexibilité pour s'adapter à tout autre niveau de conflit ou de menace. En dépit de l'intensité de la menace, on peut sans aucun doute dire que les tâches d'un spécialiste du renseignement pendant cette période étaient relativement simples, puisque l'ennemi était clairement défini et bien connu. En d'autres mots, la réaction de l'ennemi était prévisible⁴.

Aujourd'hui, quelque quinze ans après la fin de la guerre froide, la situation n'est plus aussi simple pour un spécialiste du renseignement. Le Général Hillier fait maintenant référence « aux serpents » pour décrire la nouvelle menace à laquelle le Canada doit faire face⁵. Les concepts de la « guerre de quatrième génération »⁶ et de la « menace asymétrique »⁷ sont utilisés pour décrire le type d'adversaires auxquels font présentement face les Forces canadiennes lorsqu'elles sont déployées dans le cadre d'opérations. Les « serpents » sont tout sauf bien définis, variant entre le crime organisé, les groupes armés, la milice et les cellules terroristes. L'ennemi est aussi susceptible de porter un uniforme et une arme que de se fondre dans la population locale. Aujourd'hui, en raison de la nature fluide de la menace, la tâche d'un spécialiste du renseignement est beaucoup plus complexe qu'avant puisqu'il doit déterminer non seulement qui sont les adversaires, mais aussi leurs capacités et ce qu'ils ont l'intention de faire. La menace est désormais très imprévisible.

La nature fluide de la menace actuelle indique clairement que l'environnement opérationnel au sein duquel les forces armées opèrent a changé de façon considérable en l'espace de moins de 20 ans. L'analogie suivante, faite par le G-2 de l'armée américaine, le Lieutenant-général Robert Noonan, permet d'illustrer la situation à laquelle les forces armées doivent maintenant faire face :

Villeneuve, Lieutenant-colonel Daniel 'Une étude sur le visage changeant du renseignement de l'Armée de terre canadienne' *Le Journal de l'Armée du Canada* Vol. 9.2 (été 2006) 22-43

Nous sommes passés de l'époque de la guerre froide où deux sumos poids lourds se faisaient face prêts à combattre, à l'ère actuelle de la mondialisation, semblable à une partie de soccer. Les deux équipes passent rapidement de l'attaque à la défense et l'action est tout aussi importante loin que près du ballon. Il faut faire des modifications, planifier, utiliser des stratégies déterminées, parfois non⁸.

Comme on peut s'y attendre, ce nouvel environnement crée des défis pour les Forces canadiennes en général et pour le renseignement militaire en particulier. L'objectif de la présente étude est de tenir compte de l'incidence de l'après-guerre froide sur le renseignement militaire canadien, en mettant principalement l'accent sur les renseignements nécessaires pour appuyer les opérations de déploiement. En d'autres mots, quelle incidence ont eu les quinze dernières années sur la façon dont le renseignement militaire appuie maintenant les opérations des Forces canadiennes? Cette étude sera divisée en quatre parties. Elle commencera par un court aperçu du renseignement militaire, avant de passer à l'analyse de l'évolution de l'environnement opérationnel, de la nature changeante de la menace et des effets de la numérisation sur la façon dont opère le renseignement militaire. Cette étude démontrera que depuis la fin de la guerre froide, la demande en matière de renseignements a augmenté de façon considérable. Elle démontrera aussi qu'en raison de l'environnement opérationnel actuel, de sa menace asymétrique et de sa numérisation, le renseignement a dû modifier son fonctionnement de façon considérable. Toutefois, en dépit de la forte demande actuelle, le renseignement de l'Armée de terre s'efforce de s'adapter aux nouvelles réalités opérationnelles, pendant que l'état-major de l'Armée de terre vacille devant les réelles transformations des compétences du renseignement.

Le renseignement militaire — Pourquoi est-ce important?

La nature de la guerre, et en fait, la nature de la vie, est de tenter, par ce que vous faites, de découvrir ce que vous ne savez pas : c'est ce que j'appelle deviner ce qui se passe de l'autre côté de la colline.

Le duc de Wellington⁹

Au départ, on peut s'interroger sur la nécessité d'étudier le renseignement militaire. La réponse à cette question est simple puisque le renseignement est l'élément clé qui « fait de la conduite des opérations militaires un acte rationnel »¹⁰. Le résultat final de toute opération militaire est la réussite. Pour ce faire, le commandant militaire doit être en mesure d'agir de façon cohérente afin d'atteindre les objectifs visés, et cela n'est possible qu'en tenant compte de la menace. Dans un livre écrit en 1948 intitulé *Intelligence is for Commander*, les auteurs ont bien résumé la nécessité du renseignement : « Le renseignement n'est pas une question théorique, pas plus qu'une fin en soi. L'objectif premier du renseignement est d'aider le commandant à prendre une décision et de ce fait à procéder plus adéquatement et avec davantage d'assurance pour mener à bien sa mission »¹¹. À cet égard, la situation à laquelle font face les commandants militaires d'aujourd'hui demeure essentiellement la même que celle à laquelle a dû faire face le duc de Wellington il y a de cela 200 ans. Pour réussir, un commandant a besoin d'information.

La prise de décisions fait partie intégrante des tâches du commandant, et ce, dans tout type d'opérations militaires¹². Pour ce faire, un commandant et son état-major doivent avoir accès aux meilleurs et aux plus récents renseignements disponibles : à tout le moins, les capacités de ses troupes, les capacités et les intentions des forces d'opposition et l'incidence de l'environnement dans lequel les forces opéreront (terrain et conditions météorologiques). Le renseignement militaire est chargé de fournir les informations sur ces deux derniers points¹³, alors que les commandants (en théorie du

moins) ont déjà accès aux informations concernant les points forts et les points faibles de leurs propres forces.

Il existe de nombreuses définitions du renseignement, mais toutes supposent le même concept de base, soit la collecte et l'analyse de renseignements, en mettant l'accent sur une menace, afin d'appuyer un commandant ou une entité gouvernementale. Le plus récent manuel de campagne des Forces canadiennes portant sur le renseignement, publié en 1999 et mis à jour en 2001, définit le renseignement militaire comme :

Le résultat de l'exploitation des renseignements bruts concernant les nations étrangères, les forces armées ennemis ou pouvant le devenir, les zones où des opérations sont effectivement menées ou pourraient l'être. Le terme s'applique aussi aux activités d'élaboration du renseignement et aux organismes qui s'y consacrent¹⁴.

Le renseignement est aussi défini comme « la collecte, l'analyse et la diffusion du renseignement, faites de façon systématique, planifiée et orientée vers un but (non aléatoire), basées sur des sources ouvertes ou secrètes »¹⁵. À partir de ces définitions, le renseignement militaire se résume à un organisme, un produit et un processus¹⁶. Pour obtenir le renseignement, c'est-à-dire le produit, il est nécessaire d'adopter une approche systématique, c'est-à-dire le processus. Le personnel et la structure qui se consacrent à l'exécution de ce processus constituent l'organisme.

Le renseignement existe afin d'appuyer trois dimensions distinctes, toutes très importantes pour un commandant¹⁷. La première est la connaissance de la situation. Cet élément est nécessaire pour appuyer tout processus de planification, ainsi que la réussite de la mission, alors que le renseignement fournit l'information nécessaire afin de constituer une image exacte de l'identité des adversaires, de leurs capacités, de ce qu'ils font présentement et des actions potentielles qu'ils peuvent entreprendre. La deuxième dimension est le soutien du processus de ciblage en définissant les objectifs de valeur, les objectifs que les commandants peuvent influencer par des moyens cinétiques et non cinétiques afin de façonnner les événements en leur faveur. La troisième est la protection des forces, qui vise à fournir aux commandants des avertissements adéquats afin de leur permettre d'adopter des mesures appropriées pour protéger leurs forces. Ces trois dimensions distinctes, mais tout aussi importantes pour le renseignement, se rencontrent dans chaque opération militaire.

L'environnement opérationnel

Lorsque la guerre froide s'est terminée, nous croyions que le monde avait changé. C'était le cas, mais pas comme nous le pensions. Lorsque la guerre froide s'est terminée, notre vrai défi a commencé.

Barnett—Pentagon's New Map¹⁸

Personne ne contestera le fait que depuis la fin de la guerre froide, symboliquement représentée par l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la dynamique mondiale a été considérablement modifiée. Le problème ne réside pas tant dans les changements qui se sont produits et qui continuent de se produire, mais bien dans la mesure de ces changements. La présente partie de cette étude a ainsi pour objet d'analyser ce problème et de déterminer l'incidence de ces changements de grande portée sur le renseignement militaire du Canada.

L'évolution de la dynamique mondiale

L'environnement mondial a évolué sous l'influence des nombreuses tendances à la suite de l'effondrement du Pacte de Varsovie, ce qui a contribué à l'élimination des

contraintes imposées par les blocs de puissance de la guerre froide¹⁹. L'économie mondiale et l'intégration de l'information ont permis d'accroître la libre circulation des idées, du capital, des biens et des services. La source d'influence traditionnelle de l'État-nation s'érode avec l'émergence des centres de pouvoir non étatiques basés sur les mouvements religieux, les multinationales et les éléments criminels ou terroristes. Le nationalisme et le tribalisme remplacent maintenant l'idéologie comme cause principale de conflits régionaux et locaux. Dans de nombreuses régions de la planète, l'accroissement de la population mondiale exerce des pressions supplémentaires sur les ressources naturelles, l'approvisionnement en eau potable et l'environnement. En raison de la surpression éprouvée par les populations, l'exode est en hausse et les destinations de prédilection de certains sont les prospères pays de l'Occident. La prolifération des armes de destruction massive continue d'être une cause de préoccupation, tout comme la hausse des guerres asymétriques. La guerre asymétrique est maintenant devenue la norme plutôt que l'exception dans les combats contre un adversaire physiquement plus fort.

À la fin de la guerre froide et en raison de l'influence des tendances mondiales, les modèles de conflits violents ont aussi changé²⁰. Les pays en développement, artificiellement appuyés par une des super puissances pendant la guerre froide, ont été abandonnés. Faisant face à des problèmes internes insurmontables (le déclencheur étant habituellement une crise économique) et très souvent confrontés à des frontières arbitraires établies par leurs anciennes puissances coloniales, ces pays en développement n'ont pas été en mesure de prévenir l'anarchie et les conflits internes. Depuis 1990, la plupart des conflits ont été des conflits internes (intra-nationaux) plutôt qu'internationaux, auxquels ont pris part de nombreux acteurs non étatiques. Les conflits internes ont été caractérisés²¹ par l'émergence d'une pléthore de forces quasi militaires (terroristes, seigneurs de la guerre, membres du crime organisé, forces militaires marginales et armées privées) cherchant à atteindre des buts extrêmes tels que le nettoyage ou même le génocide ethnique. Lors des conflits qui sont survenus, les populations civiles ont souvent été ciblées, brouillant les limites entre les combattants et les non-combattants.

Depuis la première guerre du Golfe, la communauté internationale a eu à faire face à de nombreuses crises, et pour cette raison, le concept de la sécurité collective a radicalement changé. « L'accent qui autrefois était placé sur la défense collective a ensuite été placé sur la sécurité collective et se modifie aujourd'hui davantage pour passer à l'intérêt collectif »²². Le tableau 1 décrit brièvement ces concepts.

Les années 1990 ont été une période où la sécurité collective pouvait être divisée en deux grandes catégories. Confrontée à des crises difficiles, la communauté internationale a d'abord eu recours aux opérations de soutien de la paix sous l'égide des Nations Unies. Ce qui a donné naissance à ce que l'on appelle la deuxième génération des missions de paix de l'ONU²³, pouvant être décrites comme multidimensionnelles et complexes. Le maintien de la paix de deuxième génération peut se définir comme un « maintien de la paix moderne couvrant un large éventail de conflits, accompli par plusieurs professions ou disciplines, auquel prennent part une foule d'organisations et effectué sous le regard scrutateur intense des médias »²⁴. Une liste partielle de telles opérations inclut les interventions au Cambodge, en Somalie, en République fédérale de Yougoslavie, au Rwanda, en Angola et à Haïti. En 1995, il était évident que la plupart, si ce n'est toutes les missions, éprouvaient des difficultés considérables, et certaines, comme en Somalie et au Rwanda, furent des échecs. Puisque l'ONU n'a pas été en mesure de résoudre ces crises, la communauté internationale est devenue plus discrétionnaire dans son approche face aux opérations de soutien de la paix. Même si l'ONU demeure en force dans certains secteurs en crise, les pays dont les intérêts sont

similaires préfèrent se tourner vers des organisations régionales pour régler le problème. Rien n'illustre mieux ce phénomène que les opérations de l'OTAN en Bosnie et au Kosovo. Pour certaines autres crises dont l'intérêt se limite à la stabilité mondiale globale, les pays occidentaux évitent d'y prendre part ou limitent considérablement leur contribution, comme c'est le cas au Congo et au Sierra Leone.

Défense collective (Dans le passé)	Sécurité collective (Années 1990)	Intérêt collectif (Émergent)
Modèle guerre froide Géographique Coalition idéologique Menace claire Obligation	Modèle ONU (guerre du Golfe) Non géographique Idéal démocratique Menace ambiguë Discréption partielle	Acteurs étatiques et non étatiques Non géographique Coalition ponctuelle Menace nébuleuse Discréptionnaire

Tableau 1 — Évolution du concept collectif

Source : Ministère de la Défense nationale, Direction des concepts stratégiques (opérations terrestres), Rapport numéro 99-2 *L'environnement de sécurité de l'avenir* (Ottawa : MND Canada, 1999), p. 16.

Si les années 1990 se sont distinguées par la sécurité collective atteinte grâce aux opérations de soutien de la paix, la première décennie du 21^e siècle est marquée par la guerre contre le terrorisme et l'émergence de « l'intérêt collectif ». Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, un nouveau chapitre de la période après-guerre froide a commencé. En réponse aux attaques terroristes contre le territoire américain, et vu la possibilité que des armes de destruction massive soient utilisées par un groupe terroriste en entraînant des conséquences catastrophiques, le gouvernement des États-Unis a déclaré une lutte mondiale contre le terrorisme²⁵. Cette décision du président Bush a été appuyée par la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations Unies : chaque pays a le droit de se protéger lui-même²⁶. En réponse à la demande faite par les États-Unis, la plupart des pays occidentaux, y compris le Canada, se sont joints à la guerre contre le terrorisme..

Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau. On pourrait prétendre que son origine remonte au début des sociétés organisées. Toutefois, faire une étude sur le terrorisme n'est pas chose facile puisqu'il n'y a pas de définition unique de ce qui constitue un groupe terroriste. Les Nations Unies, par exemple, définissent le terrorisme comme :

...Tout. . . acte destiné à tuer ou blesser grièvement un civil, ou toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou son contexte, cet acte vise à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque²⁷.

Pour les Nations Unies, l'essence du terrorisme suppose une organisation clandestine, se battant hors du contexte du droit des conflits armés reconnu, utilisant des moyens violents et visant généralement des victimes innocentes pour semer la terreur afin d'obtenir l'état final politique souhaité²⁸.

Les organisations terroristes présentent de nombreux visages, puisque différents types de groupes terroristes se battent pour différentes causes. Certains groupes sont de nature plus régionale, alors que d'autres, comme Al-Qaïda, opèrent sur une base mondiale²⁹. Depuis le début des années 1990, Al-Qaïda a gagné de la notoriété à l'échelle mondiale grâce à sa détermination et à l'ingéniosité dont elle fait preuve dans ses opérations. Parmi les éléments clés qui font d'Al-Qaïda une organisation particulière, on trouve son intégrisme, sa portée mondiale et sa haine intrinsèque de la

civilisation occidentale en général et des États-Unis en particulier³⁰. La guerre contre le terrorisme est avant tout une campagne contre Al-Qaïda, qui a conduit à une « coalition volontaire » opérant en Afghanistan et dans le golfe Persique depuis 2001 et en Iraq depuis 2003. Si l'intervention militaire en Afghanistan a reçu un vaste appui, l'invasion de l'Iraq, elle, a été très controversée, et ce, dès le début. En raison de la nature controversée de l'invasion, de nombreux alliés traditionnels des États-Unis, dont le Canada fait partie, ont décidé de ne pas appuyer les Américains dans leur intervention en Iraq.

À l'heure actuelle, la guerre contre le terrorisme se poursuit et ne semble pas près de se terminer. L'OTAN reprend lentement aux Américains le contrôle de toutes les opérations militaires en Afghanistan, alors que les États-Unis, ainsi que les alliés qui appuient les efforts américains au Moyen-Orient, sont toujours très impliqués en Iraq.

Le rôle du Canada sur la scène internationale

Le Livre blanc sur la défense de 1994 énonçait clairement que l'objectif principal de la politique de défense du Canada est d'assurer la sécurité de tous les Canadiens et de défendre le pays³¹. La politique de défense appuyait le désir du Canada de favoriser le développement actif du bien-être politique, économique et social de tous les Canadiens. Toutefois, cela n'était possible que dans un contexte international de paix et de sécurité, et par conséquent, il était dans l'intérêt du Canada de contribuer à la stabilité mondiale³². L'importance de cet objectif pour le Canada a récemment été renforcée par la publication, en avril 2005, d'un nouvel énoncé de la politique de défense canadienne. Dans l'introduction du document, il est clairement mentionné que :

À l'aube du XXI^e siècle, le Canada fait face à un éventail complexe de défis en matière de sécurité. Le monde demeure un endroit imprévisible et dangereux, où notre bien-être, nos intérêts et nos valeurs continuent d'être menacés... Dans ce contexte dangereux, les Canadiens et les Canadiennes se tournent vers leur gouvernement pour trouver réconfort et protection³³.

La contribution du Canada à la sécurité mondiale a pris diverses formes, du développement économique au soutien financier, en passant par les efforts diplomatiques et le déploiement de forces militaires. Le rôle important joué par les forces militaires dans les affaires internationales s'est continuellement révélé un élément essentiel au moment de faire face à la menace, ici comme à l'étranger. Pour reprendre les propos de Bill Graham, ministre de la Défense nationale en 2005 : « Le gouvernement reconnaît que les Forces canadiennes sont un instrument crucial de la politique étrangère du Canada, surtout dans le monde instable d'aujourd'hui »³⁴.

Le Canada a toujours appuyé les efforts de la communauté internationale pour favoriser la stabilité internationale : « Il a affecté des troupes à presque toutes les interventions militaires et les opérations de soutien de la paix que l'ONU a sanctionnées ou mises sur pied »³⁵. Depuis la fin de la guerre froide, le Canada a déployé des forces militaires dans le cadre de la première guerre du Golfe, au Moyen-Orient, à Chypre, en Bosnie, en Croatie, en Somalie, à Haïti, en République centrafricaine, au Kosovo, en République démocratique du Timor-Oriental en Éthiopie/Érythrée, dans le golfe Persique et en Afghanistan, en plus de fournir des observateurs militaires à de nombreuses autres missions³⁶. L'importance de ces contributions variait, mais en moyenne, le Canada a maintenu l'équivalent d'une force opérationnelle de la taille de deux bataillons (entre 2 000 et 3 000 soldats), déployée en tout temps, afin de soutenir les opérations internationales.

Incidence sur le renseignement militaire

L'environnement opérationnel changeant des 15 dernières années a entraîné une hausse considérable de la demande auprès du service du renseignement. Celui-ci s'est vu obligé de modifier sa façon de fonctionner par comparaison avec l'époque de la guerre froide. Certains de ces changements sont liés au milieu de travail du commandant et par conséquent, sont aussi indirectement liés au renseignement. D'autres changements sont spécifiques au renseignement, à son organisation et à son architecture.

Environnement des commandants. Les conditions dans lesquelles un commandant opère auront sans aucun doute une influence sur le renseignement. Depuis la fin de la guerre froide, les opérations internationales auxquelles le Canada a pris part peuvent être décrites comme des opérations complexes (voir Figure 1), et les commandants militaires sont souvent placés dans des situations délicates lorsqu'ils tentent d'accomplir leur mission dans ce type d'environnement.

Les opérations complexes supposent la participation de militaires, de policiers civils et de personnel civil mandatés pour aider à la création d'institutions politiques et élargir leur base en travaillant aux côtés des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des groupes de citoyens locaux, afin d'offrir des secours d'urgence, de démobiliser d'anciens combattants et de les réintégrer dans la société, de participer à des opérations de déminage, d'organiser et de diriger des élections, et de promouvoir des pratiques de développement durable³⁷.

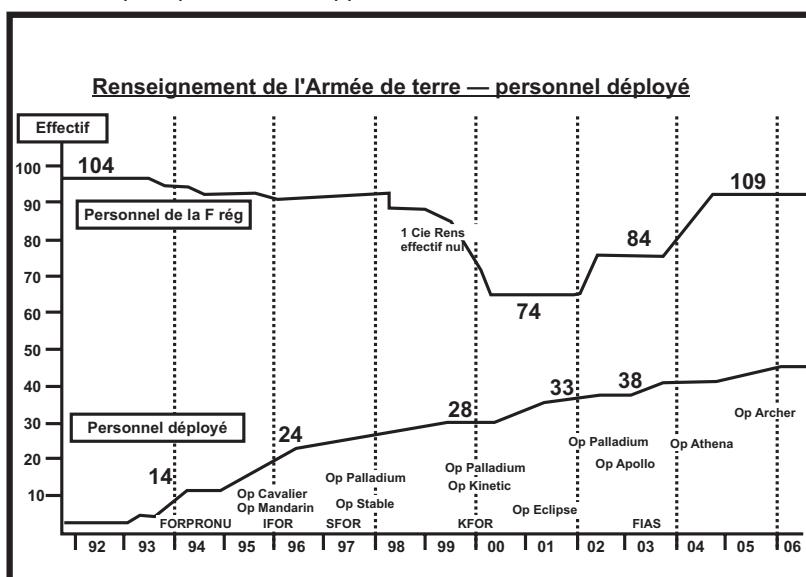


Figure 1 — L'environnement opérationnel changeant

Source : Basé sur l'expérience de l'auteur

Le concept de la guerre à trois volets est aussi utile pour décrire la complexité des opérations actuelles. Ce concept a été introduit pour la première fois en 1997 par le Général Krulak, commandant du United States Marines Corps, afin de décrire la réalité selon laquelle dans un rayon de trois pâtés de maisons, les forces militaires pourraient à la fois se charger des opérations humanitaires, des opérations de soutien de la paix et des opérations de combat³⁸.

Dans ce nouvel environnement, les opérations typiques menées par les Forces canadiennes au cours de la dernière décennie ont été, en général, vagues et obscures, ce qui n'est pas surprenant en soi car les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sont à la base de ces missions. Comme le mentionnait l'ambassadeur Brahimi, président du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies dans son rapport de 2000, « en tant que corps politique, le Conseil de sécurité met l'accent sur la création d'un consensus... mais les compromis nécessaires à l'établissement d'un consensus peuvent être faits au détriment de la spécificité, et l'ambiguité qui en résulte peut avoir de graves conséquences sur le terrain »³⁹.

De nombreux officiers des Forces canadiennes ne sont pas à l'aise avec l'environnement créé par ces missions.

Les officiers des FC formés dans le contexte de la guerre froide et qui mettent l'accent sur les opérations de niveau tactique n'ont pas été en mesure de saisir rapidement les dimensions politiques, stratégiques et opérationnelles qui ont transformé la façon, le moment et le but dans lequel les forces militaires sont utilisées dans le contexte de résolution de conflits⁴⁰.

En temps de guerre, la violence est utilisée pour influencer l'ennemi et atteindre l'objectif visé. Dans le cadre des opérations de soutien de la paix, la violence n'est utilisée qu'en dernier ressort⁴¹. Afin d'atteindre les objectifs visés, un commandant doit influencer la volonté des acteurs en cause, ce qui nécessite une bonne compréhension de la situation précise de chaque acteur. Cela n'est pas facile, comme l'a fait remarquer un officier interviewé dans le cadre du projet Débrefrage des leaders :

Vous ne pouvez pas prendre le dessus dans une mission ni maintenir l'élan essentiel à sa réussite si vous ne comprenez pas les nuances, les coutumes et les messages subliminaux que les cobelligérants s'échangent à votre insu⁴².

Pour les commandants, ce nouvel environnement présente un défi. Afin d'être en mesure de prendre des décisions rationnelles, les commandants doivent disposer d'une grande quantité de renseignements sur de nombreux sujets, la plupart d'entre eux ne concernant pas la dimension militaire. Cela permettra aux commandants de développer le niveau de compréhension d'une situation nécessaire pour influencer la volonté des joueurs y prenant part.

Dans le cas du renseignement militaire, les répercussions ont une triple portée. Premièrement, plus les commandants auront besoin d'un grand nombre de renseignements et de détails concernant leurs environnements, plus ils compteront sur le personnel du renseignement pour leur fournir la majorité de ces renseignements. En raison de la nature de la complexité des opérations du nouvel environnement, les commandants demandent maintenant à ce que des spécialistes du renseignement soient intégrés à leur personnel, situation impensable lors de la guerre froide. Deuxièmement, les renseignements nécessaires sont de différentes natures, à savoir militaires, culturels, économiques, politiques, historiques et géographiques. La recherche de ces renseignements exerce une pression sur le personnel du renseignement. Non seulement cette tâche ne fait-elle pas partie du domaine traditionnel du renseignement militaire, elle est aussi souvent très complexe. La dernière dimension du renseignement militaire dans le cadre des opérations complexes est l'obligation de traiter avec de nombreux acteurs, allant des autres forces militaires aux organismes d'application de la loi, en passant par les ministères gouvernementaux et les organisations humanitaires. Dans son étude sur la transformation du renseignement militaire au cours des années 1990, le Bgén (à la retraite) Cox a conclu qu'un des éléments clés ayant changé depuis la fin de la guerre froide était « l'émergence du renseignement par une "porte verte" secrète afin de devenir un

partenaire beaucoup plus actif dans le cadre des opérations, et un partenaire non traditionnel, ici comme ailleurs »⁴³.

Le renseignement considéré comme un élément intrinsèque. Au sein de ce nouvel environnement opérationnel, il n'est plus possible pour un contingent déployé de mettre l'accent sur ses opérations de renseignement au niveau exclusivement tactique. En conséquence, le renseignement, du niveau stratégique au niveau tactique, est maintenant considéré comme un élément intrinsèque⁴⁴. Les décisions politiques stratégiques, les questions économiques et les réactions internationales, entre autres, peuvent avoir un impact aussi important sur la zone de responsabilité d'un bataillon que sur les activités des factions sur le terrain. Dans un même ordre d'idées, un événement tactique peut avoir une incidence considérable sur le leadership national au niveau stratégique⁴⁵. En ce qui concerne le renseignement, cette synergie des niveaux a forcé le renseignement militaire à adapter son mode de fonctionnement afin que sa mentalité du temps de la guerre froide devienne susceptible d'offrir un meilleur soutien intégral aux troupes déployées. Cette mentalité a évolué en déployant du personnel du renseignement supplémentaire dans les théâtres d'opérations, ainsi qu'en poussant plus loin les capacités du renseignement stratégique, à la fois directement auprès d'une unité et au sein d'une structure de commandement d'un contingent national. Au cours de leur carrière, les spécialistes du renseignement serviront normalement à tous les niveaux de commandement, du niveau stratégique à Ottawa au niveau opérationnel des unités de secteur, en passant par le niveau tactique. En se basant sur cette expérience, ils auront une meilleure compréhension et appréciation des ressources disponibles dans la communauté du renseignement et, par conséquent, seront mieux placés pour les exploiter.

Demande accrue de renseignement. Dans cet environnement, il n'est pas surprenant de constater qu'au cours des quinze dernières années, les besoins en renseignement pour le soutien aux opérations de déploiement se sont accrues de façon stable, comme le montre la Figure 2.

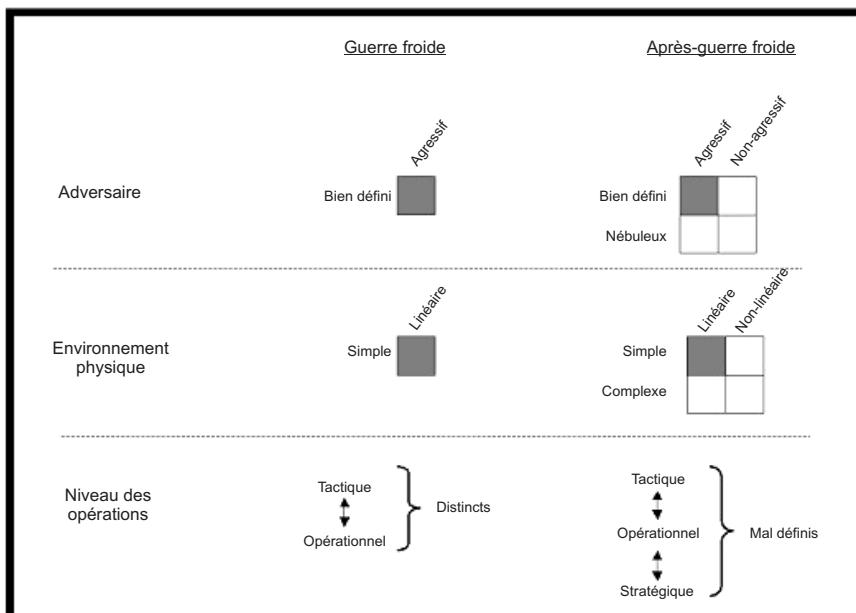


Figure 2 — Personnel du renseignement de l'Armée de terre déployé (1992 à 2006)

Source : Extrait des statistiques tenues par l'état-major du renseignement du Chef d'état major de l'Armée de terre

Afin de pallier certaines des lacunes des capacités du renseignement tactique créées par les opérations complexes, les changements au niveau de la structure du renseignement ont commencé à se produire au cours des années 1990. L'incidence la plus importante pour les organismes de renseignement a été l'embauche à tous les niveaux, et particulièrement au niveau tactique, de spécialistes attitrés du renseignement.

Au niveau tactique, une force de la taille d'un bataillon, formée des membres d'un bataillon d'infanterie ou d'un régiment blindé, est une organisation de choix pour la contribution du Canada aux opérations de soutien de la paix. Les troupes s'apprêtant à être déployées sont généralement regroupées au sein d'une force opérationnelle (FO)⁴⁶. Au cours de la guerre froide, des bataillons ont été conçus pour se battre dans des conflits de haute intensité dans un contexte de brigade et ont été regroupés conformément. Les quartiers généraux des unités avaient une petite section de renseignement dont le personnel comptait de six à dix membres, sans spécialiste du renseignement. Le personnel du renseignement était composé du personnel des armes de combat de l'unité ayant suivi un cours de renseignement de combat⁴⁷. Cela fonctionnait bien pour les combats de haute intensité, où les bataillons étaient intégrés à la structure militaire hiérarchique. Le bataillon était responsable de sa zone de responsabilité immédiate (jusqu'à 15 kilomètres), alors que les organisations de renseignement de la brigade, de la division et des niveaux supérieurs couvraient les zones d'intérêt croissantes et fournissaient au bataillon les informations nécessaires. Toutefois, cela n'a pas fonctionné aussi bien dans le cadre des opérations de soutien de la paix. Les bataillons ont été déployés sans leur brigade de soutien et n'avaient plus accès aux spécialistes du renseignement. Dans le cadre des opérations de soutien de la paix, la zone de responsabilité d'un bataillon est habituellement deux fois plus importante que dans le cadre des conflits de haute intensité, soit environ deux fois sa taille, sinon plus. Par exemple, la zone de responsabilité du Bataillon canadien 2 (CANBAT 2) déployé en Bosnie dans le cadre de la FORPRONU, (1993 à 1995) était de 900 kilomètres carrés, dans le cadre de la MINUHA (1996-1997) elle correspondait à la moitié de l'île d'Haïti, et pour la plus récente unité déployée en Afghanistan elle est de plus de 50 000 kilomètres carrés⁴⁸.

Pour toutes ces raisons, les spécialistes du renseignement ont commencé à se déployer au sein des sections de renseignement de bataillons au début des années 1990. En 1995, faire partie du personnel du bataillon pour un spécialiste du renseignement était devenu la norme⁴⁹. « Lorsque du personnel de la Branche des services du renseignement a été ajouté aux sections du renseignement de l'unité, des améliorations importantes ont été constatées dans tous les aspects du soutien offert en renseignement, du développement adéquat des besoins en renseignement et des plans de recherche, aux briefings ciblés et pertinents aux commandants sur la menace générale et les objectifs spécifiques »⁵⁰. Cette situation a été soulignée dans le rapport produit à la suite de la revue du renseignement de défense, effectué en 2002-2003 :

Le déploiement de personnel spécialisé du renseignement aux niveaux de commandement inférieurs est on ne peut plus significatif de la demande accrue aux niveaux tactiques; les groupements tactiques de l'Armée de terre, et même les compagnies, les frégates de la Marine et les escadres de la Force aérienne, se sont récemment tous déployés avec du personnel spécialisé du renseignement, même s'il n'est pas un élément organique de leurs unités⁵¹.

En plus d'une capacité de renseignement accrue au niveau de l'unité déployée, du personnel du renseignement a aussi été envoyé dans un théâtre d'opérations, afin de fournir à la fois des forces opérationnelles déployées ayant un meilleur accès à l'échelon supérieur du renseignement et d'appuyer les éléments de commandement nationaux.

L'expérience initiale de mise en application de ce concept a eu lieu au cours de la première guerre du Golfe alors qu'un « centre de renseignement interarmées a été créé pour la première fois afin de fournir un soutien de niveau opérationnel à un commandant d'une formation déployée »⁵². Malheureusement, les leçons tirées de cette expérience étaient oubliées lorsque les soldats canadiens ont commencé à se déployer dans les Balkans au début de l'année 1992. Les difficultés éprouvées dans les missions de l'ONU au cours des premières années ont conduit le Canada à accroître sa capacité de renseignement, en plus de créer ce qui allait devenir la Cellule canadienne du renseignement national (ou CANIC)⁵³. La CANIC offrait une interface entre les unités déployées et les sources nationales au Canada, et maintenait aussi un lien étroit avec les autres cellules du renseignement national des alliés. À la fin des années 1990, la CANIC est devenue partie intégrante d'un élément de commandement national⁵⁴.

Le soutien en renseignement offert à un contingent canadien déployé s'est développé davantage avec le déploiement des troupes en Afghanistan. Avec quelque dix ans d'expérience dans les Balkans, le concept de la CANIC a été élaboré davantage grâce à l'inclusion de ressources stratégiques supplémentaires dans le théâtre, telles que la géomatique et le renseignement sur les transmissions. Grâce à la mission de la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) à Kaboul en 2003, le soutien en renseignement dans le théâtre d'opérations s'est fait connaître sous l'appellation centre du renseignement de toutes sources (CRTS) alors que les ressources stratégiques et les capacités de fusion du renseignement se sont fait valoir. Le CRTS est devenu beaucoup plus qu'une simple interface entre les troupes déployées et le Canada. Il disposait de ses propres ressources de renseignement qui ont permis d'accroître considérablement les capacités à offrir ce type de soutien. Cette nouvelle architecture du renseignement représente un important changement au niveau du soutien en renseignement dans un théâtre d'opérations, et la rétroaction initiale sur cette nouvelle architecture est très positive⁵⁵.

Au niveau stratégique national, le Chef du renseignement de la défense (anciennement connu sous le nom Directeur général — Renseignement ou DG Rens) a commencé à mettre sur pied des équipes spécialisées afin de soutenir les troupes déployées pendant la mission dans les Balkans. Une équipe d'intervention du renseignement a la responsabilité de couvrir toutes les régions du monde où un important contingent canadien est déployé. Cette pratique est toujours en vigueur et donne de bons résultats. Le concept de soutien national en renseignement a été élaboré davantage afin de se charger des théâtres d'opérations potentiels, avant que les troupes ne soient déployées. Aussi surprenant que cela puisse paraître, le renseignement s'implique maintenant de façon plus proactive dès les premiers signes indiquant qu'une région du monde puisse devenir un théâtre d'opérations potentiel.

S'il est évident que le besoin en spécialistes du renseignement à l'appui des opérations est plus important, il est aussi évident que le défi du renseignement militaire consiste maintenant à soutenir la demande. La force et l'organisation du renseignement de l'Armée de terre n'ont pas beaucoup changé avec les années afin de répondre aux besoins accrus, ce qui entraîne de grandes difficultés pour parvenir à suivre le rythme des opérations.

Afin de répondre aux exigences opérationnelles, le renseignement de l'Armée de terre fera face à trois défis importants au cours des prochaines années. Le premier est d'augmenter le nombre de spécialistes du renseignement afin qu'il atteigne un ratio de 4:1⁵⁶, ce que le Chef d'état-major de l'Armée de terre juge être le minimum requis. Le ratio actuel se situe davantage autour de 2:1⁵⁷, ce qui signifie que chaque déploiement nécessite non seulement des efforts considérables de la part de l'Armée de terre, mais

aussi des efforts considérables de la part des FC en termes de renseignement, afin de trouver des candidats appropriés. Il y a deux façons d'accroître la force du renseignement de l'Armée de terre : soit en augmentant le nombre de militaires de la Force régulière ou de la Réserve ou, encore mieux, en augmentant les deux. Des initiatives sont présentement en cours afin de régler les problèmes d'effectifs dans la Force régulière et dans la Force de réserve, mais il faudra au moins cinq ans avant de voir les résultats significatifs des efforts fournis. Le deuxième défi consiste à ajuster l'architecture du renseignement de l'Armée de terre afin qu'elle reflète la réalité des opérations. Le renseignement déploie constamment des spécialistes du renseignement au sein d'un bataillon qui part en opérations, mais en garnison, le personnel du renseignement n'est pas rattaché à l'unité. C'est la même chose pour la structure CRTS, qui a été créée pour les opérations mais dont aucun équivalent n'existe au Canada.

Puisque l'architecture des opérations ne reflète pas l'architecture actuelle du renseignement de l'Armée de terre au Canada, il résulte un déséquilibre au moment de mettre sur pied le personnel du renseignement militaire dans le cadre des opérations. La solution à ce problème est simple : adapter l'architecture canadienne en fonction des exigences opérationnelles. Des initiatives sont en cours afin de régler le problème de l'inclusion du personnel du renseignement au sein des bataillons d'infanterie et des régiments blindés et afin de créer des structures CRTS permanentes au sein des quartiers généraux de brigade. Mais une fois de plus, peu importe la solution, il faudra du temps pour la mettre en oeuvre. Le dernier défi du renseignement de l'Armée de terre consiste à mettre sur pied une force de façon souple et efficace et à développer une méthodologie d'instruction préalable au déploiement tout aussi efficiente. L'approche actuelle face au déploiement s'apparente plus à un processus « réactif » et à des actions de dernière minute. Cette situation est le reflet de la pénurie endémique de personnel du renseignement et du manque de ressources qui empêchent de générer et de préparer adéquatement les troupes pour le déploiement. Dans l'attente que davantage de ressources soient fournies au renseignement de l'Armée de terre, la mise sur pied d'une force et l'instruction préalable au déploiement demeureront difficiles et frustrants.

Un des facteurs qui caractérisent l'environnement opérationnel depuis 1990 n'est pas tant la constance du changement que l'accroissement de son rythme. Pour faire face aux exigences créées par ces changements, les capacités du renseignement militaire canadien ont été rudement mises à l'épreuve au cours des quinze dernières années. Toutefois, le soutien des opérations a été mené au détriment du développement d'une capacité plus robuste. En d'autres mots, le renseignement de l'Armée de terre s'est vu demander de presser davantage le citron, sans avoir l'occasion d'en faire pousser un plus gros. À moins que le renseignement de l'Armée de terre ne subisse un examen en profondeur de son architecture et de ses capacités dans un avenir prochain, il deviendra de plus en plus difficile pour la communauté du renseignement de faire face aux changements continus.

La menace

Le renseignement est essentiellement un jeu de devinettes, même s'il est fondé sur les faits, la logique et l'expérience. Il peut aussi être un outil utile aux décideurs, mais il n'est pas, même dans sa forme la plus pure, un art magique.

Marchetti & Marks
The CIA and the Cult of Intelligence⁵⁸

Il est difficile d'examiner de façon isolée la nature de la menace depuis la fin de la guerre froide sans examiner l'environnement opérationnel, puisque la nature

changeante de l'environnement a modifié le visage de la menace, autant que la menace en constante évolution a transformé l'environnement opérationnel. Néanmoins, il est évident que la menace est différente aujourd'hui de ce qu'elle était il y a quinze ans, et la présente partie de cette étude a pour objet d'examiner l'incidence des changements sur le renseignement militaire.

Pendant la période de la guerre froide, la menace que représentaient les forces soviétiques et leurs alliés du Pacte de Varsovie était une force militaire bien définie et identifiable. Depuis, ce concept traditionnel de la menace n'est plus pertinent. Aujourd'hui, la menace est plus fluide, impliquant toujours potentiellement des forces militaires mais aussi un nombre croissant d'éléments paramilitaires, terroristes et criminels. Certains éléments de la menace peuvent être clairement identifiés, grâce aux uniformes et à la structure hiérarchique, mais ce n'est pas le cas de la plupart. La distinction entre les combattants et les non-combattants devient de plus en plus nébuleuse et est souvent difficile à faire⁵⁹.

De nombreux articles et livres ont été écrits sur l'environnement de sécurité de l'avenir et la menace connexe. Parmi cette vaste documentation, certains auteurs tels que Van Creveld, Huntington, Kaplan et Peters, ont été soulignés pour leur point de vue sur la nature de la menace de l'avenir.

Dans son livre, *The Transformation of War*⁶⁰, Martin Van Creveld présente une réinterprétation radicale du conflit armé. Il soutient que le monde d'aujourd'hui ressemble de plus près à la période pré-westphalienne (avant 1648) qu'à toute autre période depuis la fin de la Guerre de Trente ans. La période pré-westphalienne suppose une résurgence des acteurs non étatiques. Van Creveld indique que les trois quarts des quelque 160 conflits depuis la Deuxième Guerre mondiale étaient des conflits de faible intensité⁶¹. Van Creveld n'affirme pas que la guerre conventionnelle disparaîtra complètement, mais qu'elle deviendra moins probable. Il définit les caractéristiques principales des conflits de faible intensité comme prenant habituellement place dans les « régions les moins développées du monde », n'impliquant pas les armées régulières; et dont les participants ne comptent pas sur des armes hautement technologiques pour combattre. Il prévoit aussi des changements considérables en ce qui concerne la distinction entre les soldats et les civils. En réponse à ces conflits, Van Creveld n'est pas optimiste. « Le fait est qu'une bonne partie de la puissance militaire actuelle n'est tout simplement pas pertinente en tant qu'instrument de propagation et défense de l'intérêt politique sur la majeure partie du globe »⁶².

Samuel Huntington est un autre théoricien présentant un point de vue radical sur les conflits de l'avenir. Dans son article « The Clash of Civilizations » il a écrit : « Les grandes causes de division de l'humanité et les principales sources de conflit seront culturelles »⁶³. Il voit les conflits de l'avenir entre les civilisations occidentales et non occidentales et parmi les civilisations non occidentales. Pour Huntington, il y a sept ou huit civilisations majeures : à savoir, les civilisations occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindouiste, slave-orthodoxe, latino-américaine et, peut-être, africaine⁶⁴. Les conflits se produiront à deux niveaux. Au micro-niveau, il y aura des affrontements entre des groupes adjacents le long de lignes de faille, comme ce fut le cas pour l'ex-Yougoslavie, le Moyen-Orient et de nombreux pays africains. Au macro-niveau, les États de différentes civilisations rivaliseront pour leur puissance militaire et économique respective, contrôleront les organisations internationales et défendront leurs valeurs politiques et religieuses respectives.

Selon Robert Kaplan, le monde fait face à une période de bouleversements sans précédent, causée par les ressources limitées, l'aggravation de la surpopulation, les maladies incontrôlables, les conflits brutaux et l'effondrement généralisé des États-

nations⁶⁵. Dans son article « The Coming Anarchy », il dépeint un avenir très sombre où la guerre et la violence seront très répandues. « De nombreuses personnes sur cette planète, pour qui le confort et la stabilité de la vie de la classe moyenne sont tout à fait inconnus, découvrent que la guerre et la vie en caserne est un pas en avant plutôt qu'en arrière »⁶⁶.

Le type de « soldats » auxquels l'Occident est susceptible de faire face est décrit en détail par Ralph Peters⁶⁷. Dans son « New Warrior Class », Peters met l'accent sur les tendances non standard des combattants : « Les ennemis auxquels nous [États-Unis] sommes susceptibles de faire face... ne seront pas des "soldats"... mais des "guerriers", c.-à-d. des primitifs fantasques, habitués à la violence, dont l'allégeance est changeante et sans aucun intérêt pour l'ordre civil »⁶⁸. Il ne dit pas que les combattants conventionnels disparaîtront, mais plutôt qu'une « nouvelle catégorie de combattants » prédominera.

Prédire l'avenir est une tâche difficile. Toutefois, en se basant sur les tendances établies dans les années 1990⁶⁹ et sur les opinions de certains théoriciens de renom, tel que nous l'avons vu plus tôt, il est possible de tirer des conclusions. Il est raisonnable de prédire que la différence entre les pays nantis et les moins bien nantis continuera de s'accroître; que le conflit inter États demeurera une réalité, que l'émergence des acteurs non étatiques s'intensifiera, et que certains seront associés à des entreprises criminelles, des sectes religieuses ou des organisations terroristes. Le Tableau 2 résume les différences clés entre le passé et le présent.

Passé	Présent
Menace principale déclarée par des militaires en uniforme	Indirecte, sans uniformes clairement identifiables
Organisations hautement centralisées et disciplinées	Décentralisées et relativement indisciplinées. Alliances changeantes et groupes dissidents
Assise territoriale claire et déplacements lents et limités d'une région à une autre	Aucune assise territoriale. Capable de déplacements rapides d'un endroit à un autre
Distinction marquée entre la menace interne et externe	Distinction floue entre la menace interne et externe
Lien étroit entre la taille de l'adversaire et l'ampleur de la menace	En raison des avancées technologiques, des adversaires de petite taille peuvent créer d'importants dommages
Les adversaires tendent à croître progressivement	Il faut tenir compte de la « menace imaginaire potentielle »
Menace volontairement créée par un maintien de la politique par d'autres moyens	La menace est souvent un sous-produit d'autres activités (trafic des stupéfiants...)

Tableau 2 — La nature changeante de la menace

Source : Martin van Creveld, Twenty-four Thesis on Intelligence, http://www.oss.net/dynamaster/file_archive/040319/2bf1035cde4b2c3ec1fde62d097fbb52/OSS2002%2d02%2d26.pdf; Internet; consulté le 14 avril 2006.

Incidence sur le renseignement militaire. Le renseignement militaire a dû modifier son mode de fonctionnement afin de s'adapter à la nature fluide de la menace asymétrique. Le fondement du renseignement militaire demeure le même : trouver

l'information requise, recueillir cette information, l'analyser et la diffuser à ceux qui en ont besoin. Ce qui a changé, c'est le type d'information que le renseignement militaire doit trouver, ainsi que les techniques pour la recueillir et l'analyser.

Dans un scénario conventionnel, le renseignement militaire met l'accent sur une vision plus large de l'ennemi avec une incidence minimale sur les individus. Dans ce contexte, le renseignement est intéressé à savoir où les forces ennemis se trouvent, ainsi que leurs capacités en termes d'équipement et de force. Dans le cadre d'opérations de soutien de la paix, l'incidence sur les individus est très importante et l'accent du renseignement tourne autour de la surveillance de leurs activités. Les questions sont maintenant : Qui sont les joueurs?, Quelles sont leurs relations (alliances, organisations, associés)? et Que veulent-ils accomplir⁷⁰? L'importance du renseignement recueilli auprès de sources humaines joue un rôle fondamental dans un environnement aussi asymétrique. De plus, le renseignement militaire a aussi eu à adapter ses techniques d'analyse, ayant maintenant régulièrement recours à des techniques autrefois réservées exclusivement aux policiers, soit la « matrice d'association », l'« analyse des liens » ou le « graphique du déroulement des événements »⁷¹.

Dans ce contexte, le défi du renseignement militaire a été de suivre le rythme des changements. Toutefois, la capacité d'adaptation de la communauté du renseignement a été considérablement compromise par trois facteurs. Le premier est le nombre limité de spécialistes du renseignement et le rythme élevé du déploiement. Cela a créé une situation où la plupart des sections du renseignement sont en sous-effectifs et surchargées de travail. Des améliorations très limitées peuvent être apportées, puisque les exigences quotidiennes absorbent la plupart, si ce n'est la totalité, des ressources. Le deuxième facteur est l'absence d'une cellule des leçons retenues afin d'analyser les leçons tirées des opérations et de prendre des mesures pour régler les problèmes avant les missions subséquentes. Trop souvent, les comptes rendus après action indiqueront clairement les points faibles ainsi que les mesures correctives potentielles, mais en raison d'un manque de points centralisés pour agir, les leçons sont perdues et oubliées. Le dernier facteur est que la doctrine du renseignement actuelle n'a pas suivi le rythme des changements de la menace. La doctrine actuelle reflète toujours la mentalité de la guerre froide et repose sur quatre hypothèses⁷². La première est que l'analyse de la menace ne doit mettre l'accent que sur le terrain et l'ennemi. La deuxième est que l'adversaire est une force organisée qui effectue des opérations de combat. La troisième est qu'une base de données du renseignement complète sur cet adversaire existe déjà. La dernière hypothèse est que l'analyse finale, soutenue par l'utilisation de modèles, prédira les plans d'action potentiels de l'ennemi.

Numérisation

Vous n'y êtes jamais. Vous vous y rendez toujours.

Boyd⁷³

Parallèlement aux changements et indépendamment des changements survenus dans l'environnement opérationnel depuis la fin de la guerre froide, les changements technologiques ont aussi une incidence considérable sur la conduite de la guerre. Dans son sens le plus large, l'ère de l'information remplace l'ère industrielle. L'intégration rapide de technologies, telle que la gestion de l'information, les technologies de détection et de précision, crée d'importants changements dans notre société mondiale, et par conséquent, modifie le mode de fonctionnement des militaires. L'objectif de la présente section de cette étude est d'examiner de quelle façon la numérisation modifiera la conduite et la nature du renseignement militaire.

Révolution dans les affaires militaires (RAM). Les révolutions technologiques ont créé des perturbations tout au cours de l'histoire. « Depuis l'aube de l'ère industrielle de la fin du 18^e siècle, jusqu'au milieu du 20^e siècle, les développements technologiques ont été spectaculaires mais mesurés »⁷⁴. Jusqu'à l'arrivée des ordinateurs numérisés, il fallait de deux à trois générations avant que ces développements aient une réelle incidence. Toutefois, le développement de la technologie informatique a accéléré de façon considérable le rythme des changements. « Même si les ordinateurs existent sous leur forme reconnaissable depuis 60 ans, et que l'on croit que l'ère de l'information date d'environ 1970, ce n'est qu'au cours de la dernière décennie que l'ordinateur et la puce ont véritablement révolutionné de nombreux aspects de la vie quotidienne, tant au niveau personnel qu'au niveau national ou international »⁷⁵. Selon la loi de Moore, la puissance des capacités du traitement informatique double tous les 18 à 24 mois, alors que le coût du traitement, lui, diminue de moitié.

Le succès qu'ont connu les technologies de l'espace de bataille intégrées au cours de la guerre du Golfe (c.-à-d. combat électronique, communications, imagerie, armes de précision et technologie de furtivité) a mené à conclure qu'une révolution dans les affaires militaires (RAM) prenait en effet place. Un des premiers à préconiser cette révolution a été l'Amiral américain William Owens. En tant que vice-président de l'instance des chefs d'état-major interarmées des États-Unis au milieu des années 1990, il a élaboré l'idée d'un « système de systèmes »⁷⁶, qui permettrait à tout utilisateur militaire d'employer de nombreux capteurs afin de trouver, de fixer et de détruire promptement des cibles militaires.

Une révolution dans les affaires militaires :

« est marquée par un changement majeur des affaires militaires qui résulte du progrès de la technologie en ce qui a trait aux armes et à l'équipement, ainsi que de la transformation des concepts opérationnels et des méthodes organisationnelles militaires. En général, les RAM prennent quelques décennies pour se produire, et elles touchent profondément, et parfois remplacent, les pratiques de combat existantes »⁷⁷.

La technologie à elle seule ne peut provoquer une révolution dans les affaires militaires. Ce n'est qu'au moment où les changements technologiques sont combinés aux innovations en doctrine et aux adaptations organisationnelles que la RAM se produit.

Des progrès notables ont été faits ces dernières années dans chaque cas⁷⁸. Le développement de la technologie de l'information et des systèmes informatiques laisse prévoir des transformations radicales du commandement et du contrôle des forces armées. Ajouté à d'importantes percées dans des domaines comme la précision, la létalité et la miniaturisation, pour n'en nommer que trois, ce facteur pourrait modifier considérablement la forme des opérations des forces armées, dans tout le spectre des conflits. Les changements de doctrine et d'organisation actuellement à l'étude visent à tirer profit des progrès technologiques pour modifier concrètement le mode d'application de la force par les forces armées. Même si les États-Unis sont à la tête du développement et de l'application de cette RAM, le Canada ainsi que ses alliés tels que le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Australie, suivent activement les développements de la RAM.

Incidence sur le renseignement. La numérisation a aussi considérablement affecté le mode de fonctionnement du service de renseignement militaire. La numérisation se définit comme « le transfert en temps quasi réel de renseignement sur les champs de bataille entre les divers éléments de combat, afin de permettre une

conscience partagée de la situation du champ de bataille »⁷⁹. C'est pourquoi le concept du « temps » au combat est comprimé. « Cette révolution est caractérisée par une capacité sans précédent à recueillir, à traiter, à gérer et à diffuser d'importantes quantités de données et de renseignements en temps réel ou quasi réel, menant à la compréhension et à la conscience continue des événements et des situations »⁸⁰. Dans un environnement numérisé, la fonction du renseignement militaire deviendra plus spécialisée. Toutefois, en dépit de tous les avantages que la technologie offre, aucun système n'est en mesure de remplacer un analyste chevronné.

Un des effets de la numérisation est que le temps entre l'observation et l'action diminue, comme le montre le Tableau 3. Le tableau présente les périodes clés de l'histoire militaire américaine et utilise le cycle de la boucle OODA de Boyd (observation, orientation, décision, action⁸¹ afin d'indiquer le facteur temps.

	Révolution américaine	Guerre civile américaine	Deuxième Guerre mondiale	Guerre du Golfe	Demain
Observation	Télescope	Télégraphe	Radio/câble	Temps quasi réel	Temps réel
Orientation	Semaines	Jours	Heures	Minutes	Continue
Décision	Mois	Semaines	Jours	Heures	Immédiatement
Action	Saison	Semaines	Jours	Une journée	Une heure ou moins

Tableau 3 — Temps et commandement

Source : Douglas Dearth et Charles Williamson, *Cyberwar: Security, Strategy and Conflict in the Information Age* (Fairfax Virginia : AFCEA International Press, 1996), p. 34.

Pour opérer dans l'environnement d'aujourd'hui, une force militaire doit être en mesure de recueillir, d'absorber et de traiter de grandes quantités d'informations rapidement, afin d'utiliser ces connaissances pour la prise de décisions rapide et leur mise en oeuvre. Comme l'exprimaient les Américains dans le *New Army Intelligence Transformation Campaign Plan*, les nouveaux principes des forces militaires consistent à « voir les premiers, comprendre les premiers, décider les premiers et agir de façon résolue »⁸². Puisque le renseignement militaire est un élément clé dans le soutien de tout cycle de prise de décision accéléré, la production et la livraison de renseignements sont devenus un système « juste à temps » plutôt « qu'au cas où »⁸³. En d'autres mots, il n'est maintenant plus possible de développer l'analyse de toutes les menaces potentielles afin de se préparer aux imprévus, puisque la nature et l'identité de ces menaces sont généralement vagues, sinon inconnues.

Le renseignement militaire a été une des dernières fonctions militaires à se spécialiser. Tout au long de l'histoire, les commandants militaires étaient à la fois leur propre officier du renseignement, et l'information leur était directement communiquée. Toutefois, cette situation a commencé à changer vers la fin des années 1800 avec la création du « système d'état-major » au sein des armées occidentales, dérivé de l'expérience allemande de l'« état-major général ». L'Armée canadienne n'a constitué une organisation du renseignement en temps de paix permanente qu'en 1902 et il a fallu attendre jusqu'en 1942 avant qu'elle reconnaisse le renseignement comme une organisation professionnelle distincte, et qu'elle crée finalement le Service des renseignements, soit le prédecesseur de la Branche du service des renseignements d'aujourd'hui⁸⁴. Les nouvelles réalités de l'environnement d'aujourd'hui exigent que les

spécialistes du renseignement soient en mesure de s'adapter rapidement à tout environnement et de mettre l'accent sur différents types de menace, allant des forces conventionnelles aux groupes terroristes, en passant par les groupes criminalisés. De plus, la quantité d'informations disponibles augmente de manière presque exponentielle, tout comme le nombre de réseaux informatiques classifiés et non classifiés disponibles, alors que le temps de traitement, lui, diminue. Seuls les spécialistes du renseignement professionnels, hautement formés et chevronnés, seront en mesure de fonctionner efficacement au sein de ce nouvel environnement numérisé.

Toutefois, la technologie à elle seule ne suffit pas. « Sans un nombre suffisant de personnes ayant reçu une formation appropriée et travaillant dans la bonne structure organisationnelle »⁶⁵, le système est voué à l'échec. En dépit des meilleurs systèmes numérisés, aucune machine ne peut remplacer le cerveau humain lorsque vient le temps d'analyser des renseignements et d'extraire des données qui, ensemble, représentent le « et puis après? » de toutes les informations recueillies.

Conclusion—Et puis après?

L'Armée canadienne, tout comme ses homologues alliés dans le monde, doit évoluer sur le plan de la doctrine, de l'organisation et de la technologie si elle veut demeurer une institution pertinente.

Horn & Reshke — L'Armée de terre canadienne au XXI^e siècle⁶⁶

Le rythme des changements s'est accru considérablement depuis les quinze dernières années et tout indique que davantage de changements sont à prévoir. De nouveaux paradigmes sont apparus depuis la fin de la guerre froide. L'environnement opérationnel peut être décrit comme complexe et la nature de la menace comme fluide. En parallèle, la numérisation crée une révolution dans les affaires militaires qui transforme la façon dont l'information est traitée et gérée. Pour demeurer pertinent, le renseignement de l'Armée de terre, tout comme pour le reste des FC, n'a pas d'autre choix que de s'adapter.

Le visage du renseignement militaire est assez différent aujourd'hui de ce qu'il était il y a 15 ans, à la fin de la guerre froide. L'incidence la plus importante qu'a eu la participation des Forces canadiennes aux opérations de soutien de la paix au cours des années 1990, est le changement de cap total des services du renseignement. Pendant la période de la guerre froide, le renseignement mettait l'accent sur une menace majeure. L'organisation, la doctrine, les techniques et les systèmes du renseignement militaire canadien ont tous été conçus pour surveiller les forces du Pacte de Varsovie à l'exclusion de pratiquement tout le reste. La communauté du renseignement d'aujourd'hui met l'accent sur les capacités. Le renseignement doit avoir la capacité de s'adapter rapidement aux menaces changeantes et fluides, de se déployer partout dans le monde à court préavis et de maintenir un rythme opérationnel très élevé.

Le nouvel environnement opérationnel exige de plus en plus de soutien de la part du renseignement, intégré à tous les niveaux d'opérations, particulièrement au sein des unités tactiques. De plus, le déploiement de forces de la taille d'un bataillon sans l'appui de leur structure de brigade, a mené au développement des concepts CANIC et CRTS, afin de combler le vide entre les unités déployées et les ressources nationales. La nature complexe de la menace impose aussi que le renseignement soit en mesure de modifier et d'ajuster rapidement ses procédures.

Par conséquent, avec les années, la hausse de la demande à laquelle a fait face le renseignement de l'Armée de terre afin de soutenir les ressources et les unités militaires, a été lente mais stable. À l'heure actuelle, le soutien en renseignement pour les

opérations a atteint un niveau de maturité plutôt impressionnant. La situation n'est jamais parfaite et d'autres améliorations seront apportées, mais dans l'ensemble, le soutien offert aujourd'hui ne se compare en rien à celui offert au début des années 1990.

Toutefois, le développement d'une architecture, d'une structure et de processus du renseignement plus forts et plus performants dans l'Armée de terre n'a pas suivi le rythme des exigences dans les opérations à l'étranger. De plus, peu d'efforts ont été consacrés au renforcement du renseignement de l'Armée de terre. Par conséquent, le service de renseignement se voit demander d'offrir de plus en plus de soutien, mais le bassin de ressources disponibles demeure inchangé.

Le défi du service de renseignement de l'Armée de terre est de maintenir le niveau de soutien offert aux forces déployées. À moins de jeter un regard sérieux sur la capacité actuelle du renseignement à s'adapter aux nouvelles exigences et réalités, peu de progrès sont à prévoir. Si aucun investissement n'est fait, la capacité de mettre sur pied des ressources du renseignement au sein de l'Armée de terre demeurera limitée. En d'autres mots, il faudra accepter de payer pour obtenir ce que l'on veut⁸⁷.

À propos de l'auteur....

Le Lieutenant-colonel Daniel Villeneuve a été officier du renseignement pendant plus de 15 ans, servant la majorité de sa carrière à tous les niveaux du renseignement de l'Armée de terre. Il occupe présentement le poste d'officier supérieur du renseignement au sein de l'état-major de l'Armée de terre. Il possède une vaste expérience opérationnelle, acquise dans des déploiements à l'étranger au Sahara occidental, en Bosnie, à Haïti, au Kosovo et au sein de l'opération *Apollo*. Il est diplômé du CMR Saint-Jean, du CCEFTC Kingston et du CFC Toronto. Il détient une maîtrise en études de la défense et complète actuellement une maîtrise en études sur la conduite de la guerre au CMR de Kingston.

Notes

1. Matthew M. Oyos, « Theodore Roosevelt and the Implement of War », *Journal of Military History*, vol. 60, no 4 (octobre 1996), p. 647.
2. Collège des Forces canadiennes, « Briefing donné par le Général Hillier le 23 juin 2005 » (cours de commandement et d'état-major 031, 2005).
3. Les pays membres du Pacte de Varsovie étaient l'URSS, la Tchécoslovaquie, l'Albanie (jusqu'en 1968), la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et l'Allemagne de l'Est.
4. James Cox, *The Transformation of Canadian Defence Intelligence Since The End of The Cold War*, Collège militaire royal du Canada, 2004, p. 19-20. Mémoire de maîtrise.
5. Collège des Forces canadiennes, « Briefing donné par le Général Hillier... »
6. Harold A. Gould et F.C. Spinney, *Fourth Generation Warfare is here*, http://www.d-n-i.net/fcs/gould_spinney_4GW.htm; Internet; consulté le 4 avril 2006. L'expression « guerre de quatrième génération » a été inventée par cinq auteurs (William S. Lind, le Colonel Keith Nightengale, le Capitaine John F. Schmitt, le Colonel Joseph W. Sutton et le Lieutenant-colonel Gary I. Wilson) dans un article datant de 1989 paru dans la *Marine Corps Gazette*. La guerre de quatrième génération oppose les pays aux organisations étrangères et aux réseaux d'organisations, notamment les groupes ethniques opprimés, les mafias, les narco-trafiquants et les cultes quasi-religieux extrémistes.
7. La menace asymétrique fait référence aux « tentatives de trouver les failles d'un adversaire ou de les éroder, tout en exploitant ses faiblesses ». Pour de plus amples détails, consulter Steven Metz, « Strategic Asymmetry », *Military Review*, vol. 81, no 4 (juillet-août 2001), p. 23-31.
8. Robert Ackerman, « Army Intelligence Deals With Two Transformations », *Signal Magazine* (janvier 2000). Disponible au <http://www.us.net/signal/Archive/Jan02/army-jan.html>; Internet; consulté le 2 juin 2002. L'analogie est du Lieutenant General américain Robert Noonan.
9. Association du Service du renseignement des Forces canadiennes, « Just What is Intelligence Anyway? », *The Intelligence Notebook*, <http://www.intbranch.org/engl/intnbk/int01.html>, Internet; consulté le 15 mars 2006.
10. Lloyd Hoffman, « Intelligence, Military », *Bassey's Encyclopedia of the Land Forces and Warfare* (imprimé aux États-Unis d'Amérique, 1996), p. 511.
11. Robert Glass et P. Davidson, *Intelligence is for Commander* (Harrisburg: Military Service Publishing, 1948): ix, cité dans Collin Agee, « Intelligence Preparation of the Battlefield: One Size Fits All? » (Monograph, United States Command

and General Staff College, Fort Leavenworth, Kansas, 1992), p. 8.

12. Pour de plus amples renseignements sur le concept de commandement, consulter Carol McCann et R. Pigeau, « Qu'est-ce qu'un commandant? » tiré de *La fonction de général et l'art de l'amirauté: perspectives du leadership militaire canadien*, éd. Bernard Horn et Stephen Harris (St.Catherines : Vanwell Publishing Limited, 2001), p. 84.
13. Ministère de la Défense nationale, B-GJ-005-200/FP-000 *La doctrine du renseignement* (Ottawa : MDN Canada, 2003), 1-1.
14. Ministère de la Défense nationale, B-GL-357-001/FP-001 *Manuel de campagne : le renseignement* (Ottawa : MDN Canada, 2001), 2. Cette définition est basée sur la définition du renseignement tirée de la publication AAP-6, Glossaire OTAN de termes et définitions.
15. Hoffman, *Bassey's Encyclopedia*, p. 509.
16. Mark Lowenthal, *Intelligence. From Secrets to Policy*, (Washington : CQ Press, 2003), p. 9.
17. Expérience de l'auteur. Ce concept résume ce qui est décrit dans la publication B-GJ-0050200/FP 000 *La doctrine du renseignement*, 1-2.
18. Thomas P. M. Barnett, *The Pentagon's New Map* (New York : Berkley Books, 2004), p. 1.
19. Ministère de la Défense nationale, *L'environnement de sécurité de l'avenir. Direction des concepts stratégiques, Rapport no 99-2* (Ottawa : MDN Canada, 1999), p. 11-14.
20. Ken Eyre et K. Sharapov, *Anthology of Readings in Modern Peacekeeping* (Cornwallis : Canadian Peacekeeping Press, 2001), p. 4.
21. *Ibid.*, p. 5.
22. Ministère de la défense nationale, Direction des concepts stratégiques, Rapport numéro 99-2 *L'environnement de sécurité de l'avenir* (Ottawa : MND Canada, 1999), p. 15.
23. Les opérations de maintien de la paix de la première génération étaient essentiellement militaires, souvent menées par un petit contingent de police civile mettant l'accent sur une petite partie de l'éventail des conflits — la conclusion. Elles étaient unidimensionnelles.
24. Eyre et Sharapov, *Anthology of Readings in Modern Peacekeeping* . . . , p. 6.
25. Jeffrey Record, « Bounding the Global War on Terrorism », (Monograph of the Strategic Studies Institutes, décembre 2003), p. 7. Disponible au <http://www.carlisle.army.mil/ssi/pubs/display.cfm/hurl/PubID=207/>; Internet; consulté le 24 mars 2006. « À la suite des attaques terroristes d'Al-Qaïda, contre le World Trade Center de New York et le Pentagone, le président a déclaré une « guerre mondiale contre le terrorisme ». À plusieurs reprises par la suite, lui-même ainsi que les autres représentants de l'administration, ont utilisé les termes « guerre mondiale contre le terrorisme », « guerre contre le terrorisme » et « lutte contre le terrorisme international ». L'expression « guerre mondiale contre le terrorisme » et son acronyme anglais GWOT, sont rapidement devenus les termes les plus fréquemment utilisés. »
26. Michael Byers, « Letting the Exception prove the Rule », *Ethics and International Affairs* vol. 17, no 1 (2003). <http://www.proquest.umi.com>; Internet; consulté le 24 mars 2006.
27. Nations Unies, L'Office contre la drogue et le crime, « *Terrorism* », <http://www.unodc.org/unodc/terrorism.html>; Internet; consulté le 24 mars 2006.
28. *Ibid.*
29. États-Unis, TRADOC, *A Military Guide to Terrorism in the Twenty First Century* (Fort Leavenworth, Kansas : 1er août 2003) Chapitre 2.
30. Brian Michael Jenkins, *The Operational Code of the Jihadist, A Briefing Prepared for the Army Science Board* (Rand Corporation, 1^{er} avril 2004).
31. Ministère de la Défense nationale, *Le livre blanc sur la défense de 1994*, (Ottawa : Canada Communications Group, 1994). Ces renseignements sont extraits des points saillants.
32. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-000/FP-000 *L'Armée de terre du Canada* (Ottawa : Quartier général de la Défense nationale, 1998), p. 62.
33. Ministère de la Défense nationale, *L'Enoncé de politique internationale, 2005 — Fierté et influence : notre rôle dans le monde* (Ottawa : MDN Canada, 2005) : p. 1.
34. *Ibid.*
35. B-GL-300-000/FP-000 *L'Armée de terre du Canada* . . . , p. 66.
36. Défense nationale, « Opérations passées », http://www.forces.gc.ca/site/operations/past_ops_f.asp; Internet; consulté le 15 mars 2006.
37. B-GL-357-001/FP-001 *Renseignement* . . . , p. 17.
38. Gén. Charles C. Krulak, USMC. *The Three Block War: Fighting in Urban Areas, Vital Speeches of the Day*, New York, 15 déc., (1997), vol. 64, p. 139-142.
39. United Nations Secretary-General, *Rapport du Groupe d'étude sur les opérations de la paix de l'Organisation des Nations Unies (Le rapport Brahimi)* (New York : ONU, 2000). Disponible au www.un.org/peace/reports/peace_operations; Internet; consulté le 24 mars 2006.
40. Charles Lemieux, « Formuler une vision pour le Corps des officiers de l'an 2020: comprendre le leadership et les défis éthiques», *Revue militaire canadienne*, vol. 3, no 1 (printemps 2002), p. 31.
41. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-001/FP-000 *Conduite des opérations terrestres — Doctrine du niveau opérationnel de l'Armée de terre* (Ottawa : MDN Canada, 1998), p. 116-117 et 221.
42. Lemieux, « Formuler une vision. . . », p. 34. Le projet de débriefage des leaders a recueilli les expériences et les opinions de plus de 800 officiers du grade de sous-lieutenant à celui de général. Le modèle de recherche portait aussi sur la gamme complète des opérations menées au Canada et à l'étranger.

43. Cox, « The Transformation of Canadian Defence Intelligence... », p. 196.

44. Pour un intéressant point de vue américain sur ce sujet, voir Colonel Richard Riccadelli, « The Information and Intelligence Revolution » *Military Review* LXXV, no 5 (septembre-octobre 1995) : p. 82-87.

45. Ce fut le cas, par exemple en mai 1995 en Bosnie, lorsque des soldats serbes bosniaques ont enchaîné des observateurs militaires à des dépôts de munitions près de Sarajevo, afin de prévenir les frappes aériennes de l'OTAN. Ce simple événement tactique a effectivement empêché l'OTAN de cibler les installations militaires serbes et une autre solution a été trouvée.

46. Une force opérationnelle est un groupement créé pour une opération de contingence, peu importe sa taille. Ministère de la Défense nationale, B-GG-005-004/AP-000 *Opérations des Forces canadiennes* (Ottawa : MDN Canada, 2000), p. 1-7.

47. Le cours de renseignement de combat est beaucoup plus court que la formation dispensée aux spécialistes du renseignement. Règle générale, le cours est d'une durée de six semaines et met l'accent sur le renseignement tactique. Contrairement au spécialiste du renseignement, qui lui doit suivre un cours d'une durée de quatre mois, dont la portée au niveau opérationnel et stratégique est beaucoup plus large.

48. Expérience de l'auteur. J'ai servi en Bosnie en 1995 dans le cadre de la FORPRONU et à Haïti en 1997 dans le cadre de la MINUJHA. Les renseignements concernant l'Afghanistan ont été obtenus du groupe d'intervention de renseignement afghan, 10 avril 2006.

49. Expérience de l'auteur. Pour autant que je sache, le premier officier du renseignement déployé au sein d'un bataillon dans le cadre d'une opération de soutien de la paix l'a été en 1994 au sein du 12^e Régiment blindé du Canada, lorsque le Lt Vanasse de la 4^e Compagnie de renseignement a été déployé au sein de cette unité. Je servais à Montréal à ce moment et j'ai été mis au courant. J'ai aussi été déployé en 1995 au sein du 3^e Bataillon Royal 22^e Régiment en Bosnie. C'est durant cette période que le tableau d'effectifs du bataillon a été modifié afin de refléter le besoin en spécialistes du renseignement dans la section du renseignement de l'unité, plutôt que du personnel des armes de combat.

50. Mike Beauvais, « The Evolution of Intelligence Support to Canadian Military Operations » (Article d'étudiant dans le cadre d'une Maîtrise ès arts sur la conduite de la guerre, CMR, 2004), p. 4.

51. Ministère de la Défense nationale, « Examen du renseignement de défense », (Ottawa : MDN Canada, 2003), p. 11.

52. Beauvais, « The Evolution of Intelligence Support to Canadian Military Operations » p. 5.

53. Expérience de l'auteur. Le concept d'une CANIC a été élaboré en Bosnie en 1992-1993. Avec deux bataillons et une unité de logistique déployés dans la région, un Élément de commandement canadien de niveau supérieur a aussi été déployé à Zagreb. Au sein de l'Élément de commandement se trouvait une section du renseignement qui a commencé à jouer le rôle d'interface entre les unités sur le terrain et le Canada. Au cours de mon affectation en Bosnie, j'ai été en mesure d'apprécier le soutien d'une cellule du renseignement opérationnel de niveau supérieur située dans la région de la mission.

54. Un contingent déployé typique est composé de trois éléments majeurs : un Élément de commandement national (ECN) qui fournit une interface entre les troupes déployées et le commandement national à Ottawa; un élément de soutien national (ESN) qui offre un soutien logistique; et les troupes déployées elles-mêmes, qui opèrent dans un théâtre d'opérations.

55. Expérience de l'auteur.

56. Un ratio de 4:1 signifie que pour chaque soldat déployé, il y a quatre soldats disponibles.

57. Expérience de l'auteur en tant que G2.

58. Victor Marchetti et John D. Marks, *The CIA and the Cult of Intelligence*, (New York: Dell Publishing, 1975), p. 3.

59. Expérience de l'auteur. Cela est extrait des cinq affectations que j'ai faites dans le cadre d'opérations de soutien de la paix, ainsi que des différentes discussions que j'ai eues avec d'autres collègues aussi en affectation.

60. Martin Van Creveld, *The Transformation of War* (New York : The Free Press, 1991).

61. *Ibid.*, p. 20.

62. *Ibid.*, p. 27.

63. Samuel Huntington, « The Clash of Civilizations », *Foreign Affairs* vol. 72, no 3 (Été 1993), p. 22.

64. *Ibid.*, p. 25.

65. Robert Kaplan, « The Coming Anarchy », *The Atlantic Monthly* vol. 272, no 2 (février 1994), p. 44-76.

66. *Ibid.*, p. 72.

67. Ralph Peter, « The New Warrior Class », *Parameters* vol. 24, no 2 (Été 1994), p. 16-26.

68. *Ibid.*, p. 21.

69. Ministère de la Défense nationale, « L'environnement de sécurité de l'avenir »..., p. 15 et Annexe A.

70. Norm Sproll, *OP Palladium Roto 8 After Action Report*. Courriel envoyé sur le réseau général des Forces canadiennes le 8 septembre 2001. Le Capt Sproll a occupé le poste d'officier du renseignement du bataillon.

71. Expérience de l'auteur.

72. Lauri Snider, « An Assessment of Intelligence Preparation of the Battlefield Doctrine for Humanitarian Assistance Operations » (Monograph, United States Command and General Staff College, Fort Leavenworth, Kansas, 1996), p. 33-36.

73. John Boyd, « Conférence », US Naval Institute Seminar, Washington DC (septembre 1996), cité dans Begert, Matt et D. Lindsay, « Intelligence Preparation for Operations », *Small Wars & Insurgencies* vol. 13, no 2 (Été 2002), p. 139.

74. Alan Campen et D. Dearth, *Cyberwar 2.0: Myths, Mysteries and Reality* (Fairfax Virginia : AFCEA International Press, 1998), p. 35.

75. *Ibid.*

76. Ministère de la Défense nationale, *La défense du Canada au-delà de 2010 : perspectives — document de conception de la RAM*, publication en ligne; disponible au http://vcds.dawn.dnd.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/rma/wayahead/intro_f.asp; Intranet; consulté le 16 novembre 2004.

77. Ministère de la Défense nationale, *La révolution dans les affaires militaires (RAM): la fenêtre du Canada sur l'avenir*. Publication en ligne, disponible au http://vcds.dwan.dnd.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/rma/intro_f.asp; Intranet, consulté le 16 novembre 2004.

78. *Ibid.*

79. *Ibid.*

80. B-GL-300-000/FP-000 *L'Armée de terre du Canada* ..., p. 126.

81. La boucle OODA est un concept de stratégie de l'information pour la guerre de l'information, élaboré par le colonel américain John Boyd (1927-1997). Le Colonel Boyd voyait l'ennemi (et nous-mêmes) comme un système agissant grâce à un processus de prise de décisions basé sur l'observation du monde qui l'entoure.
http://www.valuebasedmanagement.net/methods_boyd_ooda_loop.html; Internet; consulté le 15 avril 2006.

82. Ackerman, « Army Intelligence Deals With Two Transformations »...

83. *Ibid.*

84. S.R. Elliot, *Scarlet to Green: A History of Intelligence in the Canadian Army 1903-1963*, (Canada : Hunter Rose Company, 1981).

85. Josh Barber, « Renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) : une vision pour les Forces canadiennes », Revue militaire canadienne, vol. 2, no 4 (Hiver 2001-2002) : p. 44.

86. Bernd Horn et R.G. Reshke, Chapitre 8 — « Au-delà de toute définition: l'espace de combat de l'avenir », *Vers le meilleur des mondes : l'Armée de terre canadienne au XXI^e siècle* (Kingston, ON : Direction des concepts stratégiques, 2003), p. 86.

87. Major Russell Keller, « Intelligence is a team sport », *Marine Corps Gazette* vol. 76, no 3 (mars 1992), p. 17.



LE CONCEPT D'EMPLOI DE LA FORCE ET L'INFANTERIE : PROPOSITION

Capitaine Alex D. Haynes

Le *Concept d'emploi de la Force* (CEF) de l'Armée de terre canadienne prévoit que les prochains conflits seront principalement asymétriques et se dérouleront en majeure partie en terrains urbains et complexes¹. En d'autres mots, cela signifie qu'au lieu de combattre des armées traditionnelles groupées, notre Armée de terre peut s'attendre à combattre des forces terroristes et de guérilla en milieu urbain, en montagne, dans la jungle et dans d'autres lieux semblables. Les expériences récentes de l'Armée de terre en Afghanistan et celles de nos alliés en Iraq donnent du poids à cette hypothèse. La majorité de la littérature traitant de l'avenir de la guerre, dont les publications des FC telles que *La force de demain : vision conceptuelle des capacités de l'Armée de terre*² du DCSOT (Directeur — Concepts stratégiques [Opérations terrestres]) reprend cette hypothèse.

Si l'avenir de la guerre est à l'image de ce qui est décrit dans le CEF et d'autres documents, une question se pose : l'Armée de terre du Canada est-elle préparée pour ce type de guerre? Alors qu'il participait à une campagne contre un ennemi non conventionnel en Afghanistan, le 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) a obtenu de bons résultats. De plus, ceux qui ont servi en Somalie, en Croatie, en Bosnie, en Haïti, en Érythrée ou au Timor-Oriental reconnaîtront un grand nombre des aspects de l'environnement de sécurité de l'avenir. Lors de chacune de ces missions dans ces pays, nos forces ont dû intervenir en terrain complexe ou en milieu



Cambridge Bay, Nunavut Photo : Cplc John Bradley

Des membres du 1^{er} Peloton, Compagnie A, 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI), assurent la sécurité du périmètre au cours d'une halte dans le cadre d'une patrouille à pied dans les collines Augustus, au nord-ouest de Cambridge Bay (Nunavut).

Haynes, Capitaine Alex D. 'Le concept d'emploi de la force et l'infanterie : proposition' Le Journal de l'Armée du Canada Vol. 9.2 (été 2006) 44-56

urbain, souvent en présence d'insurgés, d'une guérilla ou d'une menace criminelle. L'infanterie étant souvent l'Arme de combat la mieux adaptée pour le soutien de la paix et les opérations de contre-insurrection, lesquelles requièrent une présence militaire tangible pour atteindre leur objectif, le Canada a surtout fourni des forces d'infanterie dans chacune de ces situations. L'infanterie est souvent la seule Arme possédant la mobilité tactique requise pour intervenir en terrain complexe, comme en montagne ou dans la jungle. Elle est également la seule à pouvoir prendre et tenir tous les types de terrains.

Comme suite logique à la question posée au paragraphe précédent, nous pourrions nous demander si le corps d'infanterie canadien est préparé pour l'avenir de la guerre? En d'autres mots, est-ce que nos bataillons d'infanterie sont entraînés et équipés pour combattre une guérilla ou une insurrection en montagne, en milieu urbain, dans les jungles ou en forêt? Pour répondre à ces questions, nous examinerons la nature de la guerre de l'avenir et les menaces auxquelles sera confrontée notre Armée de terre. Par la suite, nous analyserons la doctrine, l'équipement et l'instruction de nos bataillons d'infanterie afin de déterminer leur capacité à intervenir dans ce nouvel environnement. Nous espérons que cette évaluation permettra à notre corps d'infanterie de se préparer efficacement aux défis à venir et de dominer les champs de bataille de demain.

La majorité des sources sur le sujet est unanime sur le fait que la principale menace à laquelle s'exposent notre Armée de terre et nos alliés viendra des insurgés, des guérillas, des terroristes et du crime organisé. Alors qu'aucune de ces sources n'a rejeté la possibilité d'une guerre conventionnelle contre un opposant équipé et organisé comme nous (c'est-à-dire une menace symétrique), la quasi-totalité d'entre elles considère que dans un avenir prévisible, la probabilité d'être confronté à de telles guerres est faible. D'autant qu'à la suite du retrait récent du char Leopard C2³ et de l'obusier automoteur M109, même dans le cas d'une guerre conventionnelle, il est peu probable que l'Armée de terre du Canada disposera à temps des plateformes requises pour jouer un rôle décisif. Le Général Rick Hillier, Chef d'état-major de la Défense, a déclaré que la menace principale à l'encontre du Canada viendra d'« États défaillants ou en déroute »⁴ et que les Forces canadiennes doivent désormais se concentrer sur ces menaces asymétriques⁵. L'Armée de terre du Canada doit donc être prête à affronter ces menaces asymétriques en terrain complexe et en milieu urbain. Dès lors, il est raisonnable de penser que l'attention et les efforts de notre Armée de terre seront axés sur la lutte contre un ennemi asymétrique en terrain complexe, dans le cadre d'un conflit de faible intensité.

Cet ennemi asymétrique prendra vraisemblablement la forme de forces comparables à des forces d'infanterie légèrement armées et généralement mal équipées (selon les standards occidentaux). Les armes de ces forces seront principalement des armes légères telles que des fusils, des mitrailleuses, des armes antiblindés à courte portée, des mortiers et des missiles surface-air tirés à l'épaule. S'ajouteront à ces armes, des mines, des pièges et des dispositifs explosifs de circonstance (IED). Certaines des forces pourront être motorisées (comme les véhicules porteurs d'arme de Somalie) ou disposer de véhicules blindés en quantité limitée. Les opposants les plus radicaux pourraient recourir aux attentats-suicides (kamikazes à pied ou à bord de véhicules).

Toutefois, la puissance de ces forces ne vient pas de leur armement mais plutôt de leur nature et de leurs tactiques. La majeure partie de ces forces ne portent pas d'uniformes distinctifs et ne respectent pas les normes, lois ou conventions des guerres « conventionnelles ». Il est souvent impossible de les distinguer des non-combattants chez qui ils trouvent souvent appui et recrues. Cela permet à ces forces de disparaître

au milieu de la population, ce qui complique considérablement leur détection et leur suppression. C'est ce dernier aspect qui rend les opérations anti-insurrectionnelles et anti-terroristes si difficiles et si exigeantes en temps et en ressources.

Ces forces emploient des tactiques similaires à celles utilisées par Mao Zedong ou Vo N. Giap, qui consistent à éviter des engagements décisifs avec les forces de campagne de leurs opposants. À la place, leur objectif est de frapper aux points faibles de leurs opposants en utilisant des embuscades ou des raids éclair. Les expériences récentes en Iraq et en Afghanistan ont montré que les forces insurgées lancent également, pour frapper leurs opposants, des attaques à la roquette et au mortier contre des installations permanentes. Finalement, elles utilisent beaucoup les IED, les pièges et les attentats-suicides pour contrer la force et insuffler la terreur et l'incertitude chez les forces opposées.

Combattre une insurrection a toujours été une tâche réservée principalement à l'infanterie. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que la plupart des insurrections que nous devrons affronter se situeront en terrain complexe. La capacité de l'infanterie de manœuvrer en terrain complexe et de positionner une présence militaire tangible fait d'elle la force la mieux adaptée à ce type de conflits. L'infanterie peut manœuvrer avec une relative aisance dans la jungle, en milieu urbain et en montagne alors que les forces mécanisées ont tendance à être restreintes aux terrains plus découverts. Les opérations de contre-insurrection épuisent rapidement les effectifs car en raison du caractère insaisissable des insurgés, il devient encore plus nécessaire d'assurer une « présence » dans une zone d'opérations (ZO). La mise en place de postes de contrôle et de patrouilles, les opérations de bouclage et fouille, le renseignement humain (HUMINT) et la dotation de postes d'observation requièrent des fantassins, sans mentionner le combat en zone bâtie (cbt ZB) ou le dégagement de forêts. Toutes ces tâches peuvent être exécutées dans une opération de contre-insurrection, ce qui montre la nécessité de disposer d'une force principalement composée de fantassins.

Heureusement, aujourd'hui, l'Armée de terre du Canada est une force où l'infanterie est majoritaire, et comme l'indique le CEF, les plans pour l'avenir semblent favoriser la dominance de l'infanterie dans l'Armée de l'avenir. À l'heure actuelle, la Force régulière est composée de six bataillons mécanisés équipés du transport de troupes blindé (TTB) VBL III et de trois bataillons d'infanterie légère. Ces derniers disposent chacun d'une compagnie de parachutistes et peuvent être transportés à bord du véhicule tout terrain BV 206 ou d'un véhicule à roues non blindé comme un VULR, un VSLR ou un VLMR. Tous les bataillons d'infanterie ont récemment perdu la plupart de leur soutien au combat à la suite de la suppression des pelotons de mortiers, antiblindés et de pionniers. De plus, les pelotons de reconnaissance des bataillons se sont départis de leurs véhicules de reconnaissance Coyote et reçoivent à la place des VULR configurés en véhicules de commandement et de reconnaissance.

Dans les bataillons mécanisés, la majeure partie de l'instruction porte sur le VBL III. Les besoins d'instruction individuelle, d'équipage et d'équipe portant sur ce véhicule sont considérables et entraînent une demande constante et récurrente sur le temps limité consacré à l'instruction⁶. Acquérir les compétences de membre d'équipage, soit la capacité d'identifier les véhicules blindés de combat, d'employer l'armement, d'effectuer la maintenance, d'appliquer les tactiques de peloton, de section et d'équipe, et d'utiliser l'équipement connexe (comme le NAVTAC), demande du temps, voire, une carrière entière. Considérant le risque élevé d'érosion de ces compétences, des cours de récupération et de recyclage sont continuellement nécessaires.

Au fil de sa carrière dans un bataillon mécanisé, le fantassin est habituellement affecté en alternance dans les sections d'infanterie débarquées et comme membre

d'équipage. Les habiletés attendues d'un soldat d'infanterie débarquée sont très différentes de celles attendues d'un membre d'équipage de véhicule de combat. En conséquence, soit les soldats ont constamment besoin d'une instruction de recyclage (à la limite, d'un nouvel entraînement complet) chaque fois qu'ils passent d'un poste de membre d'équipage à un poste dans une section d'infanterie débarquée, soit ils se spécialisent dans un rôle au détriment de l'autre. Cette alternance constante entre deux ensembles d'habiletés fort différentes expose le corps d'infanterie au risque de n'être bon à aucun.

Au problème précédent s'ajoute celui du besoin de former des membres d'équipage de relève pour chaque véhicule, alors que nous connaissons une pénurie générale de personnel dans les bataillons mécanisés. Cette situation fait en sorte qu'une partie considérable du bataillon doit acquérir les compétences de membre d'équipage et les garder à jour. Cela constitue un problème puisque le VBL III devient, à juste titre, le point central de l'entraînement du bataillon. Comme ce véhicule représente le principal moyen de transport du bataillon, sans mentionner qu'il est la source de sa plus grande puissance de feu, les commandants seraient imprudents de ne pas concentrer l'instruction sur le VBL III. Toutefois, axer l'instruction sur ce véhicule entraîne souvent une réduction des effectifs des sections d'infanterie débarquée au point où il n'est pas rare de voir quatre soldats descendre d'un VBL III au cours d'un exercice. L'instruction sur le VBL III laisse peu de temps aux bataillons mécanisés pour s'entraîner à des tâches d'infanterie « pure » comme les patrouilles, le cbt ZB ou les opérations en terrain complexe. Comme nous le mentionnions précédemment, ces compétences sont pourtant celles qui seront les plus nécessaires sur les champs de bataille du futur, où la menace sera asymétrique et le terrain complexe.

Une autre caractéristique de l'instruction du bataillon mécanisé est que l'instruction de l'infanterie débarquée est souvent incompatible avec celle des équipages. Par exemple, la présence des équipages de VBL III n'est pas requise quand les fantassins débarqués font des exercices de cbt ZB au niveau de la section ou des patrouilles. De même, il y a peu à gagner du point de vue de l'instruction à faire asseoir les membres de sections d'infanterie débarquée à l'arrière des VBL III pendant que les membres d'équipage s'exercent au tir au canon, aux mouvements sur route ou aux mouvements de peloton. Bien sûr, chaque groupe doit être familier avec les procédures de l'autre mais la plus grande partie de l'instruction des membres de sections d'infanterie débarquée et des membres d'équipage peut et doit être menée séparément. Cela ne signifie pas que l'infanterie et les équipages de VBL III ne s'entraîneront jamais ensemble, mais que le temps d'instruction est ainsi employé plus efficacement.

Toutefois, la protection, la mobilité et la puissance de feu du VBL III en font un outil indispensable dans les opérations de contre-insurrection. Malgré les défis posés par l'instruction sur ce véhicule et son impact sur les compétences de l'infanterie, le VBL III a démontré sa valeur dans des endroits comme l'Afghanistan, la Bosnie ou l'Érythrée. La nécessité de forces mécanisées n'est pas près de disparaître malgré la diminution vraisemblable des guerres conventionnelles. La mobilité du VBL III permet aux bataillons mécanisés de contrôler de larges zones et d'y exercer leur influence. Son blindage permet à l'infanterie d'intervenir dans des zones où la menace de mines, d'IED et d'armes à tir direct et indirect empêche une force non blindée d'intervenir. Sa puissance de feu exerce un effet dissuasif considérable et permet à la force mécanisée de dominer toute menace asymétrique potentielle. Finalement, ses dispositifs de surveillance contribuent à une meilleure connaissance de la situation, de jour comme de nuit et dans toute condition météorologique. Il est clair qu'en raison de leurs capacités, les forces mécanisées joueront un rôle significatif dans les conflits futurs.

Il est plus facile de focaliser l'instruction des bataillons d'infanterie légère, puisque les soldats n'ont pas à alterner constamment entre deux ensembles de compétences. Les bataillons d'infanterie légère s'entraînent souvent pour des opérations en terrain complexe et disposent de beaucoup plus de temps pour s'entraîner aux compétences d'infanterie « pure ». Généralement, les bataillons assignent des rôles particuliers aux compagnies (sauf en ce qui concerne les parachutistes), par exemple « compagnies d'opérations en montagne », « compagnie d'opérations en zone urbaine » ou « compagnie aéromobile », ce qui aide par la suite à définir et à raffiner l'instruction dans le bataillon. Grâce à leur capacité de focaliser leur instruction sur les compétences d'infanterie, les bataillons d'infanterie légère semblent mieux organisés et mieux entraînés pour combattre la menace asymétrique décrite plus haut.



Courtoisie de Caméra de Combat des Forces canadiennes

Le Caporal Jeff Bailey, du 1^{er} Régiment du génie (1 RG), assure une couverture de sécurité à Kandahar (Afghanistan).

Bien qu'ils semblent mieux adaptés à la guerre asymétrique que les bataillons mécanisés, il n'en demeure pas moins que les bataillons d'infanterie légère présentent certains défauts. D'une part, il manque toujours à l'Armée de terre canadienne une véritable doctrine d'infanterie légère axée sur les opérations de contre-insurrection en terrain complexe. Et ce, en dépit du fait que l'Armée de terre canadienne dispose d'unités d'infanterie à pied depuis sa création et a même eu une unité chargée de mener des opérations de contre-insurrection. Le démantèlement du Régiment aéroporté du Canada a entraîné pour l'Armée de terre la perte non seulement d'une unité de parachutistes, mais également d'une unité qui se consacrait presque exclusivement aux conflits de faible intensité en terrain complexe. Considérant les expériences du 3 PPCLI en Afghanistan il y a de cela trois ans et l'emphase qui fut par la suite mise sur les opérations d'infanterie légère, l'absence d'une doctrine d'infanterie légère est encore plus surprenante.

Le second problème concerne l'organisation et l'équipement. Pendant la majorité des années 1990, les bataillons d'infanterie légère étaient perçus comme des bataillons

mécanisés en attente plutôt que comme de vrais bataillons d'infanterie légère. Il était fréquent que les bataillons d'infanterie légère soient transformés en bataillons mécanisés avant un déploiement à l'étranger. Cela se faisait facilement car le M113 et le Grizzly étaient des véhicules simples requérant peu d'entraînement. Compte tenu de cette philosophie de « bataillon mécanisé en attente », les bataillons légers étaient organisés et équipés de manière quasi identique aux bataillons mécanisés, à l'exception évidente des transports de troupes blindés (TTB). Même l'ajout de compagnies de parachutistes aux bataillons d'infanterie légère ne visait pas à organiser ces bataillons en prévision d'opérations légères, mais était plutôt une tentative destinée à garder artificiellement en vie la capacité de parachutisme de l'Armée de terre. Naturellement, cela a retardé, voire entravé la réflexion devant aboutir au développement de véritables organisations d'infanterie légère ainsi qu'à celui d'un équipement et d'une doctrine connexes. Il est en effet difficile d'employer ses énergies à développer ces éléments lorsqu'on sait que les unités légères ne sont que de simples bataillons mécanisés sans TTB. Néanmoins, les commandants des bataillons d'infanterie légère se sont efforcés de développer, de leur mieux, leurs bataillons comme de véritables unités d'infanterie légère.



Photo par Cplc Robert Bottrell, Caméra de Combat des Forces canadiennes

Le Caporal chef Joe Dupuis, du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI), surveille le passage d'entrée, tout en assurant une couverture de sécurité dans un chantier de construction à Kandahar (Afghanistan).

Les unités d'infanterie de la Réserve de l'Armée de terre du Canada étaient principalement des unités d'infanterie à pied. Bien que des unités se soient récemment entraînées sur des TTB Grizzly et que 199 TTB Bison et ses variantes aient été acquis dans le cadre du projet MILLAV 1988 pour équiper la Réserve⁷, l'instruction de l'infanterie dans la dernière décennie a presque été exclusivement menée débarquée. Cela s'explique davantage par un manque d'équipements que par un besoin explicite des forces d'infanterie légère. Selon sa structure et ses équipements actuels, l'Armée de terre ne dispose pas de suffisamment de VBL III pour en équiper la Réserve. Les unités d'infanterie de Réserve ne pourraient pas non plus faire face aux besoins considérables d'instruction sur le VBL III puisqu'elles doivent déjà se soumettre à un entraînement débarqué important. Les difficultés rencontrées dans les bataillons

mécanisés de la Force régulière seront insurmontables pour les unités de Réserve qui disposent d'un temps d'entraînement très limité. Il est donc impossible pour les unités d'infanterie de Réserve de consacrer du temps à la fois à l'enseignement des compétences d'infanterie et de celles de membre d'équipage.

Cette emphase nécessaire sur l'instruction de l'infanterie débarquée signifie que les Réserves ne peuvent assurer les types de renforcement requis par les bataillons mécanisés de la Force régulière. Ayant peu, voire pas du tout, de connaissances sur le VBL III, les réservistes auraient besoin d'une instruction considérable avant le déploiement⁸. Alors que les soldats d'infanterie de la Réserve peuvent assurer des remplacements individuels dans les sections d'infanterie débarquée des bataillons mécanisés, les sous-officiers et officiers des unités de la Réserve sont très désavantagés à leur arrivée dans une unité mécanisée⁹. Cette situation est encore pire si on s'attend à ce que la Réserve fournisse des sous-unités formées, comme cela a été le cas pour des opérations récentes. Il est beaucoup plus facile pour les unités d'infanterie légère de la Force régulière de recevoir des renforts des unités de Réserve car les différences sur le plan de l'instruction sont moindres.

L'Armée de terre canadienne d'aujourd'hui (et celle de demain telle qu'elle est envisagée) semble être mal organisée, mal équipée et mal formée pour mener les opérations de l'avenir. Les bataillons mécanisés sont les esclaves du VBL III, ce qui explique le peu de place accordée aux compétences d'infanterie requises dans un conflit asymétrique de faible intensité. La puissance de feu considérable, la bonne protection et l'excellente mobilité opérationnelle des LAV III font d'eux des forces adéquates pour affronter l'« ours », mais le thème dominant de leur instruction et les limites de leur mobilité tactique en terrain complexe les rendent moins bien adaptés à la « guerre des serpents ». Les bataillons légers ressentent encore les effets du phénomène du « bataillon mécanisé en attente » et n'ont pas les organisations, l'équipement et la doctrine qui feraient d'eux de vrais bataillons d'infanterie légère. De la même façon, les unités d'infanterie de la Réserve manquent d'une doctrine, d'équipements et d'organisation appropriés. En raison de leur entraînement insuffisant, ces unités peuvent simplement apporter à une force mécanisée des fusiliers débarqués individuels.

Dans un tel contexte, que peuvent faire l'Armée de terre du Canada et son corps d'infanterie pour améliorer leur capacité de combattre dans le cadre d'un conflit de faible intensité en terrain complexe? Comment l'infanterie comblera-t-elle les carences de ses unités en termes d'organisation, d'instruction, d'équipement et de doctrine? Je propose que l'infanterie se départe du VBL III et se concentre uniquement sur les compétences d'infanterie « pure ». Il s'agit certes d'une proposition propre à susciter la controverse et qui va vraisemblablement provoquer une forte opposition, mais je pense que l'infanterie a besoin de s'élever au-dessus des rivalités de clocher qui ont entouré la dotation et l'utilisation du VBL III et de revenir à l'essentiel. Nous, en tant que corps, avons besoin de réaliser que les conflits et les opérations à venir nécessiteront une infanterie experte en cbt ZB, en patrouille, en HUMINT, en opérations en montagne, en opérations aéromobiles et aéroportées, et maîtrisant les compétences fondamentales de l'infanterie. Ces compétences ne peuvent être maîtrisées alors que l'entraînement du VBL III accapare nos bataillons mécanisés. Comme l'affirment John English et Bruce Gudmundsson dans *On Infantry* : « (...) ce sont les armées qui jouissent d'une longue tradition d'excellence dans le domaine de l'infanterie qui sont à la « fine pointe » dans ce domaine [traduction] »¹⁰. Cette proposition vise à positionner l'infanterie canadienne à la fine « pointe » de manière à développer une tradition d'excellence dans l'infanterie canadienne.

L'Armée de terre du Canada possède déjà un corps, le corps blindé, qui se spécialise dans les tactiques, les techniques et les procédures des véhicules avec

équipage, et qui est compétent dans l'utilisation de véhicules de combat blindés. Le fantassin peut être un bon membre d'équipage de VBL III. Par contre, en ce faisant, il deviendra probablement un fantassin moins compétent. Dès qu'il achève son instruction de base, un membre d'équipage de l'Arme blindée commence l'entraînement qui lui permettra de manœuvrer et de combattre depuis un véhicule blindé. Reproduire cet entraînement dans l'infanterie tout en essayant de rester au niveau dans l'ensemble de compétences propres à l'infanterie semble un incroyable gaspillage. La transition du Coyote ou du SCM au VBL III ne constitue pas un grand saut pour un membre d'équipage de l'Arme blindée. Il en va autrement pour une section d'infanterie

débarquée où cette même transition oblige les soldats d'infanterie à acquérir des ensembles de compétences très différents. Considérant que les conflits futurs feront davantage appel aux compétences de l'infanterie, il est permis de penser que la différence s'accentuera avec le temps.

Je vise essentiellement à proposer ici que l'infanterie se concentre sur ses compétences d'infanterie pendant que les membres d'équipage de l'Arme blindée s'occupent de nos véhicules blindés. Les neufs bataillons de la Force régulière pourraient tous être transformés en organisation d'infanterie légère. Il ne s'agirait pas



À la recherche de l'ennemi sur le champ de bataille moderne. Les soldats de la Compagnie A, 1^{er} Peloton, 1^{er} Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, effectuent des recherches aux alentours du district de Zjarey à l'ouest de Kandahar, en Afghanistan.

Courtoisie de Camera de Combat des Forces canadiennes

simplement de rendre identiques l'organisation et l'équipement de ces bataillons à ceux des bataillons mécanisés, TTB en moins. Dès le départ, ils devraient être conçus comme des bataillons d'infanterie légère dotés du personnel, de l'équipement, des armes et des véhicules nécessaires au combat en terrain complexe. L'organisation des sections, pelotons et compagnies devrait refléter les rôles des bataillons plutôt que d'être limitée par la capacité de transport des TTB. De façon similaire, les pelotons intégrés de soutien au combat du bataillon devraient être organisés et équipés pour répondre aux besoins d'un bataillon léger combattant un opposant asymétrique. Il faudra donc mettre moins d'emphasis sur les ressources antiblindés, mais accorder une plus grande importance aux ressources ISTAR, aux tireurs d'élite et à l'appui-feu antipersonnel et antimatériel direct et indirect. L'équipement et les armes devraient être, dans la plus grande mesure possible, portables et tous les efforts devraient être faits pour limiter les charges transportées par le fusilier. Finalement, les véhicules devraient être très mobiles, légers et facilement transportables par hélicoptère ou aéronef. L'usage répandu de véhicules tout-terrain (VTT), de camions légers (comme le VULR), de BV 206 et de motoneiges semblerait être un moyen pour atteindre cet objectif. L'objet de cet article n'est pas d'entrer dans les détails de la nouvelle organisation des bataillons d'infanterie mais, lorsque cela est possible, ils devraient être modélisés sur les bataillons d'infanterie légère de nos alliés.

Le corps blindé assumerait la responsabilité de doter les VBL III d'un équipage et concentrerait alors l'instruction sur les tactiques de véhicule avec équipage au sein d'un corps. Les VBL III seraient regroupés en escadrons, aptes chacun à transporter la majorité d'un bataillon d'infanterie légère. Les escadrons seraient composés de trois

troupes, chacune ayant suffisamment de véhicules pour transporter une compagnie de fusiliers. Un total de six escadrons de VBL III serait constitué, soit deux par groupe-brigade. Selon les besoins, les commandants des groupes-brigades pourraient rattacher de façon permanente un escadron de VBL III à un bataillon d'infanterie désigné, ou choisir d'affecter aux bataillons d'infanterie des escadrons ou même des troupes de VBL III. Comme dans le cas du bataillon d'infanterie légère, cet article n'a pas l'intention d'entrer dans les détails de l'organisation de l'escadron de VBL III.



Courtoisie de Caméra de Combat des Forces canadiennes

Le Caporal Luca Panetta (à gauche) et le Soldat Marco Valle du Toronto Scottish Regiment en patrouille au cours de l'exercice Crimson Tide.

Une telle réorganisation est faisable et pourrait être réalisée dans une période de temps relativement courte, sans pour autant que cela nécessite une expansion notable de l'Armée de terre. En effet, les années-personnes (AP) requises pour former les escadrons de VBL III proviendraient des bataillons d'infanterie mécanisée existants. Les équipages pour les VBL III existent déjà, il s'agit simplement de transférer ces AP de l'infanterie au corps blindé. De façon similaire, cette réorganisation n'entraînera pas non plus de nouvelles demandes en équipement puisque les VBL III sont déjà là. Les projets actuels et à venir devraient être redéfinis de manière à refléter les changements et à s'assurer que les bataillons d'infanterie légère disposent de l'équipement adéquat; cela n'est pas un obstacle puisque l'Armée de terre analyse déjà la possibilité d'acheter de l'équipement pour bataillons légers dans le cadre du projet d'amélioration des forces légères. Quoique techniquement et administrativement simple à mettre en place, la réorganisation proposée de l'Armée de terre conférera des avantages significatifs.

Les avantages pour l'infanterie de se concentrer sur des compétences d'infanterie sont nombreux. Premièrement, comme je le mentionne dans cet article, restructurer les neuf bataillons d'infanterie en bataillons d'infanterie légère permettra de favoriser d'avantage l'entraînement de base de l'infanterie. Au lieu de constamment alterner entre les compétences d'infanterie débarquée et les compétences d'équipage de véhicule, les fantassins seraient désormais capables de mettre l'emphasis sur l'apprentissage et la maîtrise des compétences requises sur les futurs champs de bataille. Des compétences comme la patrouille, le cbt ZB, la navigation, l'adresse au tir et les opérations en montagne seront toutes indispensables. Or, toutes ces compétences ne peuvent s'apprendre ni se maîtriser en peu de temps. En outre, en raison du caractère

éphémère de ces compétences, les soldats et les chefs ne peuvent les conserver qu'en s'y exerçant constamment. Ces compétences, combinées à une emphase renouvelée sur la forme physique, constituerait la pièce centrale du plan d'instruction du bataillon d'infanterie légère.

En prime, grouper tous les véhicules blindés de combat avec équipage dans le corps blindé résulterait en une élimination du double effort qui existe à l'heure actuelle dans notre système d'instruction. L'École d'infanterie et l'École de l'Arme blindée enseignent toutes deux les tactiques, techniques et procédures (TTP) d'emploi des véhicules blindés de combat. Malgré quelques différences occasionnelles, ces TTP sont semblables. Sans renier le fait que cela puisse être nécessaire dans certains cas, il est insensé que chaque école enseigne des drills différents de tir dans la même tourelle. Cette inefficacité et ce double emploi sont difficiles à comprendre dans une Armée de terre aussi petite que la nôtre. Selon la réorganisation de l'Armée de terre proposée, un seul centre d'excellence existerait pour l'enseignement et le développement des TTP des véhicules blindés de combat avec équipage, à savoir l'École de l'Arme blindée. Dès lors, l'École d'infanterie pourrait se concentrer sur les TTP de l'infanterie.



Courtoisie de Caméra de Combat des Forces canadiennes

La mobilité de l'infanterie est indispensable. Des soldats du peloton de défense et sécurité (pon D & S) du Lake Superior Scottish Regiment descendent des hélicoptères au cours d'un exercice.

Un deuxième avantage de la réorganisation proposée serait une augmentation de la flexibilité des bataillons d'infanterie. Actuellement, les bataillons mécanisés sont limités dans leur capacité de mener des opérations débarquées et les bataillons légers doivent suivre une instruction d'appoint pour pouvoir utiliser des TTB. Cependant, les nouveaux bataillons d'infanterie légère aideraient à résoudre ces deux problèmes puisque, par définition et nature, ils maîtriseraient les opérations légères en terrain complexe. Si, toutefois, un bataillon d'infanterie légère devait intervenir dans une zone où la menace exigerait l'utilisation de TTB, il pourrait recevoir un escadron de VBL III, en tout ou en partie, pour fournir cette capacité. Bien sûr, dans une telle situation, un entraînement demeurerait nécessaire, mais il porterait plus sur les drills d'amalgame que sur un tout nouveau sujet et une réorganisation complète. Cet amalgame serait normalement effectué pendant l'entraînement préalable au déploiement et ce, dès que chaque élément aurait achevé l'instruction spécifique à son corps. Toutefois, les drills

d'amalgame devraient se limiter à n'être que cela, à savoir des drills. L'infanterie légère et les forces de VBL III exécutant les drills devraient être capables de le faire en très peu de temps et dans des conditions tactiques.

Comme avec le TTB, les nouveaux bataillons d'infanterie légère seraient en mesure de s'adjoindre tout un assortiment d'armes d'appui et de moyens de transport. Au lieu de VBL III, ils pourraient s'insérer dans la bataille à bord de véhicules légers, d'hélicoptères de transport, d'engins de débarquement ou d'aéronefs de transport, en parachute ou à pied. Contrairement à la pratique actuelle, les compagnies de fusiliers, ou même des bataillons entiers, concentreraient leur entraînement sur une ou plusieurs de ces méthodes plutôt que sur l'utilisation des TTB. Le Projet de navire de soutien interarmées (NSI), né du désir exprimé par le CEMD d'avoir une capacité d'embarcations amphibies et d'hélicoptères de transport, porte à croire que les moyens de transport susmentionnés deviendront plus courants dans l'infanterie du Canada. Des NSI et des embarcations amphibies pourraient très bien signifier que l'infanterie du Canada sera appelée à mener des opérations amphibies alors que l'achat d'hélicoptères de transport indique que les opérations aéromobiles deviendront plus communes. Les nouveaux bataillons d'infanterie légère seraient parfaitement adaptés à ces nouvelles capacités, ce qui n'est pas le cas de nos bataillons d'infanterie mécanisés actuels.

Un dernier avantage, mais non le moindre, découlant de la transformation de toute notre infanterie en bataillons légers serait l'intégration plus facile des réservistes. À l'heure actuelle, toutes les unités d'infanterie de la Réserve sont débarquées. En étant réaliste, pour les transformer en unités légères, seuls de petits changements dans leur équipement, leur organisation et leur instruction seraient nécessaires. Rétablir l'homogénéité dans le corps d'infanterie — Force régulière et Réserve — permettrait d'intégrer plus facilement des renforts individuels. Les sous-officiers et officiers de la Réserve ne seraient plus désavantagés par leur manque d'expérience du VBL III. Au lieu de cela, les unités de la Réserve pourraient plus facilement enseigner à leurs soldats des tâches et compétences similaires à celles de leurs homologues de la Force régulière. Comme pour l'infanterie légère de la Force régulière, lorsqu'il sera nécessaire d'intervenir avec le VBL III, les éléments d'infanterie légère de la Réserve exécuteraient des drills d'amalgame. Bien que l'instruction de familiarisation nécessiterait plus de temps que pour l'infanterie de la Force régulière, ces drills pourraient être exécutés pendant l'entraînement préalable au déploiement.

Considérant le caractère émotionnel et litigieux du sujet, il est important de rappeler ce qui est proposé et ce qui est contesté dans cet article. D'une part, en aucun cas je ne suggère que l'Armée de terre se départît du VBL III. En fait, je prétends que la majorité des opérations à venir nécessiteront le déploiement du VBL III avec l'infanterie. C'est d'ailleurs pour cette raison que je fais la présente proposition puisque les forces opérationnelles auront besoin, dans l'avenir, d'une infanterie et d'équipages de VBL III très bien entraînés. Notre système actuel n'est pas orienté de façon à former les meilleurs fantassins et membres d'équipage de VBL III possibles. D'autre part, je reconnais à leur juste valeur les caractéristiques remarquables du VBL III, dont la protection qu'il offre, sa mobilité opérationnelle, sa puissance de feu et ses capacités de surveillance. Je suis convaincu que le VBL III sera souvent le meilleur moyen de transport de l'infanterie jusqu'à la bataille, mais je refuse d'accepter qu'il soit le seul. Que ce soit par hélicoptère, aéronef de transport, engin de débarquement, VTT ou à pied, l'infanterie peut et doit exploiter de multiples options de mobilité, particulièrement dans le contexte d'une augmentation des opérations en terrain complexe. Supprimer le VBL III du corps d'infanterie permettrait, selon moi, d'insuffler un degré de flexibilité de pensée et d'action dans les bataillons d'infanterie, ce qui leur permettrait de mieux se préparer aux champs de bataille du futur.

Comme dans toute proposition et bien que je ne les considère pas insurmontables, des obstacles et des inconvénients existent. Beaucoup peuvent considérer cette proposition comme préjudiciable à l'infanterie puisqu'elle retire une capacité significative de nos bataillons et transfère les AP à l'extérieur de notre corps. Si le but de l'infanterie est de former des équipages de véhicules blindés de combat et de conserver le plus grand nombre d'AP possible, alors je fais fausse route. Par contre, si le but de l'infanterie est de combattre et de s'imposer sur les champs de bataille d'aujourd'hui et de demain, et de maîtriser les compétences requises pour atteindre ces résultats le plus efficacement possible, alors je soumets ces propositions pour étude. Le corps d'infanterie ne peut se permettre de rester figé dans de vieilles conceptions de rôles, d'organisation, de doctrine et d'équipements. Il ne peut sacrifier la modernisation et le changement au nom d'une victoire dans les rivalités de clocher. La résistance au changement et les guerres intestines ne devraient pas constituer des obstacles sérieux et il devrait être facile de les surmonter grâce au leadership et à une direction claire.

L'Armée de terre du Canada est à une importante croisée des chemins, où nous pouvons choisir de nous adapter et de nous préparer aux conflits de l'avenir ou bien de ne rien changer. Les conflits et opérations de demain mettront en scène des menaces asymétriques en terrain complexe, principalement en milieu urbain. Ces types de conflits requièrent, et continueront de requérir, une infanterie hautement qualifiée. Nos bataillons d'infanterie actuels, bien que compétents, ne sont ni organisés, ni équipés et ni entraînés pour ce genre de conflits. Considérant le temps d'instruction limité des bataillons mécanisés, le temps consacré au VBL III fait en sorte que, par nécessité, les compétences d'infanterie passent en deuxième. Ce n'est qu'en se départant du VBL III et en revenant à l'essentiel que le corps d'infanterie sera en mesure de maîtriser réellement les compétences nécessaires. Il ne s'agit pas de perdre le VBL III. Il suffit simplement de rationaliser notre instruction et notre organisation de manière à permettre à l'infanterie de se concentrer sur les compétences d'infanterie pendant que le corps blindé s'occupe de sa spécialité, à savoir les véhicules blindés de combat avec équipage. De la sorte, l'Armée de terre gagnerait neuf bataillons d'infanterie légère particulièrement qualifiés et flexibles, sans perdre quoi que ce soit.

Au sujet de l'auteur...

Membre du Royal Canadian Regiment, le Capitaine Alex D. Haynes est actuellement planificateur au sein de l'Équipe consultative stratégique à Kaboul, en Afghanistan. Il s'est enrôlé dans les FC en 1994 et a été affecté au 1 RCR en 1998. Il a été aide de camp du gouverneur général de 2002 à 2004, puis capitaine-adjudant de l'état-major de l'Armée de terre durant un an avant d'être affecté à l'Opération Argus.

Notes

1. Canada, Ministère de la Défense nationale, *Objectif défini : le concept d'emploi de l'Armée de terre : une armée, une équipe, une vision*, Ottawa, MDN, 2004, p. 4.
2. Canada, Ministère de la Défense nationale, *La force de demain : vision conceptuelle des capacités de l'Armée de terre*, Ottawa, MDN, 2003, p. 72-92. Voir aussi Martin Van Creveld, *The Transformation of War*, New York, Free Press, 1991.
3. Au moment de la rédaction de cet article, la décision concernant le retrait de l'Armée de terre des derniers chars Leopard n'avait pas encore été renversée.
4. CTV.ca, « Lt.-Gen. Hillier Named New Chief of Defence » http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/1105730569890_31?s_name=&no_ads=; Site Internet consulté le 30 mars 2005.
5. TheStar.com, « Forget the Bear, Now Its Snakes » http://www.thestar.com/NASApp/cs/ContentServer?pagename=thestar/Layout/Article_Type1&c=Article&cid=1111186208968; Site Internet consulté le 30 mars 2005.

6. Major Ross A. Bradley, CD, « Observations on the Employment and Training of the LAV III in an Infantry Battalion », essai non publié.

7. Ce projet découle d'une proposition spontanée de la division Diesel de General Motors afin d'éviter la fermeture de l'usine de production de véhicules blindés à London, Ontario, suite à la livraison du dernier VBL — 25 au US Marine Corps. L'Armée de terre n'a pas souhaité « mécaniser » la Milice. Pour de plus amples informations, consulter : Bureau du vérificateur général, les paragraphes 16.45 à 16.48 du *Rapport du vérificateur général du Canada*. Ce rapport est disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/rapports.nsf/html/ch9216f.html>; Site Internet consulté le 29 mars 2005.

8. Les plans d'instruction du cours de conducteur VBL TTB et du cours de tireur de 25 mm, niveau élémentaire, prévoient 19 jours d'instruction par réserviste. En plus de cela, les chefs d'équipage de la Réserve doivent suivre le cours de chef d'équipage de VBL d'une durée de 25 jours. Tout ceci constitue une lourde charge d'instruction pour une unité de la Réserve, sans parler de l'instruction continue ou des besoins de ressources. Voir Ministère de la Défense nationale, A-P9-031-INB/PH-B01 *Driver — LAV III APC Training Plan*, Ottawa, MDN, 2001, p. 2-2/4; Ministère de la Défense nationale, A-P9-004-SAG/PH-B01 *25 mm Gunner Basic Training Plan*, Ottawa, MDN, 2003, p. 1-2/4; et Ministère de la Défense nationale, A-P9-031-IEV/PH-B01 *LAV III APC Crew Commanders Course Training Plan*, Ottawa, MDN, 2002, p. 2-4.

9. Non obligatoire pour les officiers de la Réserve, la PPI de la Phase IV du programme des officiers d'infanterie enseigne les tactiques des véhicules avec équipage. Aussi, le cours de commandant adjoint de peloton d'infanterie de la PP3 de la Réserve est suivi débarqué, contrairement à celui de la Force régulière dans lequel les tactiques du VBL III/VBL III sont traitées. Voir Ministère de la Défense nationale, *Draft Qualification Standard: Infantry Officer DP1*, Ottawa, MDN, 2002, p. 2-5/7, et Ministère de la Défense nationale, A-P9-031-D3B/PC-B01 *Norme PP3 — Commandant adjoint de peloton d'infanterie*, Ottawa, MDN, 2003, p. B-1/2.

10. John A. English et Bruce I. Gudmundsson, *On Infantry*, Westport, CT, Praeger, 1994, p. 175.



EMPLOI TACTIQUE D'UN VÉHICULE DE TIR D'APPUI DANS UN BATAILLON D'INFANTERIE LÉGÈRE

Capitaine Geoffrey M. Mundy

On a souvent dit que les bataillons d'infanterie légère (BIL) de l'Armée de terre étaient trop légers. Tournés en ridicule en raison de leur équipement déficient ou qualifiés de simples bataillons débarqués, les BIL étaient condamnés à disparaître jusqu'à ce que les opérations APOLLO et ATHENA nous rappellent l'incroyable utilité d'une véritable infanterie légère. Malgré le succès des 3^e bataillons de l'Armée de terre lors de ces opérations, on a laissé les BIL se dégrader et il est à présent nécessaire de les réanimer. Selon la définition déjà donnée, les BIL sont [traduction] « des bataillons d'infanterie caractérisés par des ressources et effectifs limités qui, avec du temps, de l'instruction et des ressources appropriées, pourraient être utilisés pour les opérations ». Il s'agit de toute évidence d'une structure impossible à employer dans l'environnement de sécurité de l'avenir¹. C'est dans ce contexte que le Groupe de travail sur les forces légères (GTFL) a le premier réuni, en octobre 2004, des intervenants clés qui se sont attaqués sérieusement au développement d'une capacité de forces légères (FL)². Les FL ont été redéfinies comme étant [traduction] « une force optimisée pour les opérations militaires en terrain complexe, rapidement déployable par le biais d'une variété de moyens, mais qui n'est pas rattachée à une quelconque plateforme. Nota : En soi, elles sont rapidement déployables par la voie des airs, sur la mer et sur terre, ou prépositionnées, et une combinaison de toutes ces méthodes est également possible. Elles sont de taille variable et peuvent aller d'une sous-unité à une force opérationnelle. Elles possèdent des ressources des cinq fonctions opérationnelles, elles sont mobiles et elles ont une protection, mais elles comptent beaucoup sur l'appui et le soutien de capacités externes (p. ex. appui-feu, SLC). » Un concept d'opération est aussi en voie d'élaboration en fonction des contraintes imposées par le Chef d'état-major de l'Armée de terre³. Bien que d'énormes progrès aient été réalisés jusqu'à présent, la difficile tâche de déterminer la structure de la force demeure inachevée. En effet, l'ancienne structure des FL pose encore de sérieux défis dans les domaines de la puissance de feu, de la protection et de la mobilité.

Bien que le processus de développement de la force ait fait ressortir le besoin d'une capacité intégrée de tir direct pour les FL (antiblindés, anti-structure et interdiction de zone), le retrait des pelotons antiblindés/d'appui-feu direct des BIL a accru l'intensité du problème. Cela dit, une solution pointe à l'horizon. Les projets d'arme d'interdiction de zone de compagnie (AIZC) et de système d'arme antiblindés portatif amélioré (SAAPA) sont deux projets qui, jumelés au maintien de l'admirable mitrailleuse lourde (ML) de calibre .50, feront en sorte que des ressources de puissance de feu extrêmement robustes demeureront au sein de la compagnie de fusiliers de l'infanterie légère ainsi qu'au niveau du bataillon. Le véhicule utilitaire léger à roues (VULR) configuré en véhicule de commandement et de reconnaissance (C&R) offre une excellente occasion d'explorer des solutions créatives à deux domaines qui ont besoin d'être amélioré, soit la protection et la mobilité. En effet, sans le puissant VBL III, les BIL doivent trouver une autre plateforme leur permettant d'obtenir des avantages tactiques dans ces deux domaines. Au cours des six derniers mois, le 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) a acquis une expérience précieuse, tant à l'entraînement qu'en opérations, grâce à la combinaison armes lourdes/VULR (C&R) — un véhicule de tir

d'appui (VTA) conceptuel. Le présent article soutiendra que, bien qu'imparfait, le VULR (C&R) est un VTA efficace et, en outre, que des éléments équipés du VULR (C&R) et d'armes d'appui lourdes peuvent procurer une énorme capacité aux BIL.

L'objectif de cet article est de décrire la capacité d'un VTA — mobilité, longue portée et effets d'un tir direct. Il vise également à démontrer la valeur de ce VTA dans le contexte des BIL. De plus, nous proposerons le VULR (C&R) comme solution provisoire efficace. Cet article suggèrera également des méthodes d'emploi tactique du VULR (C&R) configuré comme un VTA. Le contexte retenu ici est celui d'une organisation centralisée de la taille d'un peloton servant de ressource au niveau du bataillon. Dans un premier temps, on expliquera comment le 3 PPCLI a organisé ses éléments équipés du VULR (C&R). Par la suite, on discutera des fonctions tactiques appropriées à une telle organisation, dont l'identification de limites tactiques cruciales. Enfin, cet article discutera de concepts proposés et d'une structure organisationnelle future. Nous ne traiterons pas de l'emploi du VULR (C&R) comme véhicule du peloton de reconnaissance. Nous n'entrerons pas non plus dans les détails des aspects techniques du VULR (C&R), sauf dans la mesure où des limites affectent la fonction tactique.

Organisation actuelle

Le 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) possède présentement un peloton d'armes dans une compagnie d'appui au combat. S'inspirant de la structure du peloton antiblindés, le peloton d'armes est organisé en quatre sections d'armes composées chacune de huit soldats, et d'un poste de commandement de peloton comptant cinq soldats. Chaque section d'armes est divisée en deux détachements de quatre soldats chacun. La section d'armes est constituée d'un commandant de section (sgt), d'un commandant adjoint de section (cplc) et de six membres (cpl/sdt). Chaque VULR (C&R) possédant un équipage de quatre membres, l'organisation des sections d'armes ne nécessitait pas de modifications importantes pour s'adapter aux opérations embarquées. Par contre, il était plus difficile de trouver une structure adéquate pour le poste de commandement du peloton. Bien que son effectif ait varié, le poste de commandement (PC) du peloton est composé de cinq personnes : un commandant de peloton (capt/lt), un commandant adjoint de peloton (adj), un spécialiste des transmissions (cpl/sdt) et deux magasiniers de combat (cpl/sdt). À l'origine, les véhicules affectés au PC du peloton se résumaient à un VULR (de base) et à un véhicule de soutien léger à roues (VSLR). Le spécialiste des transmissions du peloton servait également de chauffeur au commandant de peloton. Quant au commandant adjoint de peloton et aux deux magasiniers, ils étaient affectés aux magasins du peloton et composaient l'équipage du VSLR de réapprovisionnement. Cette structure a été mise à l'essai et jugée inadéquate. Une structure modifiée a été utilisée récemment au cours d'une opération, et sera analysée dans les lignes suivantes.

Les pelotons d'appui au combat des bataillons d'infanterie sont habituellement employés à titre d'éléments détachés. Des groupes, des sections ou des détachements sont souvent détachés auprès d'éléments allant de compagnies de fusiliers à des groupes/compagnies organisés en fonction de la tâche à accomplir. Ils peuvent aussi être utilisés pour appuyer directement des opérations de bataillon. Les sous-éléments du peloton d'appui au combat sont organisés de manière à fonctionner de façon semi-autonome et leurs chefs reçoivent une formation de conseillers spécialistes auprès de la chaîne de commandement du bataillon et des compagnies. À première vue, nous pouvons croire que le 3 PPCLI a simplement regroupé sous un poste de commandement du peloton quatre détachements d'armes d'un peloton de fusiliers. Pourtant, le peloton d'armes offre une capacité nettement supérieure à celle offerte par la somme de ses parties. Alors que la pierre angulaire de la capacité d'infanterie réside

toujours dans les effets des armes lourdes de tir direct débarquées, le peloton d'armes peut désormais améliorer sa mobilité et son agilité en employant le VULR (C&R) tant comme moyen de transport d'armes lourdes de tir direct débarquées pour se déplacer d'une position de tir à une autre que comme un simple VTA.

Le peloton d'armes est conçu pour employer la méthode de la « boîte à outils » en ce concerne ses armes et son équipement. Chaque section d'armes est équipée d'une variété d'armes dont des ML, des mitrailleuses polyvalentes et des armes antiblindés à courte portée. Toutes ces armes peuvent être transportées dans les véhicules de section. L'espace peut évidemment faire défaut, surtout lorsque l'équipement et les munitions essentiels à la mission sont ajoutés. Il reste alors peu de place pour l'attirail des soldats. D'autres armes, munitions et équipements peuvent aussi être stockés dans la remorque convertie du VSLR ou encore, laissés à l'échelon A1 de la compagnie.

Comme nous l'avons expliqué précédemment, en plus de ses armes collectives, chaque détachement de quatre membres a un VULR (C&R) qui s'ajoute à sa « boîte à outils ». Débarqué, le détachement emploie les armes d'appui désignées en groupes des pièces ou en équipes de chasseurs de chars. Embarqué, le détachement peut utiliser le véhicule pour se déplacer d'une position de tir à une autre, ou pour combattre. Dans ce dernier cas, même en accomplissant, par exemple, une tâche d'escorte de convoi, des membres de l'équipage doivent être prêts à débarquer pour assurer diverses fonctions de sécurité. Les responsabilités individuelles de l'équipage sont habituellement les mêmes que celles de tout véhicule de combat actuel :

◆ **Chef d'équipage.** Le chef d'équipage possède normalement le grade de caporal-chef ou un grade supérieur. Il agit à titre de commandant ou de commandant adjoint de section et il est responsable du commandement et du contrôle ainsi que de l'emploi général du véhicule et de son équipage. Le chef d'équipage commande le combat depuis le véhicule et contrôle le tir de l'arme montée, tout en dirigeant le véhicule dans un contexte d'un engagement plus vaste. Il prend les décisions tactiques et doit être en mesure de fonctionner de manière semi-autonome, tout en rendant compte simultanément aux paliers supérieurs. Le chef d'équipage débarque fréquemment pour, par exemple, contrôler les arrangements de sécurité rapprochée pendant une halte ou assurer la liaison avec des éléments appuyés débarqués.

◆ **Conducteur.** Sous le contrôle général du chef d'équipage, le conducteur est responsable du mouvement tactique du véhicule. Tout en comprenant les limites de son véhicule, il doit être capable de déplacer le véhicule en terrain couvert et de négocier des obstacles naturels. Il doit posséder une excellente connaissance de la conduite tout terrain et savoir maximiser les avantages d'un système à quatre roues motrices. Il doit réagir aux corrections indiquées par le tireur pour se placer dans des positions d'observation et de tir adéquates. Il doit être capable d'effectuer l'entretien régulier du véhicule et de changer rapidement un pneu. Lors d'opérations montées, si l'équipage débarque, le conducteur reste à bord.

◆ **Tireur.** Le tireur opère le système d'arme monté. Il doit être qualifié pour tirer à l'aide de toutes les armes d'appui et doit suivre les ordres de conduite du tir donnés par le chef d'équipage. Il doit couvrir les arcs de tir qui lui ont été assignés et maintenir le contrôle de la bouche de son arme pendant les déplacements tout terrain. Le tireur doit être capable d'indiquer des corrections au conducteur de manière à atteindre des positions d'observation et de tir adéquates. En tant que membre d'équipage bénéficiant de la meilleure vue sur la zone de bataille immédiate, le tireur sert de relais de communication et aide à maintenir le contact visuel avec les autres véhicules amis en terrain coupé. Lors d'opérations montées, si l'équipage débarque, le tireur reste à bord.

♦ **Spécialiste des transmissions.** Le spécialiste des transmissions joue le rôle de numéro 2 sur l'arme d'appui montée : il veille au réapprovisionnement en munitions et exécute les drills de changement de canon. Il observe et aide à surveiller les communications du véhicule. Élément important, lorsqu'il est débarqué, le spécialiste des transmissions devient le partenaire de l'équipe de tir du chef d'équipage. Un infirmier, un opérateur des transmissions ou un technicien d'armes peut occuper cette fonction dans les véhicules de poste de commandement de peloton.

Fonctions et capacités tactiques

Le peloton antiblindés dont nous avons hérité permettait des effets précis de tir direct de longue portée contre des menaces blindées. Bien que cette capacité demeure cruciale, la menace a changé. Les véhicules qui pourraient maintenant menacer les opérations tactiques de l'Armée de terre du Canada ne sont plus des blindés lourds massés, mais plutôt des jeeps Hilux de marque Toyota et, à l'occasion, des blindés légers. Tout nous laisse croire que la mitrailleuse lourde est redevenue l'arme de choix. En effet, de récents comptes rendus après action émanant d'Iraq portent à croire que la ML M2HB de calibre .50 est l'une des armes les plus fiables et les plus recherchées dans ce théâtre. En associant cette ML au lance-grenades automatique Mk19 de 0.40 mm, les forces américaines possèdent un système d'armes vraiment puissant⁴. Par chance, le projet AIZC donne à l'Armée de terre du Canada l'occasion d'aboutir à des capacités semblables. Alors que le besoin de vaincre des blindés lourds a diminué, des systèmes à effets de précision continuent d'être développés. La technologie du guidage automatique et son application aux systèmes d'arme tactiques de moyenne portée (Javelin ou Gill/Spike) feront bientôt leur apparition au sein de l'Armée de terre du Canada sous la forme d'un SAAPA.

Trois armes d'appui lourdes, une ancienne (ML de calibre .50) et deux nouvelles (SAAPA et AIZC), seront bientôt réunies dans le BIL. Une attention particulière doit maintenant être portée à leur emploi en tant que système. Selon la structure actuelle, ce système d'arme (moins la ML) se trouve dans un peloton d'armes de chaque compagnie d'infanterie légère. Bien que cela semble répondre à la problématique de la puissance de feu dans le cadre du développement des FL, le besoin de mobilité et de protection n'est toujours pas résolu. Le 3 PPCLI a créé une solution viable et efficace en utilisant le VULR (C&R) comme VTA et en centralisant cette capacité dans un peloton d'appui au combat comme ressource du bataillon. Une approche centralisée permet des économies au chapitre du commandement et du contrôle, de la dotation en personnel, de l'instruction et de la gestion des ressources. Tactiquement, il est plus simple de détacher des éléments centralisés que de rassembler des éléments disparates pour former un tout. Une organisation de peloton aboutit à un effet synergétique supérieur à la somme de ses sections. Le peloton d'armes ainsi organisé procure au commandant de bataillon un élément robuste et extrêmement flexible qui permet d'obtenir des effets de tir direct à longue portée contre une majorité de menaces.

Le peloton d'armes remplit cinq fonctions tactiques majeures : il sert de base de feu, il s'occupe des tâches de sécurité, il joue le rôle de force de couverture, il exécute des tâches d'escorte de convoi et il constitue une force d'intervention rapide ou de contre-mouvement. Le peloton peut être articulé tactiquement de trois façons différentes. Premièrement, le peloton peut fournir, de façon simultanée, quatre sections d'armes indépendantes qui fonctionnent de façon semi-autonome. Par exemple, une section d'armes peut être détachée auprès d'une compagnie de fusiliers pour renforcer une base de feu, pendant qu'une autre section est affectée au quartier général du bataillon pour constituer un élément de la force d'intervention rapide. Deuxièmement, le peloton peut fournir, toujours de façon simultanée, deux groupes d'armes, composés

chacun de deux sections d'armes et d'un élément de commandement de peloton. Débarqué, cet élément peut constituer une base de feu de compagnie de fusiliers. Embarqué, il permet d'avoir un groupe de cinq véhicules pour exécuter une tâche d'escorte de convoi ou assurer la sécurité sur les flancs pendant une attaque de groupe-compagnie. Troisièmement, le peloton peut fonctionner comme sous-unité constituée. Centralisé, le peloton peut former une base de feu de bataillon ou fournir une force de contre-mouvement. Nous décrivons plus amplement dans les prochaines lignes les cinq fonctions tactiques majeures du peloton.

◆ **Servir de base de feu.** Le rôle le plus traditionnel pour un élément d'armes d'appui est probablement celui de fournir à une force de frappe (d'assaut) une base de feu pour fixer l'ennemi. Avec de nombreux systèmes d'arme, une méthode de type « boîte à outils » peut être utilisée pour articuler l'élément d'appui selon la mission. Dans de récents scénarios d'instruction, le 3 PPCLI a utilisé des bases de feu débarquées avec une combinaison de ML de calibre .50 portables à dos d'homme et de mitrailleuses polyvalentes SF C6, ainsi que des bases de feu embarquées avec ML de calibre .50. Comme il n'existe pas actuellement de méthode de marquage et de réglage d'une mitrailleuse employée depuis la tourelle du VULR (C&R), les bases de feu débarquées sont plus précises. Quand les véhicules sont utilisés à des fins de transport, les armes sont débarquées à l'arrivée à l'emplacement prévu de la base de feu. Lorsqu'ils sont employés comme VTA, ils manœuvrent à l'intérieur d'une base de feu mobile. Ce dernier concept a été utilisé avec un certain succès au cours d'un exercice d'attaque de bataillon dans une zone urbaine isolée abritant d'importantes forces rebelles⁵. Dès que les compagnies de fusiliers ont réussi à pénétrer dans la zone et qu'elles ont commencé à la nettoyer, les véhicules ont alors assumé un rôle d'appui rapproché ou de force d'assaut. Cet exemple illustre l'utilité d'un VTA capable d'insérer des armes d'appui lourdes en terrain urbain encombré. En tenant compte de la vulnérabilité des véhicules attribuable à leur faible protection blindée, des éléments employés de façon agressive peuvent néanmoins créer un effet de choc aux côtés d'éléments de nettoyage débarqués et quand le terrain est favorable. Au moment de la consolidation, ces éléments peuvent alors jouer un rôle d'exploitation.

◆ **S'occuper de tâches de sécurité.** Le peloton d'armes est parfait pour des tâches de sécurité des flancs, d'interception et de bouclage et fouille. L'impressionnante mobilité tout terrain du VULR (C&R) et sa capacité à se déplacer en terrain couvert permettent le positionnement rapide de systèmes d'arme de tir direct à longue portée. Les éléments peuvent à présent couvrir de grandes distances, même si cela n'est pas toujours nécessaire, en raison de l'empreinte vraiment moins grande du BIL comparée à celle d'une force mécanisée de taille semblable. Des communications efficaces à partir du véhicule augmentent également l'agilité des éléments, c.-à-d. leur capacité de se repositionner rapidement ou de passer sans tarder aux tâches suivantes. Dans un récent scénario d'instruction, un groupe d'armes appuyait un raid de compagnie de fusiliers contre un refuge d'insurgés isolé. La compagnie de fusiliers avait été transportée jusqu'à la zone de l'objectif, via la zone d'opérations (ZO) du bataillon, à bord de véhicules logistiques lourds à roues (VLLR) escortés par des VULR (C&R) configurés en VTA. Le groupe d'armes a alors bouclé la zone et s'est chargé des fonctions de sécurité et d'interception pendant les phases d'approche et d'assaut du raid. Ensuite, le groupe d'armes s'est rué sur l'objectif à bord des véhicules de transport Zulu pour effectuer la jonction avec les éléments de consolidation, procéder à l'évacuation des pertes par voie terrestre et escorter tous les éléments pendant le retour à la base d'opérations avancée.

- ◆ **Jouer le rôle de force de couverture.** Pendant une manœuvre retardatrice, une force sous pression échange de l'espace contre du temps en ralentissant l'élan de l'ennemi et en lui infligeant des dommages maximum sans s'engager de façon décisive. Dans un environnement où la menace et le terrain sont optimisés pour des forces légères, un peloton d'armes est en mesure de contribuer à une bataille de force de couverture. Cela est particulièrement vrai dans le contexte d'une opération de contre-insurrection (COIN), où des forces plus lourdes ne sont pas nécessairement disponibles pour aider une force opérationnelle à passer à des opérations de guerre. La capacité de produire des effets de tir direct à longue portée, de se repositionner rapidement grâce à sa mobilité tactique améliorée et de maintenir un commandement et un contrôle efficaces d'éléments dispersés à l'aide de moyens de communication à bord du véhicule produisent une puissance de combat suffisante pour mener à bien une manœuvre retardatrice. Le peloton d'armes peut utiliser ces mêmes capacités pour bloquer (une tâche d'interdiction qui permet un engagement décisif), pour protéger (tâche de protection pour gagner du temps) ou pour perturber (une tâche qui disloque une formation ennemie et qui ralentit sa cadence).
- ◆ **Exécuter des tâches d'escorte de convoi.** Dans l'environnement opérationnel contemporain, les menaces fusent de toutes parts. Un front de bataille linéaire est désormais chose du passé. Les opérations en Iraq et en Afghanistan ont certainement fait ressortir les risques accrus pour les éléments en zone arrière, les lignes de communication et les éléments de soutien logistique. En d'autres mots, chaque soldat dans le théâtre doit être prêt à combattre sans préavis. En conséquence, la doctrine relative à l'escorte de convoi a été développée en toute hâte afin de répondre à cette nouvelle réalité. Même si bien des publications américaines sont désormais disponibles, l'École de l'Arme blindée de l'Armée de terre du Canada a publié un superbe document qui a servi de modèle par le développement de tactiques, techniques et procédures (TTP) au 3 PPCLI. Le VULR (C&R), bien que toujours vulnérable, est une plateforme d'escorte efficace pour les éléments de soutien logistique. La doctrine a depuis été validée par l'Équipe d'activation de l'Équipe de reconstruction provinciale dans le cadre de l'opération ARCHER à Kandahar, au cours de l'été 2005. Une tâche d'escorte de convoi est assignée, au minimum, à un groupe d'armes embarqué, accompagné d'un élément de commandement de peloton.
- ◆ **Constituer une force d'intervention rapide ou de contre-mouvement.** Étant peut-être l'élément le plus mobile du bataillon, le peloton d'armes peut facilement constituer une force d'intervention rapide (FIR) et jouer le rôle de force de contre-mouvement. Les éléments affectés à la FIR du bataillon peuvent être employés comme escorte et fournir une puissance de feu à la FIR, qui peut inclure des éléments d'infanterie, des équipes de neutralisation des explosifs et munitions (NEM), des sapeurs, des ressources de retransmission automatique (PRA) et des éléments médicaux. Le peloton d'armes peut générer une puissance de combat suffisante pour mener les trois tâches d'une force de contre-mouvement, à savoir, le renforcement, le blocage et la contre-attaque. Bien qu'il soit absurde de comparer un VTA à un char, un VULR (C&R) armé qui peut se déplacer rapidement dans l'espace de combat immédiat ne pourra peut-être pas détruire les forces ennemis, mais il pourra certainement les perturber ou les disloquer.

Limites tactiques

Malgré son potentiel, le peloton d'armes équipé de VULR (C&R) connaît plusieurs limites importantes :

- ◆ À la suite de la perte du système TOW, le peloton ne possède plus de ressource de surveillance tous temps et à longue portée. Toutefois, il existe certains systèmes intégrés qui peuvent fournir des capacités importantes de courte et moyenne portées. Le peloton d'armes n'est pas simplement un peloton de TOW rééquipé. Il peut être employé avec beaucoup plus de souplesse dans des opérations de l'ensemble du spectre.
- ◆ Le VULR (C&R) n'est pas un véhicule de combat construit à cette fin. De ce fait, il présente des limites quand vient le moment d'obtenir des effets précis en toutes conditions.
- ◆ Compte tenu de la protection additionnelle offerte par le blindage, un VULR (C&R) est extrêmement vulnérable, même aux armes antiblindés les plus légères. Les risques pour le tireur, qui est exposé, ont été atténués au moyen d'un bouclier de tourelle blindé. En plus, il n'y a aucune protection en cas d'explosion sous le véhicule.
- ◆ À l'exception du tireur, l'habitacle fermé du véhicule réduit significativement la capacité de l'équipage à observer et à tirer. Dans une large mesure, il isole l'équipage de son environnement et crée des défis pour ce qui est de socialiser avec la population locale. En outre, en cas de chaleur extrême, un véhicule blindé entièrement fermé a besoin impérativement d'un système de climatisation en bon état — surtout lorsque les fenêtres latérales ne peuvent être abaissées pour augmenter la circulation d'air à l'intérieur. Un véhicule d'infanterie plus approprié et mieux adapté aux opérations de l'ensemble du spectre, prendrait la forme d'un véhicule à toit ouvert qui posséderait de multiples points pour monter les armes, un blindage modulaire et une protection en cas d'explosion sous le véhicule. Il devrait également pouvoir tenir dans un hélicoptère de transport lourd ou pouvoir être transporté sous élingue par un tel hélicoptère.

Organisation future

Comme nous l'avons vu, l'organisation actuelle de la section d'armes prévoit huit soldats pouvant composer l'équipage de deux véhicules. Ces deux véhicules, fonctionnant comme une équipe de tir en appui réciproque, devaient à l'origine constituer le plus petit sous-élément tactique. Toutefois, il était difficile d'élaborer des TTP efficaces pour une articulation tactique indépendante composée de deux véhicules. Les scénarios d'instruction et secteurs d'entraînement étaient conçus pour des exercices d'action immédiate et l'apprentissage de drills de feu et mouvement de base à partir d'un véhicule; cela permettait non seulement d'atteindre un niveau minimum de compétence, mais également de démontrer que le véhicule pouvait manœuvrer une arme d'appui lourde, comme la ML de calibre .50, pendant un déplacement tactique agressif en tout terrain. Un élément formé de deux véhicules en appui réciproque était chose possible, mais une fois qu'un véhicule était considéré comme détruit ou hors service, l'autre véhicule se détournait immédiatement de la situation tactique pour se concentrer plutôt sur l'exfiltration, l'évacuation et la récupération. Malheureusement, la sécurité ne pouvait être assurée pendant ce processus et l'initiative tactique était toujours perdue. Les scénarios d'instruction force contre force ont également permis de constater que deux véhicules ne pouvaient accomplir seuls quelque tâche tactique que ce soit, à l'exception peut-être du renforcement de la FIR et cela, en raison simplement du nombre d'attachements fournis. À titre d'exemple, les tâches d'escorte de convoi exigent un minimum de quatre véhicules de section, auxquels s'ajoute un véhicule de commandement. Si une section de deux véhicules est affectée à l'escorte d'un convoi, le commandement du convoi ne peut manœuvrer contre une menace tout en assurant la sécurité des véhicules escortés. Pour créer une situation d'appui réciproque efficace

en assurant une protection rapprochée, l'observation et un tir de couverture et pour permettre le décrochage et le mouvement, quatre véhicules sont devenus l'articulation tactique minimale.

Les avantages d'une articulation tactique de quatre véhicules sont assez évidents. Premièrement, plus de véhicules signifie plus d'armes montées et plus de soldats aptes à débarquer. L'utilisation coordonnée et simultanée d'éléments débarqués et de véhicules Zulu offre des possibilités intéressantes. Dans une section de deux véhicules, quatre soldats (deux chefs d'équipage et deux spécialistes des transmissions) peuvent débarquer tandis que les véhicules Zulu continuent de fonctionner. Il reste alors un conducteur et un tireur dans chaque véhicule Zulu, ce qui est suffisant pour manœuvrer les véhicules sous le contrôle extérieur complet, par radio, du commandant de section débarquée. Un groupe de quatre véhicules a la capacité de débarquer huit soldats, ou sept si le commandant adjoint du groupe demeure à bord pour contrôler les quatre véhicules Zulu. Ces sept soldats débarqués peuvent agir comme section d'assaut légère, opérer diverses armes d'appui, voire occuper un poste de contrôle de véhicules (PCV). Cette approche souple améliore la flexibilité des éléments et leur capacité de passer d'une tâche tactique à l'autre. Par exemple, dans un récent scénario d'instruction, pendant l'exploitation d'un site sensible, le peloton entier était attaché à une compagnie de fusiliers mixte et affecté à l'interception. Au fur et à mesure que la situation évoluait et que l'objectif devenait plus clair, un besoin urgent de forces débarquées supplémentaires est apparu. À la fin, les chefs d'équipage et spécialistes des transmissions débarqués de chaque véhicule reconstituèrent la réserve de compagnie et participèrent activement à la phase de consolidation. Pendant ce temps, la tâche initiale de force de sécurité embarquée s'est poursuivie.

Commandement et contrôle

Comme nous l'avons dit, le PC du peloton d'armes est composé de cinq membres : le commandant, le commandant adjoint, le spécialiste des transmissions et deux magasiniers. Dotée d'un VULR (de base) et d'un VSLR, cette organisation manquait de flexibilité et de robustesse pour contrôler les opérations dispersées et simultanées des éléments de peloton. L'unique véhicule de commandement n'était pas armé, ce qui constituait souvent un handicap tactique. Le VSLR était rarement utilisé comme véhicule de réapprovisionnement en raison des scénarios d'instruction et des réalités opérationnelles, à savoir une force opérationnelle projetant une puissance de combat à partir d'une base d'opérations avancée centrale. Les opérations éloignées étaient réapprovisionnées au moyen de remorques converties de VSLR tractées par les VULR (C&R) eux-mêmes. L'élément était plutôt utilisé pour renforcer l'échelon A de la compagnie.

La nécessité d'armer le véhicule de commandement est rapidement devenue évidente. Comme le concept d'opération du peloton prévoyait l'emploi tactique de plusieurs groupes de façon simultanée, un second véhicule de commandement a été ajouté. Ce véhicule était commandé par le commandant adjoint du peloton qui, en fait, est devenu un commandant tactique. Au cours de son déploiement dans la région de Kandahar à l'été 2005, le peloton d'armes a utilisé deux VULR (C&R) au PC du peloton. Le personnel spécialisé attaché, comme l'infirmier, occupait la place du spécialiste des transmissions dans le véhicule de commandement. En équipant le PC du peloton de VULR (C&R), l'élément de commandement n'avait plus besoin de la protection de véhicules de section armés et pouvait à tout le moins se défendre lui-même. Également, les éléments de commandement du peloton ne présentaient plus une cible d'apparence différente. En outre, le commandant tactique possède à présent la capacité de débarquer avec un partenaire d'équipe de tir (le spécialiste des transmissions). Les

deux véhicules de commandement améliorent considérablement la souplesse du commandement et du contrôle et assure une duplication précieuse. Par exemple, un véhicule de commandement peut être intégré à un groupe d'armes pour assurer un meilleur contrôle pendant une mission d'escorte de convoi. Un véhicule de commandement peut contrôler une base de feu mobile pendant que l'autre commandant tactique débarqué intervient avec le poste de commandement tactique du bataillon. Un élément de commandement peut aussi manœuvrer simultanément avec un PC de peloton doté au complet. L'utilisation de deux éléments de commandement, capable chacun de former l'équipage d'un véhicule armé, a été validée d'un point de vue opérationnel et a été très efficace en exercice. Une autre option pour le PC de peloton consiste à embarquer le commandant adjoint de peloton à bord d'un véhicule renforcé contre les mines Nyala. Cela procurerait une meilleure souplesse, surtout dans les convois empruntant des itinéraires indéterminés.

Effectifs

Lorsqu'il est entièrement doté en personnel, le peloton d'armes dans sa forme actuelle est de taille imposante. La nature mobile, indépendante et souvent dispersée de ses tâches tactiques pose des défis uniques en matière de soutien logistique, surtout dans le contexte d'un BIL. Il est nécessaire d'y attacher différents effectifs :

◆ **Technicien médical.** L'évaluation des aspects tactiques des soins médicaux évolue positivement depuis quelques années. Une plus grande importance est désormais accordée aux pertes (et non plus aux malades) et aux scénarios d'instruction réalistes. Le cours « Pertes au combat — Soins tactiques » a permis aux membres de l'infanterie d'acquérir de précieuses compétences qui sauveront des vies sur le champ de bataille. Bien que la norme de formation médicale des fantassins ait grandement augmenté, du personnel médical spécialisé demeure nécessaire dans les sous-unités. Comme c'est le cas dans les compagnies de fusiliers, un technicien médical (IDSGPM 00334-01) devrait être affecté au peloton d'armes tant pendant l'entraînement que durant les opérations.

◆ **Opérateur des transmissions.** Même quand tout va bien, faire fonctionner la génération actuelle de systèmes de communication des FC peut poser des défis. Gérer jusqu'à dix installations doubles de véhicules, et le barème de distribution du matériel (BDM) qui les accompagnent, relèvent de l'exploit. S'ajoutent les conditions météorologiques extrêmes qui caractérisent la plupart des déploiements (ou des exercices en hiver à Wainwright), la nécessité de disposer à bord de codes de chiffrement et de les changer régulièrement, le défi que constitue l'intégration adéquate du système de connaissance de la situation, ainsi que les questions d'interopérabilité avec la coalition. On obtient alors un cauchemar journalier. Il est vital de s'assurer que la majorité de l'effectif du peloton a suivi l'instruction de communicateur de base. Cependant, bien des problèmes restent insolubles, même pour le fantassin le mieux nanti sur le plan technologique. La présence d'opérateurs des transmissions est cruciale au succès d'une mission. De récentes expériences opérationnelles ont démontré que la préparation des communications d'un convoi de douze véhicules ajoutait entre 30 et 90 minutes à la procédure de combat, et ce, même quand des opérateurs des transmissions sont présents. Un opérateur des transmissions (IDSGPM 00329-01) devrait être attaché de façon permanente au peloton et pourrait être employé comme spécialiste des transmissions du commandant de peloton.

◆ **Technicien d'armement.** Appliquer la méthode de la « boîte à outils » à l'armement et à l'équipement permet au peloton d'armes d'avoir un nombre important d'armes

collectives. Les questions d'entretien des armes doivent être adressées avec soin, surtout quand les systèmes sont vieux et usés. Les armes ont tendance à se briser rapidement, surtout au cours de séances de tir prolongées, mais la plupart des problèmes sont occasionnés par de petites pièces qui sont facilement réparables ou remplaçables sur place. L'accès garanti et direct à des techniciens spécialisés est crucial au succès d'une mission. Un technicien d'armement (Terre) (IDSGPM 000130-01) devrait être attaché au peloton tant pendant l'entraînement que durant les opérations.

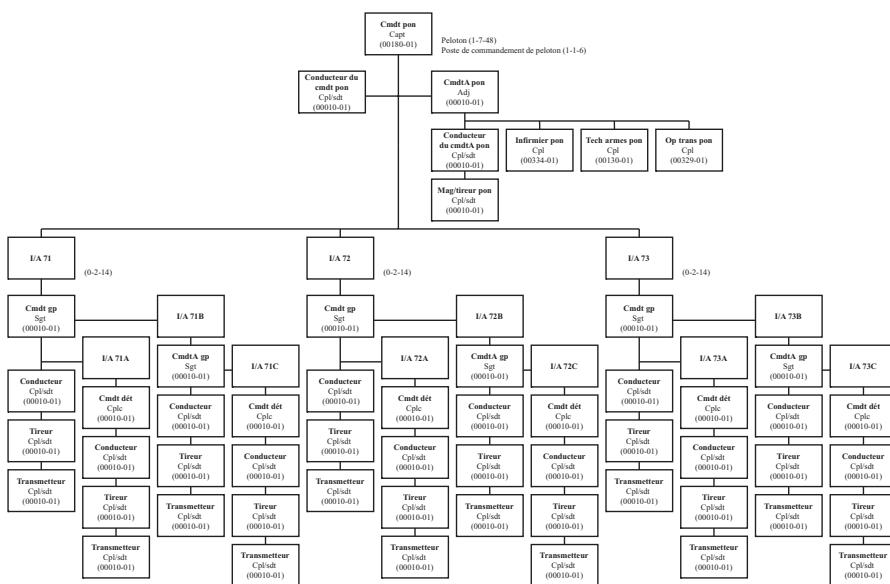
Structure organisationnelle proposée

À partir du concept de groupe d'armes, d'un échelon A1 de peloton modifié et d'un PC de peloton robuste et renforcé par des spécialistes attachés, l'organisation du peloton d'armes comme élément d'appui au combat que nous proposons comporte les éléments suivants (figure 1) :

◆ Deux ou trois groupes d'armes, composés chacun de seize membres (figure 3). En fait, ces éléments ne sont que la réunion de deux sections traditionnelles de huit membres commandée tactiquement soit par le commandant de section le plus élevé en grade, soit par un élément de commandement du peloton. Chaque groupe d'armes peut contenir les armes et équipements suivants :

Figure 1

3 PPCLI Peloton d'armes Organisation proposée



- ◆ 4 VULR (C&R) avec remorques VSLR converties;
- ◆ 1 ou 2 ML de calibre .50;
- ◆ 1 ou 2 SAAPA;
- ◆ 1 ou 2 AIZC;
- ◆ 1 ou 2 MP C6 avec ensembles de tir soutenu;

- ◆ 1 ou 2 armes antiblindés courte portée (AABCP) (M);
- ◆ 8 — 12 AABCP (Lég).

Figure 2

Structure proposée Groupe d'armes (0-2-14)

Section d'armes (0-1-7)



Section d'armes (0-1-7)



Indicatif d'appel 71

Personnel :
1 - 00010-01 Sergent (Commandant de véhicule)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Conducteur)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Tireur)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Transmetteur)

Indicatif d'appel 71A

Personnel :
1 - 00010-01 Caporal-chef (Commandant de véhicule)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Conducteur)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Tireur)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Transmetteur)

Indicatif d'appel 71B

Personnel :
1 - 00010-01 Sergent (Commandant de véhicule)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Conducteur)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Tireur)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Transmetteur)

Indicatif d'appel 71C

Personnel :
1 - 00010-01 Caporal-chef (Commandant de véhicule)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Conducteur)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Tireur)
1 - 00010-01 Caporal/soldat (Transmetteur)

Armes :

1-2 - ML cal 0,50
1-2 - AIZC
1-2 - SAAPA
1-2 - MP C6 SF
1-2 - AABCP(Moyenne)
4-8 - AABCP(Lég)

Armes :

1-2 - ML cal 0,50
1-2 - AIZC
1-2 - SAAPA
1-2 - MP C6 SF
1-2 - AABCP(Moyenne)
4-8 - AABCP(Lég)

- ◆ Un PC de peloton composé de neuf membres pouvant former l'équipage de deux VULR (C&R) et d'un VSLR (figure 3). L'effectif serait donc formé d'un commandant de peloton (capt), d'un commandant adjoint de peloton (adj), de quatre membres d'équipage/magasiniers (cpl/sdt), d'un technicien médical (cpl), d'un opérateur des

Figure 3

Structure proposée Poste de commandement de poloton (1-1-7)



Indicatif d'appel 79

Personnel :

1 - 00180-01 Capitaine (Commandant de véhicule)
1 - 00010-01 Adjudant (Commandant de véhicule)
4 - 00010-01 Caporal/soldat (Membre d'équipage/magasinier)
1 - 00334-01 Caporal (Infirmier)
1 - 00329-01 Caporal (Opérateur des transmissions)
1 - 00130-01 Caporal (Technicien d'armes)

Armes :

1 - ML cal 0,50
1 - AIZC
1 - SAAPA
1 - MP C6 SF
1 - AABCP(Moyenne)
4-8 - AABCP(Lég)

Indicatif d'appel 79A

Indicatif d'appel 79C

transmissions (cpl) et d'un technicien d'armement (cpl). Ce PC serait en mesure de manœuvrer simultanément soit deux véhicules de commandement indépendants ou un véhicule de commandement et le PC du peloton. Nous conservons le véhicule de l'échelon A1 intégré et la responsabilité du soutien logistique habituel du peloton continue d'être confiée au commandant adjoint du peloton et à ses magasiniers. Enfin, la section du quartier-maître de la compagnie de soutien au combat, probablement l'un des éléments de soutien les plus sous-utilisés d'un bataillon d'infanterie, pourrait contribuer aux fonctions de l'échelon A1 du peloton tout en renforçant l'échelon A2.

Conclusion

Les FL deviendront une partie de plus en plus importante de l'Armée de terre d'aujourd'hui et de demain. Au fur et à mesure de la transformation des FC d'organisation adaptée aux conflits inter-étatiques en organisation qui se déploie à titre d'intervenant dans des conflits intra-étatiques, le besoin de s'imposer tactiquement dans des opérations de l'ensemble du spectre deviendra primordial. Qu'elles accomplissent des missions humanitaires, de soutien de la paix ou de guerre, les FC seront appelées à travailler en terrain de plus en plus complexe. Des FL robustes sont les plus adéquates pour ces théâtres, et un sous-élément équipé d'un VTA peut démultiplier une force opérationnelle légère. Malheureusement, leurs principales lacunes demeurent le manque de mobilité, de protection et de puissance de feu. De nouveaux systèmes d'arme, comme le SAAPA et l'AIZC, ajoutés au maintien de la ML de calibre .50, procureront une puissance de feu redoutable à l'ensemble du BIL. L'introduction du VULR (C&R) a beaucoup contribué à alléger le problème de la mobilité au sein du BIL et a ouvert la porte à l'étude du concept de VTA. Comme solution provisoire, le VULR (C&R) est un véhicule utile pour la poursuite du développement de la doctrine et des TTP des FL. En bref, la combinaison VULR (C&R)/armes d'appui lourdes fonctionne, et la méthode de la « boîte à outils » en ce qui concerne l'équipement et les armes offre polyvalence d'emploi et flexibilité dans l'exécution des tâches.

La structure d'infanterie légère proposée prévoit des ressources de tir direct intégrées au niveau de la compagnie, ce qui permet de soutenir le commandant tactique et va dans le sens du désir de l'Armée de terre de générer des sous-unités interchangeables. Bien que, selon le concept d'emploi de la force (CEF) exposé dans le CDR FL, les éléments de tir direct sont conçus pour être regroupés au niveau de la FO, au besoin, cela est loin d'être idéal. L'attribution des capacités fondamentales ne devrait pas être traitée comme une situation où il y a un gagnant et un perdant; les commandants tactiques de tous niveaux ont besoin d'un appui-feu direct. Au même titre qu'un commandant de section dépend de ses C9 pour avoir une puissance de combat, un commandant de bataillon a besoin d'un sous-élément indépendant pour avoir la même capacité — quoique à plus grande échelle. La structure du peloton d'armes décrite précédemment, centralisé dans une compagnie d'appui au combat à titre de ressource du bataillon, redonne d'importantes capacités intégrées au commandant, capacités perdues au moment de la déconstruction des bataillons d'infanterie de l'Armée de terre. Le peloton d'armes donne au commandant une force très mobile qui produit des effets de tir direct à longue portée. Grâce à une telle organisation, il a désormais le pouvoir d'influencer une opération déjà commencée, de constituer des éléments de réserve crédibles et d'employer une force de contre-mouvement potentiellement décisive.

À propos de l'auteur...

Le Capitaine Geoffrey M. Mundy est diplômé du Collège militaire royal où il a obtenu en 2002 un baccalauréat ès arts spécialisé en histoire. Il a été affecté au 3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, et a servi dans le groupe arrière de l'*Op Apollo*. Après la tragédie à la ferme de Tarnak, le Capitaine Mundy a reçu la mention élogieuse du Commandant de l'état-major de l'Armée de terre pour son dévouement et ses efforts inépuisables en tant qu'officier de rapatriement du Bataillon. Pendant qu'il était au 3^e Bataillon, il a été employé comme commandant de peloton de fusiliers dans la compagnie B (montagne), capitaine-adjudant et commandant du peloton d'armes. Au printemps 2005, le peloton d'armes a réalisé le premier tir de mitrailleuse lourde à bord du véhicule utilitaire léger à roues, version commandement et reconnaissance. Le peloton d'armes a mené un long entraînement collectif de tir réel et fictif. En juillet 2005, il a été attaché à l'Équipe d'activation de l'Équipe provinciale de reconstruction à Kandahar.

Notes

1. Extrait de *Draft Capability Development Record — Light Forces*
2. Pour une récente mise à jour sur le développement des FL, de leur doctrine et d'une partie de leurs structures préliminaires, voir Lcol D. Galea, « Une capacité de force légère pour l'armée de terre », *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 8 no 2 (été 2005).
3. *CLS Capability Planning Guidance — Light Forces*.
4. Dans un compte rendu après action de l'opération PHANTOM FURY (Fallujah, novembre 2004), le corps des Marines des États-Unis décrit cette combinaison de la puissance de pénétration de la M2 et de l'effet inhibiteur du Mk19 comme [traduction] « idéale ». De la sorte, l'ennemi se trouve aux prises avec « le dilemme historique des armes combinées, un procédé qui a fait ses preuves ». 2Lt R. Sparks, *Operation PHANTOM FURY after action report*. Non publié.
5. Une force opérationnelle basée sur le 3 PPCLI a mené l'exercice SPRING RAM/LIGHT FIGHTER 05 du 2 au 20 mai 2005 à Wainright. L'exercice LIGHT FIGHTER était un exercice de tir fictif de niveau 6 dans un scénario d'opérations de contre-insurrection. Le bataillon manœuvrait à partir d'une base d'opérations avancée (FOB) fixe et projetait sa puissance de combat dans l'AO en engageant des pelotons, des groupes-compagnies et de bataillon tout entier.



PROTECTION DE LA FORCE LOGISTIQUE : LEÇONS ET RECOMMANDATIONS POUR L'ENVIRONNEMENT ASYMÉTRIQUE

Lieutenant-colonel Tim D. Marcella

[Traduction] Il s'agit d'un autre type de guerre, nouveau par son intensité, ancien par ses origines — guerre de guérillas, de subversifs, d'insurgés, d'assassins; guerre d'embuscades et non de combats; guerre d'infiltration et non d'agression, c'est-à-dire chercher la victoire en usant et épuisant l'ennemi au lieu de l'attaquer [...] De telles situations où nous devons le contrer exigent [...] un tout nouveau type de stratégie, une force entièrement différente et par conséquent, une instruction militaire nouvelle et complètement différente.

John F. Kennedy

Introduction

La menace asymétrique n'est pas un phénomène de guerre nouveau bien que, dans les dernières années, ses répercussions sur le champ de bataille aient augmenté de façon spectaculaire. Les opérations de coalition récentes ont clairement démontré la vulnérabilité des unités logistiques et des lignes de communications (LOC) à l'attaque et aux ruptures asymétriques. De plus, les exigences de soutien continuellement grandissantes de la guerre de manœuvre et le champ de bataille non linéaire ont mis les ressources logistiques à rude épreuve. En raison de cette double pression, les tendances actuelles de logistique concernant la dotation en personnel, la doctrine, l'instruction et l'équipement doivent être adaptées aux réalités en évolution du champ de bataille. Les Forces canadiennes (FC) se rendent compte de la situation et expriment clairement leur vision dans le document du chef d'état-major de la Défense intitulé *Façonner l'avenir de la Défense canadienne : Une stratégie pour l'an 2020 (Stratégie 2020)*. Dans ce document de vision stratégique, il est indiqué que les Forces canadiennes doivent « mettre au point de nouvelles capacités adaptées à la lutte contre les menaces asymétriques et les armes de destruction massive »¹. Bien que la vision et la direction des FC par rapport à la menace asymétrique soient claires, la constitution et le maintien des capacités exigées demeurent un défi. Le présent document évalue les capacités actuelles des FC en matière de protection de la force logistique afin d'opérer de manière efficace dans le nouvel environnement de la menace asymétrique, et fournit des recommandations clés pour combler tout manque apparent.

L'environnement asymétrique sera d'abord défini afin d'établir le contexte de l'évaluation. Cette définition identifiera les principaux changements de la menace asymétrique dans l'espace de bataille moderne. Puis, les besoins spécifiques des capacités logistiques dans cet environnement seront examinés. Ensuite, le modèle spécifique des capacités de protection de la force logistique sera expliqué. Ce modèle fournit les concepts, les mécanismes et le lexique nécessaires pour réaliser une évaluation des capacités de protection de la force logistique qui sera utile à la structure actuelle du développement de la force dans les FC. Une évaluation détaillée des capacités de protection de la force logistique des FC dans un environnement

Marcella, Lieutenant-colonel Tim D. 'Protection de la force logistique : leçons et recommandations pour l'environnement asymétrique' *Le Journal de l'Armée du Canada* Vol. 9.2 (été 2006) 70-80

asymétrique suivra. Finalement, des recommandations clés seront fournies pour combler les manques critiques des capacités logistiques cernés par l'évaluation.

Environnement asymétrique

Le terme « guerre asymétrique » est incontestablement le terme *du jour* pour les théoriciens et les planificateurs militaires et, en conséquence, les opinions diffèrent sur sa définition exacte. Paradoxalement, ce concept est aussi ancien que la guerre elle-même. Tout au long de l'histoire, les opposants les plus faibles ont cherché à neutraliser la supériorité technique et numérique de leurs adversaires en utilisant des tactiques sur le champ de bataille qui annulaient les avantages de l'ennem². Il existe cependant plusieurs définitions de la guerre asymétrique qui sont particulièrement pertinentes dans l'évaluation des capacités logistiques des FC. P.F. Herman, auteur de *Asymmetric Warfare: Sizing the Threat, Low Intensity Conflict & Law Enforcement*, définit la guerre asymétrique comme [Traduction] « un ensemble de pratiques opérationnelles dont le but est de réduire à néant les avantages et d'exploiter les faiblesses, plutôt que de livrer des engagements force contre force »³. Sa définition se rapproche de la perspective des FC qui définissent la guerre asymétrique comme [Traduction] « des tentatives pour contourner ou saper les forces d'un ennemi tout en exploitant ses faiblesses à l'aide de méthodes qui diffèrent énormément des modes de fonctionnement habituels des opposants »⁴.

Malgré sa longue et sanglante histoire, la guerre asymétrique a changé de manière significative au cours des dernières décennies. Le premier facteur important est la forte probabilité que la fréquence des conflits asymétriques augmentera avec le temps. Dans le passé, la menace asymétrique n'était normalement que l'une des composantes d'un conflit conventionnel. Cependant, il n'existe aujourd'hui qu'une seule superpuissance dans le monde et cet écart asymétrique entre les forces militaires américaines et celles de leurs adversaires continue d'augmenter. En conséquence, seuls des moyens asymétriques permettent d'attaquer cette superpuissance et les coalitions occidentales. En effet, le politicologue allemand Herfried Münkler affirme que les développements depuis la Seconde Guerre mondiale indiquent que les guerres dites classiques pourraient disparaître ou, tout au moins, ne jouer qu'un rôle mineur. Il déclare que les « guerres classiques » entre états semblent être « un type de guerre abandonné » et que les futurs conflits armés seront en majorité des conflits asymétriques⁵.

Le second facteur important dans le changement de la menace asymétrique relève des tactiques et objectifs des professionnels de la guerre asymétrique. Dans le passé, les cibles des attaques asymétriques ont été, dans la plupart des cas, des cibles militaires en vue d'atteindre des objectifs militaires. La menace asymétrique moderne inclut le terrorisme comme principale tactique et non comme exception. Krystian Piatkowsky, analyste de la fondation Pologne en Europe, a bien défini cette réalité quand il a déclaré : [Traduction] « Ce modèle de guerre ne correspond ni aux perceptions de Carl von Clausewitz ni aux conditions des conventions de La Haye et de Genève⁶. » Cet environnement asymétrique changeant présente des défis spécifiques pour la protection de la force logistique.

Capacités logistiques dans l'environnement asymétrique

Traditionnellement, c'est contre des cibles peu ou pas protégées que la guerre asymétrique est la mieux utilisée. Les unités et les ressources logistiques sont des objectifs très rentables pendant des opérations prolongées, mais elles possèdent normalement une capacité d'autodéfense minimale. Cette vulnérabilité en fait des cibles particulièrement attrayantes pour les nations et organisations qui ne peuvent pas mener efficacement une guerre conventionnelle contre leurs ennemis. Les unités basées au

sol seront confrontées à de plus en plus d'embuscades, ce qui menace le mouvement logistique; à plus de sabotages des ressources logistiques par des populations hostiles; et à une guerre électronique plus intense contre les ressources de commandement, de contrôle et de communication logistiques. De plus, la menace asymétrique ne diminue pas nettement pendant les opérations hors guerre (OHG). En fait, le contraire est probablement vrai, car l'absence d'unités lourdes de combat pourrait suggérer une faiblesse qui encouragerait les adversaires à lancer des attaques asymétriques⁷. En réalité, la menace asymétrique contre les unités et installations logistiques a beaucoup augmenté dans l'espace de bataille moderne et celles-ci risquent davantage d'être des cibles que les unités de combat bien armées.

Sur les champs de bataille conventionnels des conflits antérieurs, les unités de soutien logistique de combat (SLC) se trouvaient dans des situations de combat. Cependant, la nature linéaire des champs de bataille permettait aux commandants de limiter les risques et l'exposition des ressources de SLC pendant des attaques. Dans le passé, le personnel de SLC était exposé aux tirs indirects et aux attaques aériennes alors que dans l'environnement asymétrique moderne, il fait face aux tactiques asymétriques des forces paramilitaires hostiles et des terroristes habillés en civil. Les conflits récents, comme l'Opération IRAQI FREEDOM [libération de l'Iraq], ont révélé une vitesse sans précédent des forces de manœuvre. Les éléments de combat américains ont souvent contourné des régions de résistance iraquiennes afin de maintenir l'élan de l'attaque. Pour soutenir cet élan, les unités logistiques devaient utiliser des LOC non protégées dans des zones d'opérations fluides. Le sort du convoi de la 507th Maintenance Company [507^e Compagnie de maintenance] pendant l'Opération IRAQI FREEDOM est l'un des nombreux exemples qui démontrent clairement cette nouvelle réalité. Incapable de localiser les éléments des forces américaines qui se déplaçaient rapidement, le convoi s'est perdu et est tombé dans une embuscade de blindés et d'armes collectives iraquiens, ce qui a entraîné la mort de neuf soldats et la capture de cinq autres⁸. Dans l'espace de bataille asymétrique moderne, les unités de SLC doivent être en mesure de se déplacer sur de longues LOC en terrain non protégé et hostile. La protection de la force est une capacité essentielle aux unités de SLC pour opérer dans un environnement où les menaces sont nombreuses.

Les unités de SLC doivent posséder les ressources nécessaires pour combattre et survivre lorsqu'elles exécutent leur mission de maintien en puissance, ce qui comprend du soutien aux opérations de combat rapides et fluides ainsi que le soutien en milieux hostiles après les combats⁹. Les anciens concepts doctrinaux, selon lesquels les unités de combat doivent s'occuper de la sécurité de la zone arrière au besoin, sont irréalistes et potentiellement catastrophiques¹⁰. L'expérience passée a démontré que les unités de combat seront souvent obligées de laisser leurs LOC sans sécurité, car les unités des armes de combat et des armes de soutien auront toujours d'autres priorités. Les unités de SLC doivent être en mesure de mener des opérations de convoi et de défendre leur base contre la menace asymétrique sans aide extérieure. Tandis que le développement des forces essaie toujours de réduire l'envergure des unités logistiques de l'Armée de terre, les leaders doivent aussi s'assurer que toutes les unités de SLC soient plus létales et puissent survivre dans un espace de bataille asymétrique¹¹. Pour obtenir le niveau nécessaire de protection de la force, les trois principaux piliers (personnel, doctrine et instruction, équipement et infrastructure de l'information) doivent être maintenus.

Pour se protéger efficacement contre la menace asymétrique, la sécurité de la logistique doit être incluse à la fois dans la doctrine et dans l'instruction. Si la sécurité des ressources logistiques n'est pas intégrée à la doctrine, ce secteur clé manquera de la visibilité et de l'orientation nécessaires pour réussir des opérations dans un environnement asymétrique. La sécurité ne doit pas être une tâche implicite pour les

commandants de la logistique. La doctrine de l'Armée de terre d'aujourd'hui et de demain ne peut pas supposer que les unités logistiques maintiendront leur sécurité à l'aide d'unités de combat, qui sont rarement disponibles. Il est très dangereux de penser que n'importe quelle capacité d'autodéfense inhérente à une unité obtiendra le niveau nécessaire de sécurité dans la zone arrière d'un environnement où existe une forte probabilité d'attaques asymétriques¹². L'ennemi ne fera pas la différence entre les soldats des armes de combat et ceux de SLC. En réalité, l'ennemi aura plus tendance à viser les soldats de SLC. Afin de fournir un soutien logistique, les soldats de SLC doivent aussi avoir reçu de l'instruction sur le combat rapproché¹³. Pour être bien préparés à l'avenir, tous les leaders et soldats, quel que soit le service, doivent savoir réagir aux menaces conventionnelles et asymétriques. Dans l'espace de bataille asymétrique, les soldats de SLC doivent maintenant relever bon nombre des mêmes défis que les soldats des armes de combat, entre autres surmonter les difficultés psychologiques que présente le fait de tuer au combat¹⁴. Ils doivent être formés à combattre et à gagner dans un environnement asymétrique.

Étant donné le besoin de fournir un niveau très élevé de protection de la force dans l'environnement de la menace asymétrique moderne, il n'est pas étonnant qu'un changement radical dans les exigences en matière d'équipement pour les unités de SLC soit aussi nécessaire. En plus d'une protection individuelle améliorée, il faut des armes et une protection collectives améliorées. La première exigence concerne les véhicules renforcés qui offrent une protection accrue contre les effets du souffle et le feu de l'ennemi par rapport aux véhicules « administratifs » normaux. Le nombre d'affûts pour les armes automatiques et collectives doit être accru. Les membres d'un convoi qui tombent dans une embuscade et qui tirent depuis l'espace restreint d'un véhicule en mouvement sur un ennemi qui a choisi le champ de bataille sont désavantagés dès le début. Donc, une puissance de feu souple et écrasante est nécessaire pour gagner le combat rapidement et pour permettre au convoi de s'échapper rapidement du site de l'embuscade. Ce niveau élevé d'armement aidera aussi beaucoup à décourager les attaques¹⁵. Du point de vue de la défense statique, les systèmes d'alarme anti-intrusion améliorés et autres capteurs amélioreront grandement les capacités de protection de la force et préviendront les attaques ennemis¹⁶. Afin de maximiser les capacités de l'équipement, il est nécessaire que leur emploi soit lié à un système d'information efficace.

Une infrastructure d'information grandement améliorée est essentielle aux opérations des unités de SLC dans l'environnement asymétrique moderne. L'écart actuel en matière d'information entre les unités de combat et les unités de soutien doit se fermer. Pendant l'Opération IRAQI FREEDOM, le chef d'état-major G-4, le Lgén C.V. Christianson, a souligné que les logisticiens en Iraq ne pouvaient pas voir les besoins des unités de combat en marche, ce qui a entraîné un manque de connectivité continue 24 heures sur 24 avec les exigences opérationnelles des forces de manœuvre¹⁷. Ce manque de connectivité peut avoir pour effet un échec grave dans la protection de la force, comme il a été démontré précédemment dans le cas de l'embuscade du convoi de la 507^e Compagnie de maintenance. Si un système de suivi du mouvement avait été mis en place, les soldats auraient rapidement été avisés qu'ils se déplaçaient dans la mauvaise direction, ce qui aurait empêché leur rencontre fatale avec les Irakiens¹⁸. Il est évident que les unités de SLC ont besoin des mêmes moyens d'information et de communication que les combattants dans un environnement asymétrique moderne. L'environnement asymétrique étant défini, ainsi que les exigences particulières de protection de la force logistique, il est maintenant nécessaire de proposer un mécanisme permettant d'évaluer cette capacité.

Modèle d'évaluation de la protection de la force logistique

Cette évaluation de la capacité de protection de la force logistique sera effectuée d'une manière similaire aux évaluations menées dans le cadre du processus de planification axée sur les capacités utilisé actuellement par les FC. Elle portera principalement sur les capacités de protection de la force au niveau tactique et sur les éléments de la Liste canadienne des tâches interarmées (LCTI) qui permettent cette capacité. L'objectif de cette évaluation est la capacité, pour les éléments logistiques des FC, d'opérer dans un environnement où la menace asymétrique est élevée, comme les forces de la coalition l'ont vécu durant l'Opération IRAQI FREEDOM. Dans le contexte de la capacité de protection de la force logistique, cette évaluation se centrera sur les composantes fonctionnelles du personnel, de la doctrine et de l'instruction, de l'infrastructure de l'information et de l'équipement. En ce qui concerne la notation des capacités, un simple système de feux de circulation sera utilisé comme outil d'évaluation. ROUGE indique l'incapacité de satisfaire aux exigences de la protection de la force, soit un niveau pouvant entraîner trop de pertes et l'échec de la capacité logistique pendant des opérations. JAUNE indique que les exigences de la protection de la force sont satisfaites dans la majorité des domaines, mais qu'il existe quelques lacunes pouvant entraîner beaucoup de pertes et une grave dépréciation de la capacité logistique durant les opérations. VERT indique que les exigences de la protection de la force sont satisfaites à un niveau qui correspond à la capacité logistique exigée. L'évaluation sera centrée sur les éléments de la LCTI qui portent sur la capacité de protection de la force en situation tactique et qui concernent les activités logistiques énumérées au tableau 1.1.

Numéro	Tâche	Description
T 5.1.3	Défendre les lignes de communication (LOC) et les bases logistiques	Défendre les LOC, les points d'embarquement/de débarquement aériens et navals (APE et APD) et les dispositions de commandement associées
T 5.2	Diriger la sécurité de la force	Prendre des mesures pour protéger une unité militaire, une zone, une activité ou une installation contre les attaques visant à affaiblir leur efficacité et maintenir la capacité de l'unité pour mener à bien ses missions et ses tâches ¹⁹

Tableau 1.1 : Les tâches interarmées canadiennes clés pour la protection de la force.

Finalement, le processus de planification axée sur les capacités sera évalué sur sa pertinence à fournir les mécanismes nécessaires pour assurer que la capacité de protection de la force logistique est établie et maintenue. Le modèle étant décrit, il est maintenant possible de mener une évaluation de la capacité de protection de la force logistique.

Évaluation de la capacité de protection de la force logistique

La première évaluation de la capacité de protection de la force logistique concerne la composante fonctionnelle du personnel. Contrairement à la grande majorité des groupes professionnels militaires (GPM), la Branche des services de la logistique est une branche interarmées dont les membres sont, en principe, susceptibles d'être

employés dans les trois services. En particulier, les militaires du rang (MR) sont souvent affectés à l'extérieur de leur service normal (terre, mer ou air). Bien que cette politique donne une excellente flexibilité et profondeur technique, elle se révèle d'une vulnérabilité considérable dans un environnement asymétrique. La menace asymétrique peut exister aussi bien sur terre, en mer ou dans les airs, mais c'est sur terre que les logisticiens sont les plus vulnérables et là où, historiquement, se sont produits la plupart des attaques. En 2004, conformément à la dotation des positions logistiques autorisée par le chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) les militaires n'appartenant pas à l'Armée de terre occupaient 33 % des effectifs, soit le tiers de l'effectif total. Sur le plan du leadership, la situation était même pire : 43 % des militaires du grade de caporal-chef (cplc) à celui d'adjudant-chef (adjud) n'appartaient pas à l'Armée de terre²⁰. Un peu moins de la moitié des leaders des unités logistiques de l'Armée de terre étaient des MR qui n'avaient pas le niveau d'instruction et l'expérience nécessaires pour assurer la protection d'unités terrestres. Compte tenu du nombre élevé de pertes subies dans les unités logistiques terrestres composées exclusivement de militaires de l'Armée de terre américaines, pendant l'Opération IRAQI FREEDOM, ces chiffres indiquent une lacune critique dans la capacité du personnel. Étant donné la très grande vulnérabilité de la protection de la force, qui est le fruit de la politique logistique actuelle en matière de dotation des militaires du rang des trois services, la composante fonctionnelle du personnel dans cette évaluation est jugée ROUGE.

L'évaluation suivante concerne la composante fonctionnelle de la doctrine. La doctrine des FC contient toujours le concept dépassé selon lequel les unités des armes de combat fournissent la protection nécessaire aux LOC et aux unités logistiques dans un environnement asymétrique. Par exemple, le document B-GL-312-001/FP-001, *Les services de soutien au combat*, dont la dernière mise à jour remonte à 1987, indique que [Traduction] « [...] les principales tâches de sécurité de la zone arrière doivent être exécutées par les forces de combat »²¹. Ce concept est devenu désuet pour un certain nombre de raisons. D'abord et avant tout, ce principe doctrinal a été conçu pour des opérations sur un champ de bataille linéaire de la guerre froide, qui comprenait une zone arrière plutôt sans danger. Ce concept n'est pas adapté à l'espace de bataille asymétrique non linéaire moderne comme l'opération en Iraq l'a montré. Pendant l'Opération IRAQI FREEDOM, la force militaire la plus puissante au monde a été incapable de fournir des unités de combat pouvant protéger, de manière adéquate, les LOC et les unités logistiques dans un environnement asymétrique. En Iraq, les convois étaient responsables pour leur propre protection de la force²². Puis, l'armée ne semble pas avoir changé sa façon de penser. Il faudrait qu'elle apporte un changement fondamental dans la façon dont les unités SLC se défendent. La protection de la force intégrale et robuste pour les unités et les activités logistiques exige non seulement d'installer des armes sur les véhicules logistiques, mais aussi de fournir aux unités de SLC des plateformes destinées uniquement aux tâches de protection de la force sur une base permanente. Cela ne nécessite pas l'affectation de personnel et de véhicules des armes de combat aux unités de SLC. Par exemple, le concept du « camion mitrailleur » comprend une puissance de feu considérable installée dans des véhicules de logistique blindés qui sont destinés uniquement à la protection de la force. Ce concept très efficace est apparu d'abord au Vietnam et a été redécouvert pendant l'Opération IRAQI FREEDOM²³. Comme la fréquence de la guerre asymétrique continue de monter et que ce type de conflit risque de devenir le type le plus courant, la doctrine des FC devrait s'adapter en conséquence. En raison du décalage qui semble exister dans la doctrine de la protection de la force logistique, la composante fonctionnelle de la doctrine dans cette évaluation est jugée JAUNE.

En ce qui concerne la composante fonctionnelle de l'instruction, il existe aussi quelques lacunes dans la capacité de protection de la force logistique. Dans son ensemble, la compétence technique des logisticiens n'est pas mise en question. Cependant, leur capacité de se protéger dans un environnement asymétrique à risque élevé est mise en doute. Le système actuel d'instruction ne permet pas à tous les membres de la logistique qui sont déployés dans des zones où les menaces sont nombreuses d'acquérir les compétences de combat adéquates et de recevoir une formation adéquate en matière de leadership. Au cœur de ce problème est le fait que lorsqu'il s'agit de la protection de la force, les logisticiens sont formés par service et ensuite employés le plus souvent dans un environnement de menace terrestre. Sur le plan de la fréquence et de la quantité, la situation est particulièrement vraie pour le personnel de la Force aérienne. Cet écart dans l'instruction a des conséquences pour les logisticiens qui n'appartiennent pas à l'Armée de terre et qui sont affectés aux unités terrestres, là où on s'attend à ce qu'ils dirigent et supervisent des troupes alors qu'ils ne possèdent pas les connaissances de base nécessaires et encore moins les compétences avancées²⁴. Les lacunes du système ont sauté aux yeux pendant l'Opération APOLLO, en 2003 quand l'unité de soutien national (USN) s'est montrée incapable de protéger sa force dans ce qui n'était qu'un environnement de menace asymétrique de niveau bas à moyen. En conséquence, un peloton de sécurité et de défense de l'Armée de terre a été déployé sur le théâtre d'opération pour apporter une protection à la force. L'incapacité de respecter la capacité de protection de la force logistique a été en partie causée par le manque d'instruction adéquate avant le déploiement²⁵. Il ne s'agit là que d'une partie du problème, car il est impossible d'inculquer toutes les aptitudes nécessaires à la protection de la force à un MR inexpérimenté qui n'appartient pas à l'Armée de terre, au cours des trois mois précédant le déploiement. L'instruction et l'expérience essentielles à ces aptitudes s'acquièrent au cours de la carrière des logisticiens concernés et le système actuel de formation interarmées en matière de logistique ne répond pas au besoin.

Un certain nombre d'initiatives ont été prises récemment dans le but de régler ce problème qui concerne la capacité de protection de la force logistique. Un séminaire stratégique de la Branche des services de la logistique a eu lieu en octobre 2004 dans le but de résoudre les problèmes liés au personnel et à l'instruction. Cependant, les recommandations qui ont suivi sont encore en train d'être examinées. Le sous-chef d'État-major de la Défense (SCEMD) a aussi étudié la description des exigences militaires fondamentales — militaires du rang (DEMFMR) de janvier à juin 2004. Le but de l'étude était de veiller à ce que l'instruction commune aux MR corresponde aux besoins de l'environnement opérationnel. L'étude recommandait quelques petits changements concernant le niveau de compétence des normes de rendement pour certaines connaissances de protection de la force et présentait de nouvelles normes de rendement liées à la défense nucléaire, biologique et chimique. Les recommandations, cependant, ne correspondent pas complètement aux capacités de protection de la force et aux capacités de leadership nécessaires dans un environnement asymétrique²⁶. Il semble que ce soit un travail en cours et un examen supplémentaire sera effectué. La dernière initiative prise pour essayer de régler les lacunes dans l'instruction pour la protection de la force, est la création d'écoles de combat de SLC. Il s'agit d'une initiative de l'Armée de terre, actuellement à l'état de projet, qui a pour objectif de s'assurer que tout le personnel affecté à une unité du CEMAT possède les compétences nécessaires pour travailler dans tous les environnements possibles. Malgré ces initiatives et ces développements très positifs, le processus actuel de formation ne fournit pas les capacités de protection de la force logistique pour un environnement asymétrique. Pour cette raison, la composante fonctionnelle de l'instruction est jugée JAUNE.

En ce qui concerne l'infrastructure de la technologie de l'information, la situation, dans quelques domaines, répond aux exigences, mais il existe cependant quelques lacunes clés dans d'autres domaines. L'introduction du système de contrôle et de commandement tactique dans la flotte de véhicules de l'Armée de terre a apporté une solide capacité dans les communications. Il demeure adapté aux communications dans un environnement asymétrique. Le Plan stratégique d'investissement dans les capacités (PSIC) 2004 indique qu'un système d'identification au combat sera également créé, ce qui réduira énormément le risque de tirs amis mais qui permettra également aux commandants de convoi de réagir rapidement aux nouvelles menaces²⁷. À l'heure actuelle, il manque un système de suivi des mouvements dans l'infrastructure de la technologie de l'information. Un tel système permettrait de déterminer les positions des véhicules tactiques, de suivre leur progression et de communiquer avec les conducteurs. Il s'agit d'une capacité essentielle dans un environnement asymétrique, particulièrement quand la guerre de manœuvre est en cours. Il est intéressant de noter que l'Armée américaine met déjà en œuvre cette capacité. Depuis juin 2004, plus de 2 000 véhicules de logistique participant à l'Opération IRAQI FREEDOM ont été munis de ce type de système²⁸. Compte tenu des forces et faiblesses de l'infrastructure de la technologie de l'information actuelle, cet aspect de la capacité de protection de la force logistique est jugé JAUNE.

Toute évaluation des capacités d'équipement liées à la protection de la force logistique devrait être divisée en catégories : protection personnelle et protection collective. Dans le premier cas, le programme de l'Armée de terre « Habillez le soldat » a permis de fournir un excellent équipement personnel aux militaires pour améliorer les capacités de protection de la force. L'équipement comprend un gilet de protection balistique, des couvertures et des casques en kevlar, des lunettes de protection balistique et des vestes tactiques. Le rendement du fusil C7 s'est accru grandement grâce au viseur télescopique. Donc, en ce qui concerne l'équipement personnel, les militaires de la logistique possèdent un très bon équipement pour les opérations dans un environnement asymétrique. Pour ce qui est de la protection collective, plusieurs projets clés qui sont mentionnés dans le PSIC amélioreront cette capacité²⁹. Parmi ces projets mentionnons le radar de surveillance de zone ainsi que le projet de contre mesures en cas de menace de guerre biologique³⁰. En ce qui concerne les véhicules, le nouveau G-Wagon de Mercedes-Benz acquis par l'Armée de terre, avec son support pour monter des armes, permettra d'améliorer la puissance de feu du convoi. Cette nouvelle capacité augmente la capacité existante des véhicules logistiques lourds à roues (VLLR), qui est actuellement le cheval de bataille des opérations en convoi. Ces deux types de véhicules disposent d'un blindage additionnel. Les FC ne possèdent toutefois pas encore de « camion mitrailleur ». Toutefois, une telle faiblesse est le résultat de lacunes doctrinales qui ont déjà été examinées, mais qui ne seront pas prises en considération dans ce segment de l'évaluation. Du point de vue de la composante fonctionnelle de l'équipement, la capacité de protection de la force logistique actuelle est jugée JAUNE foncé.

La planification axée sur les capacités est un concept valable déjà adopté par les États-Unis et le Royaume-Uni. Toutefois, comme tout autre outil, il n'est efficace que lorsqu'il est utilisé correctement, ce qui n'est pas vraiment le cas dans les FC. Le Système de gestion de la Défense (SGD) et le processus de planification axée sur les capacités n'ont pas encore été complètement intégrés et synchronisés. De là certaines réticences de la part de quelques officiers de l'état-major du QGDN à « à se rallier » complètement à ce processus. Un grand nombre de militaires associés au processus de planification axée sur les capacités occupent d'autres fonctions qui affectent leur concentration et leur productivité. Bien que la planification axée sur les capacités ait été

mise en œuvre en 2000, seulement trois des huit domaines de capacités ont été examinés par les équipes d'évaluation des capacités interarmées (EECI). Aucune EECI n'a été créée pour défendre la capacité de la protection de la force. Ce manque d'intérêt est peut-être évident dans la PSCI 2004, qui ne mentionne même pas la protection de la force comme l'un de ses « aspects principaux de capacités ». Les problèmes liés à la protection de la force continuent d'être examinés par service et cette situation ne sert pas vraiment bien la capacité de logistique qui est interarmées. Ces problèmes risquent d'être négligés en raison du manque de coordination et de contrôle centraux. Le processus de planification axée sur les capacités peut potentiellement répondre aux besoins de protection de la force de la capacité logistique, mais dans la mise en œuvre actuelle, elle ne répond pas aux exigences et est donc jugée JAUNE.

Après avoir examiné et évalué la capacité de protection de la force logistique, du point de vue des principales composantes fonctionnelles et du processus de planification axée sur les capacités, il est maintenant possible de déterminer une notation générale. Le tableau 1.2 donne un résumé des évaluations pour la présente étude. Toute évaluation en ROUGE est importante car les lacunes entraîneront trop de pertes et un échec de la mission logistique. Ainsi, la capacité de protection de la force logistique est jugée JAUNE pâle.

RÉSUMÉ DE LA CAPACITÉ DE PROTECTION DE LA FORCE LOGISTIQUE

Domaine d'évaluation	Détail	Personnel	Doctrine Instruction	Infrastructure de l'information	Équipement
Protection de la force tactique LCTI	T 5 1 3 Défendre les LOC et les bases logistiques	ROUGE	JAUNE	JAUNE	JAUNE
	T 5 2 Diriger la sécurité de la force	ROUGE	JAUNE	JAUNE	JAUNE
Processus de la planification axée sur les capacités	CCIR-EECI	JAUNE			
Capacité de protection de la force logistique	Évaluation générale	JAUNE			

Tableau 1.2 : Résumé de la capacité de protection des forces de logistique

Légende

Cette évaluation de la capacité logistique actuelle est basée sur l'expérience de l'Opération IRAQI FREEDOM à titre d'exemple d'environnement asymétrique où les menaces sont nombreuses. Il est supposé que les FC s'efforceront d'atteindre un haut niveau de capacité de protection de la force dans ce type d'environnement. Les couleurs signifient ce qui suit :

ROUGE — indique l'incapacité de satisfaire aux exigences de la protection de la force, soit un niveau pouvant entraîner trop de pertes et l'échec de la capacité logistique pendant des opérations.

JAUNE — indique que les exigences de la protection de la force sont satisfaites dans la majorité des domaines, mais qu'il existe quelques lacunes pouvant entraîner beaucoup de pertes et une grave dépréciation de la capacité logistique durant les opérations.

VERT — indique que les exigences de la protection de la force sont satisfaites à un niveau qui correspond à la capacité logistique exigée.

CCIR — Comité des capacités interarmées requises.

Recommandations

Il est clair que l'établissement d'une capacité solide et efficace de protection de la force logistique est un problème complexe et difficile et que le présent document ne tente pas de fournir des solutions à tous les défis actuels dans ce domaine. Il y a cependant plusieurs recommandations essentielles au succès. Les questions de personnel et d'instruction sont étroitement liées et la faiblesse dans ce domaine est la lacune la plus importante dans la capacité de protection de la force logistique. Un changement et une transformation radicaux sont nécessaires dans la Branche des services de la logistique pour régler cette lacune et permettre la protection de la force logistique dans un environnement asymétrique. Il existe essentiellement deux options. La première consiste à employer les MR de la logistique dans leur service sauf en cas d'opération importante. La deuxième concerne la Branche des services de la logistique qui doit vraiment adopter la métaphore souvent citée et trop souvent ignorée, à savoir que les logisticiens sont d'abord des soldats, puis des hommes de métier. Ainsi, les logisticiens, peu importe leur service, possèderont les compétences minimales nécessaires pour les opérations terrestres. La doctrine des FC doit s'adapter à la réalité, à savoir que les unités de SLC doivent pouvoir assurer leur propre protection de la force dans l'espace de bataille moderne et que les unités ainsi que le personnel doivent recevoir l'équipement et l'instruction nécessaires, entre autres des plateformes-véhicules intégrées aux unités exclusivement pour fournir une puissance de feu écrasante dans un rôle de protection de la force. Finalement, l'Armée de terre devrait acquérir un système de suivi des mouvements semblable à celui que les Américains sont en train de mettre en œuvre. Cette ressource de l'infrastructure de l'information améliorerait fortement la capacité de protection de la force logistique des FC en plus de fournir un élément très important d'interopérabilité avec la seule superpuissance du monde.

Conclusion

Dans le présent document, la capacité de protection de la force logistique dans un environnement asymétrique où les menaces sont nombreuses a été examinée. En particulier, la protection de la force et ses principales composantes fonctionnelles ont été utilisées comme cadre de l'évaluation. En ce qui concerne la doctrine et l'instruction, quelques lacunes critiques apparaissent dans la capacité et un changement radical dans la manière de penser est nécessaire pour correspondre à la réalité changeante de l'environnement asymétrique où les menaces sont nombreuses. Les forces américaines en Iraq ont déjà vécu cette réalité et les changements nécessaires sont actuellement mis en œuvre. Les FC doivent également s'adapter à l'espace de bataille moderne. Il est clair que la politique de dotation actuelle reposant sur le système interarmées est une faiblesse qui peut être catastrophique dans la composante fonctionnelle du personnel de la capacité de protection de la force logistique. La Branche des services de la logistique doit entreprendre une transformation significative de la composante fonctionnelle du personnel si elle espère atteindre le but des FC exposé dans la *Stratégie 2020*, soit de développer de nouvelles capacités sur mesure afin de faire face à la menace asymétrique. Telle qu'elle est actuellement dans le contexte de la planification axée sur les capacités, la protection de la force logistique est jugée JAUNE pâle. Les FC sont actuellement incapables de mener des opérations logistiques efficaces dans un environnement asymétrique où les menaces sont nombreuses en raison du manque de capacité de la protection de la force.

À propos de l'auteur

Le Lieutenant-colonel Tim D. Marcella, diplômé de l'université de Western Ontario, est entré au service des FC en 1988. Il a servi dans le 1^{er} Groupe-brigade mécanisé du Canada de 1989 à 1994, soit dans le 1^{er} Bataillon des services comme commandant du peloton de décontamination et adjoint de la compagnie d'approvisionnement et ensuite dans le 1^{er} Bataillon Princess Patricia's Canadian Light Infantry comme quartier-maître. Après un court séjour dans l'état-major de l'Armée de terre, il a été affecté au 2^e Bataillon des services comme commandant de l'approvisionnement en 1997. Puis, il a été affecté en Allemagne au Corps à réaction rapide du Commandement allié en Europe. À son retour au Canada, il a travaillé au bureau J4 Logistique. Son expérience opérationnelle inclut une affectation à la FNUOD, à la SFOR et à la KFOR. Le Lcol Marcella est actuellement G4 au QG SCFT à Toronto.

Notes

1. Ministère de la Défense nationale, *Façonner l'avenir de la défense canadienne : Une stratégie pour l'an 2020*, Ottawa, MDN, 1999, partie II-8.
2. Vincent Goulding, *Back to the Future with Asymmetric Warfare*, Parameters, hiver 2000-2001, p. 21.
3. P.F. Herman, *Asymmetric Warfare: Sizing the Threat*, Low Intensity Conflict & Law Enforcement, printemps 1997, p. 176.
4. Définition adoptée par le Conseil des Forces armées (CFA) le 18 avril 2000.
5. Herfried Münker, *Symmetrische und Asymmetrische Kriege*, Merker, août 2004, p. 1, cité dans G.M. Pazderski, *Unconventional Thoughts Towards a Future Policy to Counter Asymmetric Threats*, Toronto, Canadian Forces College Advanced Military Studies Course Paper, 2004, p. 12.
6. Krystian Piatkowski, « A New Type of Warfare », *The Polska w Europie Foundation: Studies and Analyses*, vol. I, no 3 (2002), p. 31.
7. Michael Kolodzie, « The Asymmetric Threat », *Army Logistian*, vol. 33, édition 4 (juillet/août 2001), p. 16.
8. David Scott Mann, « Every Soldier a Rifleman », *Army Logistian*, vol. 36, édition 1 (janvier-février 2004), p. 46-48.
9. Shawn P Walsh, « More Tooth for Tail: the right stuff for CSS Operations », *Army Logistian*, vol. 36, édition 1 (janvier-février 2004), p. 10.
10. Kolodzie, *ibid.*, p. 3.
11. Walsh, *ibid.*, p. 10.
12. Kolodzie, *ibid.*, p. 3.
13. Mann, *ibid.*, p. 46.
14. Mann, *ibid.*, p. 47.
15. Walsh, *ibid.*, p. 13.
16. Patrick Henrichon, « Protéger les Forces canadiennes contre les menaces asymétriques », *Revue militaire canadienne*, vol. 3, no 4, (hiver 2002-2003), p. 12.
17. Robert D. Paulus, « Delivering logistics readiness to the warfighter », *Army Logistian*, vol. 36, édition 1 (janvier-février 2004), p. 2.
18. Kelly Tapp, « MTS is Revolutionising Logistics on the Move », *Army Logistian*, vol. 36, édition 3 (mai-juin 2004), p. 1.
19. Directeur-général Planification stratégique, « Liste canadienne des tâches interarmées Version 1.4 », http://www.vcds.forces.gc.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/cjtl/intro_f.asp, site Web visité le 14 mars 2004.
20. Données tirées de CWO K.E. Carleton, *Logistics Branch Strategic Seminar Cornwall Ontario 26-28 October 2004 — Discussion Paper, Annex B* (22 janvier 2004).
21. Ministère de la Défense nationale, B-GL-312-001/FP-001 *Les services de soutien au combat — volume 1 — Le bataillon des services du groupe brigade au combat*, Ottawa, MDN Canada, 1989, chap. 11, para 49 e.
22. Mann, *ibid.*, p. 48.
23. Paul Gardiner, « Gun Trucks: Genuine Examples of American Ingenuity », *Army Logistian*, vol. 35, édition 4 (juillet/août 2003), p. 34.
24. Carleton, *ibid.*, p. 1.
25. Col F.M. Boomer, *Training Op APOLLO NSU Rotations*. NDHQ File: 4500-0 (Former CO NSU), 31 mars 2003.
26. K.F. Ready, K.F., *Non-Commissioned Member General Specification (NCMGS) Review — ADM (Mat) Comments*, NDHQ File: 5000-1 [COS ADM (Mat)], 24 mars 2004.
27. Directeur-général Planification stratégique, « Plan stratégique d'investissement dans les capacités — Annexe sur les biens d'équipement, mise à jour de 2004 », http://www.vcds.forces.gc.ca/dgsp/pubs/rep-pub/ddm/scip/annex04-05/intro_f.asp, site Web visité le 14 mars 2004.
28. Tapp, *ibid.*, p. 15-16.
29. Directeur-général Planification stratégique, *ibid.*
30. *Ibid.*

LES MOUDJAHIDINES : PRÉCURSEURS DES TALIBANS

Major Richard Tod Strickland

En 1985, le président Ronald Reagan accueillit un groupe d'hommes à l'air féroce, coiffés d'un turban, qui semblaient sortis tout droit d'un autre siècle... Après les avoir reçus à la Maison-Blanche, M. Reagan s'adressa à la presse en mentionnant que ses invités étrangers étaient des « combattants de la liberté ». C'étaient en fait des moudjahidines.

-Eqbal Ahmad¹

De nombreux aspects de la guerre soviéto-afghane ont été mal compris, confondus ou mythifiés, mais jamais autant que ceux touchant les moudjahidines². D'un côté adulés et honorés par les leaders et politiciens mondiaux comme Ronald Reagan et le sénateur Charles Wilson des États-Unis, de l'autre, forcés à combattre l'URSS avec des systèmes d'armes les plus rudimentaires pendant la majeure partie de l'occupation soviétique, leur nature exacte est demeurée floue, teintée des perceptions erronées et du jargon de la guerre froide. L'objectif du présent article est d'étudier les moudjahidines en vue de les comprendre davantage en tant qu'entité et de faire tomber certains des mythes qui se sont répandus autour d'eux depuis la fin de la guerre soviéto-afghane en 1989. Il permettra aussi, d'une certaine façon, d'accroître notre compréhension des talibans modernes, puisqu'il est extrêmement improbable qu'ils auraient existé sans l'exemple donné par leurs prédecesseurs.

Afin de comprendre les nombreuses bandes et les individus qui ont formé la résistance en Afghanistan, il suffit de gratter légèrement pour découvrir ce que cache le vocable « moudjahidines ». Le terme renvoie d'abord à des personnes poursuivant un but et des effets communs, ce qui n'était pas nécessairement le cas dans les rudes montagnes et les déserts, au moment de la guerre soviéto-afghane. En fait, le mot lui-même a été emprunté et désignait à l'origine un mouvement ayant combattu les Britanniques en Afghanistan et en Inde de 1826 à 1831³. Menés par Sayyad Ahmad Barlevi, les *moudjahidines* n'étaient que ses partisans. Dans son contexte actuel, le terme est un peu plus dynamique, revêtant une signification différente pour diverses personnes. Au cours de ce bref article, j'examinerai les origines et le contexte, ainsi que les principaux groupes et leurs leaders. J'aborderai ensuite les principales caractéristiques qui définissent ces groupes ainsi que leur évolution. Enfin, je discuterai des tactiques et de la technologie qu'ils ont utilisées dans le cadre de leur résistance, tout d'abord face au gouvernement de l'Afghanistan et ensuite face aux Soviétiques. Une fois ces points couverts, je conclurai par une opinion personnelle sur la contribution des moudjahidines à la situation actuelle en Afghanistan.

Les années ayant immédiatement mené à l'invasion soviétique en 1979 n'ont pas été bonnes pour l'Afghanistan. À la suite du coup d'État de Daoud en 1973, le pays s'est retrouvé dans un état d'agitation politique qui culmina par le renversement et le meurtre de Daoud en 1978⁴. Les communistes, dirigés à l'origine par Nur Mohammad Taraki et plus tard par Hafizullah Amin, prirent le pouvoir et « commencèrent à instaurer des programmes socialistes »⁵, touchant les sujets quelque peu délicats que sont la réforme agraire, l'éducation et le « renforcement de l'État »⁶. À ce stade, des soulèvements isolés de « résidants locaux » constituèrent la genèse d'une rébellion « divisée selon des clivages tribaux et ethniques »⁷. C'est au cours de ces soulèvements que se sont



Une personne âgée désireuse de se faire soigner se présente à la maison du peloton de soins médicaux, à Gumbad, dans la région de Shah Wali Kot, en Afghanistan.

Photo par : Caporal Robin Mugridge Force opérationnelle Afghanistan ROI 1

d'abord formés les moudjahidines⁸. D'abord mal armés et centrés sur le village et son chef, les moudjahidines se sont révoltés afin de contrer physiquement les menaces perçues dans la législation alors imposée par Taraki. Après le meurtre de Taraki par Amin, et l'invasion soviétique qui s'ensuivit, le « mouvement » a subi son premier changement fondamental.

De bien des façons, les actions de l'Union soviétique ont amené les Afghans à modifier leur mode de résistance⁹; après s'être d'abord concentrés à défaire un gouvernement local impopulaire, les Afghans se sont ensuite attardés à chasser les envahisseurs étrangers. Avec le temps, ils allaient évoluer et commencer à recevoir de l'aide humanitaire et militaire internationale, mais au début, ils n'étaient rien de plus que des rebelles contre un gouvernement impopulaire. Grâce à cette aide et à cet appui, les moudjahidines se sont ensuite employés à contrer sérieusement l'invasion soviétique, beaucoup appuyés en cela par l'exode de citoyens afghans qui commencèrent à réclamer du soutien « politique, militaire et économique » à l'échelle internationale¹⁰. Ils bénéficièrent en plus de l'apport du président pakistanais Zia ul-Haq qui ordonna que l'organisme de renseignement national de son pays, le ISI, « arme, approvisionne et organise la résistance afghane »¹¹.

Certains ont parlé de « guérilla » pour décrire ce conflit, toutefois, l'utilisation de cette expression fait oublier qu'au moment de l'invasion par les Soviétiques, le conflit est carrément devenu une guérilla atypique. Plutôt que de se battre pour provoquer des changements ou renverser un gouvernement, les moudjahidines tentaient plutôt de rétablir leur « qawm »¹² et leur religion¹³. Peu nombreux à l'origine, les moudjahidines ont rapidement rallié des membres, comme le confirme l'auteur Milan Hauner, pour qui leurs effectifs devaient varier de 85 000 à 100 000 hommes¹⁴. Leur qualité de combattants laissait relativement à désirer, mais avec le temps, ils sont devenus à la fois « mieux entraînés » et « mieux équipés »¹⁵, survivant finalement aux Soviétiques et regardant ceux-ci battre en retraite de l'autre côté de l'Oxus. Les paragraphes suivants aborderont la façon dont les moudjahidines sont parvenus à leurs fins.

D'un point de vue organisationnel, les moudjahidines se répartissent en six groupes principaux et en de nombreux groupes secondaires eux-mêmes constitués de fondamentalistes purs et durs et de plus modérés, tant au plan religieux qu'au plan politique. Ce découpage peut aller encore plus loin si on pense aux groupes chiites, sunnites et autres qui avaient un penchant nationaliste plutôt que religieux¹⁶. En tant qu'entité politique, cette organisation était vouée à l'échec. En effet, Roy a décrit les moudjahidines comme un exemple « d'échec politique de l'Islam »¹⁷, du moins en partie, parce qu'ils n'ont pas été en mesure de surmonter leurs différents points de vue religieux afin d'en arriver à un état final commun. Il est possible que cet échec politique

ne soit pas le seul fait de leurs points de vue religieux divergents. Leurs divisions étaient en partie le résultat logique des efforts de Zia, le président du Pakistan, qui par peur de demandes réitérées pour un Pachtounistan indépendant, a volontairement favorisé les moudjahidines fondamentalistes au détriment des modérés. Comme l'a écrit Hauner, « garder les *moudjahidines* divisés [était] la meilleure façon d'empêcher la réémergence de la question de l'indépendance du Pachtounistan »¹⁸.

Les six factions principales ont bénéficié d'un certain statut privilégié, puisque toute l'aide monétaire et militaire du Pakistan et de l'Ouest était acheminée vers elles, en raison d'une décision prise par le gouvernement pakistanais selon laquelle seules les activités des six groupes principaux étaient reconnues, alors qu'il « ferma les yeux sur les activités des groupes secondaires »¹⁹. Les six partis sont présentés dans le tableau ci-dessous, et les leaders sont ceux qui occupaient le poste de chef au moment de la formation de la faction²⁰ :

Fondamentalistes Parti	Chef	Modérés Parti	Chef
Parti islamique (Hizb-e-Islami)	Gulbaddin Hekmatyar et Qazi Mohammed Amin Wiqad	Libération nationale (Jabha-e-Nejat-e-Milli)	Sibgatullah Mojaddidi
Jam'iyyat	Burhanuddin Rabbani	Mouvement islamique révolutionnaire (Harakat-e-Inqilab-e-Islami)	Mawlawi Mohammad Nabi Mohammadi
Parti islamique(Hizb-e-Islami)	Mohammed Yunus Khalis	Front national islamique (Mahaz-e-Milli-e-Islami)	Pir Sayyed Ahmad Gailani

Tableau 1. Les six principaux partis moudjahidines

Il faut noter que la décision du Pakistan d'appuyer ces six groupes a eu pour effet de marginaliser les efforts de nombreuses autres factions engagées dans le combat contre les Soviétiques. Ce faisant, le Pakistan a indirectement renforcé le réseau tribal Pachtoun tout en annulant les efforts des Hazaras chiites en particulier, ce qui est un peu ironique étant donné le désir du président Zia d'éviter la question de l'indépendance du Pachtounistan. De plus, en favorisant les fondamentalistes plutôt que les modérés, on peut même soutenir que le Pakistan a semé les graines du soulèvement ultérieur des talibans.

Caractériser les moudjahidines peut se révéler un exercice tout en contraste. Les forces et les faiblesses semblent s'opposer de la même façon qu'il peut faire très chaud ou très froid dans le désert. D'un côté, ils étaient très motivés, de l'autre, ils refusaient généralement de constituer une organisation militaire professionnelle, ils étaient religieux et ils avaient une foi profonde mais étaient cependant capables d'une cruauté incroyable sur le champ de bataille qui rappelle l'avertissement de Kipling au soldat britannique²¹. Finalement, et peut-être le plus ironiquement étant donné certains de leurs succès tactiques, ils manquaient d'unité à tous les niveaux, autant sur la scène politique que militaire. Chacune de ces caractéristiques justifie davantage de commentaires.

Il est clair qu'ils étaient motivés, en raison, dans une certaine mesure, de leur

culture et de leur religion. Comme l'a noté le chercheur Milan Hauner, les attentes de la culture afghane (si l'on peut dire), et en particulier les exigences tribales sur l'honneur à défendre imposées par le *pachtounwali*, nécessitaient une réponse de tous les Afghans en mesure d'agir. Dans le cas qui nous occupe, il en est résulté une « force morale inhabituelle » ainsi qu'une « ferveur religieuse »²², qui ont continué de croître plus tard au cours de la guerre grâce au soutien financier important accordé aux moudjahidines. Dans certains cas, ce financement a permis à des soldats de recevoir une solde jusqu'à cinq fois plus élevée que celle des soldats de l'armée nationale de l'Afghanistan, ce qui eut pour effet d'accroître le taux de désertions, laissant la DRA à toutes fins utiles impuissante²³.

Un deuxième élément qui définit bien les moudjahidines était leur rejet général d'une structure militaire professionnelle dans la conduite de leurs activités. C'est là un aspect qui a été commenté par plusieurs chercheurs, mais jamais autant que par Olivier Roy qui le considérait comme la principale caractéristique des moudjahidines. Dans un document éclairant, il mentionne que le soldat professionnel n'était pas beaucoup respecté dans la culture afghane traditionnelle. D'une certaine façon, « le rejet du militaire est lié au rejet de l'État »²⁴, et il se manifeste de plusieurs façons : premièrement, l'absence d'une « chaîne de commandements structurée »; deuxièmement, l'absence de formation tactique appropriée et finalement, l'absence de spécialisation dans la conduite des exercices militaires²⁵. Toutefois, une personne refusait ce laisser-aller, à savoir le « Lion de Panjshir », Ahmad Shah Massoud.

Un des favoris de la presse occidentale, Massoud organisait ses forces différemment de la plupart de ces compatriotes et il a été le seul chef à adopter une structure militaire professionnelle, avec tout ce que cela comporte. Dans ce qui a été



Un homme de Gumbad, localité située dans la région de Shah Wali Kot, en Afghanistan.

Photo par : Caporal Robin Mugridge Force opérationnelle Afghanistan
1 nommé le « modèle Massoud »²⁶, il a développé à la fois une « armée moderne » et une « stratégie moderne »²⁷. Essentiellement, Massoud a constaté le potentiel de force et de puissance en « militarisant ses troupes » d'abord, puis en les « transformant en soldats professionnels »²⁸. En concentrant ses efforts et en divisant ses forces en fonction de rôles spécialisés (forces de base, forces d'attaque et forces mobiles, par exemple), il a obtenu des résultats impressionnants tout en rendant les résidants locaux plus forts. Bien sûr, il a dû tenir compte de certaines réserves pour que son modèle fonctionne.

Premièrement, le système traditionnel du « qawm » devait être respecté; si Massoud s'était aliéné les chefs de village et de tribu, il est peu probable que son système aurait fonctionné. Deuxièmement, certains aspects de la société échappaient à son influence. Plus précisément, il n'a pas tenté de toucher au « noyau de l'identité civile » — les aspects sociaux et économiques du village ou la vie du

district, qui étaient davantage le domaine des chefs tribaux traditionnels de l'Afghanistan²⁹. Par conséquent, en équilibre sur le mince fil qui sépare les codes tribaux et les traditions culturelles d'une part, et les impératifs militaires et politiques d'une organisation efficace d'autre part, Massoud a montré qu'il y avait d'autres façons de combattre les Soviétiques que celles utilisées à ce moment-là. Que la vaste majorité des chefs des moudjahidines ne se soient pas conformés à son modèle soulève l'évidente question du pourquoi. Peut-être y avait-il un manque de volonté de la part des autres chefs d'abandonner des éléments de leur pouvoir. Il leur était peut-être aussi très difficile de concilier les traditions culturelles et les impératifs politiques. Il était probablement plus facile pour de nombreux chefs de maintenir les traditions établies, plutôt que de prendre le risque de perdre la face auprès de leurs partisans en empruntant une voie qui se voulait certainement discutable à ce moment-là.

La foi islamique dévote a aussi joué un rôle important dans la vie quotidienne des moudjahidines et les a inspirés et motivés en tant que guerriers. Comme l'a observé l'auteure Victoria Schofield, « c'est en l'islam que leur morale [était] ancrée, et les attaques soviétiques, la perspective de la mort en soi, semblaient à peine les inquiéter »³⁰. Un autre éminent spécialiste de l'Afghanistan, l'Américain Lester Grau a déclaré que « les valeurs, la foi et l'amour de la liberté des Afghans leur ont permis de tenir le coup face à une superpuissance, même si ce faisant, ils ont subi des pertes considérables »³¹.

Olivier Roy considère cet aspect des moudjahidines comme un élément central de leur rébellion contre les communistes et de leur réaction subséquente à l'invasion soviétique. Selon lui, l'idée du djihad représentait « un modèle éthique et un devoir religieux » pour les Afghans³². C'était beaucoup plus qu'une guerre visant à évincer les envahisseurs étrangers; c'était essentiellement une exigence pour tout bon Musulman de venir en aide aux Afghans dans leurs efforts visant à débarrasser leurs terres des infidèles, soit dans ce cas précis, la 40^e Armée soviétique. Essentiellement, la composante religieuse des moudjahidines était divisée en quatre éléments, tel que l'a clairement exprimé le professeur Roy. Il y avait les « ecclésiastiques sunnites fondamentalistes », les « islamistes sunnites », les « islamistes chiites » et les « wahhabites ou les néofondamentalistes »³³. Sous certains angles, ces divisions semblent artificielles; toutefois, même s'il y a des recoulements certains entre elles, ces divisions permettent tout de même de catégoriser les différences religieuses, qui sous certains aspects ont régi la création des principaux partis au sein des moudjahidines.

Une quatrième caractéristique ressort de la plupart des travaux scientifiques sur le sujet — les moudjahidines étaient un ennemi formidable et astucieux pour les Soviétiques. Les descriptions faites par les médias populaires, en Russie et en Occident, font de nombreuses fois référence aux aptitudes et aux capacités des moudjahidines, qui inspiraient à la fois de la crainte et le respect chez les Soviétiques. Une citation du journaliste canadien Eric Margolis fait état de leur robustesse et de leur ténacité :

Les moudjahidines se rendaient au combat pieds nus, dans la neige, parfois pendant deux jours et deux nuits, transportant 90 livres (40 kilos) d'obus de mortier ou de roquettes sur leur dos. Puis, ils revenaient péniblement, esquivant les contre-attaques inévitables de l'artillerie communiste, ou plus terrible encore, les hélicoptères de combat Hind...³⁴

Un journaliste russe, Artyom Borovik, a été clairement impressionné par les capacités des moudjahidines. Il raconte avoir vu des bergers, communément appelés « dukhi »³⁵ ou fantômes, faire passer des armes en contrebande en les attachant sous le ventre des moutons³⁶. Dans ce cas-ci, on peut immédiatement constater que ce n'était

pas un ennemi stupide ni irréfléchi. De nombreux récits anecdotiques font état de la capacité d'adaptation des Afghans et mentionnent qu'ils ne s'en tenaient pas intrinsèquement aux solutions dogmatiques ou doctrinaires. Il est évident qu'ils étaient créatifs, robustes et capables de tirer profit des points faibles de leur ennemi, tel qu'en témoigne le nombre total de pertes soviétiques. Il suffit de feuilleter *Afghan Guerrilla Warfare* de Jalali et Grau pour constater que les Soviétiques ont eu à faire face à un ennemi pour lequel ils n'étaient pas prêts³⁷.

L'absence d'unité tactique et stratégique était une manifestation tragique de la façon dont les factions moudjahidines étaient organisées, ainsi que le reflet des diverses différences religieuses et tribales qui existaient au sein du mouvement. Comme l'a mentionné Ali Jalali, les Afghans ont souffert d'avoir à composer avec des « factions au sein de factions »³⁸. D'une certaine façon, l'existence de ces factions pourrait être considérée comme une force, puisque cela rendait difficile, voire impossible pour les Soviétiques, de cibler les principaux chefs³⁹. Pourtant, dans un même temps, cette absence d'unité a entraîné un « manque de coordination » à tous les niveaux, à la fois sur le champ de bataille et dans le domaine de la politique internationale⁴⁰. D'ailleurs, pour reprendre les mots de Jalali, « certaines factions avaient la réputation d'être plus intéressées à combattre les moudjahidines que les Soviétiques »⁴¹, une conséquence, dans une certaine mesure, de la participation du Pakistan à la résistance afghane.

Au-delà des généralisations, il vaut la peine d'examiner la façon dont les Afghans ont mené leur guerre visant à évincer l'Union soviétique de leur pays. Il serait imprudent de faire référence aux « tactiques moudjahidines »; Borovik résume peut-être mieux lorsqu'il écrit :

Ce serait surgénéraliser que de parler des tactiques des *dukhi*. Chaque groupe de rebelles a son propre style de combat. Et en dépit d'un quartier général commun, chacun a ses intérêts et opinions sur la conduite des opérations de combat⁴².

Même son de cloche du côté de Jalali qui écrivit que « les tactiques des moudjahidines reflétaient un manque de cohésion centrale. Leurs tactiques n'avaient pas de normes, mais différentes d'une vallée à l'autre et d'une tribu à l'autre »⁴³. Ce manque de méthodologie doctrinale constituait, bien sûr, à la fois une bénédiction et une malédiction. Les Soviétiques ayant eu à faire face aux moudjahidines devaient montrer une agilité tactique que la majorité de leurs forces de combat ne possédait pas. De leur côté, les moudjahidines, et les organismes les appuyant, devaient faire face à des problèmes importants d'interopérabilité et chercher à trouver une approche unifiée face à des problèmes tactiques. Les Afghans eux-mêmes étaient de bons soldats d'infanterie légère pouvant être décrits comme des combattants innés, même s'il leur manquait la discipline d'une force de combat professionnelle⁴⁴. Ils étaient très concentrés sur le combat et l'honneur qu'ils en retirait; les « cibles LOC [lignes de communication] faciles » ne drainaient pas leurs énergies⁴⁵.

Leur principale faiblesse sur le champ de bataille était leur prévisibilité dans l'utilisation du terrain. Ils utilisaient les mêmes endroits à plusieurs reprises pour tendre des embuscades et lancer des attaques à la roquette ou des bombardements⁴⁶. De plus, ils n'avaient pas de réseau global de défense aérienne et ont grandement souffert des hélicoptères d'attaque et des avions d'attaque au sol des Soviétiques⁴⁷. L'exécution d'opérations dans le difficile contexte afghan, pensons à la méthodologie organisationnelle non unifiée, a mis beaucoup de pression sur les chefs de combat qui dirigeaient les moudjahidines. Dans un tel milieu, la perte d'un « chef apte et adéquatement formé pouvait gravement compromettre leurs opérations »⁴⁸.

La formation, et la majeure partie du soutien logistique, étaient assurées dans les

régions frontalières plus vulnérables à une attaque du Pakistan⁴⁹. À cet endroit, le ISI pakistanais et les anciens membres de l'armée afghane, entre autres, « tentaient de former les moudjahidines selon une seule et même norme »⁵⁰. D'un point de vue logistique, le succès ou l'échec des moudjahidines reposait sur le réseau d'acheminement des armes, des munitions et de l'argent, réseau contrôlé par le Pakistan. Le journaliste Eric Margolis a déclaré que la « logistique était l'élément le plus important de la guerre... Sans un réseau de logistique ISI efficace, le djihad aurait été écrasé en 1985 »⁵¹. Même si cette affirmation hardie frôle l'hyperbole et laisse place au débat, il y a peu de doutes que les moudjahidines avaient besoin d'un soutien logistique quelconque afin de battre les Soviétiques et de les évincer de l'Afghanistan. Au fur et à mesure que la guerre progressait et avec les moudjahidines se fiant de plus en plus à des systèmes d'armes collectives et de haute



Photo par Cplc Danielle Bernier, DGPAJSPA Carréra de combat

Deux hommes afghans permettent de se faire prendre en photo dans le cadre d'une visite d'une équipe de coopération civilo-militaire (COCIM) du Groupement tactique du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, dans leur village situé à proximité de Kandahar.

technologie, ce besoin de soutien logistique s'est accru de façon considérable. Il est quelque peu ironique de constater que cette dépendance envers la logistique ait fourni aux Soviétiques une cible militaire légitime et un moyen viable de perturber les efforts militaires des moudjahidines⁵², même si leur manque relatif de succès à cet égard s'est traduit finalement par une défaite de l'Union soviétique.

D'un point de vue technologique, les moudjahidines ont beaucoup évolué entre le début et la fin des hostilités, passant de la technologie élémentaire à la haute technologie. Les armes principalement utilisées ont été le Lee-Enfield .303 britannique et la série d'armes AK soviétiques⁵³. Ces deux types d'armes se sont avérés meurtriers dans les mains des Afghans et ont joué un rôle complémentaire; le Lee-Enfield a été utilisé pour du tir de précision à longue portée, alors que les AK ont été utilisés davantage pour les embuscades rapprochées et ce que l'on appelle maintenant les combats rapprochés. De plus, la célèbre RPG soviétique (grenade propulsée par fusée) a été particulièrement utile. Son utilisation par les Afghans a fait souffrir la 40^e Armée soviétique d'une « timidité tactique », puisqu'elle tentait de se tenir loin de la portée efficace de l'arme (300 mètres) afin de réduire les pertes⁵⁴. Les moudjahidines ont donc été forcés de réagir et se sont mis à utiliser des armes collectives ou lourdes à portée et à puissance de frappe supérieures.

Les Afghans ont fait beaucoup d'efforts pour acquérir des armes anti-aériennes, notamment le missile américain Stinger. Même si certains ont décrit ce missile comme « aussi décisif . . . que l'arc anglais à Crécy et Agincourt »⁵⁵, il serait sans doute un peu plus vrai d'affirmer qu'avec les Stinger, les Soviétiques n'ont plus dominé complètement l'espace aérien au-dessus de la campagne afghane. L'utilisation des missiles par les Afghans a forcé les Soviétiques à adapter leurs tactiques et à souffrir la perte de l'aéromobilité dont ils jouissaient au tout début de la guerre.

Ces facteurs étant connus, il est justifié de se demander si les moudjahidines ont finalement gagné la guerre, sachant que les Soviétiques se sont repliés après une occupation de onze ans. Les opinions sur le sujet varient. Selon Milan Hauner :

Sur le plan militaire, les Soviétiques n'ont pas été battus; leur désengagement s'explique par des décisions politiques internes bien plus que par tout ce qui a pu se produire en Afghanistan⁵⁶.

Jalali et Grau ont une opinion légèrement différente :

Les Soviétiques ont compris qu'ils étaient piégés dans une guerre impossible à gagner... par un ennemi intraitable qui n'avait aucun espoir de gagner, mais qui continuait le combat parce que c'était la seule chose à faire⁵⁷.

D'une certaine façon, il s'agit là d'une question controversable et il est difficile de décider si les moudjahidines ont oui ou non gagné la guerre; les faits parlent d'eux-mêmes. En acceptant le fait que toutes les guerres sont fondamentalement des luttes politiques, les Soviétiques se sont retirés de l'Afghanistan sans avoir atteint leurs objectifs politiques. En ce sens, il y a peu de doute sur la victoire des moudjahidines. Il n'est pas pertinent de savoir si ce fut une victoire militaire. Ce constat nous amène à la question finale : qu'en est-il de la situation actuelle en Afghanistan?

Aujourd'hui, l'Afghanistan se débat avec des problèmes causés par les vingt à trente dernières années de conflit. La communauté internationale fait face aux talibans et aux milices anti-coalition dont les buts sont essentiellement les mêmes que ceux de leurs prédecesseurs, à savoir la suppression des éléments étrangers de l'Afghanistan. Le premier point qui ressort immédiatement est le fait que la décision du Pakistan d'appuyer les groupes fondamentalistes opposés à l'invasion soviétique a affecté de façon négative les codes tribaux et culturels qui existaient auparavant en Afghanistan. Cet effondrement culturel combiné à l'accroissement simultané de la puissance des mollahs est un élément central du conflit en cours en Afghanistan. Pour réussir à apporter un minimum de paix en Afghanistan, ce pilier doit être modifié et si possible renversé. Nous devons trouver une façon de renforcer l'influence des codes tribaux comme le pachtounwali. Toutefois, nous ne pouvons pas donner l'impression de tenter de marginaliser l'importance de l'islam, sinon, nous devrons faire face à une résistance encore plus dynamique.

Un autre fait qui ressort de la présente étude est que les moudjahidines étaient prévisibles dans la conduite de leurs opérations tactiques. Ils ont utilisé les mêmes endroits à plusieurs reprises pour lancer leurs attaques contre les Soviétiques. Si l'on présume que les talibans sont les fils des moudjahidines, c'est une information qui peut être exploitée par les forces de la coalition actuellement en Afghanistan. Une analyse historique et géographique du pays pourrait générer des renseignements susceptibles de contribuer grandement à la neutralisation des efforts tactiques des talibans.

Finalement et peut être plus important encore, cette étude indique l'importance de connaître son ennemi. De nombreux auteurs ont parlé à plusieurs reprises de l'échec

de l'Union soviétique dans sa compréhension de l'ennemi auquel elle a dû faire face. C'est une erreur que la communauté internationale et les forces de la coalition actuellement engagées dans l'opération Enduring Freedom peuvent difficilement se permettre de répéter.

À propos de l'auteur....

Le Major Tod Strickland sert présentement au sein du groupement tactique 1^{er} Bataillon Princess Patricia's Canadian Light Infantry à Kandahar, en Afghanistan, en tant que commandant adjoint de la Force opérationnelle Orion.

Notes

1. Eqbal Ahmad, *Terrorism: Theirs & Ours* (New York: Seven Stories Press, 2001), p. 12.
2. Il y a de nombreuses graphies différentes pour ce terme relativement simple. Tout au long de cet article, à moins d'une citation directe, j'emploierai celle utilisée par Eqbal Ahmad.
3. Olivier Roy, *Islam and Resistance in Afghanistan: Second Edition* (New York: Cambridge University Press, 1990), p. 56. Ci-après appelé « Roy ».
4. M. Hassan Kakar, *Afghanistan: The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-1982* (Los Angeles: University of California Press, 1995), p. 12-15.
5. Ibid, p. 15.
6. Roy, p. 84.
7. Ali Ahmad Jalali et Lester W. Grau, *Afghan Guerilla Warfare: In the Words of the Mujahideen Fighter* (London: Compendium Publishing, 2001), p. xviii.
8. Victoria Schofield, *Afghan Frontier: Feuding and Fighting in Central Asia* (London: Taurus Park, 2003), p. 282.
9. Jalali, p. xviii.
10. Eric S. Margolis, *War at the Top of the World: The Struggle for Afghanistan and Asia* (Toronto: Key Porter Books, 2001), p. 22.
11. Ibid. Il faut le reconnaître, le président Zia avait peut-être d'autres motifs que celui d'appuyer les moudjahidines, et bien des indices donnent à penser que leur manque d'unité a peut-être été une cause directe de l'intervention de l'ISI. Nous en discuterons plus loin dans cet article.
12. Le mot qawm signifie presque tribu, comme le mentionne David B. Edwards dans *Before Taliban: Genealogies of the Afghan Jihad* (Los Angeles : University of California Press, 2002), p. 336.
13. Jalali, p. xiv.
14. Milan Hauner, *The Soviet War in Afghanistan: Patterns of Russian Imperialism* (Lanham, Maryland: University Press of America, 1991), p. 104.
15. Ibid., p. 105.
16. Tenter de décrire entièrement tous les groupes ayant pris part au combat contre l'occupation soviétique va bien au-delà de la portée de cet article. Pour une excellente discussion sur les groupes, leur évolution et leur leadership, voir M. Hassan Kakar, *Afghanistan: The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-1982* (Los Angeles : University of California Press, 1995) chapitre 4 et 5.
17. Oliver Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War* (Princeton : Darwin Press, 1995), p. 12. Ci-après appelé « Roy, Afghanistan ».
18. Hauner, p. 124.
19. Kakar, p. 93.
20. Les renseignements sont compilés à partir de Kakar, p. 90-91.
21. Voir le célèbre poème de Rudyard Kipling « Gunga Din ».
22. Hauner, p. 112-113.
23. Ibid., p. 100.
24. Roy, *Afghanistan*, p. 69.
25. Ibid.
26. Ibid., p. 72.
27. Ibid.
28. Ibid.
29. Roy, *Afghanistan*, p. 75.
30. Schofield, p. 304.
31. Lester W. Grau, *The Bear Went Over the Mountain: Soviet Combat Tactics in Afghanistan* (Abingdon, Royaume-Uni: Frank Cass, 1998), p. 200.
32. Roy, *Afghanistan*, p. 63.
33. Ibid., p. 43. Roy (51) définit les « islamistes » simplement comme des « laïques urbains...ayant rarement poursuivi des études théologiques » et qui en retour « tentent de mettre fin au monopole religieux des mollahs ».

34. Margolis, p. 5.

35. Artyom Borovik, *The Hidden War: A Russian Journalists Account of the Soviet War in Afghanistan* (New York: Grove Press, 1990), p. 81.

36. Ibid., p. 28.

37. Ali Ahmad Jalali et Lester W. Grau, *Afghan Guerilla Warfare: In the Words of the Mujahideen Fighter* (London: Compendium Publishing, 2001).

38. Ibid., p. 401.

39. Jalali and Grau, p. 401.

40. Hauner, p. 105.

41. Jalali et Grau, p. 401.

42. Borovik, p. 81.

43. Jalali et Grau, p. xiv. Ironiquement, la coopération qui s'était installée entre les groupes de moudjahidines disparates reposait sur « une formation militaire de base » reçue dans le cadre de la politique de circonscription précédente du gouvernement afghan.

44. Ibid., p. 404.

45. Ibid.

46. Jalali et Grau, p. 404.

47. Ibid., p. 405.

48. Schofield, p. 305.

49. Ibid., 300.

50. Jalali et Grau, p. 404. 404.

51. Margolis, p. 45. 45.

52. Jalali et Grau, p. 402. 402.

53. Ibid., p. 400. 400.

54. Ibid.

55. Margolis, p. 36. 36.

56. Hauner, p. 108.

57. Jalali et Grau, p. ix.



Visitez—nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>

Le Journal de l'Armée du Canada

Le Journal de l'Armée du Canada

L'OUBLIÉ : LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL E. L. M. « TOMMY » BURNS ET LE MAINTIEN DE LA PAIX PAR LES NATIONS UNIES AU MOYEN-ORIENT

M. Sean M. Maloney, Ph.D.

Qui peut prédire ce qui va arriver au Moyen-Orient? Quoi que ce soit, il faut s'attendre à ce que ce soit inattendu ou non souhaité pour l'Occident. Aucun moyen de règlement pacifique de la question de la Palestine n'est en vue et il est toujours possible que le conflit qui couve redevienne une guerre. [Traduction]

-E. L. M. Burns, *Between Arab and Israeli* (1962)

Dans un couloir souterrain institutionnellement terne et éclairé par des fluorescents du Collège militaire royal du Canada, sur une étagère inférieure poussiéreuse située loin sous le niveau des yeux, se trouve un veston d'uniforme kaki de l'armée de terre, vide, couvert de médailles et entouré d'une bricole. C'est une image qui donne le frisson : l'uniforme et le baudrier sont rigides, comme si quelqu'un les portait, mais il n'y a pas de torse à l'intérieur, pas de tête, pas de visage. L'ensemble n'est pas soutenu, même pas par un mannequin personnifiant son propriétaire. C'est l'uniforme d'un soldat inconnu, sans visage et oublié. Il appartenait au Lieutenant-général Eedson Louis Millard, mieux connu sous le nom de « Tommy » Burns.

En 2006, cinquante ans après la crise de Suez, le Canada va célébrer l'invention apparente du concept du maintien de la paix par les Nations Unies (ONU) par le sous-scrétaire d'État aux Affaires extérieures et éventuel premier ministre Lester B. « Mike » Pearson. Durant ces célébrations, le gouvernement du Canada va communiquer aux Canadiens et dans les écoles, à l'intention de tous les groupes d'âge, une somme considérable d'informations sur le rôle de Mike Pearson dans la crise de Suez. Le prix Nobel de la paix attribué à Pearson et maintenant suspendu à un mur du Musée canadien de la guerre va être considéré comme un symbole de l'engagement du Canada envers les Nations Unies et la paix. Des livres écrits à l'intention des jeunes vont propager à une nouvelle génération le mythe de l'invention apparente du concept du maintien de la paix par Pearson.

Le rôle de Tommy Burns sera cependant passé totalement sous silence. Les écoliers du Canada n'apprendront pas qui il était. Le premier ministre ne prononcera pas le nom de Burns en même temps que celui de Pearson. Il n'y aura pas de monuments en son honneur ni de mention du rôle crucial que Burns a joué dans le processus de paix du Moyen-Orient bien avant que Pearson soit mêlé aux efforts diplomatiques de dernière minute visant à désamorcer la crise de Suez de 1956. Personne n'ira se recueillir sur la tombe de Burns à Kingston, en Ontario. Les mémoires de Burns, depuis longtemps épousés — et soumis à une campagne de rumeurs insidieuses laissant entendre qu'il était antisémite parce qu'il critiquait Israël — n'ont pas été publiés de nouveau par un éditeur canadien depuis leur parution en 1962.

Au XIV^e siècle, l'historien arabe Ibn Khaldoun a dû faire face à un problème : il vivait dans une société fondée sur une mythologie qu'il n'était pas possible de contester ouvertement à cause de sa nature religieuse. Comment Khaldoun pouvait-il donc,

comme il l'écrit, « trouver la vérité, une explication subtile des causes et des origines de ce qui existe et une connaissance profonde de la façon dont les événements se produisent et de la raison pour laquelle ils se produisent » tout en devant faire face à une « confiance aveugle dans la tradition [et à] la mainmise sur les disciplines savantes par ceux qui n'ont aucun droit véritable à ce sujet¹ »

Les Canadiens font face à un problème similaire à celui que Khaldoun décrit. Le mythe et la tradition inventée disent aux Canadiens que Lester B. Pearson a inventé le concept du maintien de la paix par les Nations Unies. Ce mythe a été créé par des personnes pour des motifs politiques afin de justifier une large gamme d'actions et d'activités canadiennes qui ont peu ou pas d'incidence sur l'intérêt national du Canada. Les personnes qui contestent ouvertement la tradition inventée ont été écartées, marginalisées et même accusées de « ne pas être des vrais Canadiens ». À une époque sans philosophie où des concepts tels que « vérité » et « objectivité » sont attaqués de toutes parts sans relâche — par les désinvoltes et les paresseux, les opportunistes cyniques et les propagandistes idéalistes — le fait que quelqu'un d'autre a eu quelque chose à voir dans l'élaboration du concept du maintien de la paix par les Nations Unies a-t-il vraiment de l'importance? Pourquoi devrions-nous nous en soucier?



Photo du MDN 012053 (collection de l'auteur)

Le Général E.L.M. Burns discute des frontières pour mettre fin aux combats.

C'est fondamentalement une question de justice. En deux mots, c'est « Tommy » Burns qui a dirigé l'effort de maintien de la paix du Canada au Moyen-Orient de 1954 à 1959 et c'est Burns, pas Mike Pearson, qui a été le premier Canadien à étudier sérieusement la manière de recourir à des forces militaires des Nations Unies pour parvenir à la paix dans cette région. C'est Burns qui a formulé un plan de paix et qui a tenté de le mettre en œuvre. Fait remarquable, les critiques que Burns faisait à l'époque à propos du maintien de la paix par les Nations Unies sont tout à fait pertinentes au Moyen-Orient aujourd'hui : il nous a prévenus de ses limites il y a cinquante ans. Ses avertissements ont pourtant été supprimés ou, à tout le moins, délibérément laissés de côté par les promoteurs du mythe canadien du maintien de la paix. Tommy Burns, un

héros canadien, a été jeté dans le trou de mémoire de l'histoire du Canada à la manière d'Orwell.



Une Palestinienne poursuit son travail pendant que les combats font rage

Photo prise par Werner Braun, 1961

Pourquoi? Pourquoi n'en savons-nous pas plus au sujet d'E. L. M. Burns? D'abord, Burns n'était pas un « chic type » charismatique. Son comportement était celui d'un être sérieux, maître de soi et concentré qui ne souriait pas beaucoup : les photos montrent une bouche toujours sérieuse, surmontée d'une moustache bien taillée. Ce n'était pas une « personne proche des gens », ainsi que les adeptes de la psychovulgarisation pensent que les êtres humains devraient être. Un journaliste le décrivait ainsi : « Il choisit ses mots avec soin et parle peu. Ne trahissant pas plus d'émotion que le formulaire d'un questionnaire, Burns donne au visiteur l'impression qu'il maîtrise tous les faits en cause »². Physiquement, Burns était de petite taille et un peu rond. Étant donné cette combinaison de traits physiques et de traits de personnalité, Burns ne se distinguait pas par son « panache » ou ses manières mielleuses. C'était un catholique à l'œuvre dans des milieux

protestants essentiellement anticatholiques du Canada et de la Grande-Bretagne. Burns était aussi un échec aux yeux de ses collègues de la Seconde Guerre mondiale. Il avait été relevé du commandement d'un corps d'armée en Italie par un général britannique qui exigeait que Burns soit plus énergique que méthodique et ce, à une époque où les commandants canadiens désiraient être respectés de leurs homologues britanniques. Le fait qu'il n'avait pas été à la hauteur des « normes » britanniques présumées était une prise contre Burns lorsqu'il était comparé, par exemple, au protégé plus dynamique (et peut-être plus narcissique) de « Monty », le général canadien Guy Simonds.

La culture canadienne est extrêmement malveillante envers les personnes qui ne font pas comme les autres. Il n'est donc pas surprenant que ces caractéristiques et ces facteurs l'aient emporté sur tout ce que Burns a apporté de positif au monde militaire canadien, du moins dans les textes des historiens militaires ou des commentateurs politiques canadiens³.

Manifestement, il est très important pour certains Canadiens que leurs héros soient « de chics types ». Ce besoin est ancré dans la croyance, qui vient encore une fois des milieux de la psychovulgarisation des années 1960, selon laquelle seuls les « chics types » charismatiques peuvent être des leaders efficaces, que seule l'image compte, que seules les personnes qui réussissent méritent de continuer à réussir. Il s'agit là de perceptions matérialistes et adolescentes dont nous devons nous débarrasser avant d'étudier Tommy Burns et le rôle qu'il a joué dans le « processus de paix » du Moyen-Orient bien avant que l'expression même ne soit créée.



Collection de l'auteur

Le Général E.L.M. Burns examine les positions canadiennes lors de la Deuxième Guerre mondiale.

une unité des transmissions) lui a donné les « connaissances durement acquises » au combat au sein d'une unité d'infanterie par ses contemporains, à savoir Alexander, Montgomery et Slim. Il estime que cette situation l'a défavorisé durant la Seconde Guerre mondiale. Burns révèle en outre, dans *General Mud*, une certaine conscience de soi : « Comme j'étais un piètre orateur et par conséquent peu disposé à parler à des groupes plus nombreux que ceux qui remplissaient une pièce de grandeur moyenne, je n'ai jamais tenté d'utiliser la technique de Montgomery. Avec le recul, je regrette de n'avoir jamais appris à parler en public ou pensé que j'avais besoin de l'apprendre »^{iv}.

Entre les deux guerres, Tommy Burns a enseigné au Collège militaire royal du Canada et a étudié à l'École du génie militaire (School of Military Engineering) en Grande-Bretagne. Il a aussi étudié au Staff College à Quetta, au Baloutchistan (qui faisait alors partie de l'Inde et qui est maintenant au Pakistan) et à l'Imperial Defence College. Le Général A. G. L. McNaughton a mis Burns à la tête de la section géographique de l'état-major général, où il a en pratique inventé la cartographie aérienne (et a pour cela reçu l'OBE).

General Mud dresse la liste des fonctions militaires de Burns et donne de plus une idée de ses intérêts. Il se passionnait pour le poker, auquel il avait appris à jouer dans les tranchées de la France. Son adresse au poker lui a certes été utile lorsqu'il avait affaire aux dirigeants de divers pays hostiles du Moyen-Orient et à l'ONU. Il aimait aussi la motocyclette. C'est toutefois son intérêt pour l'écriture et les débats intellectuels qui a eu l'impact le plus substantiel sur sa carrière. Cet intérêt l'a mis en contact avec l'éditeur américain H. L. Menken, le cinglant et spirituel propriétaire du magazine *American Mercury* (dont voici deux citations typiques : « La démocratie est la théorie selon laquelle les gens du peuple savent ce qu'ils désirent et méritent qu'on leur donne. » et « Puritanisme : La crainte obsédante que quelqu'un, quelque part, puisse être heureux »). Provoqué par un article de Menken prédisant que le Canada finirait par être « absorbé » par les États-Unis, Burns a répliqué et s'est élevé énergiquement contre

Avant l'engagement de Tommy Burns à titre de chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) en 1954, ses antécédents étaient l'illustration parfaite du terme « expérience » et ils l'avaient doté d'outils précieux dont il aurait besoin dans l'environnement géopolitique explosif du Moyen-Orient. Burns a servi un an au sein du 17^e Hussards avant d'entrer au Collège militaire royal en 1914. Après avoir reçu une commission d'officier du génie militaire, Burns est arrivé en France juste à temps pour prendre part à la bataille de la Somme, où il a mérité la Croix militaire pour sa bravoure. De 1916 à 1918, il a pris part à toutes les opérations canadiennes. Dans ses mémoires, où il se dénigre lui-même, *General Mud*, Burns fait clairement comprendre que, après coup, il ne considère pas que sa participation (à titre d'officier du génie commandant toutefois

cette hypothèse. Burns, qui admirait Menken « pour ses coups de gueule iconoclastes contre les moeurs et la littérature victoriennes et édouardiennes guindées de l'Amérique du Nord », a vite été invité à contribuer à *American Mercury*⁶.

Un des articles de Burns, écrit sous un nom de plume, a attaqué les méthodes contemporaines d'instruction militaire : « Si la guerre est l'activité la plus fascinante connue de l'homme, l'instruction qui s'y rapporte est ordinairement rendue si ennuyeuse que, en temps de paix, au moins sept soldats sur dix deviennent dégoûtés de leur vie professionnelle et s'abandonnent à l'alcool, au bridge, au golf ou au polo »⁶. Burns a écrit sous son propre nom dans la *Revue canadienne de défense* et s'est engagé dans un débat intellectuel sur la direction de l'Armée de terre du Canada dans lequel il discutait de la manière d'éviter les problèmes qu'elle avait éprouvés au cours de la Première Guerre mondiale. Burns a préconisé la constitution de divisions mécanisées et même de formations aéroportées⁷.

Il est à noter que Burns avait, semble-t-il, à l'égard des moeurs sociales une attitude presque libertine : de fait, dans *The Generals*, l'historien Jack Granatstein qualifie Burns d'« aventurier sexuel »⁸. Il semble aussi avoir adopté un certain scepticisme à l'égard des règles des religions organisées : « J'imagine qu'une personne profondément religieuse puisse éprouver un soulagement en laissant son sort à la volonté de Dieu; néanmoins, les diverses glandes et les divers organes de l'anatomie complexe de l'être humain ne se plient pas souvent à la raison, à la volonté ou à la foi dans un maître supérieur et juste de toutes choses »⁹.

Le parcours de Burns durant la Seconde Guerre mondiale est controversé. Il a d'abord été forcé de quitter la Grande-Bretagne et de rentrer au Canada — en partie à cause de sa critique des chefs militaires britanniques de haut rang faite dans des lettres personnelles envoyées au pays que les autorités ont interceptées. Dans le cadre de cette affaire, Burns a fait la connaissance du numéro deux du Haut-commissariat du Canada, un certain Lester B. « Mike » Pearson, qui voulait que Burns lui serve d'officier de liaison, sans toutefois réussir à convaincre les autorités militaires supérieures¹⁰.

Au Canada, Burns a participé à la mise sur pied du nouveau Corps blindé. Dans le contexte du programme du char Ram, il a été fait commandant de brigade et a fini par commander la 5^e Division blindée du Canada en Italie. Le commandement des troupes canadiennes en Italie, leur utilisation et les abus dont elles ont été victimes ont été source de problèmes politiques substantiels et ont suscité beaucoup de problèmes dans les rangs canadiens, ainsi que Burns le note : « De nombreux officiers de la 1^{re} Division du Canada et de la 1^{re} Brigade blindée du Canada voyaient d'un mauvais œil le fait d'être sous le commandement de compatriotes arrivés sur le champ de bataille plus de six mois après le débarquement de la tête d'avant-garde sur les plages siciliennes »¹¹.

Burns a été promu commandant du 1^{er} Corps d'armée du Canada et il a fini par mener, tout au long au cours de l'année 1944, les troupes canadiennes durant les batailles de la vallée de la Liri et de la ligne Hitler. Il a alors commencé à s'inquiéter de la perception croissante selon laquelle « le haut commandement britannique utilisait en quelque sorte les Canadiens comme des troupes de choc coloniales de qualité supérieure¹² » et, étant donné la crise des effectifs au Canada, quelqu'un devait céder, c'est Burns lui-même qui a fini par céder.

L'histoire officielle l'explique ainsi.

Le Lieutenant-général Burns a renoncé au poste de commandant du corps d'armée. Même s'il était un officier très compétent, il n'y avait pas entre lui et les officiers supérieurs britanniques la relation personnelle fondée sur une compréhension réciproque et amicale qui est si importante. On a laissé entendre que le manque de confiance exprimé par le commandant de la Huitième Armée...

avait fini par être connu des subordonnés du commandant du corps d'armée... d'où la combinaison de circonstances qui l'a empêché de continuer à exercer les fonctions d'OGC...¹³

Burns a-t-il été chassé de son poste à cause de conflits de personnalité avec ses supérieurs (et ses subordonnés : ses hommes l'appelaient « Smiling Sunray » (le « commandant souriant ») précisément parce qu'il *ne souriait jamais...*), ou parce que, en nationaliste, il s'inquiétait du fait que les Canadiens servaient de chair à canon aux Britanniques¹⁴? On ne saurait écarter la possibilité que des commandants subordonnés aient profité de l'occasion pour enfoncer le couteau à un moment sensible : ce serait là un comportement compatible avec les valeurs culturelles canadiennes.

Quoi qu'il en soit, Burns a été marginalisé pour le reste de la guerre. Il note ce qui suit dans ses mémoires : « J'ai très mal accepté la façon dont mon service sur le théâtre italien a pris fin. Je peux maintenant jeter sur le passé un regard plus philosophique. Ces événements ont eu pour résultat, une fois la guerre terminée, de faire prendre une autre direction à ma vie, ce qui m'a permis de servir le pays de façons telles que j'ai peut-être été plus utile que j'aurais pu l'être si j'avais conservé jusqu'à la fin de la guerre le poste de commandant du 1er Corps d'armée du Canada »¹⁵.

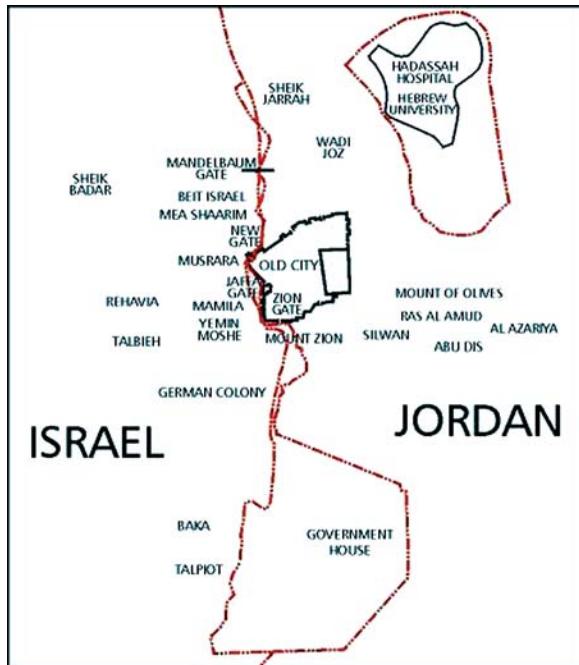


Photo prise par Werner Braun, 1950

Vue du mur de la vieille Jérusalem à partir d'une position israélienne, en 1950

Après la guerre, Burns est entré au ministère des Affaires des anciens combattants et a fini par occuper de 1950 à 1954 le poste de sous-ministre. Sa fille rapporte qu'il est même allé jusqu'à « porter des vêtements miteux afin de découvrir comment son ministère traitait les anciens combattants et, insatisfait de ce qu'il a découvert, il a fait une scène de tous les diables »¹⁶.

Comment, alors, un lieutenant-général canadien à demi en disgrâce et occupant un poste de haut fonctionnaire dans un ministère mineur en est-il venu à commander une force des Nations Unies au Moyen-Orient à l'apogée d'une crise nucléaire durant la guerre froide? Intrigué par les possibilités qui s'offraient aux Nations Unies avant que la guerre froide n'en déforme les objectifs idéalistes, Burns était président du bureau d'Ottawa de l'Association pour les Nations Unies en 1947-1948.



les deux camps comme un outil permettant d'influer sur les nouvelles parties en décolonisation du globe.

Les responsables de l'élaboration des politiques du Canada essayaient encore durant cette période de discerner les dimensions de la menace soviétique et étaient en train de formuler une approche canadienne pour y faire face. Avec le temps, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est devenu le véhicule principal de la réponse du Canada, mais certains espéraient encore que l'on puisse faire fonctionner les Nations Unies à l'intérieur des contraintes du nouveau conflit. Dans un certain nombre d'articles de magazine écrits en 1948 et 1949, Burns a cherché à expliquer la nouvelle situation aux Canadiens. Burns acceptait implicitement le fait que l'Union soviétique était implacablement décidée à affronter les « démocraties du monde capitaliste » et qu'elle entravait à dessein le but visé par les Nations Unies. Sa crainte était que l'Occident compte trop sur la puissance aérienne, et en particulier la puissance aérienne atomique, comme bouclier contre le « communisme impérialiste ». Il a exprimé l'opinion que même si une défense solide était nécessaire, l'Occident devait se rappeler que « la victoire finale doit être remportée dans le domaine de l'économie et des idées et, même si nous ne pouvons absolument pas écarter la possibilité que le conflit politique se transforme en guerre ouverte, nous devrions, dans la mesure où nous le pouvons, éviter d'utiliser pour gagner la guerre des moyens qui vont nous empêcher d'atteindre nos véritables objectifs »¹⁷.

Il ressort clairement de ce texte que la conception que Burns (et, à cet égard, Mike Pearson) avait des Nations Unies en tant que moyen d'atteindre les objectifs du Canada dans la guerre froide ne cadrait pas avec l'hypothèse selon laquelle les deux hommes plaçaient d'une certaine manière les Nations Unies au-dessus de tout. Pour Burns, le Canada avait la priorité et les Nations Unies étaient un outil, pas l'inverse. C'est là une distinction importante dont ne tiennent pas compte les personnes qui cherchent à soutenir le mythe canadien du maintien de la paix¹⁸.

Il est important de comprendre que les Nations Unies des années 1940 et 1950 ne ressemblaient en rien à l'institution corrompue et à la bureaucratie hypertrophiée qu'elles sont aujourd'hui. Créée durant la Seconde Guerre mondiale pour servir après la guerre de tribune pour résoudre pacifiquement les différends mondiaux par la diplomatie et la négociation, l'Organisation des Nations Unies (ONU) était fondée sur des idéaux que l'Union soviétique a vite subvertis quand Staline a refusé de permettre aux pays d'Europe de l'Est occupés par l'Armée rouge de tenir de véritables élections démocratiques. Les Nations Unies sont devenues un « front » diplomatique de la guerre froide et ont été de plus en plus vues par

Le Canada et ses alliés ont commencé à s'inquiéter de l'évolution de la situation dans la région vitale du Moyen-Orient à la fin des années 1940. Les médias canadiens, en particulier, s'inquiétaient beaucoup de l'émergence du communisme et de la possibilité que les Soviétiques exploitent la guerre annoncée entre les Arabes et les Israéliens dans la région de la Palestine¹⁹.

Les détails des activités des Nations Unies concernant la Palestine sortent du champ du présent article, mais pour les besoins de ce dernier, en voici le contexte. Après une longue insurrection contre la Grande-Bretagne, l'État d'Israël a été proclamé lorsque les Britanniques ont quitté la région en 1948. Israël a par la suite été attaqué par les armées du Liban, de la Syrie, de la Jordanie et de l'Égypte. Faisant preuve d'une organisation et d'une manœuvrabilité supérieures, les forces israéliennes ont contenu les armées arabes non coordonnées sur tous les fronts. Le processus qui finirait dans les années 1990 par être appelé « nettoyage ethnique » s'est déroulé à l'intérieur du nouvel État, des centaines de milliers d'habitants arabes des zones dominées par les Israéliens s'enfuyant ou étant chassés de leur foyer. Selon les « nouveaux historiens » en Israël, l'expulsion aurait été menée de façon délibérée et systématique²⁰.

Divers plans de paix ont été proposés au sein des Nations Unies au cours des cinq années qui ont précédé le moment où Burns s'est joint à leurs opérations au Moyen-Orient. L'un d'eux envisageait de fonder un État binational et d'internationaliser la ville de Jérusalem en y déployant une force militaire des Nations Unies. Un autre proposait de fonder deux États distincts dans lesquels les populations arabe et israélienne se seraient partagées le territoire de façon à peu près égale. Il y en a eu beaucoup d'autres; de fait, tout soldat qui a servi en Bosnie dans les années 1990 va voir les similitudes avec cette situation. Malheureusement, le négociateur en chef des Nations Unies, le comte Folke Bernadotte, a été assassiné par un groupe terroriste israélien, Lohamei 'Herut Yisrael (LHI, ou Combattants pour la liberté d'Israël), aussi appelé bande Stern. Les relations entre les Nations Unies et Israël ne sont jamais complètement revenues à la normale après cet événement²¹.

La guerre de 1948 a abouti à une situation dans laquelle aucun accord de paix n'avait été conclu : on comptait quatre armistices ou trêves distincts. Les cinq principaux États belligérants ont tous accepté que les Nations Unies jouent un rôle en faisant respecter les trêves en question jusqu'à ce qu'une paix plus permanente puisse être conclue : c'est ce qu'on appelle les Conventions d'armistice général, dont quatre ont été signées en 1949. Aux termes des Conventions, les belligérants devaient tous s'abstenir de « commettre des actes hostiles de nature militaire contre l'autre partie », les zones de contact entre les forces belligérantes seraient remplacées par une ligne de démarcation de l'armistice (LDA) et les forces militaires devaient quitter une zone s'étendant sur 10 kilomètres de chaque côté des LDA²².

L'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) était chargé de surveiller les Conventions. L'Organisme comptait au début 66 observateurs militaires, puis 131, dirigés par le chef d'état-major (CEM) de l'ONUST (titre qui porte à confusion aujourd'hui pour nous, mais c'est le CEM qui était à la tête de la mission). Les observateurs militaires de l'ONUST (observateurs) travaillaient au sein de quatre Commissions mixtes d'armistice, soit une par « front ». Le chef d'état-major de l'ONUST rendait compte au Conseil de sécurité des Nations Unies de toutes les mesures relatives aux cessez-le-feu tout en travaillant avec les Commissions pour éviter les incidents susceptibles d'entraîner une reprise des hostilités²³. Il est à noter que les observateurs portaient des armes de poing pour se défendre et qu'ils se déplaçaient parfois à bord de véhicules armés²⁴.

En 1954, le Secrétaire général des Nations Unies, Dag Hammarskjöld, avait

toutefois du mal à trouver quelqu'un pour remplacer le CEM de l'ONUST. C'est ici que Mike Pearson, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, entre en scène. Le gouvernement du Canada de l'époque avait des intérêts stratégiques substantiels au Moyen-Orient, principalement parce que c'était la limite orientale de la zone de juridiction de l'OTAN et que, pour cette raison, des lignes de communications maritimes vitales y passaient. L'influence soviétique dans la région pourrait avoir des conséquences désastreuses en cas de guerre et dans la lutte que l'Occident menait pour amener les anciennes colonies de son côté dans le contexte plus vaste de la guerre froide. Contribuer à l'ONUST faisait partie de cet effort visant à stabiliser la région²⁵.



Photo du MDN 012079

Le Général E.L.M. Burns descend d'un hélicoptère de l'ONU

Pearson voulait une plus grande présence du Canada au Moyen-Orient. Il est probable que Pearson a encouragé le gouvernement Saint-Laurent à persuader Burns d'accepter le poste de chef d'état-major de l'ONUST. Burns croyait qu'il avait été choisi parce qu'il était membre de l'Association pour les Nations Unies et à cause de ses écrits de même qu'à cause de son expérience militaire. Il est probable que les deux hommes ont renoué des liens dans le cadre de leur service au sein du gouvernement à la fin des années 1940. En 1954, on a demandé à Burns s'il endosserait de nouveau l'uniforme. Dans ses mémoires, *Between Arab and Israeli*, Burns explique sa participation comme suit.

Je ne désire pas donner l'impression qu'à ce moment [1954] ou à n'importe quel autre moment depuis je me suis considéré comme une personne « vouée » à l'idéal de la paix ou même aux Nations Unies. J'acceptais une tâche qu'il fallait accomplir; le gouvernement du Canada voulait que je m'en charge. Il semblait aussi que ce serait un travail utile et probablement excitant...²⁶

Burns n'était pas un pacifiste idéaliste : tout comme Pearson, il avait des doutes concernant l'efficacité des Nations Unies dans le contexte de la guerre froide. Ce n'était

pas exactement un argument que les fabricants de l'identité canadienne pourraient utiliser pour promouvoir le mythe du maintien de la paix au cours des décennies suivantes.

À quoi ressemblait la situation sur le terrain lorsque Burns est arrivé en Israël en 1954? Dans l'ensemble, les Commissions se livraient à des jeux que connaît tout Canadien qui a pris part à une opération de maintien de la paix. Il n'y avait pas de paix véritable, seulement une absence de manœuvres exécutées par des formations et des unités : les LDA étaient des lignes artificielles tracées sur des cartes sans tenir compte de la géographie et du terrain ayant une importance tactique. Les forces militaires des pays belligérants essayaient de manœuvrer un peu pour faire en sorte que, en cas de reprise des hostilités, il soit possible de prendre ou de défendre du terrain, ce qui, à l'occasion, a donné lieu à des incidents de tirs d'arme légère et de mortier de faible envergure. Cette situation s'ajoutait au jeu diplomatique plus vaste qui se déroulait au siège des Nations Unies, à New York, et auquel tous les camps se livraient pour des raisons de légitimité. Chaque incident pouvait servir de munition dans les milieux diplomatiques pour « prouver » que l'autre camp violait les accords et agissait de façon agressive. Encore une fois, ce jeu était lié à ce que nous appellerions maintenant des « opérations d'information » mais qui s'appelait alors « propagande ». Les publics-cibles de la guerre de propagande incluaient tant les amis et les ennemis que les pays neutres.

L'ONUST faisait aussi face à ce qui s'appelait à l'époque le « phénomène de l'infiltration ». Le terme « infiltration » était employé pour décrire le franchissement des LDA, qui prenait de nombreuses formes. Il y avait pour commencer les Arabes déplacés qui revenaient s'occuper de leurs cultures et récupérer des biens dans leur maison. Les bergers de tous les camps faisant traverser les LDA à leurs troupeaux pour les faire paître sont une sous-catégorie de ce groupe. Même si ces activités semblent bénignes, les organes de propagande des belligérants les traquaient en accusations de « guerre économique ». Les colons des kibbutzim israéliens, armés jusqu'aux dents, ont commencé à tirer de leur propre chef sur les personnes qui s'infiltraient, ce qui a amené les Arabes déplacés à riposter. Au début, aucune de ces actions n'était sous l'influence directe des gouvernements, même si elles ont été exploitées dans le domaine des opérations d'information. Toutefois, conséquence imprévue, des groupes arabes se sont formés et ont commencé à recourir à une violence plus organisée²⁷.



Des casques bleus discutent d'itinéraires de patrouille

Collection de l'auteur

La pléthore de groupes et de mobiles qui a émergé remplirait plusieurs livres. Il y avait les Frères musulmans (qui sont un groupe terroriste égyptien et l'incubateur intellectuel de ce qui deviendrait dans les années 1980 Al-Qaïda) et les fedayin (« ceux qui se sacrifient »), qui étaient une organisation moins structurée. Certains groupes de fedayin étaient soutenus par l'Égypte ou la Syrie; d'autres s'étaient structurés seuls. Certains agissaient par procuration pour d'autres pays arabes, tandis que d'autres ont commencé à

se donner le nom de fedayin « palestiniens » et à planifier un retour dans leurs foyers. L'Égypte et la Syrie ont aussi exécuté des opérations militaires secrètes de reconnaissance et de sabotage en se servant des groupes de fedayin comme couverture²⁸.

Israël a formé des groupes d'opérations spéciales chargés de dépister et de tuer les fedayin et, en même temps, d'exécuter des opérations de représailles transfrontalières contre les villages soupçonnés d'appuyer les fedayin ou d'autres activités d'infiltration, ce qui les opposait aux forces militaires officielles de l'État visé. Des opérations de représailles à la suite desquelles des civils sont morts ont aussi été exécutées en réaction à des infiltrations non meurtrières; éventuellement, l'envergure et la fréquence de ces opérations ont augmenté. Avec le temps, des unités israéliennes régulières y ont été mêlées²⁹.

Burns et l'ONUST faisaient face à la possibilité que les « infiltrations », au sens large, puissent entraîner une escalade d'actions susceptibles d'aboutir à une reprise des hostilités ouvertes entre les forces militaires officielles des pays belligérants dans la région.

Il existait plusieurs points chauds possibles en plus de l'infiltration. En 1948, les observateurs surmenés de l'ONUST ont réussi, à un niveau local, à établir quelques zones démilitarisées (DMZ) le long des LDA dans le Sinaï et en Galilée, mais ils ne disposaient pas des effectifs ou des ressources nécessaires pour les surveiller. Lorsque l'ONUST a pris de l'expansion, les observateurs ont été chargés de visiter ces zones à l'occasion et de faire rapport, mais ils n'y étaient pas présents en permanence³⁰. Le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Shertok, a même, en une occasion, exigé que l'ONUST établisse des postes d'observation entre les forces israéliennes et les forces jordaniennes dans un certain nombre de zones critiques³¹.

La ville de Jérusalem était un autre problème. Divisée, comme Berlin et plus tard Nicosie, à Chypre, Jérusalem comptait un certain nombre de zones neutres qui sont devenues en pratique des zones démilitarisées. À certains endroits, il n'y avait pas de zone tampon et les forces israéliennes et jordaniennes se retrouvaient littéralement face à face de chaque côté de la rue³². Une enclave israélienne située sur le terrain vital du mont Scopus, qui avait le statut de zone démilitarisée, était loin en territoire jordanien et devait être ravitaillée par des convois escortés par l'ONU passant par des postes de contrôle occupés par l'ONU³³.

Sous le leadership de Burns, l'ONUST a, à la fin de 1954 et en 1955 examiné plusieurs ententes locales progressives visant à atténuer les tensions sur la totalité des quatre « fronts ». Normalement, un incident était signalé aux observateurs militaires des Nations Unies, qui enquêtaient à ce sujet, laissant à la Commission le soin d'intervenir sur le plan politique de concert avec le CEM de l'ONUST et ensuite avec le Secrétaire général. À Jérusalem, les observateurs avaient, à la fin de 1954, instruction de « patrouiller à certains endroits... afin de prévenir toute autre violation du cessez-le-feu »³⁴. Le commandant américain de la Commission mixte d'armistice du Royaume hachémite de Jordanie et d'Israël (HKJ-IMAC) a aussi déployé des patrouilles motorisées afin de décourager les activités violentes, dans l'espérance que « la présence des observateurs militaires des Nations Unies dans leurs jeeps blanches rassure les habitants des secteurs voisins de la ligne de front », à savoir Musara, le chemin Mamilla et Abou Tor. Burns a aussi « décidé d'accroître le nombre des patrouilles et nous avons pensé que si des observateurs occupaient des postes fixes dominant les secteurs où les incidents ont commencé, il serait peut-être possible de réduire les tirs d'arme légère. Nous avons donc aménagé une demi-douzaine de postes d'observation des deux côtés de la ligne de démarcation et nous avons commencé à les occuper »³⁵.



Le Major-général E.L.M. Burns, premier commandant de la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU), et un officier non identifié de la Marine royale du Canada, en Égypte, en 1957

Le chef d'état-major des Forces israéliennes de défense (IDF), Moshé Dayan, a protesté énergiquement contre cette mesure même si le déploiement a réussi à réduire le niveau de la violence, principalement parce que les IDF et l'ONUST étaient engagés dans un débat plus vaste concernant la liberté de mouvement des observateurs et les préoccupations israéliennes en matière de sécurité des opérations³⁶.

Burns a ensuite étendu le concept des observateurs et des postes d'observation à Gaza et à la Galilée, mais « les Israéliens ont dans chaque cas commencé par résister à l'idée, finissant ordinairement par y consentir avec réticence et à certaines conditions »³⁷. Dans le cas de la LDA qui courait le long de la bande de Gaza, le prédécesseur de Burns, le Général William E. Riley, USMC, avait auparavant tenté d'établir des patrouilles et des postes d'observation (PO) combinés intégrant des officiers de l'Égypte, d'Israël et des Nations Unies, concept assez semblable à celui des « quatre hommes dans une jeep » qui a vu le jour à Vienne après la Seconde Guerre mondiale. Il n'a eu qu'un succès mitigé³⁸. En 1955, la situation des infiltrations, le long de la LDA de Gaza, était si mauvaise que le Colonel Gamal Abdel Nasser lui-même « a proposé que chaque camp retire ses postes et ses patrouilles à un kilomètre de la ligne de démarcation », mais, plus tard, Burns a été « incapable d'obtenir de lui quelque autre engagement verbal que ce soit »³⁹. Après un raid de représailles israélien d'une horriblement grande envergure contre Khan Yunis, à Gaza, en septembre 1955, Burns a fait savoir au Secrétaire général Dag Hammarskjöld que « les affrontements entre les avant-postes égyptiens et les patrouilles israéliennes ne pourront être évités que si une barrière matérielle suit la LDA et que si les avant-postes et les patrouilles des deux camps restent à un minimum de 500 mètres de la barrière »⁴⁰. Le 8 septembre 1955, le Conseil de sécurité acceptait dans une résolution la recommandation de Burns concernant la séparation des forces sans cependant modifier l'ONUST de quelque façon que ce soit.

Le problème de la LDA de Gaza était lié au problème de la DMZ d'El Auja, plus loin le long de la route. L'Égypte empêchait l'ONUST d'entrer dans sa moitié de la DMZ. La DMZ d'El Auja était un exemple d'endroit critique : c'était la route principale reliant le Sinaï à Beersheba et au désert du Néguev et elle constituait donc un itinéraire principal d'invasion dans chaque direction. Pour leur part, les Israéliens se méfiaient de ce manque de collaboration et ils infiltreraient à la dérobée des « colons » et des « policiers » bien entraînés dans certains kibbutzim dans leur moitié de la DMZ⁴¹. Burns a été incapable d'obtenir un changement parce que les Israéliens ne voulaient pas non plus laisser des observateurs entrer dans la zone⁴² ou, dans le langage institutionnel de l'ONU, « En raison de problèmes techniques de rédaction, il n'a pas encore été possible de formuler un ordre du jour final qui soit acceptable pour les deux parties [dans la zone israélo-égyptienne (EIMAC)], mais chaque camp a accepté d'étudier la situation »⁴³.

Il a fallu du temps, mais Burns a prévalu et, en juillet 1956, l'ONUST avait « des observateurs occupant les postes d'observation situés le long de la ligne de démarcation de l'armistice » entourant Gaza⁴⁴. Douze PO ont été établis, mais « les deux camps ont protesté contre la présence de postes d'observation à l'intérieur de leurs positions militaires... [Les observateurs militaires des Nations Unies] restent dans leurs jeeps blanches arborant un drapeau blanc ». Les observateurs situés du côté égyptien vivaient à Gaza, tandis que leurs homologues vivaient à Beersheba, le tout complété par une rotation entre Gaza, Beersheba et la DMZ d'El Auja, où des observateurs étaient cantonnés à un endroit du côté israélien. Les PO faisaient tous rapport toutes les trente minutes au quartier général du CEM de l'ONUST et pouvaient au besoin communiquer directement avec lui⁴⁵.

Que signifie tout cela? Le mythe canadien accepté veut que Lester B. Pearson ait inventé le concept du maintien de la paix par les Nations Unies en novembre 1956.

Collection
de la
maison



Un poste de contrôle de la circulation

Nous avons toutefois, entre 1954 et 1956, un personnel multinational armé des Nations Unies sous un commandant canadien occupant des postes d'observation entre les forces armées belligérantes dans la région du Moyen-Orient et ce, conformément à un plan convenu qui avait pour but de les dissuader et de réduire les tensions et, au besoin, de faire rapport sur les éruptions de violence pour que des échanges diplomatiques de haut niveau soient possibles. Le tout est remarquablement semblable à ce que Pearson est censé avoir « inventé ». Manifestement, Burns s'appuyait sur un fatras d'idées qui existaient et n'avaient pas été mises à exécution, mais il a éliminé le « bruit » et a mis le tout en application sur deux des « fronts » de l'ONUST.

Au moins pendant un certain temps El Auja est resté un point chaud en novembre 1955. Les services de renseignement américains ont détecté des forces égyptiennes entrant dans leur moitié de la DMZ. On craignait que cet événement mène à des combats en règle avec les forces israéliennes; Burns a été informé de la situation pendant qu'il était à Ottawa. En passant à Londres, il a rencontré le ministre britannique des Affaires étrangères, Anthony Nutting. Durant cette conversation, Burns a parlé de la possibilité de « déployer des troupes de l'ONU »⁴⁶ « entre les forces armées des parties », ce qui correspondrait en fait à une « intervention militaire des Grandes Puissances »⁴⁷.

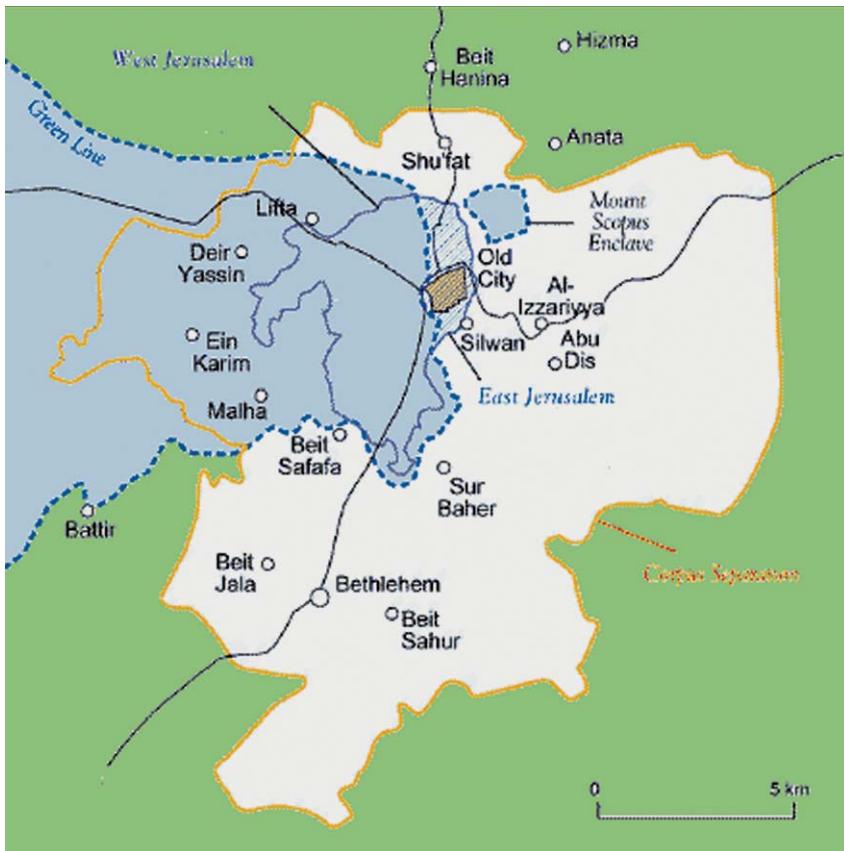
La réalisation qu'il faudrait une puissance de combat massive pour vraiment établir la paix entre l'Égypte et Israël équivaut davantage à ce que la Force de mise en œuvre (IFOR) dirigée par l'OTAN a fait en Bosnie en 1995 qu'à ce que la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU) ultérieure a fait en 1957. Nous allons y revenir en temps utile.

Peu importe ce que l'ONUST faisait, elle a en fin de compte été incapable d'empêcher les belligérants d'entrer en guerre en 1956, tout comme la FUNU allait en fin de compte être incapable d'empêcher la guerre en 1967. En deux mots, les belligérants voulaient combattre; l'observation internationale et la diplomatie étaient incapables de les convaincre de ne pas se battre. On en trouve la preuve dans différents domaines. D'abord, l'Égypte, sous Nasser, a décidé d'accroître de façon spectaculaire les capacités de ses forces armées – au-delà de ce qui était nécessaire pour la défense. Cette décision a été prise en réaction, en partie, aux énergiques représailles militaires israéliennes, qui constituaient de leur côté une réaction aux infiltrations, parrainées par l'État ou non, partant de la bande de Gaza contrôlée par l'Égypte. L'ONUST n'était pas en mesure de limiter les armes que l'Égypte choisissait pour ses forces ni d'obliger les belligérants à mettre fin d'une part aux infiltrations et de l'autre aux représailles.

En second lieu, l'ONUST n'avait pas le pouvoir d'obliger l'Égypte à lever ses restrictions touchant le passage des navires israéliens dans le canal de Suez et le golfe d'Eilat, politique qui équivalait à un boycott économique ou à un blocus caractérisé. De l'aveu même du chef d'état-major de Dayan, les Israéliens, qui se préparaient en 1955 à une guerre par anticipation avec l'Égypte, ont sciemment entrepris une escalade afin de provoquer Nasser.



Des Canadiens observent la zone démilitarisée à partir de leur véhicule de reconnaissance Ferret



Des actes de violence limités exécutés en réaction aux provocations égyptiennes pouvaient ainsi constituer l'élément servant en fin de compte à déclencher des hostilités généralisées, la question de la responsabilité de l'agression restant ambiguë. Israël pouvait atteindre son but d'initier un affrontement militaire précoce avec l'Égypte sans passer pour un agresseur⁴⁸.

Même si Burns ne pouvait pas l'avoir su, il s'en doutait à tout le moins et ce facteur était probablement à la base de sa discussion avec Nutting.

Tandis que la situation se détériorait tout au long de 1956, Burns a communiqué plusieurs fois avec Hammarskjöld pour essayer d'améliorer les capacités de l'ONUST dans la région. Dans l'inquiétant secteur israélo-syrien (ISMAC), le Colonel canadien J. E. L. Castonguay a consulté Burns concernant la possibilité de constituer un plus important groupe d'observateurs qui pourrait « prévenir des incidents majeurs ou empêcher une situation de se détériorer rapidement ou simplement avoir un effet dissuasif ». Ce groupe d'observateurs se composerait « d'un certain nombre de postes d'observation... situés en des points stratégiques le long [de la LDA ou des DMZ] ou à proximité »⁴⁹. Hammarskjöld, que la situation inquiétait, a demandé à Burns d'envisager la possibilité de « renforcer l'ONUST, recourir à des forces armées et accroître le nombre des observateurs » mais l'a incité à limiter le coût de ces mesures. Le Secrétaire général (SECGEN) a laissé entendre que l'addition de 100 observateurs était possible⁵⁰. Dans sa réponse, Burns a laissé entendre à Hammarskjöld que le mandat de l'ONUST devrait être élargi afin de clarifier « le rôle de l'ONUST pour ce qui est

d'observer et de faire respecter » le cessez-le-feu⁵¹. Ces propositions sont devenues caduques lorsque Nasser a nationalisé le canal de Suez.

Tout comme dans le cas de la guerre israélo-arabe de 1948, ceci n'est pas le meilleur endroit pour décrire les détails complexes entourant la crise de Suez de 1956. Essentiellement, le Royaume-Uni et la France, travaillant en secret avec Israël, ont vu dans la crise une occasion de faire tomber Nasser, qui aidait les forces antifrançaises en Algérie et qui venait juste de mener une campagne fructueuse visant à obliger les Britanniques à abandonner la zone du canal. Les autorités israéliennes croyaient qu'une campagne dans le Sinaï détruirait l'armée égyptienne et leur permettrait de saisir des objectifs territoriaux qui mettraient fin au blocus dans le golfe d'Eilat. Ces opérations ont été préparées en octobre et en novembre 1956. Traversant le Sinaï comme l'éclair, les forces israéliennes ont essentiellement contourné le dispositif de l'EIMAC et les observateurs de l'ONUST se sont retrouvés bloqués dans la bande de Gaza et ont par la suite été évacués par la Sixième Flotte américaine jusqu'à des destroyers croisant au large.

La plupart des récits concernant la création de la Force d'urgence des Nations Unies tendent à mettre l'accent sur l'entretien que Mike Pearson a eu avec le Secrétaire général des Nations Unies le 2 novembre et au cours duquel il a suggéré la création d'une force internationale : cette conversation est basée sur une discussion antérieure du 1^{er} novembre entre le Premier ministre Louis Saint-Laurent et Pearson. La force que Pearson préconisait n'était toutefois pas celle que la FUNU allait devenir ou celle dont Burns suggérait le déploiement en 1955. La force de Pearson pouvait théoriquement être une force de l'OTAN ou une force de l'ONU, elle serait déployée entre les forces de débarquement anglo-françaises et les forces égyptiennes, mais avec leur consentement; les Français et les Britanniques partiraient et la force internationale partirait ensuite. Le but de cette démarche était d'amener l'Union soviétique à reculer sur le recours à l'arme nucléaire dont elle avait menacé la France et la Grande-Bretagne, pas de servir de base à une présence de longue durée de l'ONU ou à la paix entre Israël et l'Égypte. Le concept de force internationale de Pearson n'avait pas pour but le maintien de la paix sous la forme imaginée par Burns : la force était conçue en fonction d'une crise, provisoire et pas nécessairement liée à l'ONU⁵².

C'est l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, ADP Heeney, qui, après avoir parlé à ses homologues américains le 2 novembre, a suggéré que les effectifs de l'ONUST soient accrus pour permettre à cette dernière de se charger de la nouvelle mission et que Burns soit placé à sa tête. C'est là la base conceptuelle de la FUNU, par comparaison avec le concept de Pearson. C'est seulement alors que la délégation du Canada auprès des Nations Unies a commencé à penser à quelque chose qui ressemblait à ce que la FUNU allait devenir⁵³.

Pendant ce temps, Burns devait réagir au fait que les forces israéliennes avaient dépassé les positions de l'ONUST. Il a employé toutes les formules d'usage nécessaires pour amener les Israéliens à la table de l'EIMAC, sachant fort bien que c'était futile mais, du point de vue diplomatique, nécessaire. Il semblait au début s'agir d'une opération de grande envergure visant à débusquer les fedayin à Gaza⁵⁴.

Le 4 novembre, Hammarskjöld a communiqué avec Burns et lui a annoncé que la force des Nations Unies allait être mise sur pied pour « garantir la sécurité du canal [et] contrôler le désengagement des troupes sur les lignes de démarcation ». De quoi Burns aurait-il besoin à cette fin?

Je pensais que la force devait être assez puissante pour ne pas être en danger d'être écartée ou chassée, ou de ne pas être prise en compte, comme c'était arrivé [aux observateurs] en Palestine... Je pensais que, étant donné la

puissance des forces armées d'Israël et de l'Égypte, pareille force devait correspondre à peu près à une division et inclure une brigade de chars et des unités attachées d'avions de reconnaissance et de chasse — le tout articulé en une force opérationnelle capable de combattre⁵⁵.

La « force initiale devait être [bâsée sur] une équipe de combat régimentaire américaine indépendante ». Les unités de la force avaient besoin des « armes régimentaires normales [et] d'artillerie antichar »⁵⁶.

Ainsi que Burns le note dans ses mémoires, « j'avais demandé une force puissante, incluant des blindés et des chasseurs, capable d'exécuter des opérations de combat. La FUNU déployée était en fin de compte beaucoup moins puissante »⁵⁷. Dans un briefing donné en 1958, Burns explique que seuls quelques pays pouvaient pour des raisons politiques faire partie de la force et que beaucoup ne le voulaient pas⁵⁸. La FUNU comptait l'équivalent de six bataillons d'infanterie, un bataillon de reconnaissance et un bataillon de soutien, pour un total de quelque 6000 personnes ou l'équivalent de deux brigades d'infanterie légère⁵⁹. La FUNU n'avait pas d'appui aérien, pas de chars et seulement une poignée de véhicules blindés sur roues.

En ce qui concerne le concept d'opération, la FUNU a surveillé le désengagement israélien progressif dans le Sinaï (tout comme la Force pour le Kosovo (KFOR) dirigée par l'OTAN allait le faire au Kosovo lorsque les forces serbes se sont retirées en 1999); elle a assumé la responsabilité des opérations de secours et la responsabilité administrative pour la bande de Gaza (à l'image des interventions humanitaires armées du début des années 1990 au Kurdistan et en Somalie) et elle a établi des postes d'observation et exécuté des patrouilles le long de la LDA à Gaza et le long de la frontière internationale dans le Sinaï entre les forces militaires israéliennes et égyptiennes. Sauf pour ce qui est de regarder la force d'intervention anglo-française s'éloigner en mer, ces rôles et missions complexes n'avaient pas été reconnus ni envisagés par les diplomates canadiens au début de novembre 1956 : leurs objectifs étaient de désamorcer une crise nucléaire avec l'Union soviétique, pas de favoriser le maintien de la paix par les Nations Unies au Moyen-Orient. Burns allait diriger la FUNU dans tous ces domaines et céder le commandement trois ans plus tard. En 1967, Nasser allait ordonner au contingent canadien de la FUNU de quitter l'Égypte et Israël allait encore une fois exécuter une attaque par anticipation contre l'Égypte, malgré la présence de forces de maintien de la paix des Nations Unies. Burns a plus tard déclaré que « le maintien de la paix semblait discrépant et nombreuses étaient au Canada les voix demandant l'abandon de nos efforts dans ce domaine »⁶⁰.

Que devons-nous conclure du rôle de Tommy Burns dans l'élaboration du maintien de la paix par les Nations Unies au Moyen-Orient? Il est ici évident que l'ONUST a exécuté des opérations d'interposition dès 1954, au moins, soit deux ans avant le déploiement de la FUNU. Burns comprenait les limites de forces de l'ONU légèrement armées et il avait à la fin de 1955 conclu que seule une force fortement armée dotée d'un pouvoir de coercition (tout comme l'IFOR, la SFOR ou la KFOR dans les Balkans) et soutenue par la communauté internationale pouvait vraiment réussir à prévenir l'éclatement des hostilités. Il n'était pas heureux que la FUNU devienne essentiellement une version gonflée aux stéroïdes de l'EIMAC de l'ONUST. De plus, Burns comprenait qu'il avait affaire à deux types de conflits : un conflit de faible intensité se déroulant lorsque des combats classiques ouverts n'étaient pas possibles et une guerre déclarée. Le concept de maintien de la paix par les Nations Unies n'avait qu'une efficacité modérée pour ce qui est de décourager la guerre et ce, seulement avec le consentement des belligérants; par ailleurs, les forces de maintien de la paix étaient tout à fait incapables de faire face aux conflits de faible intensité et leurs partisans savaient très bien que seuls les belligérants pouvaient se discipliner à l'égard du phénomène des

infiltrations. Lorsque l'on compare les efforts des diplomates canadiens et les efforts faits par Tommy Burns pour prendre le maintien de la paix au Moyen-Orient en mains, il est clair qu'un général canadien oublié a été privé de ce qui lui revient.

Au sujet de l'auteur...

Natif de Kingston, en Ontario, M. Sean M. Maloney, Ph.D., a servi en Allemagne comme historien de la 4^e Brigade mécanisée du Canada, soit la force affectée par l'Armée de terre canadienne à l'OTAN à l'époque de la guerre froide. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire récente de l'Armée de terre canadienne et des missions de maintien de la paix, dont le controversé *Canada and UN Peacekeeping: Cold War by Other Means, 1945-1970, Chances for Peace: The Canadians and UNPROFOR, 1992-1995* et *Enduring the Freedom: A Rogue Historian Visits Afghanistan*. M. Maloney a mené de très nombreuses recherches sur le terrain dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Afghanistan. Il enseigne actuellement au CMR dans le cadre du programme d'Études sur la conduite de la guerre et est agrégé supérieur de recherches au Centre for International Relations de l'Université Queen's.

Notes

1. Ibn Khaldoun, *The Muqaddimah: An Introduction to History* (traduit par Franz Rosenthal) (Princeton, Princeton University Press, 2005), p. 5.
2. Phil Shackleton, *Veterans' Veteran for DVA*, Saturday Night, 1^{er} août 1950, p. 11.
3. Incidemment, un de mes étudiants m'a dit que Burns n'aurait pas pu faire quoi que ce soit de positif parce qu'il n'était pas « un chic type » et qu'il « faisait enrager tout le monde ». Cette remarque rappelle des commentaires similaires qui m'ont été faits à propos du frère et patron de Burns, le grand chef des forces du Canada durant la guerre froide, le Général Charles Foulkes.
4. E. L. M. Burns, *General Mud: Memoirs of Two World Wars*, (Toronto, Clarke Irwin, 1970), p. 9.
5. Ibid., p. 88.
6. Cette citation est tirée de l'article de Burns, *Study of War*, publié dans *Current Biography* 1955, p. 83.
7. Bernd Horn et Michel Wyczynski, *E.L.M. Burns: Canada's Intellectual General*, sous la direction de Bernd Horn et Stephen Harris, *Warrior Chiefs: Perspectives on Senior Canadian Military Leaders* (Toronto, Dundurn Press, 2001), p. 143-164.
8. J. L. Granatstein, *The Generals: The Canadian Army's Senior Commanders in the Second World War* (Toronto, Stoddart Books, 1993), p. 117.
9. Burns, *General Mud*, p. 42.
10. Ibid., p. 97-98.
11. Ibid., p. 133.
12. Ibid., p. 173.
13. G. W. L. Nicholson, *Official History of the Canadian Army in the Second World War Volume II: The Canadians in Italy 1943-1945* (Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1957), p. 606.
14. Les détails de cette histoire doivent attendre la rédaction et la publication de l'étude épique du Major Doug Delaney sur les commandants du Corps d'armée du Canada.
15. Burns, *General Mud*, p. 220.
16. Granatstein, *The Generals*, p. 144.
17. E. L. M. Burns, «UN Armed Force Plan Difficult to Realize », *Saturday Night*, 13 décembre 1947; « Democracies' War Aims Must Exceed Simple Idea of enemy's Defeat », *Saturday Night*, 1^{er} mars 1949; « Victory for Atlantic Pact Nations Must be Won in Field of Ideas », *Saturday Night*, 8 mars 1949.
18. Voir les détails dans Sean M. Maloney, *Canada and UN Peacekeeping: Cold War by Other Means Means 1945-1970* (St Catharines, Vanwell Publishing, 2002).
19. Wilson Woodside, « How Big a War in Palestine, and Who is Going to Stop It? » *Saturday Night*, 24 janvier 1948, p. 14-15.
20. Voir Eugene L. Rogan et Avi Shlaim (éditeurs intellectuels), *The War for Palestine: Rewriting the History of 1948* (Cambridge, Cambridge University Press, 2001), et Benny Morris, *Israel's Border Wars 1949-1956* (Oxford, Oxford University Press, 1993).
21. Voir Amitzur Ilan, *Bernadotte in Palestine, 1948* (New York, St Martin's Press, 1989).
22. Archives de l'ONU (ci-après UNA), série S-0637, boîte 11, chemise 4 (8 déc 61), *Brief on UNTSO*.
23. UNA, série S-0637, boîte 11, chemise 4 (1956), *UNTSO: A Short Historical Survey*.
24. Ilan, *Bernadotte*, p. 77.
25. Maloney, *Canada and UN Peacekeeping*, chapitres 2 et 3.
26. E. L. M. Burns, *Between Arab and Israeli* (Toronto, Clarke, Irwin, 1962), p. 8.
27. La question de l'infiltration est discutée en détail dans Morris, *Israel's Border Wars*.
28. I bid.

29. Ibid.

30. Ilan, *Bernadotte*, p. 100-105.

31. UNA, série S-0375, boîte 002, chemise 3, (6 août 48), lettre de M. Shertok au RSSG.

32. UNA, série S-0375, boîte 002, chemise 5 (15 février 55), *Note on the Status of Government House Area and its Neutral Zone*.

33. UNA, série S-0375, boîte 002, chemise 5 (9 août 56), *Notes of Discussion Between General Burns and General Riley*; S-0375, boîte 14, chemise 2 (7 juillet 48), *Agreement for the Demilitarization of the Mount Scopus Area*.

34. UNA S-0375, boîte 002, chemise 4 (22 sept 54), note au dossier.

35. Burns, *Between Arab and Israeli*, p. 53.

36. UNA, série S-0375, boîte 002, chemise 5 (10 déc 54), lettre de Dayan à Burns; (3 juillet 54), *Israel-Jordan Situation: Possible Practical Measures for Reducing Frontier Incidents*.

37. Burns, *Between Arab and Israeli*, p. 55.

38. UNA, série S-0375, boîte 002, chemise 5 (9 août 56), *Notes of Discussion Between General Burns and General Riley*.

39. Burns, *Between Arab and Israeli*, p. 80-81.

40. Ibid., p. 91.

41. Mordechai Bar-On, *The Gates of Gaza: Israel's Road to Suez and Back 1955-1957* (New York, St Martin's 1994), p. 11.

42. UNA, série S-0375, boîte 002, chemise 5 (4 avril 56), *Positions of Parties Regarding UNTSO Functions under the Security Council Resolution of 11 August 1949*.

43. UNA, série S-0375, boîte 002, chemise 5 (29 juin 55), note au dossier.

44. UNA, série 275, boîte 6, chemise 1 (19 juillet 56), Burns à Cordier, *Weekly Summary of Activities of the MACs*.

45. UNA, série 275, boîte 5, chemise 13 (28 juin 56), HQ UNTSO, *UNTSO Observation Posts Along the Demarcation Line of the Gaza Strip*.

46. Archives nationales du Canada [ci-après ANC] MG 31 G6 Vol. 7, ELM Burns Diary, 4 novembre 1955.

47. Burns, *Between Arab and Israeli*, p. 98.

48. Bar-On, *The Gates of Gaza*, p. 45.

49. UNA, série 373, boîte 1, chemise 4 (9 février 56), Castonguay à Burns, *Proposal for Increasing the effectiveness of the Military Observer Group in ISMAC*.

50. UNA, série 373, boîte 1, chemise 4 (9 mars 56), message de Hammarskjold à Burns.

51. UNA, série 373, boîte 1, chemise 4 (10 mars 56), message de Burns à Hammarskjold.

52. Maloney, *Canada and UN Peacekeeping*, chapitre 4.

53. Ibid.

54. UNA, série 164, boîte 2, chemise 1 (30 oct 56), message de Burns à Cordier.

55. Burns, *Between Arab and Israeli*, p. 188.

56. UNA, série 373, boîte 11, chemise 4 (9 nov 56), message de Burns à Hammarskjold.

57. Burns, *Between Arab and Israeli*, p.189.

58. UNA DAG 13, chemise 311 004 (29 sept 58), *Story of UNEF Given at Cultural exchange program by Lt. Gen. LM Burns*.

59. ANC RG 25 vol. 6101, chemise 50366-40 pt 6.2 (28 février 57), message DL(1) Division to Middle Eastern Division, *Information Material on UNEF for Use by the Prime Minister at the Forthcoming Bermuda Talks*.

60. ELM Burns, *Canada's Peacekeeping Role in the Middle East*, dans TareqY. Ismael (éditeur intellectuel), *Canada and the Arab World* (Edmonton, University of Alberta Press, 1985).

QUATRE NOMS INSCRITS SUR LE MÉMORIAL DE VIMY : LE RAID DE TRANCHÉE EXÉCUTÉ LE 22 FÉVRIER 1917 PAR LE 38^e BATAILLON

M. Ken Reynolds, Ph.D.

La bataille de la crête de Vimy occupe une place spéciale dans l'imaginaire collectif des Canadiens et elle est ordinairement perçue comme un événement digne d'être considéré comme la naissance de notre pays. La bataille elle-même a été l'objet d'un grand nombre de documents à caractère historique. Le succès du Corps expéditionnaire canadien au cours de cette bataille est toutefois, en partie, attribuable à la maîtrise par les soldats canadiens des nouvelles tactiques employées pour combattre l'ennemi au cours des semaines et des mois qui ont précédé le mois d'avril 1917. Ces tactiques incluaient l'expérience des raids de tranchées acquise par tous les bataillons d'infanterie de première ligne du Corps expéditionnaire canadien, y compris le 38^e Bataillon d' « Ottawa ».

Le soldat et poète britannique Edmund Blunden écrit dans ses mémoires, *Undertones of War* (1928) : « On peut définir le mot "raid" comme celui qui, de tout le vocabulaire de la guerre, provoque quasi instantanément un sentiment d'angoisse dans le cœur des simples mortels »¹. En février 1915, alors que le régiment faisait partie du Corps expéditionnaire britannique, des membres du Princess Patricia's Canadian Light Infantry ont exécuté le premier raid de tranchée jamais exécuté par une unité canadienne. Le plan opérationnel était très simple : les auteurs du raid devaient « entrer par surprise dans les tranchées ennemis, infliger le plus grand nombre de pertes possible et revenir avant que l'ennemi puisse réagir »². Ainsi que la citation de Blunden qui précède le suggère, la réalité était plus compliquée — et plus dangereuse — que la théorie.

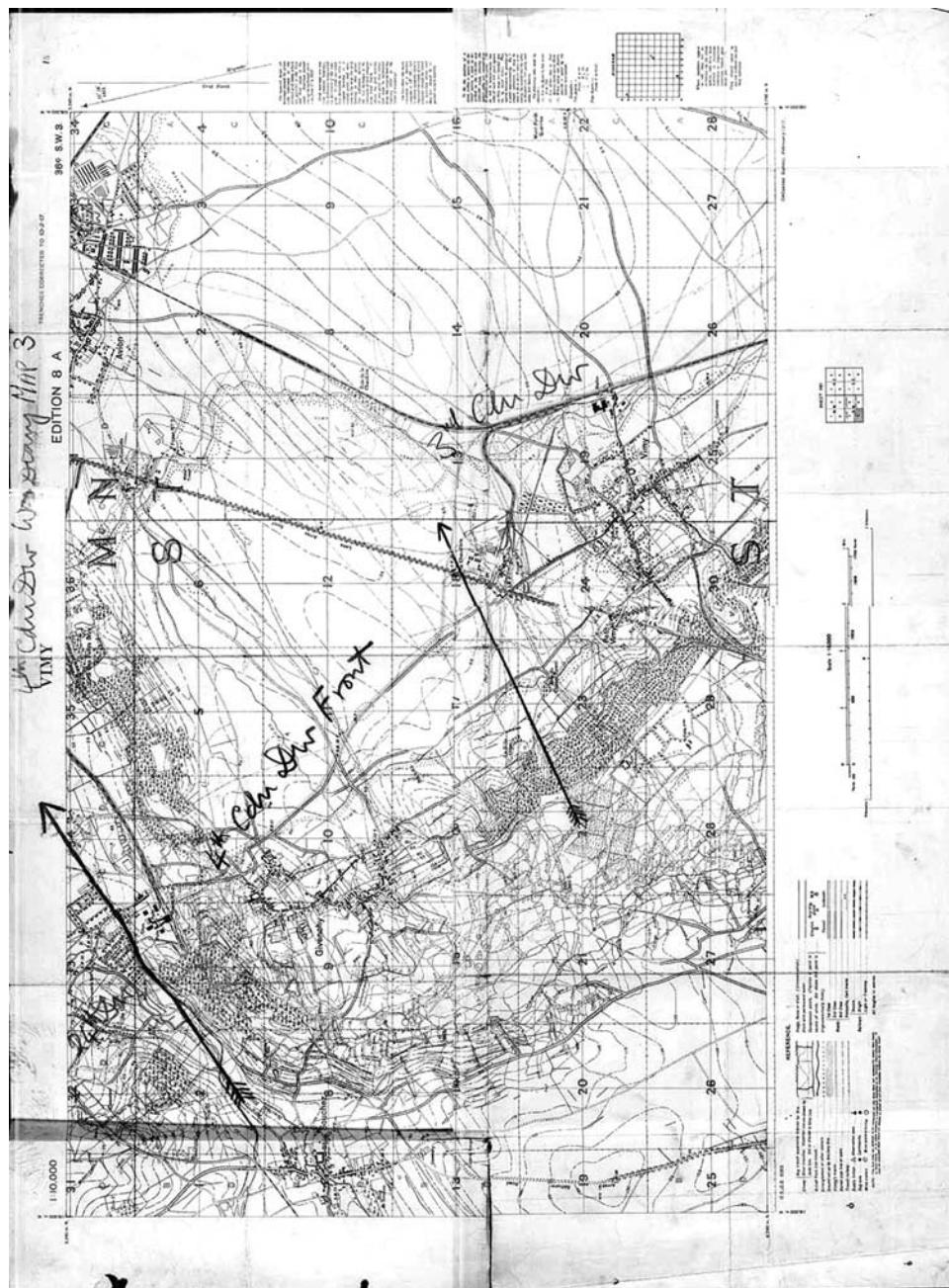
C'est devenu particulièrement vrai au fil du temps. En 1916, les objectifs du raid de tranchée typique s'étaient élargis de manière à inclure la capture de prisonniers, la prise de documents, la destruction des défenses de même que l'objectif psychologique consistant à « secouer le personnel » en sapant l'atmosphère de « tolérance » qui avait tendance à s'installer dans un secteur tranquille du front. Beaucoup de raids de tranchée avaient aussi pris beaucoup d'ampleur, passant de petits groupes d'hommes aux actions ultérieures de plusieurs centaines d'officiers et d'hommes provenant de plusieurs bataillons³.

Dans les premiers mois de 1917, en prévision de ce qui serait l'assaut canadien victorieux contre la crête de Vimy en avril, les unités du Corps expéditionnaire canadien ont exécuté des douzaines de raids de tranchée le long de la ligne de front. L'ampleur des raids a varié et leur nombre a augmenté entre le début de janvier et la fin de mars. À la fin de cette période, les raids étaient devenus des entreprises relativement coûteuses, les groupes qui les exécutaient subissant collectivement 1400 pertes seulement au cours des deux dernières semaines de mars. Toutefois, comme le Colonel G. W. L. Nicholson le soutient dans l'histoire officielle de l'Armée relative à la guerre, les pertes ont « en grande partie été compensées par les renseignements recueillis sur les forces et les faiblesses de l'ennemi — renseignements qui ont permis aux Canadiens de

Reynolds, M. Ken 'Quatre noms inscrits sur le mémorial de Vimy : le raid de tranchée exécuté le 22 février 1917 par le 38^e Bataillon' *Le Journal de l'Armée du Canada* Vol. 9.1 (printemps 2006) 110-124

prendre leurs objectifs [sur la crête de Vimy] avec des pertes plus légères que ce n'aurait autrement été possible »⁴.

Le 38^e Bataillon d' « Ottawa » est une des unités du Corps expéditionnaire canadien associées à la multitude de raids de tranchée qui ont précédé la bataille de la crête de Vimy. Levé dans la capitale du pays au début de 1915, le 38^e Bataillon a servi en



Carte des tranchées. Front de la 3^e Division canadienne et de la 4^e Division canadienne, Vimy, printemps 1917

garnison aux Bermudes jusqu'au milieu de 1916, quand il a traversé en Angleterre. Là, il s'est joint à la 12^e Brigade d'infanterie du Canada, de la 4^e Division du Canada, et est arrivé en France en août 1916 avec le reste de la brigade.

Après avoir pris part aux derniers combats de la campagne de la Somme (tranchée Desire) en novembre 1916, le 38^e a consacré plusieurs semaines à la récupération, à l'instruction et à différents mouvements. En décembre, le bataillon s'était installé dans la partie du front correspondant à la crête de Vimy. Les rotations dans les tranchées de la ligne de front, dans les positions d'appui et à l'arrière ont commencé vers la fin de

Un bref historique du 38^e Bataillon du Corps expéditionnaire canadien :

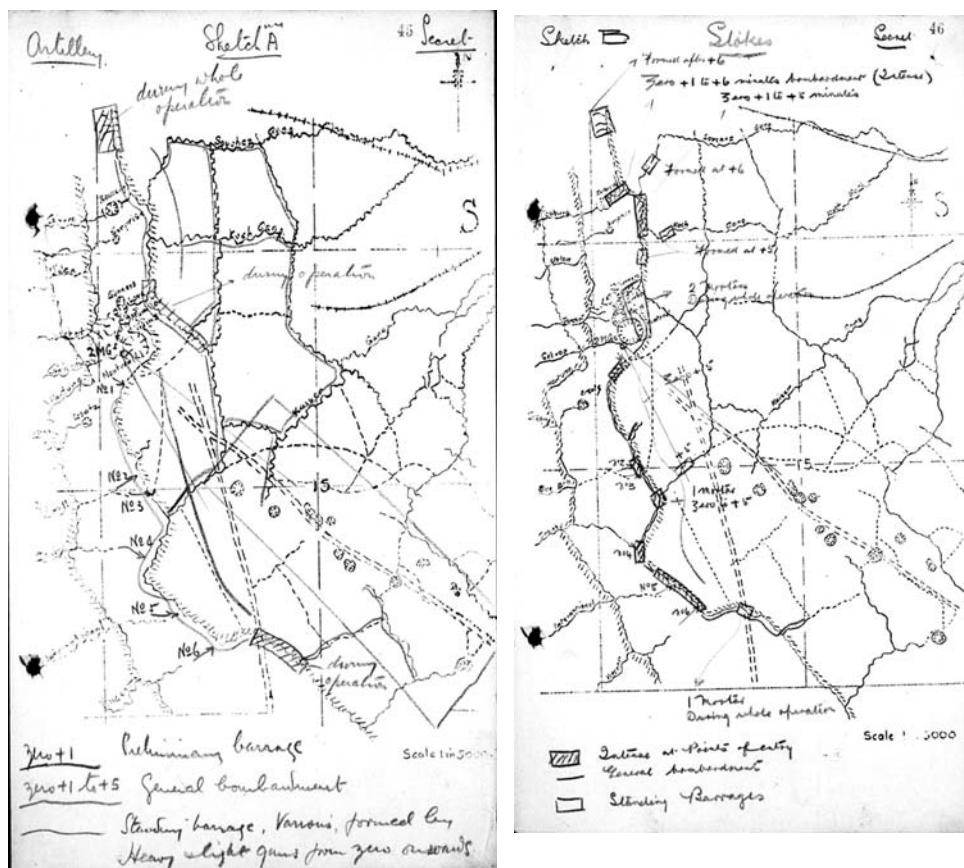
Levé à Ottawa en novembre 1914, le 38^e Bataillon est immédiatement mis en service actif, enjoint de doter son plein effectif et de commencer l'instruction. Généralement connu pendant la guerre sous le nom de 38th « Ottawa » Battalion ou de Royal Ottawas, le Bataillon tire ses effectifs de plusieurs régiments de l'Est de l'Ontario et des inscriptions sur les rôles de l'Armée. Le recrutement et l'instruction vont bon train à Ottawa et à Barriefield jusqu'en 1915, moment où le Bataillon quitte le Canada. Il s'embarque, non pour l'Europe, mais pour les Bermudes, où il est affecté à des fonctions de garnison qu'il exercera jusqu'en mai 1916. Le Bataillon s'embarque ensuite pour l'Angleterre, où il rejoint la 12^e Brigade d'infanterie canadienne de la 4^e Division du Canada. En août 1916, il est envoyé en France avec le reste de la brigade, où il servira jusqu'à la fin de la guerre. Au sein de la 4^e Division, le Bataillon prend part à de nombreuses batailles et recevra en reconnaissance de cette participation les honneurs de guerre suivants : Somme, 1916; Plateau de l'Ancre; Ancre, 1916; Arras, 1917 et 1918; Vimy, 1917; Ypres, 1917; Passchendaele; Amiens; Scarpe, 1918; Drocourt-Quéant; Ligne Hindenburg; Canal du Nord; Valenciennes; Sambre; France et Flandres, 1916-1918. Les membres du 38^e Bataillon recevront 299 décorations pour leurs actes de bravoure durant la guerre, y compris deux Croix de Victoria (décernées au Major Thain Wendell MacDowell à la Crête de Vimy et au Soldat Claude Joseph Patrick Nunney à Drocourt-Quéant), plusieurs médailles (Croix militaire, Médaille de conduite distinguée, Médaille militaire, Médaille du service méritoire), des citations à l'ordre du jour, ainsi que diverses décorations françaises, belges et russes. Les membres du Bataillon qui ont survécu rentrent enfin au pays en juin 1919 et l'unité est démobilisée à Ottawa. Près de 4 000 officiers, sous-officiers et militaires du rang sont passés par le 38^e Bataillon entre août 1916 et novembre 1918. Plus de 2 700 hommes ont été déclarés perdus pour le Bataillon : environ 800 sont morts au champ d'honneur ou ont succombé à leurs blessures ou à la maladie, et près de 2 000 hommes ont été blessés au combat.

l'année. Le 18 février 1917, le 38^e Bataillon a avancé pour remplacer le 72^e Bataillon, un autre des bataillons d'infanterie de la 12^e Brigade, retournant ainsi sur la ligne de front du côté le plus proche (ouest) de la crête de Vimy. Les journées suivantes ont été tranquilles, mais l'atmosphère allait bientôt changer⁵.

Le 38^e Bataillon faisait ses derniers préparatifs en vue d'un raid de grande envergure contre la position allemande de première ligne située au sommet de la crête de Vimy tandis que le 78^e Bataillon voisin se préparait en vue d'un raid simultané, quoique beaucoup plus modeste, devant ses positions. La partie du raid confiée au 38^e Bataillon avait trois objectifs : (1) procéder à une reconnaissance des positions

ennemis devant celles du bataillon, (2) « tuer des Boches et faire des prisonniers » et (3) « saper encore plus » le moral de l'ennemi dans le secteur. Le plan opérationnel prévoyait cinq groupes de raid totalisant environ 100 officiers, sous-officiers et hommes, qui devaient entrer dans les tranchées allemandes à la brunante, nettoyer les portions des tranchées en question et rester sur place dix minutes. Des feux d'appui canadiens — assurés par des mortiers de tranchée Stokes de la 12^e Batterie de mortiers de tranchée légers et des mitrailleuses Vickers de la 12^e Compagnie de mitrailleuses — devaient être exécutés au début du raid. Les armes canadiennes devaient tirer le long d'une ligne quelque 100 verges derrière la ligne de front ennemie pendant une minute et à chaque extrémité des tranchées allemandes pour « maintenir l'ennemi dans ses tranchées et l'empêcher de s'enfuir ». Les mortiers et les mitrailleuses devaient cibler la ligne de front allemande et « un bombardement général le long de tout l'objectif » devait être exécuté jusqu'à ce que les groupes exécutant le raid aient atteint leurs objectifs. Après cela, les feux d'appui devaient former un « barrage encaissant » pour protéger les auteurs du raid de toute intervention extérieure⁶.

Très peu d'information concernant les préparatifs particuliers faits par les officiers et hommes du 38^e Bataillon en vue du raid de février 1917 a survécu dans les archives. Les soldats affectés au raid ont reçu l'ordre d'enlever leurs plaques d'identité et tous les autres articles susceptibles de les identifier, de même que tous les documents, de leurs vêtements. Une série de couleurs de fusées servant de code a été adoptée afin de



Croquis détaillés des tranchés et plan de feux de l'artillerie pour l'opération.

communiquer des renseignements tels que le début du raid, la remise du raid à plus tard, l'ordre de cesser le feu, le retour des auteurs du raid, etc⁷. Le Soldat Percy Trendell a écrit bien des années plus tard dans ses mémoires une seule phrase : « Nous nous sommes exercés sur des rubans posés dans un champ près du château, ce que j'ai toujours considéré comme une erreur, car le terrain ne ressemblait absolument pas aux terribles trous de boue de la crête »⁸.

À 17 h 30, le 22 février, un total de cinq officiers et de quatre-vingt-cinq militaires du rang, appuyé par quatorze mortiers Stokes et plusieurs mitrailleuses Vickers, a entrepris le raid. Le groupe de raid du 38^e Bataillon était subdivisé en cinq sous-groupes différents sous le commandement des lieutenants Percy Gardner (groupe numéro 1), David Ketcheson (numéro 2), Norman Stott (numéro 3), Andrew Duncan (numéro 4) et Arthur Jarvis (numéro 5)⁹. D'après le Major Gilbert Howland, muté peu avant du 73^e Bataillon, il n'a pas été difficile de trouver des soldats pour former les groupes de raid : « ... Le désir de nos hommes de s'attaquer au "Boche" est remarquable; nos groupes de raid sont tous constitués de volontaires et nous obtenons toujours plus que le nombre de soldats dont nous avons besoin »¹⁰.

Le groupe numéro 1 était constitué du Lieutenant Percy Gardner et de dix-sept soldats. Il a reçu l'ordre de se séparer en deux escouades en entrant dans la tranchée ennemie principale. La moitié des attaquants devait bloquer toute avance allemande

dans la tranchée depuis le nord et protéger le reste des hommes du Lieutenant Gardner, qui devaient aller vers le sud dans la tranchée à la rencontre du groupe numéro 2 du bataillon. Les membres du groupe numéro 1 étaient spécialement désignés et équipés, et affectés à des tâches particulières. La moitié du groupe se composait des personnes suivantes :



Photo prise de la collection du Loaf DSC Mackay

Le Capitaine Percy Gardner, commandant du groupe n° 1 pendant le raid.

- ◆ soldat armé d'une baïonnette (équipé d'un fusil Lee-Enfield muni d'un chargeur de cinq cartouches et d'une baïonnette, de deux bombes Mills — ou grenades — dans sa poche, d'une lampe de poche fixée au fusil et d'une cartouchière en bandoulière);
- ◆ soldat armé d'une baïonnette (fusil et baïonnette, vingt cartouches pour arme légère, un tablier de grenadier contenant neuf grenades et deux grenades dans sa poche);
- ◆ grenadier (sac à dos contenant dix grenades et un casse-tête (knobkerrie) — court bâton en bois terminé par une lourde coiffe);
- ◆ porteur (fusil et baïonnette, vingt cartouches pour arme légère et dix grenades dans un sac à dos);
- ◆ sous-officier (fusil et cartouchière en bandoulière, six grenades et une cisaille);
- ◆ grenadier (sac à dos contenant dix grenades et un casse-tête);
- ◆ porteur (une charge explosive portable de dix livres et un sac à dos contenant dix grenades);
- ◆ soldat supplémentaire (fusil, cartouchière en bandoulière et deux grenades).

L'autre moitié du groupe était identique à la première, sauf qu'un deuxième soldat

« supplémentaire » devait porter « un sac à dos et un couteau tranchant retenu par un cordon »¹¹.

Le groupe numéro 1 a commencé à avancer avec le Lieutenant Gardner et le Sergent suppléant Edward Howe en tête, suivis de deux des soldats du groupe armés d'une baïonnette et de grenadiers. Le Soldat Trendell et un autre soldat venaient derrière, ils étaient « chargés de transporter et de déposer des charges, pesant chacune environ 15 livres, dans deux abris allemands qui avaient été repérés avec précision du haut des airs ». C'était la première fois que le Soldat Trendell « montait à l'assaut ». Il a plus tard décrit ainsi le début du raid : « Le barrage a commencé en un rugissement formidable et tout semblait en flammes et en feu. Le tir de notre artillerie nous effleurait la tête, car elle devait utiliser une trajectoire basse pour toucher les positions allemandes à peine 100 verges devant. Le bruit était indescriptible; on ne pouvait communiquer qu'en agitant les bras »¹².



Photo prise de la collection du Lcpl DSC Mackay

Le SMR William Marsden a reçu la Croix militaire pour avoir secouru, pendant le raid, des membres blessés des groupes n° 2 et n° 3.

Les attaquants ont avancé en traversant les barbelés canadiens, le petit groupe restant serré et se débattant dans la boue sous le poids de ses armes et de ses munitions. En dépit de ce que l'ordre d'opération prévoyait, le Soldat Trendell se rappelle qu'il avait sur la poitrine un sac à dos contenant six grenades Mills, un pistolet automatique et un couteau suspendu à sa ceinture, son fusil (auquel la baïonnette était fixée) dans la main gauche et la charge explosive portable dans la droite, « mes doigts tenant fermement la corde et le bouton destinés à activer la mèche de dix secondes ». Le tir de l'artillerie amie, qui remuait la boue et en projetait devant eux une bonne partie dans les airs, avait aussi, heureusement, coupé les barbelés allemands devant l'objectif des attaquants¹³.

Tandis que le groupe numéro 1 approchait du parapet de la tranchée allemande, le Sergent suppléant Howe a fait signe aux soldats de se plaquer au sol. Certains d'entre eux se sont réfugiés dans un trou d'obus profond partiellement rempli d'eau. Le Lieutenant Gardner et le Sergent suppléant Howe sont apparemment entrés dans la tranchée allemande à 17 h 36, suivis du reste du groupe, et ont « alors fait face à une résistance considérable de la part d'un détachement ennemi comptant environ dix soldats qui ont engagé les attaquants à la grenade et au fusil ». Les grenades canadiennes et les armes légères du groupe se déplaçant vers le sud — Howe a plus tard déclaré

que Gardner avait abattu deux Allemands à l'aide de son revolver — ont tué huit des soldats ennemis et deux autres Allemands se sont réfugiés dans un abri qui a aussitôt été attaqué à la grenade¹⁴.

Le temps était venu de lancer les charges portables dans les deux abris, comme



Photo prise de la collection du Lt-col DSC Mackay

Le Lieutenant-colonel Cameron Edwards, commandant du 38^e Bataillon, pendant le raid

soit les groupes 2 et 3 respectivement, ont quitté les lignes canadiennes ensemble en suivant la tranchée de communications Blue Bull et sont montés à la surface en passant par une ouverture pratiquée dans les barbelés canadiens, à l'intention des attaquants. Leurs ordres étaient simples. Le groupe numéro 2 devait attaquer (à la grenade) une tranchée de sape ennemie et rejoindre l'escouade du groupe numéro 1 qui suivait la ligne de tranchée depuis le nord. À cette fin, le groupe du Lieutenant Ketcheson était structuré en gros comme celui du Lieutenant Gardner et comptait seize membres. Il comptait aussi un « lanceur » équipé d'un sac à dos plein de grenades. Le groupe numéro 3 du Lieutenant Stott était chargé d'attaquer à l'aide de charges explosives une tranchée de communications allemande proche sur environ vingt-cinq verges. Son groupe était un peu différent des autres, car il incluait deux soldats armés d'une baïonnette, trois lanceurs, six porteurs, un sous-officier, deux « messagers » et deux « tireurs de grenades à fusil ». Chacun de ces derniers avait un fusil et une baïonnette, douze grenades à fusil et, sur la poitrine, un sac à dos contenant huit grenades à main¹⁷.

En essayant de franchir le no man's land, les deux groupes « ont aussitôt subi le tir nourri » de trois mitrailleuses ennemis et de plusieurs fusils, bien avant d'atteindre le point de départ, au bord de la tranchée allemande, du raid proprement dit. Le compte

prévu. Le Soldat Trendell, qui avait déjà perdu son fusil, regardait pendant qu'un autre soldat jetait sa charge dans un des abris. Pendant ce temps, le Soldat Trendell se démenait tandis que sa charge devenait plus lourde à cause « de la boue collée [à la charge] ». Lorsque les Canadiens ont reçu l'ordre de regagner les lignes amies, le Soldat Trendell a jeté sa charge (il ne dit pas où) et on a plus tard déclaré que les deux charges avaient réussi à détruire des abris profonds et que des grenades en avaient éliminé un troisième¹⁵.

Le groupe numéro 1 est revenu à la tranchée de communications Ersatz et en territoire ami, accueilli par le Lieutenant Colin Campbell, qu'un obus a tué peu après pendant qu'il cochait le nom des hommes revenant du raid. On a plus tard estimé que le groupe avait tué quinze Allemands, au prix de quatre « blessés légers ». Un des blessés était le Soldat William Mollison qui, bien que « touché au côté et souffrant beaucoup [avait] poursuivi le combat ». Les soldats John O'Gorman, William Thompson et Sylvester Osborne ont aussi été blessés. Le Lieutenant Gardner a aussi été blessé après le raid quand l'obus qui a tué le Lieutenant Campbell lui a fracturé le bras et l'a assommé. Le Sergent suppléant Howe a en conséquence fait rapport sur les succès du groupe au commandant de la compagnie « D » du bataillon¹⁶.

Les groupes de raid dirigés par les lieutenants David Ketcheson et Norman Stott,

rendu de l'opération a plus tard indiqué que « notre barrage d'artillerie n'avait apparemment pas été efficace à cet endroit ». Pour compliquer encore l'affaire, les attaquants sont alors tombés sur un groupe de vingt-cinq à trente soldats allemands installés dans un centre de résistance, à un endroit situé directement entre les points où les deux groupes canadiens étaient censés entrer dans la tranchée. Les deux lieutenants ont essayé de faire avancer leurs hommes; le Lieutenant Ketcheson souffrait, car « il avait eu le bras transpercé par une balle, mais il a poursuivi son travail »¹⁸.

« Trouvant impossible d'avancer davantage en rampant, les officiers ont décidé de se précipiter sur l'objectif », le groupe numéro 2 sur la gauche et le numéro 3 sur la droite. Les deux groupes étaient à environ quarante à quarante-cinq verges de la tranchée ennemie. Le Lieutenant Ketcheson, environ vingt pieds à droite du Lieutenant Stott, a crié « c'est tout simple "Stottie" [,] à l'assaut ». Le Lieutenant Stott a répondu en criant en se tournant vers ses hommes « à l'assaut les gars »¹⁹.

Le Lieutenant Ketcheson a été blessé une nouvelle fois, cette fois plus grièvement, et les deux groupes ont aussi subi plusieurs autres pertes, dont le Soldat George Avery, blessé mortellement, et le Soldat Edwin Davey, qui a subi une « bonne blessure ». Le Lieutenant Stott a plus tard noté que le Soldat Avery, son « soldat numéro 1 armé d'une baïonnette », avait immédiatement répondu lorsque le Lieutenant Stott avait appelé ses hommes à se lancer à l'assaut mais qu'il avait été touché et tué par le tir d'une mitrailleuse. Le Soldat Davey, le « soldat numéro 2 armé d'une baïonnette » du Lieutenant Stott, s'est rendu seulement un peu plus loin avant d'être touché à l'épaule droite par un projectile ennemi. Le Lieutenant Stott a plus tard écrit : « Le tir des mitrailleuses était terrible et il était presque impossible d'aller plus loin, mais nous sommes parvenus à moins de cinq verges de la tranchée ennemie avant sur la droite et à quelque 35 verges de la tranchée de sape ou du trou d'obus où je pouvais clairement voir trois mitrailleuses. Les grenades ennemis tombaient à quelques pieds de nous et le temps prévu pour l'occupation était presque écoulé. C'était un moment très troublant pour nous deux. » Les Canadiens ont finalement commencé à infliger des pertes à l'ennemi, mais le temps prévu pour le raid était effectivement écoulé. Le Lieutenant Stott et quelques-uns de ses hommes avaient réussi à entrer dans la tranchée ennemie dans laquelle, selon la description, « on se retrouvait dans la boue et dans l'eau presque jusqu'à la taille », et les deux groupes étaient en



Photo prise de la collection du Lcol DSC Mackay

Le Soldat Raoul Labelle a reçu la Médaille militaire pour avoir ramassé une grenade lancée par l'ennemi et l'avoir relancée dans les positions allemandes.



Le Caporal Joseph Lacoste, membre du groupe n° 4, blessé pendant le raid par l'explosion d'un projectile de l'artillerie amie.

Image numérisée (mosaïque) à partir de l'ouvrage de J.H. De Wolfe, Our Heroes in the Great War (images de la participation du Canada dans la plus grande guerre de l'histoire, y compris des photographies d'officiers, d'infirmières, de sous-officiers et d'hommes de la ville d'Ottawa, en Ontario, et de ses environs. (Ottawa : The Patriotic Publishing Co.)

train de se préparer à faire une autre tentative pour avancer lorsque les fusées de signalisation ont été lancées. Les deux groupes ont été obligés de regagner les lignes du 38e Bataillon tout en récupérant les blessés en partant. Les deux groupes ont au total dénombré trois tués — les soldats Avery, Thomas Brown et Jesse Evenden — et onze blessés. Tout comme le Soldat Avery, le Soldat Brown avait été victime du tir d'une mitrailleuse allemande et est mort dans les barbelés ennemis. Le Soldat Evenden a aussi atteint les barbelés ennemis, où une balle de mitrailleuse l'a touché. Il a pu continuer à lancer des grenades jusqu'à ce qu'un éclat d'un obus allemand le touche mortellement à la tête. Le Lieutenant Stott concluait ainsi le compte rendu qu'il a fait au Lieutenant-colonel Cameron Edwards, commandant

du 38e Bataillon : « Je regrette grandement le fait que nous n'avons pas atteint notre objectif, mais nous nous sommes heurtés à des obstacles imprévus que, étant donné le peu de temps que nous avions, nous n'avons pas été capables de surmonter. Les hommes se sont comportés comme des soldats le devraient et leur conduite a été irréprochable »²⁰.

Le groupe numéro 4 du Lieutenant Andrew Duncan — qui était constitué de ce dernier, de deux sous-officiers et de dix-huit hommes, tous de la compagnie « A » et dont la structure était semblable à celle des autres groupes du bataillon — a quitté les lignes du bataillon en suivant la tranchée de communications Granby et a franchi le no man's land, des obus amis de 18 livres explosant au-dessus et autour d'eux et même parmi eux (le Caporal Joseph Lacoste a été blessé par un projectile ami). Ce groupe avait pour ordres de se séparer en deux une fois entré dans la tranchée ennemie — l'escouade de gauche devait aller vers le nord jusqu'à ce qu'elle rencontre le groupe numéro 3 et l'escouade de droite vers le sud jusqu'à ce qu'elle rencontre le groupe numéro 5²¹.

Le groupe numéro 4 est entré dans la tranchée allemande cible en tant qu'unité complète et « sans sérieuse opposition » six minutes après avoir quitté les lignes canadiennes. Il a vite vu cinq Allemands morts, tués par le tir de l'artillerie canadienne, exemple du contraire de la précision dont les groupes 2 et 3 ont joui dans leur partie de la tranchée ennemie. Le groupe s'est alors séparé en deux escouades de neuf hommes par escouade et a parcouru la tranchée ennemie dans les deux directions tandis que le Lieutenant Duncan et deux autres restaient au point d'entrée. L'escouade de droite a vite tué quatre Allemands et fait sauter un abri profond à l'aide d'une charge explosive portable avant de se retrouver dans un « combat à la grenade » avec un groupe de soldats ennemis. Comme le temps prévu pour le raid s'écoulait et que cette escouade se désengageait, le Soldat Raoul Labelle « a accompli une action superbe en ramassant une grenade ennemie qui était tombée parmi son groupe [de cinq hommes] et l'a relancée vers les Huns, où elle a explosé au milieu d'eux »²².

Le travail accompli durant le raid par un autre membre du groupe numéro 4, le Soldat Robert Barr, a aussi mérité des éloges. Bien que blessé au point de départ, le Soldat Barr est resté à son poste de premier soldat armé d'une baïonnette et, « lorsque l'officier responsable de l'avance a donné l'ordre, il a entraîné l'escouade contre un groupe d'ennemis nettement supérieur en nombre qui était rassemblé près d'un abri ».



La tranchée de communication Blue Bull, utilisée par les infortunés membres des groupes n° 2 et n° 3 pour se rendre dans le no man's land, au début du raid.

Le Soldat Barr aurait passé à la baïonnette l'Allemand le plus proche et tiré sur un second tandis que les autres hommes de son escouade et lui repoussaient l'ennemi. Une grenade a blessé de nouveau le Soldat Barr juste avant que l'ordre de repli ne soit donné. Le Soldat Wilfred Bancroft l'a aidé à regagner les lignes canadiennes. Le Soldat Bancroft a aussi, plus tard, été déclaré « digne de mention » puisque, en qualité de deuxième soldat armé d'une baïonnette du groupe, il avait durant le raid « personnellement abattu deux soldats ennemis à bout portant et attaqué à la grenade un abri plein de Huns »²³.

Entre-temps, l'escouade de gauche du groupe numéro 4 a vite trouvé un abri allemand, qu'elle a attaqué à la grenade. L'escouade a continué de se déplacer vers le nord, mais elle a été arrêtée environ trente verges plus loin lorsqu'elle a constaté qu'il était « impossible d'avancer à cause des tirs d'artillerie ennemis et amis sur la tranchée ». Pendant le retour au point de départ du raid, une charge portable de trente livres a été « jetée dans l'abri [qu'ils avaient déjà attaqué] et on a entendu la charge exploser ». Les pertes du groupe du Lieutenant Duncan se sont élevées au total à deux blessés légers (Lacoste et Barr), alors que les morts ennemis s'élevaient au total à un minimum de neuf soldats²⁴.

Le groupe numéro 5, que commandait le Lieutenant Arthur Jarvis, était constitué de deux escouades (à l'origine les groupes 5 et 6) totalisant vingt personnes organisées en gros comme les quatre premiers groupes. Une escouade était chargée d'aller vers le nord en entrant dans la tranchée ennemie pour rejoindre le groupe numéro 4 alors que la seconde avait l'ordre de se diriger vers le sud sur soixante-quinze verges et de nettoyer la tranchée sur la même distance²⁵.

Les membres du groupe du Lieutenant Jarvis ont quitté les lignes canadiennes en suivant la tranchée de communications International. Toutefois, tandis qu'ils se rassemblaient dans le no man's land, des obus de mortier Stokes amis qui tombaient en deçà de l'objectif ennemi à vingt verges ou moins devant les troupes canadiennes les ont forcés à se jeter au sol. Le groupe a alors poursuivi sa progression, s'approchant à moins de vingt verges des lignes allemandes avant que l'ennemi annonce contre les

Canadiens un « tir au fusil nourri accompagné d'un déluge de grenades. Le groupe a riposté et est entré dans la tranché en se frayant un chemin, tuant sur-le-champ cinq Huns qui faisaient partie d'un groupe de sept ». Durant le combat, le Lieutenant Jarvis a tué deux des ennemis avec son revolver, tandis que le Soldat Alex Lalonde en tuait deux autres lorsqu'il a relancé vers eux « une grenade ennemie qui était tombée au milieu du groupe ». Les Canadiens se sont alors désengagés, car ils arrivaient au bout du temps prévu pour le raid; quelque dix minutes s'étaient écoulées depuis qu'ils avaient quitté les lignes canadiennes. Les pertes du groupe numéro 5 s'élevaient à un tué (le Soldat John Kitchen, un des soldats du groupe armés d'une baïonnette), un blessé grave et neuf blessés légers; ils ont estimé avoir tué un minimum de neuf Allemands et en avoir blessé beaucoup d'autres. Le blessé grave, le Soldat Christopher Partridge, est mort le lendemain à l' Ambulance de campagne numéro 13 de blessures subies près des barbelés ennemis²⁶.

Au moment d'exécuter le raid du 22 février 1917, le 38^e Bataillon avait été chargé de procéder à une reconnaissance des positions allemandes, de tuer l'ennemi, de faire des prisonniers et de saper le moral des Allemands occupant les positions situées devant le bataillon. Les résultats du raid sont difficiles à évaluer. Quatre des cinq groupes (tous sauf le groupe numéro 2, qui n'a jamais atteint la tranchée allemande) ont fait rapport sur l'état des positions ennemis attaquées. Ces rapports incluent l'évaluation faite par le Lieutenant Duncan pour le groupe numéro 4, qui note l'attaque de deux abris, le fait qu'il n'a pas vu de puits de mine ou de tranchée de sape, l'absence de barbelés allemands dans le secteur et l'observation selon laquelle les tranchées ennemis semblaient « pulvérisées par endroits par une explosion mais propres et [dotées de] tapis de tranchée en bon état »²⁷.

Aucun des groupes mentionnés n'a fait de prisonniers. Ce n'est pas surprenant, puisqu'ils n'ont pas réussi à surprendre l'ennemi et étant donné les combats très violents avec des groupes allemands et les défenseurs. En revanche, les résultats concernant les « Boches » tués étaient plus positifs. Les militaires qui ont pris part au raid ont plus tard fait état de trente-trois « Boches morts » et d'au moins quarante autres Allemands blessés et de l'explosion de six abris (« dont trois [dont on sait qu'ils étaient] occupés »). Selon le compte rendu de la 12^e Brigade d'infanterie du Canada fait après le raid, les Allemands étaient « entièrement prêts » pour le raid et avaient garni leur tranchée d'hommes et de mitrailleuses. La brigade a également signalé que l'état du no man's land a donné encore plus de problèmes aux attaquants :

Le mauvais état du terrain a retardé les groupes du 38^e Bataillon, qui ont été retenus [au niveau de] la plupart des points d'entrée — en conséquence, lorsqu'ils sont effectivement entrés en combattant dans la tranchée de l'ennemi, la limite de temps prévue était atteinte et ils ont été obligés de se replier même si, dans la plupart des cas, ils commençaient tout juste à avoir le dessus et repoussaient le Boche le long de sa tranchée — quelques minutes de plus auraient donné au 38^e Bataillon une victoire complète et permis la capture probable des trois mitrailleuses [de l'ennemi]²⁸.

Victoire incomplète ou pas, le raid a donné lieu à l'attribution de plusieurs décorations pour actes de bravoure aux officiers et aux hommes du 38^e. Les lieutenants Duncan et Ketcheson ont tous deux reçu la Croix militaire — le Lieutenant Duncan pour « sa bravoure remarquable et son attachement au devoir lorsqu'il commandait un groupe de raid. Il a bravement mené ses hommes dans la tranchée d'entrée, en dépit d'un tir nourri, et s'est acquitté avec un succès remarquable de la tâche qui lui avait été assignée²⁹ » et le Lieutenant Ketcheson pour « sa bravoure remarquable et son attachement au devoir lorsqu'il commandait un groupe de raid. Bien que blessé, il a continué à commander ses hommes et a mené l'assaut contre la tranchée ennemie de

façon très déterminée. Plus tard, il a une fois de plus été grièvement blessé »³⁰. Le Sergent-major régimentaire (SMR) William Marsden a aussi reçu la Croix militaire pour ses efforts. Même s'il n'était membre d'aucun des groupes de raid, il s'est montré indispensable pour ce qui est de ramener les hommes blessés des groupes 2 et 3 après leur portion désastreuse du raid. La citation de la décoration note « la bravoure remarquable et l'attachement au devoir » du SMR Marsden et « le grand courage et la détermination affichés lorsqu'il a sauvé sous un tir très nourri plusieurs hommes et un officier blessés. Il a du début à la fin donné un exemple superbe »³¹. Le Lieutenant Gardner a aussi fait l'objet d'une recommandation portant sur la Croix militaire pour son leadership à la tête du groupe numéro 1 durant le raid, mais cette recommandation n'a pas été approuvée³².

Le Soldat Lalonde, du groupe numéro 5, a aussi été décoré pour son héroïsme; il a reçu la Médaille de conduite distinguée. La citation se lit comme suit : « Pour sa bravoure remarquable et son attachement au devoir durant un raid contre les tranchées de l'ennemi. Il a ramassé une grenade ennemie tombée au milieu de son groupe et l'a aussitôt relancée à l'ennemi, où elle a explosé et a tué deux soldats ennemis. Plus tard, il a ramené un camarade blessé jusqu'à nos lignes »³³. Quatre membres du bataillon — les soldats Raoul Labelle, Bertram McRae, William Mollison et William Paterson — ont reçu la Médaille militaire pour leur « travail remarquable durant le raid exécuté par son bataillon contre les tranchées ennemis le 22 février 1917 ». Six autres personnes — le Sergent Edward Howe et les soldats Wilfred Bancroft, Robert Barr, David Jodoin, John McNulty et Leonard Morris — ont fait l'objet d'une recommandation portant sur la même décoration, mais ils n'ont pas été décorés³⁴.

Par rapport à l'ennemi, le raid n'a pas été très coûteux pour le 38^e. Six officiers et hommes ont été tués (y compris le Lieutenant Campbell, dans les lignes du bataillon) et vingt-neuf ont été blessés; ces derniers ont tous été ramenés dans la position canadienne³⁵. On ne peut malheureusement en dire autant de tous les morts. Le Lieutenant Campbell et le Soldat Partridge ont eu la chance d'être inhumés dans des cimetières derrière les lignes canadiennes. Le corps des soldats Avery, Brown, Evenden et Kitchen n'ont toutefois pas été récupérés lorsque le raid s'est terminé, les quatre hommes tombant près des lignes allemandes. Le bataillon a plus tard envoyé des patrouilles récupérer les corps, mais ils n'ont pas pu être trouvés et avaient probablement déjà été enlevés par l'ennemi et inhumés ailleurs. Aujourd'hui, le nom de ces quatre « simples mortels », ainsi que Blunden les aurait appelés, victimes de la nécessaire mais tragique tactique du raid de tranchée, est gravé sur le Mémorial de Vimy, en France, pour rappeler que, parmi les 11 000 soldats canadiens sans sépulture connue qui figurent ici, ces quatre hommes sont morts au cours des préparatifs de la bataille d'avril 1917³⁶.

Au sujet de l'auteur

M. Ken Reynolds (Ph. D.) est l'officier adjoint du patrimoine, Direction — Histoire et patrimoine, section du patrimoine des Forces canadiennes, à Ottawa. Il obtient son baccalauréat en histoire à l'Université Trent et sa maîtrise ès arts ainsi que son doctorat à l'Université McGill. Après ses études, il entreprend plusieurs projets de recherche et signe des contrats de rédaction avec le ministère de la Défense nationale, d'autres ministères ainsi que des organisations non gouvernementales avant d'occuper son poste actuel. Il exerce également, à titre bénévole, la charge de conservateur du musée régimentaire du Cameron Highlanders of Ottawa et les fonctions d'historien du Régiment. Ces dernières fonctions l'ont conduit à la rédaction d'une version à jour de l'histoire du Régiment (qui devrait être publiée bientôt) et à des travaux sur l'histoire du 38^e Bataillon du Corps expéditionnaire canadien (dont la mémoire est perpétuée par le Camerons), qui prendront la forme d'un livre.

DÉCORATIONS ET MENTIONS OBTENUES PAR LE 38^e BATAILLON POUR LES HAUTS FAITS DU 22 FÉVRIER 1917

Citation de la Croix militaire décernée au Lieutenant Andrew Duncan :

Pour sa bravoure remarquable et son attachement au devoir alors qu'il commandait un détachement de raid. Il a bravement mené ses hommes dans la tranchée d'entrée, en dépit d'un tir nourri, et s'est acquitté avec un succès remarquable de la tâche qui lui avait été assignée³⁷.

Citation de la Croix militaire décernée au Lieutenant David Ketcheson :

Pour sa bravoure remarquable et son attachement au devoir lorsqu'il commandait un détachement de raid. Bien que blessé, il a continué à commander ses hommes et a mené l'assaut contre la tranchée ennemie de façon très déterminée. Plus tard, il a une fois de plus été grièvement blessé³⁸.

Citation de la Croix du Souvenir décernée au Sergent-major régimentaire William Marsden :

Pour sa bravoure remarquable et son attachement au devoir durant un raid contre les tranchées ennemis. Il a démontré un courage et une détermination remarquables lorsqu'il a sauvé sous un tir très nourri plusieurs hommes et un officier blessés. Il a, du début à la fin, donné un exemple superbe³⁹.

Recommandation en vue de la remise de la Croix militaire au Lieutenant Percy Gardner (Croix militaire non décernée) :

Cet officier a fait preuve d'un courage et d'un leadership magnifiques alors qu'il commandait le détachement no 2 durant le raid du 22 février 1917 contre les tranchées ennemis⁴⁰.

Citation de la Médaille de conduite distinguée décernée au Soldat Alex Lalonde :

Pour sa bravoure remarquable et son attachement au devoir durant un raid contre les tranchées ennemis. Il a saisi une grenade ennemie tombée au milieu de son groupe et l'a aussitôt relancée à l'ennemi, où elle a explosé et a tué deux soldats. Plus tard, il a ramené un camarade blessé jusqu'à nos lignes⁴¹.

Recommandation en vue de la remise de la Médaille militaire aux Soldats Raoul Labelle, Bertram McRae, William Mollison et William Paterson :

Pour leur travail remarquable durant le raid mené par leur bataillon contre les tranchées ennemis le 22 février 1917⁴². (Conformément à l'habitude, les citations des récipiendaires de la Médaille militaire n'ont pas été rédigées.)

Recommandation en vue de la remise de la Médaille militaire au Sergent Edward Howe et aux Soldats Wilfred Bancroft, Robert Barr, David Jodoin, John McNulty et Leonard Morris (non décernée) :

Pour leur travail remarquable durant le raid mené par leur bataillon contre les tranchées ennemis le 22 février 1917⁴³.

Notes

1. Edmond Blunden, *Undertones of War* (Londres, 1928), p. 73, cité dans Bill Rawling, *Survivre aux tranchées : L'Armée canadienne et la technologie (1914-1918)* (Outremont, Athéna éditions, 2004), p. 60.
2. Rawling, 60; Colonel G. W. L. Nicholson, *Corps expéditionnaire canadien 1914-1919 (Official History of the Canadian Army in the First World War)* (Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1964), p. 122.
3. Desmond Morton, *When Your Number's Up: The Canadian Soldier in the First World War* (Toronto, Random House of Canada Ltd., 1993), p. 126.
4. Nicholson, p. 233-234.
5. ANC, RG 9, III D 3, vol. 4938, dossier 432, War Diary, 38th Canadian Infantry Battalion (ci-après WD 38th Battalion), 18-22 février; ANC, RG 9, III D 3, vol. 4907, dossier 326, War Diary, 12th Canadian Infantry Brigade (ci-après WD 12th Brigade), 18 février 1917.
6. ANC, RG 9, III C 3, vol. 4235, chemise 4, dossier 5, 38th Cdn. Inf. Bn., Operations, Minor, 19-2-18 to 27-4-18, R.F. Parkinson, Major, Acting Adjutant 38th Canadian Infantry Bn., 38th Canadian Infantry Battalion Operation Order No. 50, distribué par des messagers à 14 h le 22 février 1917 (ci-après Ordre d'opération numéro 50); WD 38th Battalion, 18-22 février 1917; ANC, RG 9, III D 3, vol. 4859, dossier 158, War Diary, 4th Canadian Division—General Staff, February 1917, Appendix J, « Report on Raid Carried Out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 » (ci-après « Report on Raid Carried Out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »).
7. Ordre d'opération numéro 50.
8. Collection D. S. C. Mackay, 38-016, documents de Percy C. Trendell, Lcol. P. C. Trendell, « I Served with the 38th Battalion », non daté (ci-après Trendell), p. 12.
9. WD 38th Battalion, 18-22 février 1917; « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 ».
10. Musée du Lieutenant-général E. C. Ashton, documents du Major Gilbert Howland, Gilbert to Gertie, 22 février 1917.
11. Ordre d'opération numéro 50.
12. Trendell, p. 12-13.
13. Trendell, p. 13.
14. « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; Trendell, p. 13; ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, 189851 L/Sergt E Howe, No 14 Platoon, D Company, to O.C. "D" Coy, 38th Bn, Feb 22/17.
15. « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; Trendell, p. 13.
16. bid. ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, 189851 L/Sergt E Howe, No 14 Platoon, D Company, to O.C. "D" Coy, 38th Bn, Feb 22/17; idem, message, W.S. Wood, Major, O.C. D Coy, to O.C. 38th Bn Canadians, Feb 22nd 1917.
17. Ordre d'opération numéro 50.
18. « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, Lieut. N.A. Stott, No. 3 Party, to the C.O., Hooks, non daté.
19. Ibid.
20. bid. Musée canadien de la guerre, collection archivistique (ci-après MCG), 19680229-003, Manu 58C 1.2.18, « Casualties List of A, B, C, and D Co., 38th Canadian Infantry Battalion », non daté (ci-après « Liste des pertes »).
21. Ordre d'opération numéro 50; « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, E.C.H. Moore, Capt., A O/C "A" Co., to Adj. 38th Bn, 1st March '17; idem, message, Lieut. A Duncan, Ofcr. i/c No. 4 Party, to Adjutant, 38th Bn., 23/2/17; idem, message, E.C.H. Moore, A O/C "A" Co., to Adj. 38th Bn. C.E.F., 23rd Feby. 17 (voir « Report on Raid »).
22. Ibid.
23. « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, E.C.H. Moore, Capt., A O/C "A" Co., to Adj. 38th Bn., 1st March '17 (voir Barr); idem, message, Lieut. A Duncan, Ofcr. i/c No. 4 Party, to Adjutant, 38th Bn., 23/2/17; idem, message, E.C.H. Moore, Capt, A O/C "A" Co., to Adj. 38th Bn., 1st March '17 (voir Bancroft).
24. « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, Lieut. A Duncan, Ofcr. i/c No. 4 Party, to Adjutant, 38th Bn., 23/2/17.
25. Ordre d'opération numéro 50 « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, Lt. Jarvis, O.C. Left Party, to Capt. Hill, O.C. Raid, 23/2/17.
26. « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, Lt. Jarvis, O.C. Left Party, to Capt. Hill, O.C. Raid, 23/2/17; « Liste des pertes ».
27. ANC, RG 9, III C 3, vol. 4234, chemise 1, dossier 3, Honours and Awards, 19-1-17 to 2-7-17, 38th Cdn. Inf. Bn., 12th Cdn. Inf. Bde., message, Lieut. A Duncan, Ofcr. i/c No. 4 Party, to Adjutant, 38th Bn., 23/2/17.
28. WD 38th Battalion, 22 février 1917; « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February

1917 »; WD 12th Canadian Infantry Brigade, February 1917, Appendix, Intelligence Summary No. 56, 12th Canadian Infantry Brigade, 23-2-17.

29. David K. Riddle et Donald G. Mitchell (compilé par), *The Military Cross awarded to Members of the Canadian Expeditionary Force 1915-1921* (Winnipeg, The Kirkby-Malton Press, 1991), p. 91.

30. Riddle et Mitchell, p. 170.

31. Riddle et Mitchell, p. 207.

32. MCG, 19680229-001, Manu 58C 1.2.18, « Honours and Awards 38th Bn (Records of recommendations for Honours and Awards and mentioned in dispatches 19161121 19190117) ».

33. David K. Riddle et Donald G. Mitchell (compilé par), *The Distinguished Conduct Medal awarded to Members of the Canadian Expeditionary Force 1914-1920* (Winnipeg, The Kirkby-Malton Press, 1991), p. 144.

34. MCG, 19680229-001, Manu 58C 1.2.18, « Honours and Awards 38th Bn (Records of recommendations for Honours and Awards and mentioned in dispatches 19161121 19190117) ».

35. WD 38th Battalion, 22 février 1917; « Report on Raid Carried out by 12th Canadian Infantry Brigade on 22nd February 1917 »; WD 12th Canadian Infantry Brigade, February 1917, Appendix, Intelligence Summary No. 56, 12th Canadian Infantry Brigade, 23-2-17; « Liste des pertes ».

36. « Liste des pertes ».

37. David K. Riddle et Donald G. Mitchell (compilé par), *The Military Cross awarded to Members of the Canadian Expeditionary Force 1915-1921*, Winnipeg, The Kirkby-Malton Press, 1991, p. 91.

38. David K. Riddle et Donald G. Mitchell (compilé par) *The Military Cross awarded to Members of the Canadian Expeditionary Force 1915-1921*, Winnipeg, The Kirkby-Malton Press, 1991, p. 170.

39. David K. Riddle et Donald G. Mitchell (compilé par), *The Military Cross awarded to Members of the Canadian Expeditionary Force 1915-1921*, Winnipeg, The Kirkby-Malton Press, 1991, p. 207.

40. MCG, 19680229-001, Manu 58C 1.2.18, « Honours and Awards 38th Bn (Records of recommendations for honours and awards and mentioned in dispatches 19161121 19190117) ».

41. David K. Riddle et Donald G. Mitchell (compilé par), *The Distinguished Conduct Medal awarded to Members of the Canadian Expeditionary Force 1914-1920*, Winnipeg, The Kirkby-Malton Press, 1991, p. 144.

42. MCG, 19680229-001, Manu 58C 1.2.18, « Honours and Awards 38th Bn (Records of recommendations for honours and awards and mentioned in dispatches 19161121 19190117) ».

43. MCG, 19680229-001, Manu 58C 1.2.18, « Honours and Awards 38th Bn (Records of recommendations for honours and awards and mentioned in dispatches 19161121 19190117) ».



Visitez-nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>

DU CONFLIT « NON TRINITAIRE »

M. Vincent J. Curtis

Les auteurs qui vous obligent à lire le livre jusqu'à la fin pour vous dévoiler la phrase-clé de la plaisanterie ou qui ne savent vraiment pas de quoi ils parlent écrivent souvent des livres portant des titres tels que *The Transformation of War: The Most Radical Reinterpretation of Armed Conflict Since Clausewitz*¹. Si le livre qui porte ce titre est agréable à lire, son titre n'est pas une plaisanterie pour initiés et son auteur, Martin van Creveld, n'a pas attendu longtemps son châtiment.

Ce livre a été écrit en 1990 et avant même qu'il soit imprimé, l'opération Desert Storm est venue prouver que la vieille et grandiose façon napoléonienne d'écraser l'adversaire dominait encore, contrairement à la thèse de van Creveld. Depuis lors, nous avons vu la Seconde Guerre du Golfe et la conquête de l'Afghanistan par l'Alliance du Nord, deux conflits qui avaient un caractère étrangement napoléonien. Au moment où j'écris ce texte, la bataille entre Israël et le Hezbollah, dans le sud du Liban, est un autre exemple de conflit caractérisé par une abondance de bruit et de fumée.

J'ai néanmoins fini par lire ce livre en prévision d'un article à venir sur la guerre à trois volets. Martin van Creveld et William S. Lind prédisent tous deux la fin de l'État et comme les guerres à trois volets ont tendance à se produire dans des États défaillants, j'ai estimé qu'il serait prudent de lire ce que ces deux célèbres théoriciens militaires avaient à dire à ce sujet.

La thèse et l'argument du livre de van Creveld sont aussi mauvais que le caractère prétentieux du titre le suggère. Bien que je déteste frapper quelqu'un qui est déjà au sol, il est utile d'examiner la thèse de la guerre « non trinitaire » et de la « transformation de la guerre » et les arguments présentés à l'appui parce qu'ils illustrent le genre d'erreurs que certains théoriciens militaires modernes sont sujets à commettre.

Le terme « trinitaire » est censé renvoyer à une idée que Clausewitz se faisait de la guerre. On prétend, et van Creveld n'est pas le seul à le faire, que, pour Clausewitz, la guerre compte trois éléments vitaux : la population, l'armée et le gouvernement. Ce que van Creveld cherche à faire, c'est : renverser la doctrine trinitaire, montrer que la guerre n'exige pas la trinité de Clausewitz et, à cause de l'émergence des conflits de faible intensité, montrer que les guerres de l'avenir seront de nature « non trinitaire ». Ce passage de la guerre trinitaire à la guerre non trinitaire correspond à la transformation de la guerre dont parle van Creveld.

Le fait est cependant que Clausewitz ne soutenait pas une telle doctrine². Voici ce que Clausewitz a en réalité écrit dans le livre 1, chapitre 1, section 28, intitulé :

« Les conséquences pour la théorie »

La guerre est plus qu'un vrai caméléon qui adapte légèrement ses caractéristique à la situation. À titre de phénomène total, ses tendances dominantes font toujours de la guerre une trinité paradoxale — constituée d'une violence primordiale, de haine et d'hostilité... du jeu du hasard et des probabilités... de son élément de subordination, en tant qu'instrument de la politique, qui la soumet à la seule raison. (traduction libre)

Les trois composantes paradoxales de la guerre sont clairement : la violence primordiale, le hasard et le fait qu'elle est un instrument de la politique. Clausewitz les qualifie de paradoxales parce que la violence primordiale est irrationnelle, parce que le recours à la guerre, en tant qu'instrument de la politique, est rationnel et parce que le hasard est en partie soumis à la rationalité mais est aussi irrationnel. Là où les

théoriciens se trompent, c'est lorsqu'ils restent accrochés au paragraphe suivant de Clausewitz :

Le premier de ces trois aspects concerne principalement la population, le second le commandant et son armée et le troisième le gouvernement.

Cette phrase indique qui les éléments de la trinité paradoxale devraient principalement concerner; elle ne dit pas que ceux qui devraient être intéressés constituent eux-mêmes la trinité paradoxale.

Cela constitue une erreur fatale pour l'argument. L'erreur, c'est le remplacement des trois propriétés elles-mêmes par trois entités qui sont accidentellement liées aux trois propriétés cruciales.

Pour une raison ou une autre, cette erreur d'attribution fatale est largement acceptée dans les ouvrages militaires. C'est sur cette même erreur que van Creveld base une bonne part de son livre. D'après la logique énoncée ci-dessous, le mathématicien introduirait à peu près à ce stade-ci sa formule C.Q.F.D. (ce qu'il fallait démontrer), puisqu'il aurait démolî la prémissse principale de l'ouvrage brièvement et avec élégance, et passerait à un autre problème.

Clausewitz a écrit que la trinité paradoxale était constituée des éléments A, B et C. En raison d'une impression erronée, ou d'un tour de passe-passe, van Creveld écrit que la trinité de Clausewitz est constituée des éléments X, Y et Z. Si la relation entre A, B, C et X, Y, Z était nécessaire, il s'ensuivrait effectivement qu'en montrant que la relation entre la guerre et X, Y, Z n'existe pas toujours, cela signifie que la relation entre la guerre et A, B, C n'existe également pas toujours. La guerre pourrait effectivement être non trinitaire dans le sens que Clausewitz a erronément pensé qu'elle devrait l'être.

Clausewitz affirme toutefois que la relation entre A, B, C et X, Y, Z est accidentelle, qu'elle est un hasard de la structure de l'État moderne et de la façon dont il était organisé en vue de la guerre à l'époque où il écrivait. Si la relation entre la guerre et A, B, C est nécessaire et si celle entre A, B, C et X, Y, Z existe par accident, la relation entre la guerre et X, Y, Z existe alors par accident et il est donc possible de trouver des cas où cette relation n'existe pas. Le fait qu'il est possible de trouver des cas de ce genre est l'essence même de l'argument de van Creveld en faveur du non-trinitarisme.

Parce qu'il n'arrive pas à établir fermement la prémissse qu'une relation entre A, B, C et X, Y, Z est nécessaire, son argument sur la relation entre la guerre et X, Y, Z est futile. Il aurait été préférable qu'il essaie d'abord de prouver ce qu'il avance à l'aide des propositions A, B, C.

La relation entre A, B, C et X, Y, Z est toutefois forte et c'est une raison pour laquelle van Creveld a tant de mal à établir que la guerre est non trinitaire en ce sens qu'elle ne possède pas les propriétés X, Y, Z.

En dépit du fait que l'erreur démontrée ci-dessus démolit la thèse centrale de l'ouvrage de van Creveld, il est utile d'étudier davantage les erreurs de raisonnement qu'il renferme parce qu'elles sont symptomatiques et représentatives d'autres éminents auteurs militaires contemporains.

J'ai écrit ailleurs que la tâche du théoricien est d'énoncer des définitions et d'établir des distinctions³. La guerre est un des concepts les plus importants de l'ouvrage de van Creveld. Van Creveld ne prend cependant pas la peine de définir ce concept fondamental qu'est la guerre. La façon dont il conçoit ce qu'est la guerre est si vaste que, à un certain moment, il décrit le crime aux Etats-Unis, à cause de son ampleur, comme une forme de guerre (p. 61). Afin de mettre de l'ordre dans ce chaos intellectuel, adoptons ce qui suit comme définition ad hoc de la guerre : « une violence organisée

visant une fin politique ». Cette définition renferme explicitement deux des trois éléments de la trinité paradoxale de Clausewitz : la violence et la subordination à la politique. Le troisième élément, c'est-à-dire le hasard, est présent dans les faits liés aux manifestations de la violence.

Telle que définie, la guerre est une espèce du genre « violence organisée » et elle se distingue de toutes les autres espèces de ce genre par le fait qu'elle est la forme de violence organisée qui vise une fin politique. Une espèce est constituée d'individus qui ont tous en commun les propriétés de l'espèce, alors que certains membres de l'espèce illustrent à un degré extraordinaire les qualités de ladite espèce. Aristote disait que si vous voulez montrer un membre de l'espèce « cheval », vous montrez un bon cheval. Certaines guerres illustrent mieux que d'autres les qualités de l'espèce « guerre ». Certains membres illustrent mal les qualités de leur espèce mais doivent encore, pourtant, être considérés comme des membres de cette espèce.

Platon aimait par exemple définir l'homme comme un « bipède sans plumes ». Comme, sur Terre, les seuls autres bipèdes sont des oiseaux, Platon a clairement et très nettement distingué l'homme de tous les autres types d'animaux qui peuplent la Terre en le qualifiant de bipède sans plumes. L'homme est par nature bipède, mais il existe des individus qui, par accident, n'ont qu'une jambe. Le fait de perdre une jambe ou de venir au monde une jambe en moins ne signifie pas que l'individu en cause cesse d'être humain. Cela signifie simplement qu'il n'illustre plus à un degré extraordinaire les qualités du bipède sans plumes.

Dans sa tentative de renverser ce qui est selon lui la doctrine trinitaire de Clausewitz, Van Creveld prend pour exemple des membres infirmes de l'espèce. Il remonte au Moyen Âge, avant la naissance de l'État moderne, et propose les armées de mercenaires du XVI^e siècle et celles de la Grèce antique et de l'Amérique pré-colombienne pour montrer que la trinité que sont « la population, l'armée et l'État » n'existe pas durant les guerres livrées à ces époques. Van Creveld utilise ces guerres primitives pour renverser la trinité de Clausewitz et pour étayer son raisonnement sur les guerres non trinitaires de l'avenir, celles qu'il appelle conflits de faible intensité. Le conflit de faible intensité est important pour van Creveld non seulement parce qu'il est la voie de l'avenir, mais aussi parce qu'il va mener à la dissolution de l'État.

Van Creveld se trompe s'il pense avoir renversé une forme ou une autre de trinité, la vraie trinité de Clausewitz ou la sienne, parce qu'il ne comprend pas la différence entre le niveau existentiel et le niveau analytique. Admettons, pour les fins de la discussion, que la trinité est « la population, le commandant et le gouvernement » et examinons les cas particuliers de Frédéric le Grand et de Napoléon et les guerres qu'ils ont faites. Frédéric et Napoléon étaient tous les deux en même temps le commandant de l'armée et le chef de gouvernement de leur État respectif et ils pouvaient faire la guerre, mener des actions diplomatiques et conclure des traités sans consulter qui que ce soit d'autre au sein de l'État. Les commandants et les gouvernements de la Prusse et de la France sont, dans les cas de Frédéric et de Napoléon, inséparables du point de vue existentiel et je suis certain que Clausewitz était conscient de ce fait. Cette situation est aussi embrouillée que van Creveld peut l'espérer en ce qui concerne l'existence de la trinité. On ne trouve dans ces exemples que deux des éléments constitutifs de la trinité et les guerres que Frédéric et Napoléon ont faites illustrent à un degré extraordinaire les qualités de l'espèce « guerre ».

Nous pouvons pourtant encore voir Frédéric en tant que commandant et Frédéric en tant que roi qui exerce le pouvoir et voir de même Napoléon en tant que commandant et empereur. Leurs fonctions respectives de commandant de leurs armées et de chef des gouvernements de la Prusse et de la France sont distinctes d'un point de vue

analytique, même si le commandant de l'armée et le chef du gouvernement sont inséparables sur le plan existentiel, puisqu'il s'agit d'une seule et même personne. Les guerres de Frédéric et de Napoléon sont la matière première dont Clausewitz s'est servi pour élaborer sa théorie et, parce qu'il comprenait la distinction analytique entre commandant et gouvernement, il a pu garder séparés dans son esprit le lien entre le hasard et le commandant et celui qui existe entre la politique et le gouvernement. Dans les sociétés et les guerres primitives, la distinction claire et nette qu'il est possible de faire de nos jours entre la population, le commandant et le gouvernement peut ne pas exister, mais une application intelligente des déductions dominantes de la théorie révèle les éléments dont Clausewitz parle.

Le titre de l'ouvrage de van Creveld est *Transformation of War* (transformation de la guerre). L'auteur poursuit deux objectifs : renverser la théorie de Clausewitz, qui est selon lui fondée sur le concept trinitaire, pour lui substituer une nouvelle théorie qui montre que la guerre non trinitaire est la voie de l'avenir, et affirmer que les conflits de faible intensité vont voir l'État disparaître en tant qu'entité politique. N'ayant pas défini la guerre et ne comprenant pas les répercussions philosophiques de la transformation, van Creveld se perd dans une forêt de prolixité pessimiste mais divertissante.

Parlons ici du problème de la transformation. Lorsqu'il présente sa collection d'unijambistes, van Creveld ne dit jamais clairement si ce groupe d'infirmes constitue l'élément qui invalide le fait que l'espèce « bipède sans plumes » a par nature deux jambes ou s'il représente à tous égards une espèce différente, une espèce ayant par nature moins de deux jambes. Van Creveld semble affirmer les deux à la fois et c'est pourquoi il utilise le terme « transformation ». Il prédit que la guerre va cesser d'être une espèce à trois jambes et va devenir une espèce à deux jambes.

Le problème que van Creveld se crée, c'est qu'une espèce ne devient pas quelque chose d'autre, pas plus que les différents membres d'une espèce. L'individu qui était à la naissance un singe ne devient pas en grandissant un homme et une espèce peut exister et ensuite s'éteindre, mais l'espèce est ce qu'elle est. Si une espèce s'éteint et que quelque chose d'autre la remplace, ce quelque chose d'autre est quelque chose d'autre, pas un membre de ce qui a disparu et a été remplacé. Une transformation du genre de celle que van Creveld a en tête est donc impossible. Si la guerre est par nature trinitaire, l'extinction du conflit trinitaire signifie que la guerre a disparu et la nouvelle entité qui la remplace est quelque chose d'autre, pas quelque chose que nous pouvons qualifier de guerre.

Van Creveld parle de guerres entreprises pour des motifs de justice, de religion et même de concupiscence, mais il s'agit là d'un raisonnement qui manque de rigueur et même d'un raisonnement tendancieux. Si la guerre est une violence organisée visant une fin politique, les autres membres du genre qui en est voisin doivent être caractérisés par une violence organisée qui a pour but d'obtenir justice, d'imposer une religion et de satisfaire la concupiscence, et il faut alors préciser que le fait d'obtenir justice, d'imposer une religion et de satisfaire la concupiscence ne renferme absolument aucun élément de nature politique. Van Creveld doit attribuer un autre nom que guerre à ces autres espèces du genre « violence organisée » qui sont voisines de la guerre. L'emploi qu'il fait du terme « guerre » pour désigner toutes les espèces du genre « violence organisée » est pire, tout en y étant semblable, que l'emploi du terme « homme » pour désigner les espèces *homo habilis*, *homo erectus*, *homo sapiens neanderthalis* et *homo sapiens sapiens*, qui sont les quatre espèces connues du genre *homo*. Le terme « homme » désigne le genre *homo*. Il est raisonnable d'employer l'appellation « homme » lorsque l'on parle seulement de l'espèce *homo sapiens sapiens* parce que toutes les espèces du genre *homo*, sauf *homo sapiens sapiens*, sont maintenant disparues; toutefois, dans une discussion en bonne et due forme des différentes qualités

des quatre espèces mentionnées, l'utilisation du terme « homme » à tort et à travers lorsque l'on veut parler d'une des espèces du genre homo et d'aucune des autres est dénuée de sens. Si van Creveld veut dire que l'espèce « guerre à caractère trinitaire » est en train de disparaître et qu'une autre espèce de violence organisée à caractère non trinitaire va naître et la remplacer, il devrait donner à la nouvelle espèce un nouveau nom qui n'est pas « guerre »; autrement, il sème simplement la confusion. Il veut dire quelque chose d'autre et il devrait employer un autre nom. (Les termes croisade et prédation viennent à l'esprit, mais même ces actes ont des conséquences politiques.)

Van Creveld pourrait-il sauver la structure de son raisonnement si la guerre était considérée comme un genre dans lequel la variété trinitaire et la variété non trinitaire constituent deux espèces? Non. Nous avons défini la guerre comme une violence organisée qui vise une fin politique. N'importe quelle sous-espèce de cette violence devrait inclure d'autres qualificatifs : la sous-espèce devrait viser une fin politique et être définie par d'autres critères. (Par exemple, dans la référence, plus haut, aux « guerres napoléoniennes », le qualificatif « napoléonien » désigne des guerres de grande envergure et de longue durée caractérisées par des pertes élevées. Clausewitz croyait que les guerres de type napoléonien illustraient à un degré extraordinaire les qualités de la guerre.)

Van Creveld prétend qu'il n'est pas nécessaire que la guerre vise une fin politique. Cela empêcherait une espèce non trinitaire de faire partie du genre « guerre », qui est une violence organisée visant une fin politique. Le genre dont van Creveld parle et qu'il doit utiliser est « violence organisée » et la guerre est une espèce de ce genre.

L'habitude qu'a van Creveld de penser en termes de systèmes philosophiques, son pessimisme philosophique et son ignorance de la philosophie politique sont d'autres facteurs qui l'empêchent de traiter Clausewitz comme il se doit. Van Creveld parle de « la pensée de Clausewitz » et de « l'univers de Clausewitz », comme dans ce passage de la p. 155 : « La pensée ordinaire de Clausewitz est incapable d'appréhender ce qui, à certains points de vue, constitue la forme de guerre la plus importante, à savoir une guerre dont le but est l'existence. » (traduction libre)

La folie de l'élaboration des systèmes philosophiques est que les écoles philosophiques donnent simplement un nom à leurs erreurs. Clausewitz lui-même n'a pas élaboré de système et il a tourné en ridicule ceux de son époque qui l'ont fait, plus précisément von Bulow, de même que, dans une certaine mesure, Jomini. Van Creveld essaie de faire entrer la pensée de Clausewitz dans un système et c'est pourquoi il emploie des expressions telles que « univers de Clausewitz », « pensée de Clausewitz » et « doctrine trinitaire » — c'est-à-dire des expressions qui sont caractéristiques de systèmes philosophiques. Les systèmes philosophiques commencent par poser sur un ton dogmatique des prémisses en principe irréfutables, d'une manière qui imite la physique mathématique et la géométrie euclidienne, et sont pour cette raison censés être intellectuellement plus impressionnantes. Sa fausse conviction selon laquelle l'œuvre de Clausewitz constitue un système est la raison pour laquelle van Creveld essaie de miner le principe trinitaire, car un système ne peut être accepté ou rejeté que globalement, et tout l'édifice intellectuel s'effondre si l'on parvient à en abattre un des piliers; mais Clausewitz ne propose pas de système. Il passe l'information dont il dispose au crible afin de trouver des petits bouts de vérité et il impose tant de réserves aux règles qu'il a découvertes que de nombreux lecteurs désespèrent de trouver dans son œuvre une image cohérente.

Le passage cité ci-dessus révèle l'ignorance de van Creveld en matière de philosophie politique. L'existence même d'une société est un des principes fondamentaux de sa politique, tout comme notre survie constitue un principe

fondamental de ce que nous faisons de notre vie. En preuve du fait que les guerres ne sont pas entreprises afin d'atteindre des objectifs politiques, Van Creveld propose un exemple qui montre qu'elles le sont pour les plus profondes et les plus élémentaires des fins politiques d'une société : son existence, son indépendance et la liberté de sa population. Le pessimisme philosophique de van Creveld l'amène à croire qu'une fin politique correspond à la prise d'une province ou à la création d'un empire et est basée sur une analyse des coûts et des bénéfices (p. 155). Pour une raison ou une autre, van Creveld est si ignorant de la philosophie politique que le fait que « des personnes vont être poussées à défendre leurs idéaux et leur mode de vie » (p. 214) et le fait que « des troupes qui ne croient pas que leur cause est bonne vont en fin de compte refuser de combattre » (p. 176) sont des énoncés qui ne réussissent pas à l'impressionner par leur caractère éminemment politique.

Sa référence au fait que l'industrie de l'armement se perpétue en exportant sa propre inutilité (p. 210), dans le passage « au fur et à mesure que les États s'effondrent, les leaders et les organisations qui font la guerre vont se fondre les uns dans les autres » (p. 216), sa conviction que des guerres vont à l'avenir être livrées parce que nous aimons la guerre pour les sensations fortes qu'elle procure (p. 218) (cf. p. 161-171) et sa conviction que la guerre est une activité, pas un moyen menant à une fin, lorsqu'il dit « il n'est pas nécessaire de postuler l'existence d'objectifs ultérieurs autres que la guerre elle-même » (p. 220), sont autant d'exemples qui trahissent un pessimisme fondamental. Toute sa théorie selon laquelle les États tels que nous les connaissons vont s'effondrer dans un tourbillon de conflits de faible intensité est l'expression d'un pessimisme digne de Ludendorff, dont van Creveld ne remet d'ailleurs pas fondamentalement en question l'ouvrage publié en 1936.

L'œuvre de van Creveld montre la vaste connaissance qu'il a de l'histoire de la guerre. Son pessimisme rend sa prolixité divertissante, même s'il lui manque la rigueur nécessaire pour prouver que ses prémisses sont vraies. Ses thèses fondamentales sont présentées comme des expressions de pessimisme et ne sont appuyées par aucune preuve. Sa prédiction concernant la hausse du nombre des conflits de faible intensité et des conflits d'inspiration religieuse n'a absolument rien d'une prédiction, car, lorsque le livre a été écrit (en 1990), l'islamisme radical était déjà répandu au Moyen-Orient, le Hezbollah était installé depuis huit ans au Liban et l'occupation du sud du Liban par Israël datait de huit ans et était destinée à durer encore dix ans. Sa croyance concernant l'efficacité des conflits de faible intensité est contredite alors même que les combats entre le Hezbollah et Israël les transforment en conflits de moyenne intensité pour qu'ils aient à tout le moins un résultat. Sa description de la « trinité de Clausewitz » est irrémédiablement erronée.

Enfin, l'absurdité de sa conviction que l'État va disparaître va être démontrée dans un prochain article sur la guerre à trois volets.

Notes

1. Martin van Creveld: *The Transformation of War*. Collier Macmillan Canada, Toronto, 1991.
2. Carl von Clausewitz : *On War*, version anglaise publiée et traduite sous la direction de Michael Howard et Peter Peret, Everyman's, 1993.
3. Vincent J. Curtis, « La théorie de la guerre de quatrième génération », JAC, vol. 8, n° 4, p. 21-39.

— CRITIQUES DE LIVRES —

TICONDEROGA 1758: MONTCALM'S VICTORY AGAINST ALL ODDS

CHARTRAND, René. Oxford, Osprey Publishing, 2000, 96 pages, Osprey Campaign No 76. 26,95 \$CAN

LOUISBOURG 1758: WOLFE'S FIRST SIEGE

CHARTRAND, René. Oxford, Osprey Publishing, 2000, 96 pages, Osprey Campaign No 79. 26,95 \$CAN

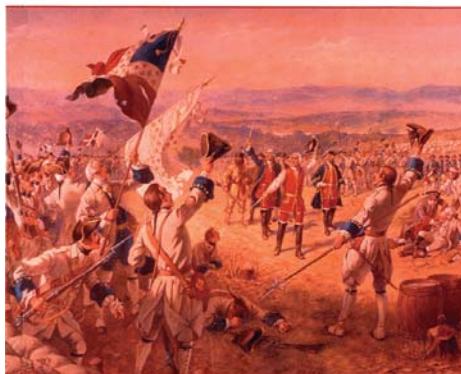
Critique préparée par le Lieutenant-colonel Keith W. Kiddie, MA

Campaign

OSPREY
PUBLISHING

Ticonderoga 1758

Montcalm's victory against all odds



René Chartrand • Illustrated by Patrice Courcelle

Campaign

OSPREY
PUBLISHING

Louisbourg 1758

Wolfe's first siege



René Chartrand • Illustrated by Patrice Courcelle

Peut-être est-il pertinent aujourd'hui, en ce 250^e anniversaire du début de la guerre de Sept Ans, de critiquer des ouvrages qui portent sur des actions militaires survenues au cours de ladite guerre. L'importance de ce conflit est proportionnelle à l'oubli dont il est victime (en particulier en Europe) et tient au fait qu'il fait figure de première guerre vraiment mondiale en ce qu'il s'étendait des terres glacées du Canada aux zones humides et chaudes du sous-continent indien, en passant par beaucoup d'autres endroits entre ces deux extrêmes. Comme l'a dit Thackeray dans son fameux roman autobiographique *Barry Lyndon*, il faudrait un théologien plutôt qu'un historien pour discerner les vraies causes de la guerre en Europe. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas avoir fait des études en théologie pour comprendre que le thème central de ce conflit multi-continentale était la lutte pour la domination mondiale qui opposait l'Angleterre à la France.

Initialement, la guerre n'a pas été un succès pour les Anglais, mais sous la direction de Pitt the Elder, ceux-ci ont persévétré dans la mise en oeuvre de leur politique unifiée de destruction des possessions coloniales françaises, malgré certains revers, en

exploitant toutes les ressources nécessaires pour parvenir à leur fin. Tout à l'opposé, les Français, malgré les vastes sommes investies dans la construction de forteresses comme celle de Louisbourg, refusaient d'envoyer des ressources militaires suffisantes dans le théâtre d'Amérique du Nord pour contrer le grand plan des Anglais. Ainsi, le ministre de la guerre de France aurait répondu en ces termes au Colonel de Bougainville, le brillant aide-de-camp de Montcalm venu le rencontrer pour lui demander des renforts supplémentaires : « On n'entreprend pas de sauver les étables quand la demeure est en feu ». C'est en partie à cause de cette attitude qu'on en est arrivé à la situation de 1759¹, l'année des victoires, où les Anglais ont triomphé en Inde, aux Antilles, en Allemagne et au Canada, en plus de prendre la maîtrise absolue des mers. L'issue finale de cette guerre a déclenché un train d'événements qui ont structuré le monde tel qu'on le connaît généralement aujourd'hui.

La collection Osprey Campaign est attrayante et bien connue des experts de l'histoire militaire autant que des lecteurs dont l'intérêt pour l'histoire n'est qu'occasionnel. Les deux ouvrages qui nous intéressent ici sont relativement peu volumineux, ne comptant que 96 pages chacun. Ils sont cependant bien illustrés avec cartes, dessins, photos et représentations artistiques à l'appui, dont une bonne part en couleurs. Une caractéristique particulièrement utile de ces livres est l'ajout de cartes tactiques en plongée qui montrent diverses actions des unités présentes sur le terrain en rapport avec la chronologie des événements. Les livres de cette collection nous offrent donc habituellement un texte facile à lire, appuyé par des illustrations de grande qualité, des caractéristiques qui procurent un effet de confort au lecteur ordinaire dans la mesure où il sait à quoi s'attendre et sait, à l'avance, qu'il sera généralement satisfait du produit final.

Les deux livres sont l'œuvre de René Chartrand, qui est né à Montréal. M. Chartrand a été conservateur principal des Lieux historiques nationaux pendant près de 30 ans et est aujourd'hui rédacteur pigiste et expert-conseil en histoire. Il est l'auteur de nombreux articles et livres, notamment près de 20 titres de la collection Osprey, et des deux premiers volumes de : *Le patrimoine militaire canadien : d'hier à aujourd'hui*. Également, ces deux ouvrages sont illustrés par Patrice Courcelle, un illustrateur professionnel né en France et comptant quelque 20 ans d'expérience. Il a notamment illustré de nombreux livres et articles de magazines pour des éditeurs continentaux et son style dramatique et lucide lui a valu des éloges dans le domaine de l'illustration militaire.

Il n'est pas surprenant de constater que les deux livres sont identiquement structurés en une série de sections portant sur les origines de la campagne, les plans des adversaires, les commandants en présence et les armées opposées. Le texte est majoritairement consacré à la description détaillée de la bataille ou du siège. Les livres se terminent tous les deux par une section sur les conséquences, le champ de bataille aujourd'hui, la chronologie des événements et, enfin, une courte bibliographie et des suggestions de lectures. Comme je l'ai mentionné déjà, il s'agit de deux petits livres qui n'offrent pas l'espace voulu pour examiner en profondeur les sujets périphériques et qui se concentrent principalement sur le récit de la bataille centrale. Cela veut donc dire que les sections d'introduction sur le contexte de la campagne pourront sembler un peu minces, et même si on y explique en détail l'importance de Louisbourg et de Ticonderoga respectivement, il y a très peu de place pour le sujet plus vaste de la guerre dans son ensemble. Même si ces deux livres sont conçus comme des ouvrages complets en eux-mêmes, si on les lit conjointement avec d'autres titres de la collection Osprey *Essential Histories*², on obtient une perspective plus large de la situation.

En ce qui concerne la section sur les commandants en présence, on la trouvera, elle aussi, plutôt limitée, car elle se résume à une courte description de chaque

personnage important accompagnée d'une image, s'il en existe. Même si cette approche est compréhensible, compte tenu de la taille globale et de la structure de ces volumes, il n'en reste pas moins que les effets du leadership (ou de l'absence de leadership) manifesté par les commandants durant ces campagnes sont importants. À Ticonderoga, le commandant anglais, Abercromby, même s'il était un organisateur efficace, semble avoir délégué la conduite tactique des opérations à son adjoint, Lord Howe, qui a malheureusement été tué dans une escarmouche avant l'attaque principale. Abercromby semble s'être effondré après cette perte et n'a pu faire mieux qu'une attaque frontale mal coordonnée, sans appui de l'artillerie, qui a conduit à une inévitable et sanglante défaite. Par contre, les Anglais devant Louisbourg avaient en Amherst un commandant qui savait communiquer efficacement et comprenait le processus de la délégation, en plus de savoir reconnaître les meilleures qualités de ses subalternes et utiliser ceux-ci en conséquence. Dans ce cas, le résultat a été une opération interarmées réussie avec la Royal Navy, qui a débarqué la brigade de Wolfe pour commencer le siège, culminant avec la victoire anglaise quelque deux mois plus tard. La réputation de Wolfe a tellement profité de cette victoire que c'est lui qui a été choisi pour diriger la campagne subséquente contre Québec (la nature excentrique de Wolfe a amené le roi George II à faire le commentaire suivant : « Est-il enragé? Si oui, j'espère qu'il mordra mes autres généraux »). Les commandants français reçoivent le même traitement dans ces ouvrages. À Ticonderoga, Montcalm a affiché la connaissance du champ de bataille et le flair qui manquaient à son opposant, mais il a généralement été privé de latitude à cause de divergences d'opinions avec le gouverneur général de la Nouvelle France, de Vaudreuil. Le fait que ces deux personnages ne partageaient pas la même vision stratégique, contrairement à la situation qui prévalait au sein du haut commandement britannique, allait avoir des grandes répercussions sur la guerre en Amérique du Nord.

La section sur les armées opposées donne une bonne idée du genre de forces à la disposition des commandants. Ce qui ressort immédiatement, outre la supériorité numérique des Anglais dans les deux cas, c'est la constitution différente des deux forces britanniques dans ces deux batailles. L'armée qui avançait sur Ticonderoga était approximativement constituée pour le tiers de troupes régulières et pour les deux autres tiers de troupes provinciales américaines, alors que les forces britanniques devant Louisbourg étaient composées presque exclusivement de membres de la force régulière. Il est difficile de dire si c'est là un facteur important, car la section sur les armées n'examine pas en grand détail les normes d'instruction ou l'efficacité des forces régulières relativement aux forces provinciales. Mais les difficultés du commandement et du contrôle dans ce genre de situation ne devraient pas être sous-estimées, car elles ont peut-être été exacerbées dans le cas d'Abercromby, alors qu'elles n'ont peut-être pas joué dans le cas de Amherst. La partie finale montre les ordres de bataille respectifs sous forme de tableaux très succincts et utiles. Il est à noter dans la liste des effectifs à Louisbourg la contribution importante apportée par la Royal Navy au progrès du siège, car il est facile, à l'occasion, d'oublier que la position stratégique des Anglais s'appuyait sur la maîtrise des mers.

Comme je l'ai dit déjà, la plus grande partie de ces livres est consacrée à la description des événements précédents la bataille et aux actions de la bataille elle-même (dans les deux cas, près de la moitié du livre). Ces ouvrages se distinguent toutefois par le style; le récit de la bataille de Ticonderoga est divisé en petites descriptions distinctes des phases de la bataille, alors que le récit de la bataille de Louisbourg prend la forme d'un journal du siège dans lequel les événements sont énumérés au jour le jour. Même si les deux styles ont leurs qualités, et même si les deux livres contiennent une foule d'informations, j'ai personnellement trouvé la lecture du

journal de Louisbourg plus lourde, moins facile, moins fluide que celle du récit de la bataille de Ticonderoga. Le siège d'une forteresse établie avait tendance à être une entreprise méthodique et lourde dont le progrès se faisait presque suivant une formule figée jusqu'à sa conclusion. Je me demande si l'auteur, en adoptant le style du journal de siège, voulait faire sentir au lecteur le progrès impitoyable, presque inéluctable, du siège anglais. On réalise très vite que le commandant Amherst connaissait son métier et savait communiquer clairement ses intentions à ses subalternes et tirer le meilleur d'eux. Il avait aussi une bonne relation professionnelle avec le commandant supérieur de la marine, le Vice-amiral Boscawen, une relation qui a joué un rôle central dans la réussite du siège, parce qu'il s'agissait vraiment d'une opération interarmées.

Le récit de la bataille de Ticonderoga est clair et logique. On perçoit vite le contraste entre les deux commandants en présence : d'un côté, Abercromby, le commandant apparemment incapable d'influer sur le cours de la bataille, laquelle a dégénéré en une série d'assauts frontaux non coordonnés contre une armée française retranchée et bien commandée par le charismatique Montcalm. Ces attaques frontales, sans l'ombre d'une feinte ou d'un flanquement, ont culminé avec le célèbre assaut du Black Watch Regiment, en passant par les *abatis*, une action aussi courageuse que futile. Le fait qu'il n'y avait que peu ou pas de coordination dans ces attaques soulève d'autres questions au sujet du commandement britannique. Que l'artillerie, qu'on avait amenée jusqu'au site de la bataille au prix de si grands efforts, n'ait pas été utilisée efficacement est une autre preuve de l'échec du commandement. Si les Anglais avaient déployé des canons sur le terrain élevé au sud (le mont Rattlesnake), le fort aurait été intenable, et Montcalm le savait.

Les dernières sections de ces livres se penchent sur les conséquences de ces batailles. La force britannique s'est retirée de Ticonderoga, mais n'a pas été poursuivie par l'armée de Montcalm. Cette omission, bien que motivée par de bonnes raisons, a envenimé les relations entre Montcalm et de Vaudreuil; de plus, Montcalm n'a pas profité de cette victoire pour souder son armée ensemble, étant plutôt avare de compliments pour ses troupes coloniales canadiennes. Abercromby semble avoir pris sur lui le fardeau de la défaite, mais le commandant du génie a fait l'objet de sérieux reproches pour les conseils qu'il lui avait donnés, alors qu'un hasard accommodant le faisait mourir au champ de bataille. Malgré le fait que la bataille de Ticonderoga a été une victoire française contre toutes attentes, elle n'a pas fait dérailler la stratégie britannique. En effet, les Anglais ont décidé de revenir l'année suivante avec une force aussi importante, mais commandée cette fois par Amherst. Il est intéressant de noter que lui n'a pas commis, en 1759, la même erreur que son prédécesseur.

Alors que la défaite de Ticonderoga n'a été qu'un pas en arrière pour les Anglais, on ne peut pas en dire autant de l'effet de la perte de Louisbourg sur la France. La prise de cette forteresse donnait libre accès au Nouveau-Brunswick, et la péninsule gaspésienne ainsi que le golfe Saint-Laurent étaient désormais sous le contrôle de la Royal Navy. C'est sur cette toile de fond qu'allait s'entamer la campagne de Québec l'année suivante; sans vraie possibilité de soutien, les forces françaises restantes allaient être détruites, ce n'était plus qu'une question de temps.

Globalement, donc, il s'agit de deux bons livres qui complèteraient utilement toute collection d'ouvrages sur cette période; ils présentent au lecteur une très grande quantité d'informations sous une forme très facile à absorber. Les cartes et les illustrations en couleurs sont très claires et améliorent la clarté du texte. Si j'ai une réserve mineure, c'est au sujet du choix de certaines photographies et de l'espace qu'on leur accorde dans ces petits ouvrages. Dans le livre sur la bataille de Ticonderoga, notamment, on trouve quatre photos des retranchements français (deux en couleurs et deux en noir et blanc) qui occupent environ une demi-page chacune. Compte tenu de

la rareté de l'espace, peut-être qu'une seule photo de chaque groupe aurait suffit à communiquer le message. Il en va de même dans le livre sur Louisbourg dans lequel on retrouve une série de photographies à peu près semblables les unes aux autres. J'aurais aussi aimé voir un plan détaillé des fortifications de Louisbourg plutôt que les deux photographies de la maquette de la forteresse prises d'angles différents. Il s'agit cependant là de lacunes mineures qui ne devraient aucunement diminuer la valeur de ces deux livres comme ouvrages d'introduction utiles qui encouragent doucement l'étudiant à s'aventurer plus avant dans cette période particulièrement fascinante de l'histoire de l'Amérique du Nord, voire même du monde.

Notes

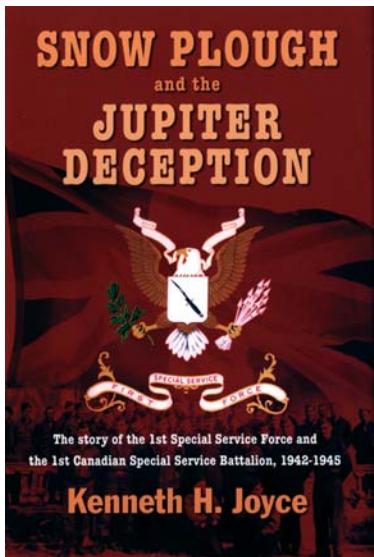
1. Frank McLynn. 1759 *The year Britain became master of the world*. BCA 2004. p. 422
2. Daniel Marston. *The Seven Years' War*. Osprey Essential Histories, No 6. Osprey Publishing 2001. p. 96 Daniel Marston. *The French-Indian War*. Osprey Essential Histories, No 44. Osprey Publishing 2002. p. 96



SNOW PLOUGH AND THE JUPITER DECEPTION. THE STORY OF THE 1st SPECIAL SERVICE FORCE AND THE 1st CANADIAN SPECIAL SERVICE BATTALION, 1942-1945.

JOYCE, Kenneth H. St. Catherines, Vanwell Publishing, 2006, 320 pages. 49,95 \$CAN

Critique préparée par le Colonel Bernd Horn



La First Special Service Force (FSSF) est un sujet d'une grande popularité. Elle a été l'objet d'un grand nombre de livres, d'articles et de documentaires, et même d'un film hollywoodien à grand déploiement, mais pourquoi n'en serait-il pas ainsi? En tant qu'unité, c'était vraiment une anomalie — elle a été la première et en fait la seule véritable unité canado-américaine combinée. Des Américains et des Canadiens servaient côte à côte, mêlés les uns aux autres dans toute la formation, et ils portaient le même uniforme. De plus, le concept de la FSSF a vu le jour en Grande-Bretagne au début de la guerre, à l'époque où les Alliés chancelaient face à une invasion allemande en apparence irrésistible. En grande partie sur la défensive, les Alliés cherchaient des manières de riposter face aux Allemands et le monde mystérieux des opérations spéciales semblait un des moyens les plus pratiques de le faire. En outre, des personnages légendaires tels que Winston Churchill, lord Mountbatten et les généraux George C. Marshal

et Dwight Eisenhower, de même qu'un scientifique excentrique, Geoffrey Pyke, ont tous été mêlés à sa conception. Enfin, la FSSF a créé sa propre mythologie grâce à ses personnages plus grands que nature, à ses exploits sur le champ de bataille et à ses incomparables états de service au combat. Il n'est donc pas surprenant qu'un autre ouvrage ait été écrit sur cette unité légendaire.

Cet ouvrage récent est à ce titre une addition qui a sa place. L'auteur, Kenneth Joyce, qui est muséologue et historien amateur, a passé les dix dernières années à faire des recherches et à écrire cet ouvrage. À première vue, le livre capte l'attention du lecteur. C'est un livre bien conçu et bien composé, doté d'une jaquette séduisante qui attire le regard. Un examen superficiel du livre révèle aussi une grande quantité de photographies, dont beaucoup sont inédites. L'auteur a manifestement consacré un temps considérable à tirer des photographies des dépôts d'archives officiels, mais, il en a aussi obtenu beaucoup de collections privées, ce qui permet au lecteur d'avoir un portrait plus personnel et plus naturel de la Force. De même, les cartes fournies sont grandes, détaillées et claires. Elles permettent au lecteur de suivre facilement les événements racontés dans le texte et aident à comprendre le sens des réalisations de la FSSF.

Les recherches de l'auteur sont tout aussi impressionnantes. Les notes de fin d'ouvrage sont presque exclusivement basées sur des sources de première main provenant d'institutions telles que les Archives nationales du Canada, la Direction – Histoire et patrimoine, les archives nationales de l'Angleterre et le Hoover Institute de l'université Stanford. Ce dernier est important parce qu'il garde les documents du commandant de la FSSF, le Colonel, plus tard Major-général, Robert Frederick et de l'officier du renseignement de la Force, le Major Robert Burhans. Les recherches

approfondies de l'auteur sont la source d'une abondance de détails dans tout l'ouvrage. Fait important, il comble de nombreuses lacunes, en particulier pour ce qui est de la participation du Canada (en donnant des précisions sur l'instruction, la question des remplaçants et les tensions à l'intérieur de cette formation combinée).

Malgré la qualité indéniable des sources, l'information et les recherches détaillées ne sont pas toujours bien intégrées à un récit homogène. La première partie du livre est incohérente et parfois trop superficielle. L'auteur essaie d'aborder la myriade de problèmes, de thèmes et de plans complexes qui caractérisent les premières années de la guerre, au cours desquelles les Alliés s'efforçaient de rendre les coups aux Allemands et de mettre au point une stratégie sur laquelle les trois grandes puissances (c'est-à-dire les Britanniques, les Russes et les Américains) pouvaient s'entendre. Les multiples plans, opérations, programmes et objectifs ne sont pas traités de façon assez détaillée ou liés de façon adéquate. En conséquence, le lecteur qui n'a pas une bonne connaissance de quelques-uns des événements et des problèmes du début de la guerre peut avoir du mal à suivre le fil.

Joyce a de plus mis énormément l'accent sur la FSSF et sur son lien constant avec la Norvège. Il est clairement permis de croire que le dynamisme de l'histoire est ancré dans les différences d'interprétation. C'est ce qui fait que la discipline ne laisse pas indifférent et qu'elle est dynamique. L'étude des documents en est la clé, car elle donne un registre écrit des décisions, des plans et des idées. L'intention, les nuances des luttes pour le pouvoir, le volet politique de l'alliance et les personnalités en présence, comme Winston Churchill — homme politique, chef de guerre, aventurier, soldat et écrivain — ont toutefois autant d'importance. Churchill avait une fascination presque abstraite pour l'offensive et il aimait les plans audacieux. Toutefois, comme le disait un de ses principaux généraux, Churchill était comme un enfant avec des allumettes et il fallait prendre grand soin d'éviter qu'il se brûle les doigts. C'est pourquoi ses généraux ont parfois fait obstruction, ou du moins tenté de passer outre, aux initiatives qu'ils jugeaient contraires à une poursuite efficace de la guerre. Tout cela pour dire qu'il est important d'intégrer tous ces facteurs à l'analyse afin de filtrer la vérité. Souvent, un simple énoncé, dans les documents, ne traduit pas exactement la situation, ce qui devrait manifestement avoir un effet sur l'interprétation des événements. À ce titre, la plupart des gens soutiendraient que l'intervention annulée de la FSSF en Norvège, tôt au cours de sa conception, a mis un terme à toute idée de la déployer dans ce théâtre. Le rejet par le gouvernement norvégien en exil de tout type de guérilla sur son sol par crainte de représailles allemandes contre la population norvégienne, les opérations du Special Operations Executive (SOE) et les opérations de commando en cours contre des installations dans ce pays, ainsi que l'élan allié croissant dans la guerre, sur de nombreux fronts, ont mis un terme à toute autre projet d'utilisation de la FSSF. De plus, à partir du moment où la mission initiale a été annulée et où la FSSF est devenue partie intégrante de l'ordre de bataille américain, les Britanniques n'ont eu qu'une influence limitée sur son utilisation.

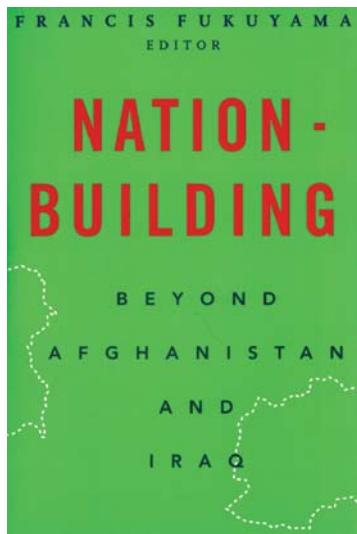
Hormis cette critique, l'auteur trouve vraiment son rythme lorsqu'il commence à relater l'histoire opérationnelle de la FSSF. Sa description des combats à La Difensa est un, sinon le meilleur, des récits de cette bataille épique. Joyce mêle des extraits du journal de guerre, de différents comptes rendus officiels et d'interviews avec des anciens combattants à une description rapide et très vivante de la plus fameuse victoire du régiment. Sa description de l'âpre et légendaire combat défensif livré à Anzio est pareillement informative. Il donne dans les deux cas des détails et une franche introspection qu'on ne trouve pas ailleurs. Les chapitres subséquents adoptent un style similaire et, en somme, constituent un excellent compte rendu de la FSSF au combat.

Au total, le livre est une très précieuse addition à l'ensemble des ouvrages sur la FSSF et les forces des opérations spéciales du Canada. C'est un achat incontournable pour les personnes qui s'intéressent de près à l'histoire et au monde militaire de même que pour celles que l'étude de la guerre intéresse. Je le recommande aussi vivement aux militaires, car il offre d'excellentes perspectives du commandement et du leadership, en particulier au combat.

NATION-BUILDING: BEYOND AFGHANISTAN AND IRAQ

FUKUYAMA, Francis, éd. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2006, 262 pages.
27,95 \$CAN

Critique préparée par M. Benjamin Zyla



La suite de l'histoire? — Édification des nations 101

Nation-building: Beyond Afghanistan and Iraq est la plus récente des critiques de la politique étrangère du gouvernement de George W. Bush que nous devons à Francis Fukuyama. Cet ouvrage met cependant l'accent non pas tant sur la politique étrangère elle-même que sur les objectifs de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et sur son élément wilsonien d'édification des nations. Ce livre est le produit d'une conférence sur l' « édification des nations » (nation-building) tenue en 2004 à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS), à la Johns Hopkins University, où Fukuyama occupe la chaire d'économie politique internationale Bernard L. Schwartz. Il est aussi le directeur du programme de développement international de la SAIS et le président du comité de rédaction du périodique conservateur *The National Interest*.

Il y a plus de quinze ans, à la fin de la guerre froide, Fukuyama s'est fait connaître dans le monde universitaire avec sa thèse sur « la fin de l'histoire », d'abord publiée sous la forme d'un article de périodique et, plus tard, sous la forme d'un livre intitulé *La fin de l'histoire et le dernier homme*, qui est devenu un succès de librairie et a été traduit dans plus de vingt langues étrangères.

Pour le lecteur qui suit de près les débats actuels à propos de la politique étrangère américaine de même que le travail de Fukuyama, cette collection d'essais présente peu d'idées nouvelles. Un trop grand nombre des leçons que le livre décrit se trouvent depuis un bon moment dans le domaine public. Fukuyama a déjà présenté l'argument central de ce livre — à savoir que les États-Unis ne peuvent édifier de façon fructueuse des nations que lorsqu'ils acceptent de le faire de façon multilatérale — lorsqu'il a répliqué à un exposé du néoconservateur Charles Krauthammer¹. Fukuyama critique la « stratégie d'édification mal exécutée » du gouvernement de George W. Bush en Iraq parce qu'elle mine lentement sur le terrain le soutien interne relatif à l'édification d'institutions et d'infrastructures locales. Il critique également le point de vue néoconservateur concernant l'unipolarité dans les affaires internationales. Il soutient que les interventions étrangères dans les affaires intérieures des États souverains devraient avoir lieu seulement lorsque l'intérêt national des États-Unis est en jeu. Les Américains, note Fukuyama, s'attendent à ce que leur gouvernement formule des plans

de retrait relativement aux efforts d'édification d'une nation, pas à ce qu'il constitue des empires qui accaparent leur pays pendant des décennies.

Bien qu'il n'offre guère d'éléments nouveaux, *Nation-building: Beyond Afghanistan and Iraq* constitue un apport important à la très jeune littérature sur l'expérience des États-Unis dans l'édification des nations. Il fait suivre au lecteur les diverses étapes de la participation des États-Unis à l'édification de nations depuis les jours qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la guerre en Iraq. La première partie du livre est particulièrement utile; elle est consacrée à l'histoire de l'édification de nations par les États-Unis et révèle avec beaucoup de détails que la guerre du Vietnam a été un point tournant pour ce qui est de l'engagement des États-Unis envers les principes de Wilson. La deuxième et la troisième parties du livre décrivent les actions des États-Unis en Afghanistan et en Iraq. Les collaborateurs Pei, Amin et Garz montrent dans leur survol historique de l'édification de nations par les États-Unis que ces derniers sont peut-être le pays du monde qui joue ce rôle de la façon la plus active et la plus persistante. Parmi les cas, dont le nombre dépasse 200, où les États-Unis ont depuis 1900 employé des forces militaires à l'étranger, dix-sept peuvent être considérés comme des actions d'édification d'une nation. Bien sûr, la plupart des opérations militaires américaines se sont déroulées dans le contexte de guerres de grande envergure, d'opérations de maintien de la paix, d'opérations secrètes ou d'interventions de nature humanitaire ou dans celui de la défense de pays alliés. Il semble quelque peu étrange qu'un si grand écart sépare l'expérience américaine au Vietnam et la mission en Afghanistan. Les États-Unis sont intervenus de nombreuses fois dans des pays étrangers pendant la guerre froide — des États tels que le Liban, le Panama, le Nicaragua et d'autres viennent à l'esprit. Pourtant, ce grand nombre d'opérations nécessite une définition claire et concise de l'édification des nations et de l'édification des États. Fukuyama plante le décor dans le premier chapitre, lorsqu'il définit les tâches d'édification des nations comme des actions limitées de reconstruction politique ou de relégitimation. Les cas de l'Allemagne et du Japon, après la Seconde Guerre mondiale, sont les exemples les plus souvent cités d'édification d'une nation où les États-Unis et d'autres forces d'occupation n'ont pas créé de bureaucratie fédérale, mais ont plutôt aidé à rédiger des constitutions démocratiques et à relancer l'économie. Toutefois, ce que les Américains appellent édification d'une nation dans le discours public est plutôt une « édification d'un État », c'est-à-dire l'édification des institutions politiques d'un État-nation et la promotion de son développement économique. En comparaison, les efforts d'édification des nations incluent deux activités importantes : la reconstruction et le développement. Le terme « reconstruction » désigne l'effort qui consiste à remettre sur pied une société dévastée par des combats violents, alors que « développement » désigne la constitution d'un gouvernement qui fonctionne et la promotion d'une économie. Des puissances extérieures entreprennent le développement lorsque l'infrastructure politique a survécu à un conflit ou à une crise. « Le problème, est alors relativement simple et consiste à injecter des ressources suffisantes pour lancer le processus en fournissant de la nourriture, des routes, des bâtiments, des infrastructures et ainsi de suite. » Le développement constitue pourtant un processus beaucoup plus difficile et beaucoup plus complexe. Ainsi que les deux premiers chapitres du livre le montrent, le soutien des États-Unis à l'égard du développement était très grand après la Seconde Guerre mondiale, mais est tombé dans une crise profonde au moment de la guerre du Vietnam. Les Américains et leur gouvernement ont déjà été enthousiastes pour ce qui est d'éliminer la pauvreté dans le monde, mais, après l'expérience vécue en Asie, sont devenus hésitants à poursuivre l'internationalisme de leur pays.

Dans les chapitres subséquents des deuxième et troisième parties du livre, les arguments semblent uniformes — les opérations menées en Afghanistan ont été

fructueuses, alors que la mission en Iraq était mal conçue. Les auteurs décrivent à l'intention du lecteur les diverses étapes du conflit, l'engagement des États-Unis à l'égard de la région et l'organisation de l'opération de l'OTAN. Ils semblent s'entendre sur le fait que le concept des équipes provinciales de reconstruction (EPR), qui réunissent du personnel militaire, du personnel diplomatique et des spécialistes du développement travaillant en étroite collaboration, constitue la bonne manière d'aborder l'édification des nations. Ils critiquent toutefois le gouvernement, à Washington, parce qu'il met trop l'accent sur la place que les militaires occupent à la tête de la mission. (Il est en fait possible de soutenir que la contribution du Canada aux EPR pourrait être le lubrifiant dans les relations bilatérales canado-américaines parce que les États-Unis n'ont pas besoin d'un engagement militaire du Canada envers la mission en Afghanistan mais plutôt d'experts des relations civilo-militaires et du développement — savoir-faire que les militaires américains n'ont pas nécessairement.)

Globalement, *Nation-building: Beyond Afghanistan and Iraq* offre un très bon survol des efforts américains d'édification de nations. En particulier, les chapitres cinq à dix présentent à la fois les leçons dégagées des opérations en Afghanistan et en Iraq et les leçons qui ne l'ont pas été. Le lecteur rencontre des phrases telles que « une supervision soutenue des politiques est nécessaire » en vue des opérations d'édification des nations, la nécessité d'un engagement constant envers la mission, « un soutien politique durable au pays » ou « une planification de l'effort de reconstruction ». Presque tous les auteurs dont le travail figure dans le livre soulignent le fait que, malgré la longue histoire des efforts américains d'édification de nations, Washington a appris relativement peu de choses à ce sujet. Ils suggèrent que la cause en est le fait que le gouvernement ne possède pas, en ce qui concerne les missions d'édification de nations, de mémoire organisationnelle (ou institutionnelle). Une fois que les autorités politiques ont pris une décision concernant la nature d'une mission d'édification d'une nation, les responsables de la planification de la force commencent à partir de zéro à rechercher le plus d'information possible sur le type de force qui est nécessaire dans cette situation particulière. Ces recommandations et ces principes généraux concernant l'édification des nations sont des outils utiles pour les responsables de l'élaboration des politiques, les soldats présents sur le terrain et les membres de la communauté des organisations non gouvernementales (ONG). Ils représentent toutefois, aussi, la faiblesse du livre : ce dernier constitue en grande partie une recommandation de politique pour un gouvernement qui est actuellement embourré en Iraq. Les universitaires qui s'attendent à un livre sur des manières théoriques d'approcher l'édification des nations et à des modèles permettant de parvenir à la stabilité et à la sécurité dans une société déchirée par la guerre vont en grande partie être déçus. Les articles que Fukuyama a choisis ne présentent pas des modèles théoriques permettant d'édifier des nations et ils ne renvoient pas non plus à des données empiriques appuyant leurs arguments. Par exemple, Weinbaum écrit : « Les chefs de guerre et leurs commandants subordonnés, qui imposent par la force et l'intimidation leurs volontés aux populations locales, sont souvent la source de profondes rancœurs, même si certains s'emploient aussi à assurer des services et à maintenir l'ordre » (p. 128). Cet énoncé normatif n'est pas soutenu par des données empiriques ni par d'autres sources. Pour commencer, il semble étrange d'affirmer en généralisant que tous les chefs de guerre font de l'intimidation le moyen par lequel ils influencent la population locale. Ensuite, l'auteur n'explique pas davantage en quoi ces rancœurs consistent et la manière dont il parvient à cette conclusion. Quels sont les services assurés qui effacent les rancœurs? Plus loin (p. 143), le même auteur affirme que « les Afghans préfèrent de beaucoup conserver l'intégrité territoriale du pays que se joindre à leurs cousins ethniques de l'autre côté des frontières avec le Pakistan, l'Iran, le Turkménistan, l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan », conclusion que des preuves

tangibles telles que des questionnaires ou des sondages d'opinion ne soutiennent pas. Dans ce cas, l'absence de preuves faciles à trouver n'est pas trop surprenante, puisque la situation sur le terrain est fort susceptible d'être trop dangereuse pour les sondeurs et l'alphanumerisation peu élevée de la population locale empêcherait la plupart des Afghans de remplir les questionnaires. Il existe toutefois de nombreux exemples similaires qui alimentent les soupçons que ce livre a été écrit afin de servir de recommandation de politique. Cela ne devrait pas non plus être trop surprenant, car l'auteur lui-même a pendant de nombreuses années occupé le poste de professeur à la RAND Corporation, qui prépare des analyses et des solutions pour des départements fédéraux, en particulier le Department of Defense. De plus, comme les collaborateurs du livre sont dans environ un cas sur deux actifs (ou ont travaillé) dans la communauté des ONG ou ont exercé les fonctions d'agent du service extérieur « sur le terrain », il est clair que beaucoup d'entre eux s'intéressent intrinsèquement plus à l'orientation des politiques qu'à l'accroissement des connaissances.

Le lecteur n'obtient en fin de compte que des descriptions de politiques simples de la manière dont on entreprend l'édition d'une nation. On peut dire que ces prescriptions de politiques ont leurs racines dans la tradition internationaliste de la politique étrangère des États-Unis et qu'elles peuvent se résumer ainsi : les États-Unis doivent comprendre que le maintien de la paix, l'imposition de la paix, la reconstruction postérieure à un conflit et le développement économique et politique à long terme sont les principales composantes de la reconstruction. Le livre note que les États-Unis appuient fermement les opérations d'imposition de la paix et qu'ils sont capables de les exécuter mais n'appuient pas assez fermement les trois autres domaines. De plus, la sécurité sur le terrain est une des principales conditions préalables d'une reconstruction fructueuse des pays en déroute, autant que la restauration de l'autorité et de la légitimité politiques. Le livre arrive à la conclusion que les États-Unis doivent comprendre que les opérations menées dans des pays en déroute ne peuvent réussir que si des alliés y prennent part et que si une étroite coordination est assurée à l'intérieur de la bureaucratie américaine. Enfin, les recommandations et la thèse du livre peuvent être perçues comme une évaluation critique de la politique étrangère américaine actuelle à l'égard du Moyen-Orient et comme une attaque visant le gouvernement de George W. Bush.

Note

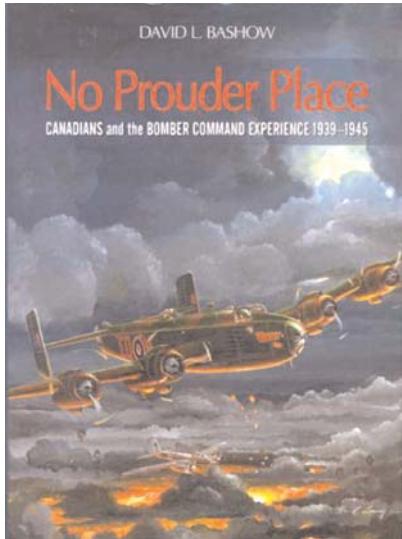
1. Francis Fukuyama, The Neoconservative Moment dans *The National Interest* (Été 2004), p. 57-68.

NO PROUDER PLACE: CANADIANS AND THE BOMBER COMMAND EXPERIENCE, 1939-1945.

BASHOW, David L. St. Catherines, Vanwell Publishing, 2005, 544 pages. 60,00 \$CAN

Critique préparée par le Major Tod Strickland

Au cours des dernières années, l'histoire révisionniste a causé préjudice aux hommes et aux femmes de l'Aviation royale du Canada (ARC). Leurs actions durant la Seconde Guerre mondiale ont été disséquées et critiquées d'un point de vue qui aurait été complètement inconcevable aux acteurs de l'époque. Certaines émissions de télévision et certains ouvrages comme *The Valour and the Horror* ont tendance à appliquer les valeurs de la fin du 20^e siècle à des situations dans lesquelles ces valeurs étaient, dans une large mesure, absentes au sein de la population qui a vécu la guerre. Dans son livre *No Prouder Place: Canadians and the Bomber Command Experience*



1939-1945, l'auteur David Bashow répare les torts causés au personnel de piste et aux équipages du Bomber Command et replace dans un contexte juste et réaliste une large part de la contribution des Canadiens aux campagnes aériennes de la Seconde Guerre mondiale. Ce faisant, il ne cherche pas à glorifier les participants ou leurs actions, mais plutôt à présenter les faits aux lecteurs et à les laisser juges des actions posées à l'époque.

Ce livre est une véritable mine d'informations qui accomplit ce que peu d'autres sont parvenus à accomplir : il est une chronique historique extrêmement détaillée des événements et des faits qui ont marqué les campagnes aériennes en question, en même temps qu'un recueil d'histoires captivantes et poignantes. La liste des personnages est longue, allant des hommes et des femmes qui faisaient partie du personnel de piste

jusqu'à Sir Winston Churchill lui-même. Ce qui différencie ce livre, toutefois, c'est qu'en nous racontant des histoires essentiellement humaines, Bashow a réussi à respecter l'histoire et à documenter ses sources, en plus de nous livrer tout le contexte. Il permet ainsi aux lecteurs de faire leur propre analyse et de se faire leur propre opinion au sujet des événements qui se sont déroulés il y a 60 ans. La langue utilisée est simple et le ton égal. Dès le début, on réalise que l'auteur connaît parfaitement son sujet, mais on voit aussi qu'il prend tous les moyens nécessaires pour le rendre compréhensible aussi bien au profane qu'à l'expert.

Bon nombre des incidents que nous raconte l'auteur et des informations générales qu'il nous communique relèvent de l'enquête historique et n'ont pas reçu une attention particulière depuis la fin de la guerre. Un de ces sujets quasi inédits est le traitement de ce qu'on appellerait aujourd'hui les victimes psychologiques. Désignés par l'acronyme euphémique « LMF » (acronyme anglais, « Lacking in Moral Fibre », signifiant « manquant de sens moral »), des aviateurs et des pilotes qui s'étaient portés volontaires pour l'un des services les plus dangereux de toute la guerre pouvaient être classés comme « manquant de sens moral ». Ils étaient par la suite retirés du service de vol dans le déshonneur, puis expulsés de l'ARC s'ils refusaient des missions dangereuses ou manquaient autrement à leurs responsabilités. Compte tenu du fait que la psychologie et la psychiatrie du champ de bataille en étaient à l'époque à leurs premiers balbutiements, il est facile de comprendre le dilemme que ce genre de catégorisation pouvait poser aux commandants. La manière dont Bashow traite ce sujet montre clairement comment l'ARC a donné sa propre interprétation aux règlements militaires pour résoudre un problème très concret à l'époque. L'étude détaillée de la participation du Canada à la destruction de Berlin est tout aussi exceptionnelle. J'ai lu peu d'autres ouvrages, et certainement aucun canadien, qui aborde ce sujet avec autant de clarté ou de façon aussi équilibrée. L'auteur nous raconte cette histoire sous plusieurs angles différents, notamment : pourquoi Berlin a été ciblée; la vie dans un abri antiaérien allemand; la course à la suprématie technologique opposant les Allemands et les alliés; la manière dont les raids se déroulaient concrètement, pour n'en nommer que quelques-uns.

Un des mécanismes qui confère de la crédibilité au livre et fait ressortir la notion que même dans les combats aériens, ce sont des êtres humains qui livrent combat, tient à

l'utilisation des souvenirs de ceux qui ont participé à la guerre. La voix de ceux qui auraient autrement été oubliés contribue au récit de leur implication personnelle dans diverses missions au cours de la guerre. Des hommes comme Roger Coulombe, qui nous raconte un bombardement de Berlin; Jimmy Sheridan, qui se rappelle calmement ce que ça voulait dire « être dans le cône » et comment on sortait « en vrille » du faisceau d'un projecteur; et Reg Lane, dont la veuve a rédigé l'introduction de l'ouvrage. Tous ces hommes prennent vie dans les histoires qu'ils racontent au lecteur.

Il est difficile de trouver des faiblesses à un tel livre. Minutieusement fouillé et documenté, c'est un manuel d'histoire de très grande qualité qui rehausserait n'importe quelle bibliothèque ou collection personnelle. Même si on peut lui reprocher le peu de cartes qu'il contient, force est de constater que ce défaut est plus que largement compensé par la grande quantité de photographies originales insérées dans ses pages et qui donnent une nouvelle dimension au texte. On voit d'un coup d'œil la jeunesse des hommes et des femmes dont l'auteur nous raconte l'histoire et on s'émerveille du caractère rudimentaire de la technologie qui définissait la profession à l'époque, comparativement à ce qu'elle est devenue aujourd'hui pour nous. Les images en couleurs des différents aéronefs canadiens et allemands complètent le récit en illustrant les niveaux relatifs de technologie et de savoir-faire d'une manière qu'il serait difficile d'égaler à l'aide de mots seulement.

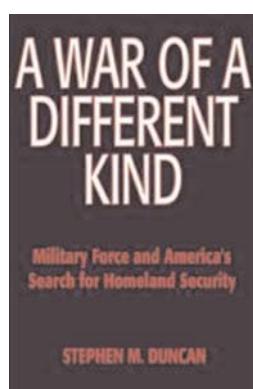
Il ne fait aucun doute que ce livre rend hommage à la mémoire des hommes du Bomber Command qui ont exécuté des missions aériennes au-dessus du continent européen. Ce qu'il convient de signaler tout particulièrement à cet égard est que cet hommage est rendu par la présentation claire de faits et de drames humains sans que l'auteur ne succombe à la tendance, si répandue dans les ouvrages d'histoire populaires, à la surdramatisation et à l'hyperbole. Comme le disait un autre historien, la rédaction d'un bon ouvrage d'histoire est une tâche très ardue. Dans *No Prouder Place*, il est évident que David Bashow a excellé sur les deux plans. Si vous n'aviez qu'un livre à lire sur la contribution du Canada à la campagne aérienne en Europe durant la Seconde Guerre mondiale, c'est celui-là que je vous recommanderais.

A WAR OF A DIFFERENT KIND: MILITARY FORCE AND AMERICA'S SEARCH FOR HOMELAND SECURITY

DUNCAN, Stephen M. Annapolis, Naval Institute Press, 2004, 366 pages. 28,95 \$US

Critique préparée par M. Christopher Spearin, Ph.D.

Le développement de stratégies va généralement de pair avec l'étude ordonnée des fins, des façons et des moyens. Les États-Unis, par suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001, ont cependant rejeté l'ordre puisqu'ils ont tout à coup mis en doute des principes de longue date sur la sécurité du continent nord-américain et le rôle des forces armées en territoire américain. En 2002, la création du Northern Command (NORTHCOM) et du Department of Homeland Security (DHS) a apparemment changé d'anciennes conceptions et organisations. Aucun changement aussi important n'avait été apporté aux structures militaire et gouvernementale des États-Unis depuis l'unification du commandement militaire en 1946 et l'entrée en vigueur du *National Security Act* en 1947. Comment les forces armées américaines, qui étaient au cœur de la transformation, on-t-elles rempli leur rôle national? Comment ces forces armées on-t-elles interagi avec le nouveau DHS? C'est



dans un tel contexte que Stephen Duncan essaie de répondre à ces questions et bien plus.

Stephen Duncan, grâce aux connaissances spécialisées qu'il a acquises à titre de haut fonctionnaire et d'auteur, est bien placé pour présenter ses observations. Pendant la présidence de George H. W. Bush, M. Duncan occupait au Department of Defense (DoD) le poste de haut fonctionnaire chargé du programme antidrogue des forces armées américaines. Dans le cadre de ses fonctions, il a appris à déterminer les cultures et différences organisationnelles qui sont bien ancrées dans la bureaucratie américaine et qui sont difficiles à changer. De plus, il peut expliquer comment les forces armées américaines ont déjà interagi avec des fonctionnaires de différents ordres de gouvernement, comment elles ont mené des activités à l'échelle nationale et comment le *Posse Comitatus Act* de 1878 a toujours beaucoup d'influence. Ce sont des questions importantes dans le contexte de la sécurité nationale. Auteur de *Citizen Warriors*, un livre écrit en 1997 dans lequel il résume le rôle que la National Guard a joué dans la guerre du Golfe de 1990-1991, M. Duncan reconnaît les capacités de la National Guard ainsi que les contraintes exercées sur cette dernière par l'augmentation du rythme opérationnel depuis la fin de la guerre froide. Les forces armées américaines participent maintenant à de nombreuses opérations à l'étranger qui exigent l'intervention tangible de la National Guard, à laquelle les fonctions liées à la sécurité nationale sont de plus en plus attribuées. Dans ce contexte, M. Duncan peut mettre en lumière la façon dont les membres de la National Guard peuvent s'adapter à la situation, si jamais ils le peuvent.

M. Duncan présente l'essentiel de son analyse dans les chapitres centraux qui s'intitulent « Organizing at Home for a Long War », « The Threat and the Bureaucratic Maze », « Posse Comitatus and Military Force » et « Mobilizing the Citizen Warriors ». Son message est le suivant : malgré les importants progrès réalisés, il faut déployer d'autres efforts pour développer les capacités nécessaires, adopter les attitudes adéquates et garantir une communication entre les militaires et les civils de tous les ordres de gouvernement. Dans le cas des forces armées, M. Duncan prétend que le DoD (autant le personnel militaire que civil) joue souvent un rôle secondaire dans la sécurité nationale, en partie parce qu'il souhaite recevoir des directives du DHS, un organisme aux prises avec la responsabilité complexe de nombreux programmes et organismes hétérogènes. En effet, dans son analyse, M. Duncan souligne que les chances de réussite organisationnelle du DHS ne sont que de 20 %, compte tenu de l'ampleur des défis auxquels il fait face à l'interne, sans parler de la nature de la menace terroriste. Le DoD hésite à jouer un plus grand rôle face à la sécurité nationale parce que les forces armées américaines interviennent en masse dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Le personnel du DoD soutient donc que la sécurité nationale devrait être surtout la responsabilité d'autres intervenants. L'hésitation du DoD émane également de la tendance des forces armées à intervenir dans des cas de menaces terroristes à l'étranger, non seulement parce qu'elles visent à accroître la sécurité nationale, mais également parce qu'elles jugent que les opérations à l'étranger constituent leur rôle premier.

Pour les lecteurs canadiens, le livre développe un parallèle avec les complexités de la sécurité nationale de leur pays. La création de Commandement Canada et du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile peut facilement être comparée à la création du NORTHCOM et du DHS. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont bouleversé la transformation militaire lancée à la fin des années 1990 et ont forcé les deux pays à se pencher à nouveau sur l'orientation à adopter. Il faut également noter que ni la *National Strategy for Homeland Security* de 2002, qui ne contenait pas d'orientation stratégique à l'intention des forces armées américaines, ni la *Politique*

canadienne de sécurité nationale de 2004 ne définissent clairement le rôle national des armées des pays. En effet, la politique canadienne ne contenait que des consignes vagues à l'intention des Forces canadiennes dans leur ensemble.

Dans son livre, M. Duncan présente beaucoup de renseignements et d'idées, mais s'éloigne du sujet sur deux plans. Il commet d'abord la même erreur qu'il reproche au personnel du DoD de commettre, c'est-à-dire qu'il insiste trop sur les missions à l'étranger. Le livre, dont d'importantes portions sont consacrées aux opérations militaires américaines en Afghanistan, en Iraq et ailleurs dans le monde, semble souvent être davantage une analyse de la conduite, par les forces américaines, de la guerre contre le terrorisme. Cette impression est amplifiée par la présentation de renseignements sur les tribunaux militaires, la Cour pénale internationale et la doctrine de frappes préventives de Bush. En multipliant les renseignements, M. Duncan nuit à sa cause. En effet, ses analyses importantes de l'intervention à l'échelle nationale des forces armées américaines sont souvent reléguées au second plan.

Puis, M. Duncan adopte parfois une démarche partisane et néglige certains points d'analyse. Ancien haut fonctionnaire de l'administration républicaine, M. Duncan réserve ses critiques les plus sévères au président Clinton, qui n'aurait apparemment pas compris la menace terroriste grandissante et n'aurait pas fait preuve de leadership présidentiel pendant les années 1990. Dans un chapitre intitulé « Locust Years », M. Duncan critique sans retenue l'administration Clinton d'une façon qui ressemble fort à l'évaluation négative de Winston Churchill à l'endroit de la politique étrangère et de la défense britannique dans les années 1930. Selon M. Duncan, le président Clinton n'a pas réellement pris au sérieux les avertissements, que ce soit le premier bombardement du World Trade Center le 26 février 1993, le bombardement d'une ambassade des États-Unis en Afrique le 7 août 1998 ou l'accroissement général du nombre d'activités terroristes et des décès qui y sont associés.

Même si, selon M. Duncan, la négligence apparente du président Clinton suggère que les défis actuels liés à la coordination civilo-militaire et au changement d'attitude face à la sécurité nationale auraient pu être relevés directement *plus tôt*, dans les années 1990, il demeure que ces défis devaient, un jour ou l'autre, être pris en considération. En fait, l'auteur affirme que le gouvernement des États-Unis, même poussé par l'énorme sentiment d'urgence après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, a réagi lentement. La *National Strategy for Homeland Security* des États-Unis n'a été mise en œuvre qu'en septembre 2002, soit un an après les attaques. Le Congrès a retardé le vote pour la création du DHS jusqu'après les élections de novembre 2002. Ainsi, l'hésitation du DoD à assumer pleinement la responsabilité de la sécurité nationale sert à illustrer les atermoiements qui se seraient probablement produits dans les années 1990.

En conclusion, le livre offre une étude de cas intéressante aux lecteurs qui souhaitent mieux comprendre les questions liées à la sécurité nationale, particulièrement le rôle des forces armées dans la sécurité nationale. Des opérations militaires des États-Unis contre des pays comme l'Iran et la Corée du Nord sont toujours possibles. On peut donc supposer que les problèmes exposés dans le livre de M. Duncan ne feront que s'aggraver.

TRUST BUT VERIFY: IMAGERY ANALYSIS IN THE COLD WAR

LINDGREN, David T. Annapolis, Naval Institute Press, 2001, 222 pages. 36,95 \$US

Critique préparée par le Lieutenant-colonel Robert S. Williams, M.S.M., CD

Ce livre tout à fait accessible porte sur le travail méconnu d'analystes de données d'imagerie durant la guerre froide et aborde les efforts qu'ont fait ces analystes, pour le compte des décideurs du gouvernement américain, en vue d'évaluer avec exactitude les capacités stratégiques de l'Union soviétique et d'analyser en profondeur ses vulnérabilités potentielles. La rédaction de ce livre, qui porte sur un sujet très complexe et a exigé l'examen de données classifiées, est devenue possible à la suite d'une décision du président américain Clinton, en 1995, visant à déclassifier les données d'imagerie par satellite recueillies de 1960 à 1972.

Les premiers chapitres traitent de questions stratégiques et de l'origine de la guerre froide, bien que l'information fournie puisse sembler former, à l'heure actuelle, un assemblage de renseignements redondants et de matériel remanié sur des événements récents. Cependant, avec le temps, cette information contextuelle deviendra essentielle pour les lecteurs de l'avenir, qui seront peu familiers avec ce domaine. Le développement des avions de reconnaissance à haute altitude U-2 et SR-71 est expliqué dans son contexte historique, soit durant la période où les États-Unis, qui ne disposaient alors pas de constellations de satellites de reconnaissance, cherchaient à comprendre en quoi consistait la menace potentielle de l'Union soviétique, entre autres à déterminer si elle disposait de flottes de bombardier ou de missiles. La très grande confidentialité dans laquelle a été tenue l'information touchant l'utilisation du U-2 et la très grande lourdeur de la bureaucratie entourant l'accès à cette information et à celle sur la destruction de l'appareil piloté par Francis Gary Powers, abattu en cours de mission, permettent de saisir le contexte historique et de mettre en perspective cette mission délicate.

Les chapitres suivants traitent des premiers programmes de satellites; le style très accessible dans lequel ils sont rédigés permet à tous les lecteurs, même ceux qui ne n'ont pas de connaissances techniques, de comprendre les progrès accomplis en ce qui a trait à la résolution des images obtenues par satellite et l'impact de ces progrès sur les décisions politiques. Les images obtenues par satellite durant la crise des missiles de Cuba constituent sans doute le meilleur exemple connu d'utilisation « d'images par satellite classifiées » auxquelles le public n'avaient jamais auparavant eu accès.

Les derniers chapitres traitent de questions comme les rivalités entre les différents services et organismes ainsi que de l'impact de ces rivalités sur le plan des analyses divergentes, du financement et de la transmission du renseignement aux leaders nationaux américains. L'arrivée de fournisseurs de services commerciaux d'imagerie par satellite et la décision de maintenir la classification des images obtenues plus récemment par satellite ont amené l'auteur, dans les derniers chapitres de son livre, à spéculer sur les emplois futurs de l'imagerie par satellite.

Il conclut en se demandant s'il est encore utile d'employer l'imagerie à haute résolution étant donné que l'Union soviétique n'est plus un point de mire; cette conclusion était peut-être valide au moment de la publication du livre (2000), mais les événements du 11 septembre 2001 ont prouvé que, vraisemblablement, les données obtenues à l'aide de l'imagerie haute résolution par satellite ont encore une utilité dans un contexte de protection de la sécurité nationale.

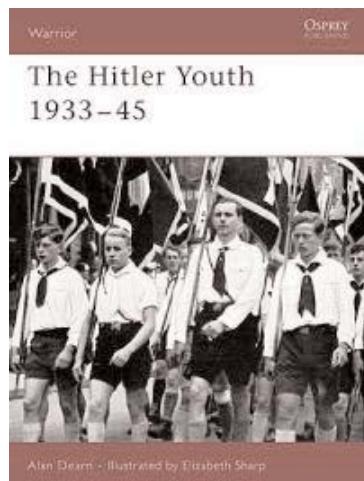
Je recommande ce livre à titre de document d'information à tous les lecteurs qui

s'intéressent à l'origine des divers organismes américains qui interviennent dans la surveillance et la reconnaissance aérienne ainsi qu'à la nature des nombreux défis que doivent relever ces organismes. Je recommande également la lecture de ce livre à ceux qui veulent comprendre à quel point ces sources d'information se sont avérées utiles dans le passé. Les personnes qui auront lu ce livre devraient être mieux en mesure de saisir l'utilisation potentielle des plates-formes de surveillance dans la recherche de solutions aux problèmes futurs de sécurité nationale. Dans une société où les progrès technologiques se succèdent à une vitesse prodigieuse, il est sans doute utile, ou tout au moins intéressant, de connaître l'origine de la télédétection à partir de l'espace.

THE HITLER YOUTH, 1933-45

DEARN, Alan. Oxford, Osprey Publishing, 2006, 64 pages, Osprey Warrior No 102.
\$25,95 \$CAN

Critique préparée par le Sergent Gary I.H. Kett, CD, MA



l'apparence générale de ses membres¹.

Peu d'historiens militaires peuvent honnêtement prétendre n'avoir jamais entendu parler d'Osprey Publishing. Aucun autre éditeur ne produit une telle abondance d'ouvrages militaires sur une gamme aussi étendue de sujets. Et cette production n'a cessé de croître ces dernières années. Les publications d'Osprey Publishing présentent au lecteur des sujets juste assez développés pour lui donner le goût d'approfondir davantage ses lectures. Une des dernières publications de l'éditeur traite de l'organisation des Jeunesses hitlériennes de 1933 à 1945. Bien qu'un certain nombre d'ouvrages, notamment *A Child of Hitler* de Alfons Heck et *The Last Nazis* de Perry Biddiscombe, mentionnent les activités des membres des Jeunesses hitlériennes, il y a étonnamment peu d'ouvrages de langue anglaise entièrement consacrés à l'organisation du groupe et à

À première vue, choisir les Jeunesses hitlériennes comme sujet pour la collection *Warrior* d'Osprey Publishing ne semble pas très pertinent. Certains pourraient penser que les Jeunesses hitlériennes formaient simplement un groupe de jeunes ayant peu en commun avec les soldats représentés dans la plus grande partie de la collection *Warrior*. Dans cette optique, on pourrait se demander si la prochaine publication de la collection ne devrait pas porter sur les scouts américains pendant la Deuxième Guerre mondiale. Or, c'est exactement le mythe que l'ouvrage d'Alan Dearn cherche à dissiper. Le groupe des Jeunesses hitlériennes était différent des autres mouvements de jeunes de la même époque en ce qu'aucun d'entre eux n'envoyait ses membres au front². Par conséquent, le choix des Jeunesses hitlériennes n'est pas aussi hors propos que l'on pourrait croire.

The Hitler Youth 1933-45 est le premier ouvrage d'Alan Dearn sur le sujet. Celui-ci a reçu son baccalauréat ès arts en histoire (avec majeure en histoire médiévale) à la Macquarie University, à Sydney, en Australie, et il a obtenu un doctorat en histoire religieuse romaine au Wolfson College, à Oxford, en 2003. Au moment de cette critique, il enseigne toujours l'histoire à l'International Grammar School de Sydney. Ses

principaux domaines d'intérêt et de recherche portent sur l'histoire du martyre, la fin de l'Empire romain et l'histoire sociale de l'Allemagne nazie.

Alan Dearn a structuré son ouvrage avec logique en divisant les chapitres selon les différentes étapes de la progression d'un membre des Jeunesses hitlériennes, depuis son adhésion au groupe jusqu'à ses activités quotidiennes, en passant par sa formation. Il aborde ensuite le sujet des uniformes et de l'apparence générale des différentes sections du groupe, puis il discute des pressions idéologiques auxquelles sont soumis les membres et des croyances qui leur sont inculquées. Finalement, il conclut par une récapitulation et une série de vignettes détaillant les expériences que les membres des Jeunesses hitlériennes auraient vécues au combat au cours des derniers jours du Troisième Reich.

Afin de renforcer les liens entre les chapitres, Dearn met en scène quatre personnages principaux prénommés Karl, Max, Ernest et Maria. Le lecteur doit comprendre que ces personnages ne sont pas réels. Ils représentent la somme des expériences d'un certain nombre d'anciens membres des Jeunesses hitlériennes. Dearn l'explique dans sa note de la page 2, mais ce fait peut facilement échapper au lecteur qui sera induit à penser qu'il s'agit de personnes ayant réellement vécu. L'auteur ne dit pas clairement pourquoi il utilise des personnages fictifs plutôt que de véritables extraits des sources qu'il a utilisées pour les créer³. Dans l'ensemble, le recours intermittent à ces personnages dans la plupart des chapitres n'était pas nécessaire. L'utilisation de personnages fictifs est certes une idée intéressante, mais il est difficile de prendre au sérieux des personnes qui ne sont pas réelles. Il aurait donc été préférable de rapporter des expériences individuelles plutôt que de présenter une somme d'expériences.

Comme les ouvrages d'Osprey Publishing sont généralement remarqués tant pour leur aspect visuel que leur contenu informatif, il est naturel de mentionner les couleurs utilisées dans l'ouvrage. Elizabeth Sharp a fait un excellent travail avec la plupart des planches, mais certaines ne semblent pas à l'échelle⁴. L'image de la page 35 (planche couleur C), qui montre une batterie antiaérienne de 88 mm donne plutôt l'impression de pièces de 300 mm (la légende indique également que la batterie est munie de six canons alors qu'on en compte sept). De plus, le Panzer IV de la page 38 (planche couleur F) semble trop petit pour les soldats de la photo. Je suis conscient que ces observations sont quelque peu fuitives, car le reste des planches est net, précis et instructif. Toutefois, les planches reflètent la qualité globale d'un ouvrage, en particulier quand il est expressément reconnu pour ses planches couleur. En revanche, dans d'autres publications d'Osprey Publishing, notamment la collection sur l'infanterie des États-Unis au cours de la Deuxième Guerre mondiale, le travail de Sharp est excellent : il est précis et il rend les couleurs à la perfection.

Par ailleurs, l'utilisation que fait Dearn des photographies dans son livre est particulièrement réussie. Chaque photo renvoie au sujet traité dans la page en question et aide le lecteur à apprécier visuellement le contenu. Par contre, la photo de la page 22 fait ressortir un élément important des Jeunesses hitlériennes auquel Dearn n'a pas prêté suffisamment d'attention. Elle montre un officier arborant la Croix de Chevalier avec feuilles de chêne, entouré d'enfants autour d'un diorama d'une caisse à sable. Même si la légende précise « Hauptman (un capitaine de l'armée) généralement décoré », l'officier de la photo est en réalité l'Oberbannfuhrer (premier chef de groupe) Gerd Hein⁵. Le petit symbole des Jeunesses hitlériennes au sommet du bonnet de guerre de l'officier, ainsi que ses épaulettes inhabituelles sur lesquelles figurent deux feuilles de chêne, confirme qu'il fait partie de l'équipe de dirigeants des Jeunesses hitlériennes. Cette équipe jouait un rôle-clé dans le fonctionnement des Jeunesses hitlériennes et Dearn aurait dû le mentionner⁶.

Autre organisation presque totalement négligée par Dearn : les Jeunesses hitlériennes de la marine. Il n'y a ni photo, ni dessin, ni même un court paragraphe renvoyant à cette section des Jeunesses hitlériennes. On pourrait soutenir que l'ouvrage a essentiellement porté sur les éléments terrestres et aériens des Jeunesses hitlériennes parce que se sont eux qui sont allés au combat. Mais, cela n'expliquerait pas le rôle limité des filles au sein des Jeunesses hitlériennes (BDM). Il n'y a pas lieu de douter que les Jeunesses hitlériennes de la marine aient finalement été forcées de servir auprès de leurs camarades des forces terrestres et aériennes, et des renseignements à ce sujet auraient été bienvenus.

Même si l'ouvrage d'Alan Dearn a quelques points faibles, il constitue une bonne introduction aux Jeunesses hitlériennes et une excellente base pour approfondir le sujet. C'est habituellement tout ce que ce type de publications d'Osprey Publishing peut accomplir, car on ne peut être exhaustif en soixante et quelques pages. En outre, Dearn a fourni presque toutes les principales sources de langue anglaise disponibles sur le sujet dans sa bibliographie, ce qui permet au lecteur qui veut creuser davantage d'explorer des voies multiples.

Aujourd'hui, nous entendons de plus en plus parler des enfants-soldats en Afrique et dans d'autres points chauds du globe. Ces enfants sont généralement le produit du chaos engendré par l'échec de plusieurs États. La transformation des Jeunesses hitlériennes, qui sont passées d'une institution politique à une organisation de défense de dernier recours, n'est pas très différente. La vue d'enfants de dix ans au combat n'est pas nouvelle. On ne doit pas oublier leur courage et les sacrifices qu'ils ont endurés durant les derniers jours du Troisième Reich. C'est la plus grande contribution de l'ouvrage de Dearn que de nous le rappeler.

Enfin, Osprey Publishing devrait songer sérieusement à supprimer la publicité carte-copie au dos de ses plus récentes publications. Il est compréhensible de vouloir renseigner le lecteur sur la façon de se procurer d'autres publications, mais l'utilisation de la carte-copie du genre carte postale déprécie les ouvrages. Les renseignements publicitaires à l'intérieur du plat verso sont plus que suffisants pour permettre au lecteur de se procurer d'autres publications de l'entreprise. Comme la plupart des ouvrages d'Osprey Publishing se détaillent à plus de 25 \$CAN, la ruse publicitaire de l'entreprise entache son professionnalisme.

Notes

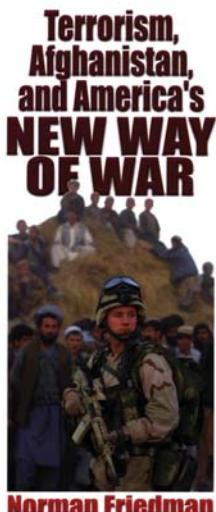
1. Les ouvrages suivants sont probablement les meilleures sources de langue anglaise qui traitent de l'attirail de la Jeunesse hitlérienne « The HJ » (deux volumes) de J. R. Angolia, R. J. Bender Publishing, San Jose, 1991; « A Child of Hitler » de Alfons Heck, Bantam, New York, 1985 et « The Last Nazi: SS Werewolf Guerrilla Resistance in Europe 1944-1947 » de Perry Biddiscombe, Tempus Publishing, Charleston, 2000).
2. Durant les années 1930 et 1940, de nombreux pays, dont l'Union soviétique, possédaient des organisations de jeunes très semblables aux Jeunesses hitlériennes. Toutefois, même lorsque les forces allemandes ont atteint Moscou, il n'y a apparemment pas eu de tentative officielle visant à envoyer ces jeunes au front. À cet égard, l'excellent ouvrage sur les Jeunesses hitlériennes au combat, « In a Raging Inferno: Combat Units of the Hitler Youth 1944-45 », de Hans Holztrager, Helion & Company, Solihull, 2000, mérite d'être lu.
3. Peut-être a-t-il rencontré le même problème qu'Hans Holztrager, qui a découvert que de nombreux collaborateurs souhaitaient demeurer anonymes, les relations avec le régime nazi étant encore aujourd'hui une question délicate. H. Holztrager a été en mesure de contourner le problème en n'utilisant que les initiales des collaborateurs, tel que A. B. de H. (Beaucoup n'ont même pas voulu révéler leur lieu de résidence).
4. Elizabeth Sharp a reçu une formation en beaux-arts au Leicester College of Art and Technology, au Royaume-Uni. Ses œuvres sont régulièrement exposées à Londres et dans l'ensemble du pays. Elle vit et travaille à Lincolnshire, au Royaume-Uni.
5. Après quelques recherches, j'ai trouvé une autre photo de Hein à la page 227 du volume 1 de *H.J.* de J. R. Angolia. Selon des renseignements très limités et peut-être incertains, Gerd Hein a obtenu sa Croix de Chevalier le 9 mars 1940 et ses feuilles de chêne en juin 1942, alors qu'il était affecté à la 58^e division d'infanterie. Il a par la suite été muté à un

poste de chef des Jeunesses hitlériennes, puis affecté à la 12^e division SS des Jeunesses hitlériennes où il a obtenu la croix allemande d'or, en juillet 1944. (<http://home.att.net/~SSPzHJ/GerdHein.html>)
6. Puisque nous en sommes à la présentation visuelle, il aurait été intéressant que Dearn inclue un graphique du système hiérarchique des Jeunesses hitlériennes. On trouve un excellent graphique couleur sur le site Web Wikipedia à l'adresse suivante : http://en.wikipedia.org/wiki/Ranks_and_insignia_of_the_Hitler_Youth#Reich_Youth_Leader.

TERRORISM, AFGHANISTAN AND AMERICA'S NEW WAY OF WAR

FRIEDMAN, Norman. Annapolis, Naval Institute Press, 2003, 327 pages. 36,95 \$US

Critique préparée par le Lieutenant-colonel Peter J. Williams



Les amateurs des études de Norman Friedman sur la puissance maritime aimeront son analyse de la stratégie et des tactiques de guerre des États-Unis en Afghanistan. J'ai lu bon nombre de ses articles et publications en plus d'assister à une de ses présentations (au cours de laquelle il a expliqué qu'il utilisait un langage simple pour mieux faire comprendre ses idées), et, à la lecture de son livre, son style caractéristique a été un vrai régal.

Comme on peut s'y attendre et, somme toute, cela est fondé, le livre commence par une description des attaques du 11 septembre. Dans la foulée de cet événement dramatique, les États-Unis ont réussi à former une coalition composée de nombreux pays, dont le Canada, dans le but de mener des opérations en Afghanistan et de déloger les Talibans, qui ont refusé de livrer Osama Bin Laden.

M. Friedman établit un parallèle entre l'état d'esprit des Américains après les attaques du 11 septembre et leur état d'esprit après les attaques de Pearl Harbour, au cours desquelles le renseignement était inadéquat. Paradoxalement, ce sont les lacunes ressenties à ce niveau qui ont finalement mené à la création de la CIA, l'organisation qui a fait l'objet de critiques sévères après les attaques.

Il analyse, dans un chapitre efficacement intitulé « *Sword of the Dispossessed* », comment le fondamentalisme musulman qu'a adopté Osama Bin Laden est un résultat prévisible de l'histoire et de la culture des Musulmans. Jusqu'en 1400, la culture musulmane avait surpassé celle du monde occidental sur plusieurs plans. Après cette période, son influence a chuté. M. Friedman est d'opinion qu'une telle situation a créé une culture de victimisation chez de nombreux Musulmans, un sentiment poussé à l'excès par les partisans de l'idéologie de Bin Laden.

Les militaires qui ont servi dans cette région du monde seraient d'accord avec l'affirmation de M. Friedman : « L'Afghanistan est un champ de bataille depuis des siècles ». Il indique de plus que les pays qui ont eu le malheur de subir une défaite contre le peuple afghan ont tous commis la même grave erreur, c'est-à-dire qu'ils ont tenu pour acquis que l'Afghanistan était une entité homogène. Il enchaîne ensuite en présentant une étude utile des différentes tribus qui forment l'Afghanistan dans un chapitre intitulé « *The Afghan Base* ». Il décrit les origines des Talibans qui, comble

d'ironie, ont à l'origine reçu le soutien des États-Unis à la demande de Benazir Bhutto, leader du Pakistan à l'époque. Cette dernière avait soutenu que les Talibans étaient sous sa coupe.

Au chapitre intitulé « A New Kind of War », M. Friedman aborde enfin le vif du sujet. Il décrit le climat politique des années 1990 avant la révolution dans les affaires militaires (RAM), une période caractérisée par les boucles d'observation, d'orientation, de décision et d'exécution (OODA), les opérations réseaucentriques, les liens de capteur à tireur et une confiance excessive accordée à la technologie. À l'époque, on croyait que plus on possédait de renseignements sur l'ennemi (les renseignements étaient généralement recueillis par des moyens techniques), meilleures étaient notre capacité de prise de décision et nos chances d'un dénouement positif. M. Friedman explique aussi longuement le rôle de la puissance aérienne dans les conflits modernes, dont celui au Kosovo.

Certains seront sans doute en désaccord avec M. Friedman qui affirme qu'à la fin du 20^e siècle, la façon américaine de faire la guerre avait nettement progressé depuis la première guerre du Golfe. À l'appui, il mentionne le nombre élevé de munitions de précision utilisées et qu'on s'est rendu compte (même si notre façon de faire n'a pas toujours reflété cette constatation) que les tireurs étaient importants, mais peut-être pas autant que les capteurs qui orientent leur tir. Ces capteurs, comme les engins télépilotés (UAV), les plateformes de renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT) et autres se sont avérés utiles pendant la guerre en Afghanistan.

Du point de vue des États-Unis, la guerre serait menée par le Central Command (CENTCOM) à l'aide des bases au Qatar et en Arabie saoudite. L'auteur décrit brièvement la contribution du Canada, soit un groupement tactique d'infanterie (3 PPCLI) et des forces spéciales (éléments de la FOI 2). Il consacre une grande partie de son livre à certaines des capacités déterminantes de la guerre en Afghanistan, comme les forces spéciales et les attaques aériennes de précision au moyen d'UAV. Il croit vraiment que les conflits à venir seront caractérisés par de petites unités et une puissance de feu accrue et selon lui, la puissance aérienne sera de plus en plus pertinente parce qu'elle a la capacité, contrairement aux missiles, de tirer à répétition de nombreuses munitions avec une grande précision.

Il est difficile d'aborder l'intervention des États-Unis en Afghanistan sans traiter de l'Iraq. M. Friedman relève hardiment le défi. Il avance que Saddam ne pouvait pas quitter l'Iraq, contrairement aux Talibans qui pouvaient au besoin s'enfuir dans les montagnes du pays voisin, le Pakistan, ou de l'Afghanistan. S'il fuyait, il risquait au pire d'être assassiné et au mieux, de perdre son pouvoir et son prestige.

Dans le dernier chapitre, intitulé « Now What? », l'auteur tente d'analyser l'orientation de la lutte internationale contre le terrorisme après l'Afghanistan. Il suggère trois options possibles, précisant que la politique future des États-Unis comprendra sans doute des éléments tirés des trois options :

- ◆ continuer d'attaquer Al Qaeda;
- ◆ lutter contre d'autres menaces terroristes ou « semi-terroristes » (en autres l'Iraq qui est un membre de l'« Axe du mal »);
- ◆ enrayer les causes à l'origine du terrorisme.

M. Friedman termine son livre en posant la question suivante : « Est-ce que les États-Unis peuvent remporter la guerre contre le terrorisme? ». Ceux qui veulent des réponses précises seront déçus, car l'auteur fait valoir avec raison que le « nouveau genre de guerre » exige une redéfinition du mot victoire. Dans les conflits à venir,

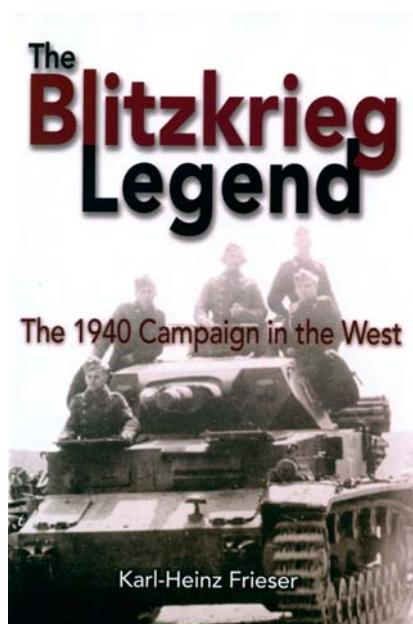
maintenir la crise à un niveau acceptable pourrait mieux définir une victoire. L'auteur souligne que contre des leaders terroristes comme Osama Bin Laden, la victoire serait de miner l'influence dont ils jouissent auprès de ceux qui détestent les Américains. De toute évidence, M. Friedman s'adresse principalement aux lecteurs américains.

En général, le livre est fondé sur une recherche approfondie. Plus de 50 pages de notes et une bibliographie de six pages sont incluses. C'est un excellent point de départ pour ceux qui souhaitent comprendre l'une des campagnes les plus complexes de notre époque, la façon dont les États-Unis et ses partenaires de la coalition en sont venus à adopter le nouveau genre de guerre ainsi que ce que le combat pourrait annoncer quant aux conflits à venir.

THE BLITZKRIEG LEGEND—THE 1940 CAMPAIGN IN THE WEST

FRIESER, Karl-Heinz. Annapolis, Naval Institute Press, 2005, 507 pages. 47,50 \$US

Critique préparée par le Capitaine John K. Vintar, CD, MA.



L'image que nous avons tous de la guerre-éclair allemande en France est celle d'une organisation monolithique avançant irrésistiblement et résolument. Des aspects comme une doctrine opérationnelle bien maîtrisée, des forces blindées supérieures en qualité jouissant d'une supériorité en nombre écrasante, une utilisation intensive de l'équipement de communication et une puissance aérienne coordonnée caractérisent cette image mentale. La légende veut que ces divers aspects aient été combinés pour contourner la ligne Maginot, traverser les Ardennes à Sedan et, grâce à une série de coups de faux, obtenir une série de victoires qui ont entraîné l'effondrement militaire et la reddition de la France. Cependant, la réalité a bien peu à voir avec cette légende.

Dans son ouvrage intitulé *The Blitzkrieg Legend*, le Colonel Karl-Heinz Frieser, historien militaire allemand, examine et anéantit ces faussetés dans une étude détaillée et informative. Frieser nous amène à la campagne de 1940 en

France de manière généralement chronologique et aborde en parallèle toute une série de sujets très distincts comme l'histoire du mot « blitzkrieg », qui veut dire guerre-éclair (et qui n'a pas été inventé par Hitler, comme on l'a prétendu plus tard), une comparaison des forces relatives des chasseurs et bombardiers allemands et alliés, et toute la question de savoir si Hitler avait réellement défini un concept de guerre stratégique. Tous ces sujets aident à mettre la campagne de France en contexte et font ressortir le fait que l'état-major général allemand était très partagé sur le concept de la guerre-éclair aussi bien que sur l'idée d'attaquer la France, et que les discussions et les désaccords étaient nombreux en la matière.

Même si, historiquement, l'état-major général allemand a toujours essayé, dans sa planification, d'éviter les guerres longues et élaborées à cause de la situation géographique de l'Allemagne, les plans de la campagne de France envisageaient une

répétition de la Première Guerre mondiale. Frieser souligne que la guerre-éclair n'avait pas été planifiée comme telle au départ et que le « miracle de 1940 » est attribuable à trois facteurs, à savoir : la nature changeante de la guerre et le fait que le pendule technologique s'était déplacé en faveur de l'attaquant à ce moment-là; les erreurs (le terme « gaffes » serait plus approprié) des alliés; et les actions non autorisées à cause desquelles la vitesse de l'attaque et le rythme opérationnel ont augmenté à un tel point qu'à certains moments, le haut commandement n'avait plus le contrôle des opérations. Pour maintenir cette vitesse, il fallait des bien formés, indépendants et volontaires à tous les niveaux, des leaders qui comprenaient clairement leur mission et qui étaient disposés à passer outre aux ordres pour atteindre leurs objectifs.

De mon point de vue, deux sujets centraux apparaissent à répétition dans l'ouvrage de Frieser, deux éléments essentiels aussi valides aujourd'hui qu'en 1940. Le premier est le commandement de mission (*Auftragstaktik*) et le deuxième, l'utilisation de l'arme blindée.

L'accent mis par les Allemands sur le commandement de mission garantissait que les soldats au plus bas échelon comprenaient la mission et faisaient preuve d'esprit d'initiative pour atteindre l'objectif désigné en l'absence des commandants. L'accent sur la « nature » de l'objectif plutôt que sur la « manière » de l'atteindre aidait à traverser les périodes au cours desquelles, dans le brouillard de la guerre, le commandement et le contrôle étaient absents.

La liberté d'action et le recours à l'initiative permettaient aux Allemands de saisir les occasions fugaces qui se présentaient et de planifier et exécuter leurs opérations nettement à l'intérieur du cycle décision-action des Français. Cet avantage est particulièrement notable dans le cas du franchissement de la Meuse où plusieurs casemates ont été détruites et la voie dégagée pour les panzers par quelques pelotons d'infanterie et du génie. Dans un cas bien précis, un sergent à la tête d'une douzaine de soldats et de sapeurs, isolé de sa chaîne de commandement, a réussi à saisir plusieurs casemates françaises et à ouvrir une brèche décisive pour la 10e Division de panzers. «...on ne peut qu'être étonné qu'un sergent ait dirigé cette action...il ne s'est certainement pas laissé aller à la passivité; il ne s'est pas contenté de s'asseoir et d'attendre qu'un officier vienne lui donner des ordres. Il a plutôt pris l'initiative dans l'optique de la *Auftragstaktik* et a agi indépendamment. » (Traduction) (p. 172)

Tout à l'opposé, et à leur détriment, les Français évoluaient dans un cadre de planification et d'exécution plus rigide. La contre-attaque planifiée par les Français face à la pénétration allemande à Sedan a souffert d'un retard de neuf heures avant que le commandant de la force de contre-attaque, le Général Lafontaine, n'exécute l'ordre de contre-attaque. En bout de ligne, la défaite s'explique ainsi :

Selon les tactiques de la méthode de commandement coutumière en vigueur dans l'armée française, chaque phase particulière d'une opération était planifiée à l'avance en détail et ne pouvait être exécutée que sur ordre exprès ...Le Général Lafontaine avait reçu une mission et ce, depuis 2000 h, mais il attendait un ordre. (Traduction) (p. 185-186)

La rigidité du système de commandement français est un aspect de la question. L'ignorance des principes fondamentaux en est un autre. Le plus incroyable est qu'en réaction à l'avance allemande prévue en Hollande, les Français ont envoyé la 7^e Armée, la réserve opérationnelle, vers la Hollande. Lorsque l'Allemagne a déplacé l'effort principal de son attaque dans une direction complètement différente de celle prévue, les Français n'avaient plus de réserve disponible pour servir de force de contre-attaque. La France avait l'armée la plus puissante de toute l'Europe, mais à ce moment crucial, celle-ci n'était pas au bon endroit au bon moment. Comme le racontera Churchill plus

tard : « J'étais abasourdi...il ne m'était jamais venu à l'esprit qu'un commandant chargé de défendre 500 milles de front actif puisse accepter de se retrouver sans force de manœuvre ... » (Traduction) (p. 261) L'effet de surprise a été total et a donné la victoire aux allemands.

L'esprit d'initiative et la compétence supérieure en planification allaient de paire avec l'utilisation particulière de la force de panzers. Une des faussetés populaires qui circulent au sujet de la campagne de France est que les blindés allemands étaient supérieurs en nombre et en qualité aux chars alliés. Dans la réalité, les blindés allemands étaient en état d'infériorité numérique dans une proportion de presque 2/1 par rapport aux forces blindées alliées, en plus de souffrir d'une puissance de feu et d'une protection inférieures. Par exemple, le panzer Mk I n'avait comme armement que des mitrailleuses et devait servir de char d'entraînement, tandis que le canon de 20 mm du Mk II était incapable de stopper même les chars légers des Français. Les panzers III et IV avaient un blindage plus robuste et une plus grande puissance de feu, mais étaient moins nombreux. Frieser fait remarquer que dans les combats de chars, les obus des chars allemands rebondissaient sur les chars français comme le char B, ou le Matilda anglais. Comme le confirme un chef de panzer III dans son rapport postaction : « On a été ébranlé quand on a vu nos obus traçants rebondir comme des billes sur les chars français. » (Traduction) (p. 237)

Un des facteurs qui ont contribué à la victoire allemande est que chaque char allemand était muni d'une radio, ce qui permettait à tous les membres d'équipage de comprendre l'intention du commandant, d'exécuter les ordres plus rapidement et d'agir de façon cohérente. Ce facteur a certainement joué dans la destruction de la 1^{re} Division française à Flavion, où « ...les quelques radios françaises étaient pour la plupart en panne à cause de leurs faibles piles. Les chars français se sont donc retrouvés dans l'étrange situation de livrer combat de manière généralement désorganisée à un régiment de panzers commandé par un seul chef. » (Traduction) (p. 237-8)

De plus, les Allemands n'utilisaient pas du tout les blindés de la même manière que les Français. Les Allemands, principalement sous l'influence du Général Heinz Guderien, avaient recours aux blindés pour percer les positions ennemis et avancer dans la zone arrière de l'ennemi en attaquant les organisations de commandement et de contrôle et en perturbant les lignes de communication. Pour ce faire, il fallait des grandes formations opérationnelles puissantes qu'on utilisait de façon décisive au point d'effort principal. Un des slogans de Guderien était : « Klotzen, nicht kleckern », ce qui veut dire « Frappez-les, ne les tapotez pas du bout des doigts. » (Traduction) Les panzers se déplaçaient rapidement avec grande force, ce qui améliorait leur effet de choc et tenait l'ennemi hors d'équilibre.

Selon la doctrine française, les chars étaient répartis entre les sous-unités et la vitesse du mouvement était accordée sur la vitesse de l'infanterie. Comme le rayon d'utilisation était limité par le rayon d'autonomie de l'infanterie, les réservoirs de carburant étaient plus petits que dans les panzers allemands. Un rayon d'action limité, une vitesse limitée et un manque de concentration de la force sont trois facteurs qui ont contribué à la défaite des Français. « Le gros des chars français étaient cependant éparsillés sur l'ensemble du front, en minuscules formations, comme de la petite monnaie. Les nombreux bataillons de chars indépendants ne pouvaient infliger que des piqûres de moustique. » (Traduction) (p. 262)

La campagne de France devait durer longtemps, comme dans la guerre statique de la Première Guerre mondiale. La rapidité de la victoire allemande et l'euphorie de guerre-éclair qui a suivi ont servi de base à la planification de l'opération Barbarossa — l'invasion de la Russie en 1941. On pourrait prétendre ici que les Allemands ont retenu

la mauvaise leçon en ce qu'on croyait que la campagne de Russie se conclurait en trois mois grâce à une série d'attaques dévastatrices de guerre-éclair. Mais même si les forces allemandes remportaient des succès au niveau opérationnel en Russie «...la Wehrmacht était en train de s'épuiser à mort avec toutes ces victoires opérationnelles. Du point de vue stratégique, il était inévitable qu'elle s'épuise tôt ou tard. C'est alors que la supériorité économique de l'Union soviétique et de ses alliés a commencé à se faire sentir. » (Traduction) (p. 351). Tandis que la campagne de France avait été une guerre-éclair non planifiée mais couronnée de succès, la campagne de Russie était une guerre-éclair planifiée, mais qui a échoué.

L'ouvrage de Frieser est loin d'être un compte rendu technique sans intérêt; l'auteur va et vient heureusement entre les enjeux stratégiques nationaux et les récits opérationnels, tactiques et individuels qui servent à illustrer son propos. C'est toute une réussite tenu de l'importance accordée au commandement de mission à tous les niveaux de la Wehrmacht. À la lumière des changements qui s'opèrent actuellement dans la doctrine de l'Armée de terre du Canada et de l'accent renouvelé et accru mis sur ces mêmes principes, beaucoup des leçons que nous enseigne le livre de Frieser restent aussi pertinentes aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a plus d'un demi-siècle.

WORLD WAR II AIRBORNE WARFARE TACTICS

ROTTMAN, Gordon. Oxford, Osprey Publishing, 2006, 64 pages, Osprey Elite No 136.
25,95 \$CAN

Critique préparée par le Capitaine David Wray

Ce livre fait partie d'une série d'au moins onze titres publiés par Osprey Publishing portant sur les unités aéroportées de la Deuxième Guerre mondiale et sur leurs opérations et tactiques. L'auteur, Gordon L. Rottman, a fait partie des forces spéciales et des unités aéroportées de l'armée de terre des États-Unis pendant 26 ans. Après avoir pris sa retraite, il a rédigé pendant douze ans des scénarios d'opérations des forces spéciales pour le compte du Joint Readiness Training Centre des États-Unis. Rottman n'est pas un historien professionnel, mais ses connaissances et son expertise lui permettent de creuser objectivement le sujet de son livre et de le présenter avec clarté, concision et précision.

Dans ce livre, l'auteur entreprend en peu de pages de cerner un aspect de la Deuxième Guerre mondiale auquel de longs ouvrages ont été consacrés. Le livre ne se limite pas aux tactiques des forces aéroportées et, en ce sens, son titre est un peu mal choisi. En effet, l'auteur se penche également sur le développement des forces aéroportées des Alliés et des puissances de l'Axe et traite de l'élaboration de leur doctrine et de leurs tactiques et équipements. La planification et la façon de mener les opérations aéroportées ainsi que l'évolution des forces aéroportées de cette guerre sont également étudiées. Les opérations ne font pas l'objet de descriptions aussi détaillées que celles contenues dans l'ouvrage de Peter Harclerode, *Wing of War—Airborne Warfare 1918-1945*, mais Rottman donne un excellent aperçu global du développement des forces aéroportées au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Le manuel constitue un parfait point de départ pour l'étude de l'histoire des forces aéroportées et il comprend également une bibliographie sur toute une gamme de sujets à l'intention de celles et ceux qui voudraient obtenir plus d'information.

Les commentaires liminaires de l'auteur au sujet des avantages et de l'impact des forces aéroportées pendant la Deuxième Guerre mondiale peuvent toujours s'appliquer aux conflits actuels. Son étude, par pays, du développement des forces est objective et

il établit clairement les distinctions entre les troupes aéroportées, les troupes aérotransportées et les troupes *transportées par planeurs*. Il aurait été intéressant que plus d'informations soient offertes sur le développement des forces japonaises. L'auteur fait un brillant examen du développement des premières forces aéroportées, de leurs doctrines et de leurs tactiques en dégageant les facteurs limitatifs qui les ont affectés, tels que la technologie (p. ex. les limites des communications à longue distance et de la capacité d'emport des aéronefs), les politiques (les dirigeants militaires de haut niveau qui s'opposaient à la mise sur pied de troupes aéroportées) et la compétition pour des ressources limitées [p. ex. le personnel, les armes, les aéronefs (au regard de leur utilisation aux fins de transport, de bombardement ou de remorquage de planeurs)]. Il décrit en détail les limites des capacités des forces aéroportées (absence d'armes puissantes, mobilité limitée des troupes, soutien logistique du combat et appui du génie inexistant ainsi que capacité insatisfaisante de communication) et il examine les effets que ces limites ont eu sur les opérations des forces aéroportées des Alliés et de l'Axe.

L'auteur explique comment la doctrine des Alliés et celle des puissances de l'Axe ont évolué sur la base de l'expérience acquise au combat. Il relève le contraste qui existe entre la décision prise par les Allemands de limiter les effectifs aéroportés utilisés dans le cadre d'une opération qui a suivi l'invasion de la Crète, en 1941, et la position des Alliés qui ont reconnu que les forces aéroportées étaient utilisées au mieux lorsqu'elles étaient lancées en masse dans des opérations décisives d'envergure. Rottman traite aussi de l'utilisation et des limites des forces aéroportées employées dans le rôle de l'infanterie conventionnelle par rapport à l'infanterie dotée de tous les équipements et établit pourquoi il ne s'agit pas du meilleur emploi qui puisse se faire des forces aéroportées. Sa claire comparaison entre les forces aéroportées des divers pays des Alliés et de l'Axe est appuyée par des organigrammes détaillés. Il établit en détail comment élaborer une opération aéroportée, de la planification initiale jusqu'au moment de l'engagement de la force, en faisant ressortir la complexité de ces activités. Dans sa conclusion, l'auteur fait état des critiques et des observations touchant les forces aéroportées et se penche sur la disparition des forces transportées par planeurs qui s'est éventuellement matérialisée.

Des photos en noir et blanc et des clichés en couleur complètent à merveille les propos exhaustifs de l'auteur. Considéré dans son entier, ce livre constitue une heureuse contribution à la documentation portant sur les forces aéroportées de la Deuxième Guerre mondiale et offre un survol clair et des plus intéressants d'un sujet très complexe. Ce livre référence est de lecture facile. Je le recommande à quiconque s'intéresse à l'histoire des opérations aéroportées de la Deuxième Guerre mondiale. L'auteur affirme que l'étude des opérations aéroportées de la Deuxième Guerre mondiale n'est que de pertinence limitée dans le cadre des opérations actuelles. Je suis au contraire d'avis que l'examen d'un certain nombre de sujets abordés dans son livre (tel le maintien en puissance) est toujours approprié dans le cadre de la planification des opérations aéroportées d'aujourd'hui.

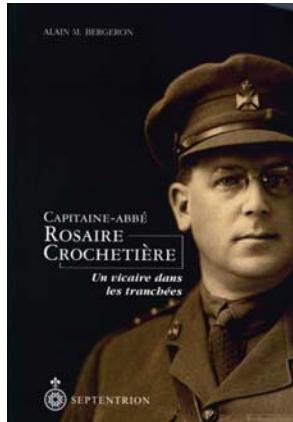


CAPITAINE-ABBÉ ROSAIRE CROCHETIÈRE : UN VICAIRE DANS LES TRANCHÉES.

BERGERON, Alain M. Sillery, Les éditions du Septentrion, 2002, 153 pages.

19,95 \$CAN

Critique préparée par le Padré (Major) Jean-Yves Fortin



Un homme de foi, de courage, de compassion, de service et d'amour. Voilà la personne que nous décris l'auteur de ce livre. À mon avis, Alain M. Bergeron capte très bien la dimension humaine du Capitaine-abbé Crochettière. Mais, mieux encore, il démontre très bien la dimension de foi et spirituelle de cet homme qui a donné sa vie pour ses brebis.

Enrôlé un peu malgré lui, Rosaire Crochettière, vicaire, suit son régiment jusqu'en Europe au cours de la Première Guerre mondiale. Il change de régiment à trois reprises mais s'adapte toujours aux nouvelles personnes qu'il rencontre. Il apporte « le bon Dieu » partout où les troupes se trouvent. Qu'ils soient en repos ou dans les tranchées, cet aumônier est toujours présent. « Ses gars » sont d'une grande importance pour lui. À un point tel, qu'il est le premier et le seul aumônier militaire catholique canadien mort au champ de bataille. Il est mort en apportant le soutien moral et spirituel aux blessés. Il voulait être là pour eux.

C'est à travers la correspondance du Capitaine-abbé Crochettière, des articles de presse et des extraits de livres que l'auteur nous faire découvrir cet homme de Dieu. Il a su faire le tri dans tous ces écrits et nous les présenter de façon cohérente faisant en sorte que le livre se lit très bien. La longueur des chapitres fait en sorte que nous pouvons lire un ou deux chapitres à la fois sans être obligé d'arrêter à mi-chapitre et risquer de perdre le fil du récit.

Dès le début, nous apprenons à connaître l'abbé Crochettière dans son environnement civil et sa vie de vicaire. Sa foi et son sens pastoral sont déjà évidents. Orphelin à un très jeune âge, il est pris en charge par une tante qu'il considère comme sa mère. Tout au long de ses correspondances avec elle, il lui dit presque tout. Presque, car lorsqu'il est témoin des horreurs de la guerre, il ne les rapporte pas pour ne pas l'inquiéter. Il se confie plutôt à ses trois sœurs, son cousin et un confrère prêtre.

Les encadrés historiques qu'insère l'auteur tout au long de l'ouvrage aident à rendre encore plus vivante l'histoire de ce vicaire-aumônier. Il est tout à fait évident, tout au long de la lecture, qu'Alain Bergeron voulait vraiment nous décrire la vie de Rosaire Crochettière. Tant ses joies que ses peines, ses bons moments et les moins bons.

La préface écrite par le Général Baril nous donne un bon résumé du contenu mais ne peut remplacer la lecture complète du livre. À mon avis, ce livre peut servir d'outil de travail pour tous les aumôniers actuels des Forces canadiennes. Il aide à bien démontrer le rôle important qu'ils jouent auprès des militaires et civils qu'ils servent tous les jours. Surtout en ces jours où plusieurs militaires sont déployés dans des milieux plus hostiles.

Ce livre s'adresse aussi à toute personne qui a une faim pour l'histoire. Particulièrement pour l'histoire dont nous n'entendons pas souvent parler.

Merci à Alain Bergeron d'avoir choisi de présenter un prêtre qui a fait du bien et qui a eu un impact sur la vie de plusieurs personnes. Un prêtre qui a suivi le message de son Dieu et qui a donné sa vie pour ses brebis.

TRIBUNE LIBRE

Commentaires, opinions et contestations

LES COUCHES EN APPARENCE IMPÉNÉTRABLES DE LA TERMINOLOGIE¹

(Un conte fascinant de lignes, de niveaux et de rôles)

M. Al Morrow écrit...

Ah, la terminologie! Regardez la réalité en face — le soldat affamé, fatigué et las se fout de savoir si ses vivres viennent d'une unité intégrée ou d'une unité de soutien rapproché, son carburant d'un groupe de soutien de l'avant (GSA) ou d'un bataillon des services ou ses munitions de la première, de la deuxième ou de la troisième ligne. S'il ne s'en soucie pas, qui s'en soucie? Que cela lui plaise ou pas, le commandant, qui reçoit un ordre ou des instructions qui portent à confusion, qui se contredisent ou qui sont autrement indéchiffrables, doit s'en soucier. Il doit beaucoup s'en soucier — en particulier si le soldat susmentionné a faim. Ces dernières années, la communauté du soutien logistique du combat (SLC) a créé de nouveaux termes à un rythme fou. Si elle l'a fait pour semer la confusion, c'est réussi! Toutefois, ayant passé deux ou trois ans dans ce domaine, le présent auteur estime que les changements en apparence constants de terminologie représentent tout simplement un effort honnête pour suivre les changements fondamentaux qui ont touché la structure et les capacités pendant cette période. Malheureusement, la rapidité avec laquelle la nouvelle terminologie a été implantée a entraîné un grand nombre d'erreurs et d'abus dans l'emploi d'un langage qui devrait être plutôt simple.

Si les émotions fortes ne vous font pas peur, ce bref article va donc peiner les différentes couches de la terminologie, vous montrer ce qu'elles cachent et vous éblouir par la simplicité du tout, après quoi vous pourrez faire étalage de votre nouvelle habileté à utiliser correctement la terminologie du SLC. (Cette nouvelle habileté et quelques dollars pourraient vous mériter une bière au bar.) Par où commencer? Une petite incursion dans le monde des « lignes » et des « niveaux » représente le meilleur point de départ. Selon une rumeur, la raison pour laquelle la communauté du SLC a banni le terme « ligne » est qu'on le confondait trop souvent avec « niveau ». C'est étrange, car ces deux termes ne se ressemblent pas et ne se prononcent pas de la même façon, mais peu importe. J'ai toutefois de bonnes nouvelles pour l'ancienne génération. En effet, tout ce qui est vieux revient à la mode : le terme « ligne » est à nouveau acceptable². En termes simples, on trouve dans les Forces quatre lignes de soutien :

- ◆ la première ligne appartient à l'unité — comme dans la compagnie d'administration;
- ◆ la deuxième ligne se situe au niveau de la formation — comme dans le bataillon des services ou le commandement de soutien de la division;
- ◆ la troisième ligne soutient la deuxième ligne et inclut les ressources nationales ou celles de la coalition présentes dans le théâtre qui appuient une composante ou plus — comme dans un Groupe de soutien de la force opérationnelle (GSFO)³, plus communément appelé élément de soutien national (ESN)⁴, ou dans un commandement de soutien de la coalition;
- ◆ la quatrième ligne correspond essentiellement à la base industrielle du pays⁵.

Pourquoi quatre lignes? Eh bien, elles permettent d'attribuer les ressources et les capacités en fonction des besoins et des exigences relatives à la protection et à la mobilité des divers niveaux de commandement sans surcharger un niveau particulier en lui attribuant des capacités qui seraient mieux gérées ailleurs. Les plus sceptiques eux-mêmes vont sûrement convenir que même si une compagnie d'administration est quelque chose de bien, ce n'est pas l'endroit pour reconditionner des moteurs!

L'enlèvement minutieux de la couche suivante révèle donc en quoi consiste ce qu'on appelle un GSA. Si une organisation de l'Armée de terre souffre d'une crise d'identité, c'est sûrement celle-ci. Cette organisation semble toutefois, au dire de tous, une entité compétente, capable de fonctionner au sein de n'importe quelle ligne et de résoudre n'importe quel problème de soutien. Ajoutez un GSA et le tour est joué! Pas tout à fait. Vous vous rappelez le bataillon des services de la brigade et son mandat de soutien de deuxième ligne? Eh bien, le GSA n'est rien de plus qu'un prolongement de cette capacité de deuxième ligne projetée loin à l'avant pour appuyer un groupement tactique canadien au sein d'une brigade qui fait partie d'une coalition⁶. Les lignes de soutien sont des créatures tenaces; vous pouvez les combiner à votre guise. Les organisations peuvent disparaître, comme dans le modèle de la « BFC Kaboul », mais les fonctions restent. Par conséquent, si les lignes sont sacrées, que se passe-t-il lorsqu'elles sont fusionnées? Si vous combinez une compagnie d'administration et un GSA, vous n'avez plus une simple compagnie d'administration; vous avez un GSA qui assure **à la fois** le soutien de première ligne et le soutien de deuxième ligne. Si vous combinez le GSA et le GSFO, vous n'avez plus un simple GSA; vous avez un GSFO qui assure le soutien de troisième, le soutien de deuxième ligne et même, peut-être, le soutien de première ligne. Ils peuvent au besoin être « regroupés » sous un commandement unique mais employés de façon distincte. Il va de soi que les deux organisations répondent alors toutes les deux à l'appel mais qu'elles exécutent séparément leurs mandats « de ligne ».

En ce qui concerne les fonctions de commandement et contrôle (C2), faites preuve de souplesse! Le commandement ne doit pas nécessairement monter d'un cran à chaque fois. Prenez par exemple un GSA (deuxième ligne) déployé en appui d'un groupement tactique qui fait partie d'une brigade d'une coalition (sous commandement américain). Ça vous rappelle quelque chose? Ce GSA pourrait, selon les circonstances, être combiné au sein du GSFO à des ressources de troisième ligne; il pourrait passer sous OPCOM du commandant du groupement tactique ou sous OPCON ou TACON du commandant du bataillon américain de soutien avancé qui assure le soutien à la brigade. Comme les combinaisons possibles sont à la fois multiples et très utiles, ne vous laissez pas enfermer dans une organisation de C2 rigide.

La question suivante qui se pose, est d'où diable viennent le soutien « intégral », le soutien « rapproché » et le soutien « général »? Bonne question. Au lieu d'ennuyer tout le monde en vous racontant une longue histoire, je vous demande d'accepter que, dans le contexte contemporain, ces types de soutien existent. Quiconque comprend le concept des lignes n'a pas à s'inquiéter. Toutefois, simplement pour mémoire, l'interprétation, au Canada, est la suivante : le soutien intégral (SI) s'applique aux besoins immédiats de l'unité, le soutien rapproché (SR) aux besoins de la formation et le soutien général (SG) aux besoins de la force dans son ensemble. Le type de soutien en cause dicte les exigences en matière de capacité de réaction, de mobilité et de protection de l'organisation qui l'assure. De même, le type de soutien assuré est normalement associé à un statut de commandement. Au risque de trop simplifier la question, la compagnie d'administration a une mission de SI, le bataillon des services ou le GSA assure le SR et le GSFO assure le SG. Si la distinction entre les « lignes » et les types de soutien n'est pas claire, ne vous en faites pas. Il suffit de

comprendre les lignes de soutien. En passant, au sein du groupe ABCA⁷, le Canada a accepté d'utiliser les termes « soutien direct » (SD) et « soutien général » (SG), ce qui donne des unités et des formations « de soutien » et « soutenues ». Le SD est le soutien assuré par une unité qui n'est pas attachée à l'unité ou à la formation soutenue ni sous son commandement, mais qui est tenue d'accorder la priorité au soutien dont cette unité ou formation a besoin. Le SG est le soutien assuré à la force soutenue dans son ensemble, pas à une de ses composantes particulières. L'armée américaine parle tout simplement de « détail » dans le cas du SD et de « gros » dans le cas du SG (point important à noter lorsqu'on fait partie d'une coalition sous commandement américain). C'est lorsque les paliers et les niveaux du maintien en puissance stratégique, opérationnel et tactique sont ajoutés au mélange que la fête commence vraiment. Pour ceux qui aiment les tableaux et les diagrammes, il est apparemment possible de superposer tout ce soutien d'une façon qui a du sens — c'est du moins ce que disent les gars du DDAT 9! (Pourquoi ne pas les appeler?)

Comme les lignes de soutien devraient maintenant être bien comprises, il est temps de passer aux niveaux. Pensez en termes de maintenance! Même si les moyens techniques modernes aident, le reconditionnement des moteurs n'est simplement pas une activité dont un commandant de groupement tactique veut avoir à s'occuper. Pour éviter ce genre de désagrément, le commandant dispose d'un peloton de maintenance de « première ligne » auquel sont attribuées les ressources nécessaires pour exécuter les tâches mineures de maintenance assurée par l'opérateur, de maintenance préventive et de maintenance corrective⁸. Pour plus de simplicité, on parle pour ce genre de soutien de niveau un. Le niveau deux, qui est normalement réservé à l'unité de « deuxième ligne », inclut les réparations qui visent à corriger le problème et le remplacement. Ce genre de réparation est limité par un temps prédéterminé qui varie selon la situation, mais il s'agit normalement d'une limite de 24 heures. Le niveau trois est responsable des travaux de plus longue durée, ce qui inclut la remise en état des ensembles et le réusinage des composantes mineures. Le niveau quatre concerne la révision et la fabrication. Pour le lecteur perspicace, il devrait être clair que le niveau de maintenance reflète l'ampleur des exigences relatives à la maintenance et des exigences techniques de même qu'une limite de temps. Mais voilà le hic — n'importe quelle unité de maintenance peut, si cela a du sens, se voir attribuer les ressources nécessaires pour assurer une maintenance d'un niveau supérieur. C'est strictement une question de *gestion* efficace des ressources de façon à ce que le personnel et les commandants jouissent du meilleur soutien. N'oubliez pas que l'abréviation SGET correspond à Système de gestion de l'équipement terrestre. Il n'est donc pas question de maintenance. Par extension, le SGET est donc le processus par lequel l'équipement est planifié, acquis, mis en service, entretenu et réformé. Par conséquent, officiers d'état-major en herbe qui me lisez, ne vous mettez pas dans l'embarras en parlant du peloton de SGET. Ça n'existe pas! Le SGET est un système (à l'intérieur d'un système, à l'intérieur d'un système...!)

Pour ne pas être en reste, le monde médical a aussi une terminologie qui lui est propre. Il a heureusement choisi de parler de « rôles » plutôt que de « niveaux », sans quoi la commande des pièces de rechange aurait pu poser certains problèmes. Le rôle 1 (poste sanitaire d'unité) consiste à trouver les victimes et à leur prodiguer les premiers soins et des soins d'urgence; le rôle 2 (ambulance de campagne) met l'accent sur l'évacuation efficace et rapide des patients stabilisés de même que sur la réanimation d'urgence; le rôle 3 (hôpital de campagne) assure la réanimation, les soins chirurgicaux initiaux et les services médicaux aux personnes hospitalisées; enfin, le rôle 4 (installation fixe) s'applique à la chirurgie reconstructive, à l'hospitalisation

pluridisciplinaire et à la réadaptation. Un ensemble similaire de rôles s'applique aux soins dentaires, des soins d'urgence du rôle 1 à la réadaptation complète assurée par les installations du rôle 4⁹.

Par conséquent, pour résumer ce survol rapide et frénétique de la terminologie du SLC, les opérations exigent un soutien qui va de la première à la quatrième ligne. Notre modèle théorique dans le théâtre commence au niveau de l'unité par le soutien de première ligne et est suivi du soutien de deuxième ligne assuré par le GSA ou le bataillon des services et du soutien de troisième ligne assuré par le GSFO, mais la réalité correspond rarement à la théorie. Le maintien de trois lignes de soutien au sein de trois organisations distinctes a, à cause du facteur géographique et de l'effectif de la force en cause, du moins récemment (et malgré certaines déclarations allant en sens inverse), raté l'épreuve de l'efficacité. C'est pourquoi les lignes de soutien ont été combinées. À Kaboul, par exemple, les trois lignes de soutien sont toutes devenues une entité unique qui assure le soutien de première, de deuxième et de troisième ligne. La même approche va s'appliquer à Kandahar. Une pareille approche ne devrait toutefois pas être la solution par défaut; elle devrait plutôt être le résultat d'une bonne réflexion basée sur des principes éprouvés découlant de la doctrine. Comme l'indique un document récent du groupe ABCA :

[Les] forces armées agissent en utilisant une violence collective ou en menaçant de le faire. Elles ne combattent pas toujours, mais le combat — c'est-à-dire le recours à la violence armée contre un ennemi qui réagit — est la tâche la plus exigeante. Les forces militaires doivent être à tout moment prêtes à se retrouver dans un conflit de haute intensité. Toutefois, la capacité de combattre donne aussi des organisations capables d'exécuter un large éventail d'autres activités, y compris l'aide humanitaire, les opérations de paix, la dissuasion et l'aide à la reconstruction des États en déroute¹⁰.

Bref, la terminologie n'est rien de plus qu'un vernis. Le vernis lui-même est, bien sûr, sans importance; c'est ce qu'il cache qui compte. Pour comprendre les concepts opérationnels et les mettre en application, il faut bien comprendre la terminologie qui leur est associée, qu'il s'agisse de « reconnaissance » plutôt que de « surveillance », de « tir direct » plutôt que de « tir indirect » ou de « soutien de première ligne » plutôt que de « soutien de troisième ligne ». Peut-être chacun doit-il tenir compte du message des auteurs du document du groupe ABCA et se rappeler pourquoi nous devons bien comprendre. Fin de la leçon!

Notes

1. Écrit par Al Morrow, qui un ancien DDAT 9, mais approuvé par l'actuel DDAT 9, le Lcol Terry Honour.
2. La terminologie relative aux lignes fait maintenant partie de la doctrine des FC — voir le chapitre 30 de « Opérations des FC ».
3. Ainsi qu'on le lit dans le chapitre 30 de « Opérations des FC », le terme correct désignant l'élément de soutien national qui soutient une force interarmées est Groupe de soutien de la force opérationnelle interarmées des FC (GFOIC FC). Lorsqu'il soutient une composante unique, il serait plus approprié de l'appeler Groupe de soutien de la force opérationnelle (GSFO). Nous allons pour les besoins du présent article utiliser GSFO.
4. Selon la publication AJP-4(A), l'expression « élément de soutien national » (ESN) désigne toute organisation ou activité nationale qui soutient des forces nationales faisant partie de la force de l'OTAN. Les ESN sont sous OPCON des autorités nationales. Ils ne font normalement pas partie de la force de l'OTAN. Leur mission concerne le soutien propre au pays assuré aux unités et le soutien commun que le pays conserve. Les ESN sont priés de coordonner leurs activités auprès du commandant de l'OTAN et du pays hôte et de coopérer avec eux. Si la situation opérationnelle permet une réduction, une coopération accrue des ESN et la centralisation de leurs services sont susceptibles de donner des économies substantielles. Le terme ESN est un générique qui désigne une fonction, comme par exemple « bataillon d'infanterie », plutôt que le nom d'une unité particulière. Voir la note 2 ci-dessus.
5. Si vous êtes de ceux qui aiment plus de détails, voir la version provisoire de la publication PFC 300-4 *Maintien en puissance*, que vous trouverez sur le site Web du DGDCFT.
6. Le terme désigne aussi les ressources d'un bataillon des services qui pourraient au sein d'une brigade être envoyées

automatiquement à l'avant pour appuyer un groupement tactique particulier ou une opération particulière. Le GSA fait, dans ce cas encore, partie du bataillon des services.

7. États-Unis (Amérique), Grande-Bretagne, Canada, Australie.
8. Il ne faut pas confondre l'impact de la gestion globale du parc de véhicules sur la première ligne et la doctrine.
9. Pour une description plus complète du CF Medical and Dental Health Services Support System, voir la version provisoire de la PFC 300-4 et la B-GG-005-004/AF-017, *Health Services for Canadian Forces Joint and Combined Operations*.
10. Document du groupe ABCA (non daté) intitulé *Report on the Continuum of Operations*.

L'UTILISATION DE LA SIMULATION À L'APPUI DE L'INSTRUCTION DANS UN CONTEXTE DE RESSOURCES RESTREINTES

Le Capitaine Fred Hayward, chef de troupe de reconnaissance de l'OPFOR au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres, écrit...

Les nouvelles technologies ont eu de nombreux impacts sur la guerre au cours des siècles. Un de ces impacts découle de l'analyse statistique des batailles passées, menée dans le but de mieux se préparer pour la guerre suivante. Après avoir étudié la guerre du Vietnam, les États-Unis ont été surpris d'apprendre que la plupart de leurs pilotes de chasse avaient été abattus au cours de leurs dix premières missions de combat. Les autorités ont déterminé que si elles pouvaient simuler des combats, leurs pilotes auraient déjà l'expérience de centaines de missions avant leur première mission de combat réelle, donnant ainsi aux États-Unis l'avantage sur leurs adversaires¹. Vers la fin des années 1990, beaucoup de pays ont adapté de nombreuses formes de simulation (ordinateurs, maquettes, etc.), afin de réduire les coûts d'utilisation d'équipement réel pour simuler les situations de combat. Les premières actions de combat de la plupart des armées sont habituellement chargées de confusion et comportent un risque d'échec. Même s'ils ne reproduisent pas précisément la guerre, les simulateurs/les simulations d'instruction permettent de prendre part à une première bataille sans que les erreurs ne coûtent la vie des soldats². Cette utilisation de la simulation aura une incidence énorme sur la façon dont les armées se prépareront et combattront au 21^e siècle.

L'instruction est le processus qui fusionne des soldats et de l'équipement en unités et formations prêtes au combat³. Ce processus permet à l'Armée de terre de remplir sa mission de défense du Canada, mission qui devient problématique lorsque l'on tient compte de la quantité de ressources affectées par le gouvernement à l'Armée de terre. Le présent article démontrera que l'utilisation maximale des simulateurs et de la simulation, ainsi que l'instruction progressive, permettent à une unité de tirer le maximum de profit des ressources consacrées aux exercices et aux tirs de campagne, en offrant une formation procédurale et préliminaire avant l'entraînement au tir réel. Le régiment (pour les fins de cet article, bataillon et régiment sont interchangeables) en retire donc dénormes avantages dans un contexte de ressources restreintes. Pour l'instant, la plupart des unités de l'Armée de terre sous-utilisent grandement les simulateurs et la simulation. La majorité de ces aides à l'instruction ne servent à rien pendant la plus grande partie de l'année, à l'exception d'un cycle ou deux de fonction essentielle de combat (FEC). Dans cet article, j'espère rappeler toutes les capacités que possède l'Armée de terre et encourager une plus grande utilisation de ces ressources dans le cadre de l'instruction des unités. Les facteurs suivants seront abordés pour appuyer cette thèse : équipement (simulateurs, chars, publications, philosophies); coûts : les coûts de l'entraînement en campagne sont considérablement plus élevés que

ceux de la simulation; utilité de l'instruction : la simulation permet au soldat d'atteindre un rendement optimum dans l'accomplissement de son travail avant la fin du calendrier d'instruction; calendrier d'exécution : la simulation permet au soldat d'être formé progressivement tout au long de l'année; et participation des membres du personnel : le ratio « militaires en apprentissage » versus « personnel d'instruction » est plus élevé dans le cas de la simulation que dans celui de l'entraînement en campagne. Comme la plupart des régiments canadiens disposent de ressources restreintes, l'instruction peut bénéficier d'une meilleure utilisation des simulateurs et de la simulation, ajoutée à la philosophie déjà développée de l'instruction progressive du niveau individuel au niveau collectif. Ces idées ne sont pas nouvelles; ce sont toutefois des idées sur lesquelles il faut une fois de plus centrer notre attention afin que les unités soient formées de façon efficace dans l'Armée de terre canadienne, qui doit composer avec des ressources restreintes.

Dès 1992, l'Armée de terre a reconnu l'utilité de la simulation comme un moyen souple et économique d'offrir de l'instruction. Par la suite, des mesures ont été prises dans le but d'établir une organisation chargée d'offrir toute l'instruction dans un environnement synthétique pour l'Armée de terre. Finalement, cette organisation a évolué pour devenir le Centre de simulation de l'Armée de terre (CSAT). Le CSAT constitue l'autorité technique nationale pour toutes les simulations, assurant la cohérence et l'uniformité en matière de simulation, ainsi que la configuration des systèmes utilisés pour la simulation⁴.

Équipement

Une des formes de simulation utilisée par l'Armée de terre est la « Joint Conflict and Tactical Simulation » (JCATS). La JCATS est un système de simulation informatisé et interactif conçu pour entraîner un groupe-cible selon plusieurs modes opérationnels. La JCATS permet d'étudier les méthodes d'opérations de combat en utilisant des graphiques haute résolution, le traitement réparti et la technologie en temps réel, afin d'étudier les effets des armes et des tactiques. Les commandants et leurs planificateurs sont en mesure de raffiner leur processus de prise de décision tout en développant et en mettant à l'épreuve des plans d'opérations réalistes. La JCATS est un processus interactif à dix faces créé pour explorer les relations de combat et le processus tactique au moyen d'une simulation par ordinateur autonome, séquencée et stochastique.

La JCATS sert à la fois d'outil d'analyse et de simulation d'instruction appuyant l'évaluation de tactiques, de contre-mesures et de structures de force différentes; elle sert aussi à étudier la technologie des applications d'armes perfectionnées dans un environnement dynamique haute résolution, à partir du niveau des équipes d'opérations spéciales jusqu'à celui de la brigade. Elle offre un terrain de combat urbain et rural et des scénarios qui permettent aux commandants et à leur personnel de gérer les ressources conformément à la doctrine actuelle et de déterminer correctement les relations temps/espace lors des combats simulés⁵.

Alors que la JCATS forme essentiellement le personnel au niveau du groupement tactique en descendant, le simulateur de commandement et d'état-major (Sim CEM) est de type constructif et conçu pour entraîner les commandants et l'état-major au niveau de la brigade en montant, sur un champ de bataille « simulé » évoluant sur une période de 24 heures. La simulation permet d'entraîner les commandants et l'état-major dans toutes les fonctions de combat, dans un contexte allant des opérations de haute intensité jusqu'aux opérations autres que la guerre.

Le Sim CEM utilise des ordinateurs commerciaux disponibles sur le marché (COTS) fonctionnant sous Windows, commandés par menus et possédant une interface utilisateur nécessitant un minimum d'apprentissage de la part du joueur et du contrôleur⁶. Le Sim CEM reproduit de façon réaliste l'environnement de combat stressant sans entraîner les importants coûts financiers, environnementaux et humains reliés aux grands exercices d'entraînement en campagne. Grâce à l'interface virtuelle de commandement et de contrôle (VCCI), le Sim CEM peut communiquer directement avec le Système tactique Athene (ATS). Le Sim CEM affiche des cartes militaires à une échelle pouvant aller jusqu'à 600x800 km. Les unités, dessinées à une échelle allant de l'équipe au bataillon, sont représentées par des symboles cartographiques. Le Sim CEM modélise jusqu'à 1 000 types d'équipement individuels et peut entraîner jusqu'à 3 000 unités. Chaque élément individuel (char, canon, personne) est modelé⁷.

Un exercice Sim CEM typique consiste en un groupe jouant le rôle d'un « quartier général » et en un autre groupe servant de « soutien à l'exercice ». Les membres du « quartier général » sont physiquement isolés du Sim CEM et fonctionnent à partir d'un quartier général réel ou virtuel. Le personnel de soutien à l'exercice consiste en un groupe servant de contrôle inférieur (CONINF) représentant les unités ou les formations subordonnées au « quartier général », et en un groupe, servant de contrôle supérieur (CONSUP) représentant l'état-major de niveau supérieur à celui du « quartier général ». Le soutien à l'exercice regroupe aussi toutes les formations et les unités de flanc, ainsi que le personnel de soutien technique⁸.

Plutôt que d'utiliser des maquettes de toile pour simuler le terrain où évolueront les unités dans le cadre des opérations et de l'instruction, les FC utilisent l'EUMS et le SCT. Les lettres EUMS signifient « environnement unifié multiple de simulation » et les lettres SCT signifient « système de contrôle tactique ». L'EUMS est un simulateur qui permet une visualisation 3D d'un espace de combat virtuel. Il simule un véhicule aérien sans pilote (UAV) et le place dans un monde 3D. Il peut créer un nombre illimité d'environnements synthétiques en utilisant des modèles de terrain 3D créés à partir de cartes militaires numériques ou au moyen de l'imagerie satellite. L'EUMS peut ensuite peupler son monde 3D à l'aide de sa bibliothèque remplie de symboles et d'objets 3D représentant les forces alliées et les forces ennemis⁹.

L'EUMS a aussi la capacité de visualiser en trois dimensions les espaces de combat en deux dimensions représentés dans la JCATS. Dans le cadre de l'instruction, cette capacité permet une meilleure visualisation du champ de bataille pour les commandants, et constitue un nouvel outil pour la révision post-exercice (RPE). Le SCT est un équipement opérationnel qui consiste en un logiciel et du matériel conçus pour planifier et contrôler le fonctionnement des suites de surveillance sur les véhicules aériens, y compris les UAV. Ses capacités incluent la planification de mission pour les UAV, le contrôle des différentes plates-formes UAV et la capacité à recevoir des données d'imagerie et de détection provenant de multiples sources telles que les UAV, les satellites ou les aéronefs. En utilisant conjointement l'EUMS et le SCT, nous avons la capacité de simuler de façon réaliste de nombreuses plates-formes UAV différentes dans un monde virtuel 3D. Du même coup, les unités sont en mesure d'effectuer des missions UAV de façon réaliste avec du matériel opérationnel réel. Les unités peuvent joindre la simulation EUMS/SCT à un autre type de simulation tel que la JCATS et détecter les entités de ce monde pour interagir avec elles¹⁰.

Les autres simulateurs en service incluent les suivants : le simulateur d'instruction de tir de l'équipage du Leopard (SITEL), le simulateur d'instruction de tir du VBL (SIT

VBL), le simulateur d'armes légères (SAL), le simulateur de tir indirect (STI) et le simulateur d'observation du Coyote (SOC). Le SITEL et le SIT VBL sont utilisés essentiellement comme plates-formes de drills de tir. Grâce à eux, il est possible d'économiser sur le coût des munitions et d'offrir une instruction réaliste aux tireurs ou canonniers. De cette façon, lorsque ces derniers se rendent au champ de tir, ils n'ont besoin que d'un minimum d'instruction pour toucher la cible. Ces simulateurs offrent la possibilité de présenter des scénarios tactiques pour les équipages ou les troupes (troupe et peloton sont interchangeables ici) et ils peuvent être liés à d'autres simulations telles que la JCATS.

Les équipages peuvent utiliser un simulateur avec des scénarios tactiques, puis grâce au réseautage des simulateurs, les équipages d'une troupe peuvent s'exercer à faire des drills et des scénarios ensemble. Des scénarios entiers peuvent être joués aux niveaux de la procédure de combat, de la marche vers l'ennemi, du désengagement et de l'installation de postes d'observation.

La JCATS permet d'effectuer un exercice d'un poste de commandement avec un escadron (ou compagnie) sur le terrain et un en simulation. Le SITEL, le SIT VBL, le SOC, le SAL ou le STI peuvent être reliés à la JCATS, ce qui permet à un commandant de disposer d'un escadron ou plus en simulation et d'un escadron sur le terrain, avec une troupe sur les SITEL, une autre troupe sur les SIT VBL, une escouade sur le SAL et un groupe ou un équipage d'observation sur le STI, tous travaillant sur le même scénario.

La JCATS et les simulateurs permettent des interactions force contre force réalistes et prévoient aussi le développement de situations imprévues. Par exemple, si les chefs d'équipage ne gèrent pas leurs munitions, ils peuvent épuiser leurs stocks d'obus prêts à servir à des moments très embarrassants et si des troupes ou des escadrons ne restent pas à portée de l'appui réciproque, l'ennemi pourrait rapidement les écraser. Les simulateurs et les simulations peuvent saisir de l'information pour la rétroaction formative, ce qui peut se révéler extrêmement utile au moment de la révision post-exercice¹¹.

Le SAL est utilisé pour les entraînements au tir précédant les épreuves de tir avec l'arme personnelle (ÉTAP), ce qui permet d'économiser des milliers de dollars en munitions. Le STI est utilisé pour enseigner aux soldats la façon de demander l'appui de l'artillerie, sans qu'on ait à placer une batterie d'artillerie sur le terrain. Cela permet aussi d'économiser des milliers de dollars en effectifs et en munitions. Le SOC permet aux soldats de s'entraîner en garnison alors que l'équipement réel peut être déployé à l'étranger. Cela s'avère très bénéfique puisque le Canada ne dispose pas d'un nombre suffisant de véhicules pour permettre simultanément son utilisation à l'étranger et l'entraînement des soldats.

Coûts

En utilisant les simulateurs et la simulation pour apprendre des leçons de base au sujet du champ de bataille, l'Armée de terre n'a pas à enseigner ces leçons aux soldats dans un environnement coûteux¹². Grâce à l'utilisation maximale des simulateurs et de la simulation, ainsi qu'à l'instruction progressive, une unité peut tirer le maximum de profit des ressources consacrées aux exercices et aux tirs de campagne en offrant une formation procédurale et préliminaire avant l'entraînement au tir réel¹³. Le SITEL et le SIT VBL sont utilisés tout d'abord en tant que simulateurs de drills individuels, puis de drills d'équipages, de drills de troupes, pour le tir et mouvement de base, et finalement pour les scénarios tactiques (marche à l'ennemi, postes d'observation).

Une fois l'unité déployée sur le terrain, elle peut passer directement à l'instruction de niveau supérieur (escadron/équipe de combat), ce qui permet d'économiser les jours (et les coûts connexes) normalement consacrés à l'instruction de niveau inférieur. La portion « sur le terrain » de l'instruction serait tout de même coûteuse étant donné les coûts des munitions et d'entretien, mais il serait possible d'en faire davantage dans le même temps grâce à l'instruction en garnison.

Utilité de l'instruction

Il est inutile, au plan de l'efficacité de l'instruction, d'effectuer une seule fois l'apprentissage d'une technique ou d'une série de techniques, uniquement pour pouvoir affirmer que la chose a été faite. La théorie de l'apprentissage révèle que les aptitudes doivent être exercées un minimum de deux à trois fois pour qu'on puisse les acquérir et bien maîtriser la technique ou les connaissances. Il faut s'exercer et s'exercer encore pour parvenir à effectuer une tâche de façon instinctive¹⁴. La simulation permet aussi de s'exercer des centaines de fois.

La simulation permet de faire en sorte que chacun acquière individuellement certaines aptitudes avant de passer à l'instruction en équipe; de la même façon, les équipes, les équipages, les détachements ou les sections doivent devenir compétents dans leurs aptitudes collectives avant de participer à l'instruction de troupe ou de peloton. Naturellement, les troupes et les pelotons doivent faire de même avant de progresser à l'instruction de compagnie/d'escadron/de batterie et à l'instruction interarmes. À chaque niveau, il y a trois étapes d'instruction : démonstration, exercices pratiques et confirmation. La simulation permet aux soldats de compléter les trois étapes avant de passer d'un niveau à un autre. Une telle progression est importante car c'est la seule façon de favoriser la maîtrise des aptitudes, la compréhension commune des instructions permanentes d'opération (IPO) ainsi qu'une compréhension partagée des intentions du commandant supérieur au sein de l'unité. Les commandants en mesure d'observer leurs commandants subordonnés et les troupes qui suivent l'instruction progressive auront l'avantage de s'assurer que leurs intentions ont été bien comprises¹⁵.

Calendrier d'exécution

Étant donné les compressions budgétaires, les exercices demeureront courts. Toutefois, grâce aux simulateurs et à la simulation, les soldats seront en mesure de recevoir de l'instruction tout au long de l'année. Les commandants d'unité fixeront les dates d'exercices, puis les commandants subordonnés seront en mesure d'organiser l'instruction, du niveau individuel au niveau de l'escadron, en garnison.

Toute l'unité sera en mesure de s'entraîner, de jouer et de socialiser. À en juger par l'histoire, l'unité qui se conforme à cette méthode est beaucoup plus susceptible de passer le test du combat, particulièrement lorsqu'elle y fait face pour la première fois¹⁶. En raison de la simulation, la préparation menant aux exercices s'en trouve raccourcie sans préjudice aux objectifs d'instruction limités, qui pourraient être atteints dans une période de temps déterminée.

Participation des effectifs

L'utilisation des simulateurs et de la simulation est un moyen très efficace d'obtenir la participation directe d'un nombre maximal de personnes à l'instruction. Une seule personne peut en effet diriger un escadron ou une compagnie avec la JCATS. Seules quelques personnes de plus s'avèrent donc nécessaires pour diriger l'instruction au

niveau du poste de commandement. La JCATS peut offrir d'importantes formations ennemis pouvant être contrôlées par une seule personne¹⁷. Les services de soutien ne sont pas nécessaires puisque l'essence, les rations, les munitions et la maintenance ne sont pas requises en situation de simulation. Pour entraîner une unité sur le terrain, il faut environ une unité de la même taille pour fournir le personnel de sécurité, les observateurs/contrôleurs, les forces ennemis, l'appui au combat et l'appui au combat des forces ennemis.

Conclusion

En conclusion, l'instruction par la simulation s'avère avantageuse pour les régiments de l'Armée de terre canadienne, dans un contexte de ressources restreintes. En termes clairs, l'utilisation de simulateurs et de simulations complète et ajoute à l'instruction sur le terrain. Les soldats, les commandants et l'état-major peuvent être exposés à des conditions de champ de bataille réalistes à une fraction du prix de l'instruction sur le terrain.

Grâce à la simulation et aux simulateurs, plutôt que de se limiter à apprendre à manœuvrer les véhicules et les formations sur le terrain, il est aussi possible de voir les conséquences des décisions et des actions. L'instruction au moyen des simulateurs et de la simulation permet à une unité de constater ces résultats sans la quantité importante de personnes nécessaires pour diriger une force ennemie, pour servir d'observateurs/contrôleurs et pour assurer l'appui au combat. L'essence, les munitions et la maintenance ne sont pas requises; l'usure des pièces d'équipement est pratiquement nulle et la fatigue du personnel est grandement moindre. La partie « sur le terrain » peut être concentrée sur l'instruction des niveaux supérieurs sans songer à l'instruction des niveaux inférieurs, car les exercices des niveaux inférieurs peuvent être effectués à l'aide des simulateurs.

Notes

1. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-008/FP-002 *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, (Ottawa : MDN Canada, 2001), p. 1.
2. Ministère de la Défense nationale, *Bienvenue au Centre de simulation de l'Armée de terre*, tiré de l'intranet de la Défense nationale, page Web du Centre de simulation de l'Armée de terre, 2002.
3. United States Government, *JCATS Executive Overview*, Joint War fighting Centre, 1998, p. 1-1.
4. Lieutenant I. Clark, Sous-lieutenant R. Miksa, Sous-lieutenant D. Childs et Sous-lieutenant K. Mead, *Avantages de la simulation à l'appui de l'entraînement*, Journal de l'Arme blindée, volume 32 no 1, 1999, p. 26.
5. *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 85.
6. *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 62.
7. *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 102.
8. *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 53.
9. Clark, et autres, p. 26.
10. *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 61.
11. Clark, et autres, p. 29.
12. Capitaine Zenon Drebot, *Réconcilier le système régimentaire et le concept du groupement tactique — point de vue d'un hérétique*, Bulletin de l'Arme blindée, volume 32, no 1, 1999, p. 19.
13. Drebot, p. 19.
14. Capitaine Dale E. O. Lafrenière, *de la Direction de l'instruction de l'Armée de terre : Une approche systémique de l'instruction conforme aux besoins*, Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, volume 5, no 3, 2002, p. 21.
15. *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 61.
16. *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, p. 7.
17. Lafrenière, p. 17.

RESTRUCTURATION DE L'ARMÉE DE TERRE : LA CLÉ D'UNE GESTION DE LA DISPOBILITÉ OPÉRATIONNELLE QUI FONCTIONNE VRAIMENT

Le Lieutenant-colonel Rob D. McIlroy, DDAT 4, écrit...

En 2006, le concept d'une planification et d'une préparation des engagements opérationnels de l'Armée de terre fondées sur la gestion de la disponibilité opérationnelle semble bien établi — presque coutumier. Pourtant, la gestion de la disponibilité opérationnelle est un concept qui n'a été défini, éprouvé dans des jeux de guerre et mis en œuvre qu'au cours des deux dernières années. C'est sans contredit un délai incroyablement court entre la conception et l'adoption d'un mode de fonctionnement unique et inventif qui permet de prévoir jusqu'à un certain point les tâches opérationnelles et de bien gérer les ressources en fonction des tâches. Tout comme le modèle du Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT) qui l'a précédée, la prévisibilité est la pierre angulaire de l'approche fondée sur la gestion de la disponibilité opérationnelle. Le modèle actuel prévoit les tâches opérationnelles des unités spécifiées jusqu'en 2009. Il pourrait réalistelement être projeté bien au-delà de cette date¹.

Je suis d'accord avec les efforts et l'intention associés à l'approche fondée sur la gestion de la disponibilité opérationnelle et je les applaudis. Toutefois, comme l'ont fait ressortir les diverses discussions et les jeux de guerre de 2004 et de 2005, la gestion de la disponibilité opérationnelle souffre de quelques graves lacunes que les bonnes intentions et les vœux pieux ne sauraient combler. Les unités ont fait part de nombreuses préoccupations concernant ces lacunes, qui vont avoir un effet sur la capacité à long terme de ce concept d'atteindre ce que je crois être l'état final visé — des unités qui soient bien entraînées et efficaces au plan opérationnel, déployées à l'étranger selon une cadence des opérations prévisible et raisonnable. Le présent article a pour but d'énoncer quelques-unes des lacunes en question et certains enjeux connexes, et de proposer une solution possible qui va, je l'espère, encourager d'autres discussions. Globalement, je crois que la gestion de la disponibilité opérationnelle est une approche efficace qui ne sera toutefois sauvée à long terme que par une restructuration immédiate et efficace des politiques et des organisations de l'Armée de terre.

Le modèle de gestion de la disponibilité opérationnelle fonctionne et peut faire l'objet de jeux de guerre à condition que soit respectée la prémissse globale selon laquelle les structures de force opérationnelle (FO) ne changent à peu près pas et qu'elles sont par conséquent prévisibles pour ce qui est du personnel requis pour chaque mission, ainsi que la prémissse selon laquelle la structure l'Armée de terre permettant de mettre sur pied les sous-unités et le quartier général de la FO reste raisonnablement stable³. La gestion de la disponibilité opérationnelle est basée sur un cycle de rotations de trois ans qui inclut les préparatifs qui précèdent les opérations [notamment un passage au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM)], un déploiement ou un emploi opérationnel et la récupération ou la reconstitution. Globalement, le personnel et les structures organisationnelles correspondant à 12 FO sont nécessaires pour que le cycle soit vraiment efficace et pour atténuer les préoccupations relatives à la cadence des opérations, en particulier pour les groupes professionnels spécialisés qui sont en difficulté en même temps⁴. Les préceptes exigés pour que ce modèle fonctionne soulèvent des débats sérieux quant à la viabilité du concept de la gestion de la disponibilité opérationnelle dans notre structure organisationnelle actuelle. Ces préceptes sont résumés ci-après.

Problèmes liés à la gestion de la disponibilité opérationnelle

Trois égale deux. La préoccupation globale que mentionnent virtuellement toutes les personnes qui prennent part au débat sur le modèle de gestion de la disponibilité opérationnelle est le fait que, étant donné les niveaux de dotation actuels et le nombre des personnes de chaque structure de secteur ou de force opérationnelle interarmées (FOI) qui sont jugées inaptes à prendre part à un déploiement opérationnel, il faut en réalité trois compagnies de fusiliers de l'infanterie pour mettre sur pied deux compagnies déployables⁵. Cette observation est faite du point de vue de l'infanterie, même si le nombre des personnes qui sont jugées inaptes à prendre part à un déploiement opérationnel, à l'échelle de l'Armée de terre et dans tous les groupes professionnels, est relativement uniforme et représente 10 à 15 % de l'effectif global (certaines évaluations sont plus élevées) des trois formations de brigade principales de même que des quatre groupes de soutien de secteur (GSS). Cet écart est substantiel, car les modèles organisationnels mis au point pour les FO, et les cycles établis d'instruction et d'emploi, y compris les facteurs de dispense opérationnelle, exigent un engagement total, par l'Armée de terre, de ses compagnies d'infanterie et d'autres groupes professionnels de soutien. Il existe en théorie assez de compagnies d'infanterie pour satisfaire le besoin mais, en pratique, l'Armée prise globalement est déplorablement à court.

Le facteur de 12. Voici un autre aspect que j'appelle « le facteur de 12 ». La structure de gestion de la disponibilité opérationnelle est basée sur 12 FO. L'organisation actuelle de l'Armée de terre compte seulement neuf bataillons d'infanterie et donc seulement neuf pelotons de tireurs d'élite et neuf pelotons de reconnaissance pour satisfaire les exigences opérationnelles. Il est manifeste que cette lacune va donner une cadence supérieure des opérations pour ces soldats aux qualifications particulières et va aussi exiger une cadence supérieure d'instruction pour maintenir l'effectif et les capacités de ces organisations. Le modèle actuel échoue ou approche de l'échec en fonction de ce facteur, surtout lorsque la FO formée est basée sur l'élément de commandement d'un régiment blindé (ce qui est le cas de trois des douze quartiers généraux de FO du modèle). L'effectif principalement d'infanterie de ces FO va provenir de bataillons d'infanterie qui ont déjà été poussés à la limite par des tâches opérationnelles antérieures. Le fait qu'il faut trois compagnies pour en former deux en vue d'un déploiement opérationnel dans un modèle de 12 FO va sûrement très vite détruire le modèle.

D'autres problèmes dont la solution va exiger une attention considérable et une réflexion minutieuse ont aussi été mis à jour. Une observation clé concerne le fait que les concepteurs du modèle n'ont peut-être pas tenu entièrement compte des répercussions du cycle d'instruction pour le CCEM et de l'impact total connexe sur les tâches de l'Armée de terre. Même un examen sommaire du cycle d'instruction proposé du CCEM, y compris l'exigence complémentaire de l'instruction préalable qui précède l'arrivée à Wainwright (*La route vers le CCEM*)⁶, démontre qu'au moins quatre FO vont réaliser un programme d'instruction poussée et satisfaire les exigences relatives aux congés au cours de la saison principale d'assignation des tâches de l'été. Deux autres forces opérationnelles vont alors aussi être déployées à l'étranger. Tout dépendant du moment où le déploiement et le redéploiement ont lieu, des restrictions importantes touchant l'emploi et des facteurs d'exemption touchant le personnel revenu depuis peu de l'étranger peuvent aussi s'appliquer. Même si l'on ne tient pas compte de ce dernier aspect, le cycle du CCEM et les cycles de déploiement opérationnel vont achopper sur un obstacle de taille, à savoir qu'au moins six des douze organisations de FO potentielles ne seront pas disponibles pour la majeure partie du cycle d'instruction et d'assignation des tâches de l'été. Comme les tâches d'instruction de l'été sont habituellement nombreuses pour satisfaire les besoins en matière d'instruction, cet

aspect pourrait avoir un effet imprévu sur la capacité de l'Armée de terre d'appuyer ses objectifs d'instruction globaux ou de les atteindre et risque d'imposer une cadence élevée de soutien de l'instruction au personnel au cours des phases de la reconstitution et de la récupération du cycle de gestion de la disponibilité opérationnelle.

D'autres questions encore concernant le modèle de gestion de la disponibilité opérationnelle valent la peine d'être étudiées. Sommes-nous en train de renforcer des concepts anciens qui ne s'appliquent pas à l'environnement opérationnel actuel? Par exemple, est-ce que les régiments blindés devraient encore, dans le contexte de la gestion de la disponibilité opérationnelle, compte tenu de leur équipement, de leur effectif et de leur concept d'emploi actuels, être considérés comme des QG de manœuvre ou ne devraient-ils pas plutôt être considérés comme un fournisseur de forces au même titre qu'un régiment d'artillerie ou un régiment du génie? Sont-ils une arme d'appui au combat? En ce qui concerne l'instruction, est-ce que les exigences relatives à la préparation et à l'instruction qui précèdent le cycle menant au CCEM et à l'intérieur du CCEM ont vraiment été validées? Étant donné les missions plus exigeantes que nous sommes susceptibles d'entreprendre, est-ce que l'instruction du niveau 3, en tant que base de l'instruction de maintien des compétences, et l'instruction du niveau 4 comme préalable au cycle du CCEM sont vraiment suffisantes? Avons-nous les normes d'aptitude au combat mesurables nécessaires pour valider ou infirmer ces prémisses au CCEM au moyen d'un mécanisme d'analyse? De plus, est-ce que la structure organisationnelle des FO est remise en question par suite du récent déploiement de trois plutôt que deux compagnies d'infanterie en Afghanistan? Est-ce que le soutien de la réserve prévu et attendu dans le cadre de la gestion de la disponibilité opérationnelle a été validé? Même si toutes ces questions méritent considération, j'aimerais me concentrer sur un autre enjeu — la cohésion des FO.

On peut soutenir que les Marines emploient le modèle des FO sous une forme ou une autre depuis plus de 20 ans. Les unités expéditionnaires des Marines (Marine Expeditionary Units ou MEU) sont, en fait, des FO de 2 200 personnes dotées du mélange de ressources de mobilité et de puissance de feu requis pour être des forces de frappe vraiment efficaces⁷. L'élément constitutif d'une MEU est encore, toutefois, un bataillon d'infanterie — pas des parties du bataillon. Comme la force de nos organisations régimentaires d'infanterie est intacte, je crois que l'actuel modèle de gestion de la disponibilité opérationnelle néglige un élément essentiel de la constitution d'une équipe — la cohésion — et que la cohésion devrait être renforcée dans un emploi plus « global » de nos bataillons d'infanterie.

Solutions possibles

J'ai soulevé le spectre d'un grand nombre de problèmes imminents touchant le concept de gestion de la disponibilité opérationnelle. J'aimerais maintenant présenter quelques suggestions de changements possibles pour atténuer certains des problèmes décrits plus haut. Ces trois idées principales sont liées à l'accroissement prévu de l'effectif des forces. Leur réalisation va nécessiter une restructuration immédiate et efficace des politiques et des organisations de l'Armée de terre.

Afin d'atténuer les problèmes de dotation en personnel associés à la mise sur pied d'unités déployables en opération, il faut commencer par changer les niveaux de dotation existants afin de compenser la proportion historique de 10 à 15 % du personnel qui n'est pas disponible pour un déploiement. À cette fin, il faut adopter pour les FO des structures et une dotation, pour au moins une partie des FO, correspondant à 115 % de l'effectif. Par exemple, la compagnie d'infanterie légère proposée d'une FO compte (6-20-118) personnes, pour un total de 144, dont (1-5-30) personnes, ou 36, seraient des réservistes⁸. Je propose que le nombre des réservistes ne soit pas inclus dans

l'équation et que, au Canada, la compagnie compte environ 23 personnes de plus, pour un total de 167 personnes. Ces dernières pourraient constituer un petit peloton additionnel officiel, p. ex., élément de commandement et deux sections (1-4-18), ou seulement un bassin de personnel incluant des postes supplémentaires au sein des pelotons existants et un officier et des sous-officiers supérieurs de plus au sein de l'élément de commandement de la compagnie.

La formule d'une dotation à 115 % offre de nets avantages. Elle permet au bataillon d'absorber le personnel en situation de non-activité tout en procédant à l'instruction et de faire en sorte que l'effectif des compagnies reste complet. Elle procure aussi la souplesse voulue pour atténuer l'effet de la participation aux cours de formation professionnelle en leadership requise entre les déploiements. Elle va aussi permettre aux compagnies de disposer de l'effectif nécessaire pour exécuter les tâches de déploiement opérationnel, peu importe le niveau du soutien assuré par la réserve en vertu de la gestion de la disponibilité opérationnelle, et avec le soutien de la réserve, la compagnie disposerait d'une réserve opérationnelle inhérente, intrinsèque et nécessaire en vue des déploiements. La dotation à 115 % va faciliter la mise en œuvre de la recommandation suivante.

Afin d'obtenir une cohésion accrue au sein des FO et de satisfaire les exigences de la structure des FO en matière de dotation, je propose une restructuration organisationnelle de l'Armée de terre en 12 bataillons d'infanterie, et je propose que les FO visées par la gestion de la disponibilité opérationnelle soient basées principalement sur ces 12 bataillons d'infanterie. À moins que des VBL soient achetés, je recommande que trois bataillons d'infanterie légère s'ajoutent à l'Armée de terre. Cette addition va aussi entraîner la formation de trois organisations de tireurs d'élite et de reconnaissance de plus (pour un total de douze, dans chaque cas, à l'échelle de l'Armée de terre). Ce serait à court terme possible si l'on adoptait un modèle de FO constituée de deux compagnies d'infanterie par bataillon. Une base de trois compagnies par bataillon pourrait ensuite être constituée lentement, au fur et à mesure que les objectifs de recrutement sont atteints. Une structure de six bataillons légers et de six bataillons moyens ou bataillons de VBL permettrait une plus grande symétrie dans toute l'Armée de terre et aurait des retombées avantageuses que je vais décrire plus loin.

Pour la création des trois nouveaux bataillons d'infanterie, je ne sauterais pas sur le bassin de personnel potentiel qui existe dans les trois régiments blindés. Ces unités peuvent maintenant se concentrer sur la mise sur pied des éléments requis par le plan actuel de gestion de la disponibilité opérationnelle, notamment une troupe de surveillance et un élément de commandement d'une compagnie de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance (ISTAR), mais elles pourraient aussi être structurées de manière à passer d'une troupe déployée en opération à un escadron de reconnaissance complet à l'appui d'une FO. Les trois régiments blindés pourraient aussi former le noyau du quartier général d'une FO affectée à des opérations nationales ou être une ressource non déclarée, non incluse dans le cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle, et constituer ainsi une vraie réserve opérationnelle pour l'Armée de terre, en dehors des deux lignes de tâches associées à la gestion de la disponibilité opérationnelle.

Enfin, et simplement, l'Armée de terre doit consacrer des ressources au système de l'instruction et le renforcer pour éviter d'imposer des tâches d'instruction à nos forces prêtes à prendre part à des opérations et pour préparer une reconstitution et une récupération véritables. Même s'il est le sujet d'un autre article, un système d'instruction élargi va atténuer les tâches. Un roulement efficace du personnel dans un système d'instruction élargi va avoir un effet positif sur le maintien à l'effectif du personnel. Il va aussi procurer un travail intéressant aux personnes qui ont des habiletés utiles mais ont

aussi besoin d'une pause dans la cadence des opérations des formations de brigade de notre Armée.

Retombées avantageuses

Cette restructuration offre des retombées avantageuses substantielles auxquelles nous avons déjà, dans certains cas, fait allusion. Dans cette restructuration, l'Armée de terre conserverait une véritable réserve non déclarée grâce aux trois régiments blindés. La restructuration procurerait aussi à l'Armée la capacité potentielle de renforcer les FO en fonction des besoins au moyen d'un escadron de reconnaissance complet. La structure à elle seule allégerait la cadence des opérations pour l'infanterie et les organisations spécialisées de l'infanterie en accordant une place accrue aux tireurs d'élite et aux éléments de reconnaissance, mais d'autres avantages sont possibles.

La formation de trois bataillons d'infanterie de plus procurerait peut-être l'occasion de regrouper les connaissances spécialisées et les services de soutien spécialisés. Dans le cas de l'Ouest canadien, les deux bataillons de VBL pourraient peut-être être co-implantés à Shilo afin de profiter de la proximité des installations de tir et des économies et de la capacité potentielles de répondre à une demande accrue qui découleraient de la combinaison de deux installations de maintenance des VBL. Les champs de tir pourraient aussi être adaptés à Edmonton pour assumer une plus grande part d'un rôle léger, alors que ceux de Shilo pourraient être aménagés de manière à satisfaire des VBL. Cette solution aiderait aussi à régler les conflits touchant les champs de tir qui risquent de survenir à Wainwright entre les activités du CCEM, les cours et l'instruction que donnent les écoles du secteur et les activités d'entraînement associées aux VBL. La combinaison d'un bataillon de VBL et d'un bataillon léger constitue bien entendu une autre solution possible. Dans le cas de l'Est canadien, deux bataillons pourraient peut-être être installés à Gagetown afin d'atténuer la perte, pour ce secteur / la FOI, d'un bataillon qui prend part à un déploiement opérationnel.

La dernière retombée avantageuse est susceptible d'avoir une incidence sur notre capacité relative aux forces spéciales au sein des Forces canadiennes. À l'heure actuelle, la majeure partie de notre personnel des forces spéciales provient de l'infanterie. C'est un fait et il est peu probable que cela change⁹. Manifestement, l'élargissement de ce bassin de soldats va élargir le bassin de recrutement dans ce secteur spécialisé, qui est actuellement en croissance suite à la formation du Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC).

Conclusion

Les exigences de notre cadence des opérations et de nos environnements opérationnels actuels sont grandes. Le modèle de gestion de la disponibilité opérationnelle est censé offrir un certain équilibre pour ce qui est de satisfaire ces exigences. La gestion de la disponibilité opérationnelle est un concept fondé sur de très bonnes intentions, mais il présente des lacunes importantes qui risquent de détruire le système avant qu'il commence vraiment à fonctionner. Les politiques de dotation actuelles et la structure de notre Armée vont assurément miner la viabilité de ce modèle. Je propose comme solution possible aux lacunes décrites ici une modification immédiate de la structure de notre Armée qui la fasse passer de neuf bataillons d'infanterie à douze — par l'ajout de trois bataillons d'infanterie légère. Cette mesure va élargir la place qu'occupe l'infanterie, en particulier au sein des éléments spécialisés de reconnaissance et de tireurs d'élite. La modification proposée pourrait se faire à court terme en adoptant initialement une structure de deux compagnies de fusiliers par bataillon qui passerait progressivement à trois.

Je recommande également une modification des politiques de dotation pour

garantir que la structure des FO est maintenue à un minimum de 115 %. Cette mesure va garantir une plus grande souplesse pour ce qui est de la dotation, de l'exécution des tâches et du maintien, durant les déploiements, d'une réserve prête à prendre part à des opérations. Elle va aussi améliorer la proportion historique de 10 à 15 % du personnel qui, dans l'Armée de terre, n'est pas apte à prendre part à un déploiement opérationnel. Je recommande enfin un renforcement de notre système d'instruction dans le but de réduire le fardeau des tâches qui sont imposées en sus à la force de campagne. Combinées, toutes ces recommandations vont avoir à court et à long terme d'importantes retombées avantageuses pour l'Armée de terre. Ensemble, elles vont mettre en place les conditions d'un programme plus fructueux et plus souple de gestion de la disponibilité opérationnelle qui va procurer à l'Armée de terre une véritable réserve opérationnelle.

Notes

1. Modèle actuel de gestion de la disponibilité opérationnelle de l'Armée de terre — Décembre 2005.
2. Conférences du DDOFT à l'intention des G3 de l'Armée de terre — Septembre 2004 (Ottawa), novembre 2004 (Halifax) et mars 2005 (Montréal). Voir aussi la conférence sur l'instruction collective dans l'Armée de terre et le jeu de guerre des 23 et 24 mars 2005.
3. Ibid.
4. Pour une bonne description des groupes professionnels en difficulté et de la question de l'atteinte des objectifs de recrutement des Forces canadiennes, voir Christopher Ankersen, « The Personnel Challenge in Defence Administration », dans *Transforming National Defence Administration*, sous la direction de Douglas L. Bland (Kingston, School of Policy Studies, Queens University, 2005), p. 31-44.
5. Discuté en détail et mentionné par tous les secteurs de la Force terrestre à l'occasion des diverses conférences mentionnées dans la note 2.
6. Ministère de la Défense nationale, *La route vers le CCEM : Orientation et directives de l'Autorité d'instruction de l'Armée de terre (AIAT) sur l'instruction EPE (état de préparation élevé) de l'Armée de terre — 2006* (Kingston, QG SDIFT, 4500-1 (ATA) 27 octobre 2005), 1-6.
7. Basé sur de l'expérience acquise au cours de l'exercice UNIFIED SPIRIT des Marines, au camp Lejeune, octobre 2000. Pour une description de la structure d'une MEU et l'histoire du concept de force opérationnelle, voir Tom Clancy, *Marine: A Guided Tour of a Marine Expeditionary Unit* (New York, Berkley Books, 1996), p. 1-352.
8. Basé sur un briefing du DDOFT donné à Halifax en novembre 2004.
9. Basé sur des observations du Lieutenant-général Jeffries (CEMAT) à Petawawa en 2000. Aussi basé sur une visite de l'équipe de recrutement et de briefing de la FOI2 à Petawawa en 2000 et 2001.